

UNIVERSITÉ DE PARIS
—
FACULTÉ DE DROIT
—

LA FORMATION
DE
L'ÉTAT TCHÉCOSLOVAQUE

PAR
Maurice MERCIER

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT
(Sciences Politiques et Économiques)

La Soutenance aura lieu le Jeudi 23 Novembre 1922, à 15 heures 30.

MEMBRES DU JURY :
PRÉSIDENT : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.
Professeurs : MM. WEISS.
ROLLAND.

—||o||—
CHARTRES
IMPRIMERIE FÉLIX LAINÉ
RUE RABUAN-DU-COUDRAY
—

1922

*Thèse Paris
1922*

LA FORMATION
DE
L'ÉTAT TCHÉCOSLOVAQUE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

95283

UNIVERSITÉ DE PARIS
—
FACULTÉ DE DROIT
—

LA FORMATION
DE
L'ÉTAT TCHÉCOSLOVAQUE

PAR
Maurice MERCIER

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT
(Sciences Politiques et Économiques)

La Soutenance aura lieu le Jeudi 23 Novembre 1922, à 15 heures 30.

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Professeurs : MM. WEISS.

ROLLAND.



—||·||—

CHARTRES
IMPRIMERIE FÉLIX LAINÉ
RUE RABUAN-DU-COUDRAY

—
1922

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSES DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA FORMATION DE L'ÉTAT TCHÉCOSLOVAQUE

INTRODUCTION

LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS.

« Les esprits sont encore dominés par la conception de l'État comme seule unité sociale qui compte dans le monde politique. A côté de l'État, il y a cependant la nation, et ces nations, nous sommes pourtant bien obligés d'en reconnaître l'existence et de faire une distinction entre les États et les nations, de constater qu'il n'y a pas toujours coïncidence entre les frontières politiques et les frontières ethnographiques. Un Anglais qui parle de sa nation ne sépare pas la nation de l'État. Il n'en est pas ainsi pour un Serbe ou un Tchéque; pour eux l'État et la nation ne coïncident pas parce que leur nation s'étend sur plusieurs États ou ne forme qu'une petite partie d'un État qui renferme avec elle d'autres nations. »

C'est en ces termes qu'au mois d'octobre 1915 l'éminent professeur tchèque Thomas G. Masaryk rappelait, à l'Université de Londres, dans son discours d'ouverture de l'Institut slave, cette anomalie, qui depuis longtemps troublait la vie politique de l'Europe, de la non-concordance entre l'unité naturelle de la nation et l'unité du pouvoir politique qui caractérise l'État.

Dans le langage juridique habituel, il est d'usage, quand on parle de la société politique, d'identifier **nation et État**. M. Masaryk au contraire avait pris ces deux mots dans deux sens bien distincts et s'était appliqué à les opposer l'un à l'autre pour réclamer ensuite une révision de la carte du monde sur la base des nations, suivant le principe des nationalités.

A une autre époque, le discours du grand patriote tchèque serait peut-être passé inaperçu. Il n'en pouvait être ainsi en 1915, alors que chez la plupart des belligérants le mot de nation volait sur toutes les lèvres et que le principe des nationalités venait d'être élevé au premier rang des principes de morale et de politique internationales.

Ce principe des nationalités, qui a pour but, suivant l'expression de Bluntschli, de faire de chaque peuple un État et de chaque État un être national et qu'invoquait M. Masaryk pour réclamer l'affranchissement du peuple tchèque et sa constitution en État autonome, n'était cependant pas de création récente; il avait déjà une assez longue histoire (1).

En effet, dès la Révolution française, qui avait placé la source de tous pouvoirs dans le peuple, proclamé, dans sa déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la souveraineté de la nation, transposé, suivant l'expression de M. Bernard Lavergne, la théorie du suffrage universel dans l'ordre international (2), l'idée de nationalité avait été érigée en principe destiné à un remaniement de l'Europe. Appliqué sous la Révolution, étouffé par le Congrès de Vienne, formulé en corps de doctrine, le 22 janvier 1851, à l'Université de Turin par le professeur Mancini, dans son premier cours de droit des gens (3), le principe des nationalités avait triomphé sous Napoléon III, qui avait cherché, dans sa politique extérieure, à réaliser partout en Europe cette coïncidence de l'État et de la nation. A la fin du xix^e siècle, ce principe était devenu l'un des principes les mieux connus et les plus répandus du droit international.

Sous l'influence de la campagne ardente menée à travers les pays en faveur de ce principe, les aspirations nationales des peuples avaient commencé à s'éveiller et même à jouer un rôle important dans la répartition territoriale des États. En dépit d'une politique qui ne visait qu'à comprimer et à étouffer les ferveurs et les ambitions surexcitées des peuples, l'histoire fournit de nombreux exemples de populations qui avaient réussi, au prix parfois d'immenses sacrifices, à reconquérir leur indépendance perdue. Ces nouvelles organisations politiques avaient même réussi à obtenir des États la reconnaissance de leur formation, en opposant le fait accompli aux combinaisons de la politique européenne.

C'est ainsi qu'en ce xix^e siècle que l'on a pu appeler à juste titre le siècle des nationalités, au nom du sentiment national, la Grèce avait reconquis son indépendance, la Belgique s'était séparée de la Hollande, l'Italie de l'Autriche, la Serbie et la Roumanie de la Turquie, la Hongrie avait obtenu son autonomie, la Scandinavie s'était divisée et l'Allemagne unifiée; c'est ainsi que, dans les premières

(1) V. Henri HAUSER, *Le principe des nationalités*, Paris 1916, p. 11 à 28. — V. BLAGOYÉVITCH, *Le principe des nationalités et son application dans les traités de paix de Versailles et de Saint-Germain*, thèse Paris 1922, p. 33 et s.

(2) *Le principe des nationalités et les guerres*, Paris 1916, p. 12.

(3) *Della nazionalità come fondamento del Diritto delle genti*, 1854,

années du ^{xx}e siècle, la Bulgarie et le Monténégro avaient réussi, à leur tour, à secouer le joug ottoman.

Et pourtant, malgré l'active propagande faite en faveur des nationalités, malgré le violent ouragan qui balayait les vieux États et libérait les uns après les autres les peuples opprimés, aux grands Congrès de Vienne, de Paris, de Berlin, les diplomates avaient continué à découper des frontières au travers des nationalités. Aux Conférences de la Haye, à celle de 1907 comme à celle de 1899, les nombreux États d'Europe, d'Asie et d'Amérique, qui s'étaient réunis en vue de la pacification du monde, s'étaient montrés hostiles aux nations et ignorants des nationalités. N'avaient-ils pas, à leur première réunion, exclu le Transvaal, qui n'était pas encore vaincu par l'Angleterre, et à leur deuxième, n'avaient-ils pas refusé catégoriquement aux Finlandais et aux Coréens le droit d'envoyer des représentants et de soumettre leurs revendications?

C'est qu'en effet, à l'aube du ^{xx}e siècle, le droit international ne reconnaissait toujours que la notion éclectique de l'État, qui est, suivant la définition de Bluntschli, « un ensemble de familles obéissant à une autorité commune, établi sur un territoire fixe, tendant à se faire respecter dans son indépendance collective et la conservation de chacun de ses membres ».

De même que l'individu était le seul sujet du droit privé, de même l'État était la seule personne juridique du droit international. Quant à la nation, cette autre forme de la collectivité politique dont nous rechercherons le critérium et les caractères essentiels, elle n'était ni une réalité juridique ni une personnalité de droit tant qu'elle ne s'était pas transformée en État (1), ce qui d'ailleurs pouvait lui être rendu matériellement impossible si elle n'avait pas la bonne fortune de posséder la force ou d'avoir de puissants protecteurs.

Le droit international ne se croyait pas en effet autorisé à s'immiscer dans les affaires intérieures d'un État, si une autorité quelconque y assurait l'ordre, c'est-à-dire « le libre épanouissement des facultés humaines (2) », ni dans ses affaires extérieures, si les principes universellement admis par le monde civilisé y étaient rigoureusement appliqués. Il reconnaissait à chaque État les droits essentiels de souveraineté et d'indépendance et le laissait libre de faire ses lois, de choisir son gouvernement, de s'organiser et de s'administrer à son gré, de donner des ordres et de les faire exécuter à l'intérieur de ses frontières, mais, par réciprocité, il l'obligeait au respect des droits

(1) Ainsi que l'a dit BLUNTSCHLI dans son « *Droit International codifié* » : « Sans État, point de nation. »

(2) M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE à son cours,

des autres États et lui interdisait formellement de nuire en quoi que ce fût à leur souveraineté, à leur indépendance, et notamment d'intervenir dans leur politique intérieure ou extérieure.

Parfois cependant les grandes puissances apportaient leur collaboration matérielle ou leur appui moral à des nationaux opprimés ou à des populations étrangères soulevées contre leur gouvernement, en vue d'améliorer leur sort ou de les aider à obtenir leur liberté. Mais ces interventions, qui, même lorsqu'elles étaient faites sous couleur d'humanité, ne visaient le plus souvent que des buts politiques plus ou moins intéressés, n'étaient que des phénomènes isolés qu'aucune loi n'autorisait dans des circonstances déterminées. La règle que les États n'ont pas le droit de regard les uns chez les autres et qu'aucun d'eux ne peut attenter à la liberté politique de son voisin, même si celui-ci est polynational et opprime des communautés retenues malgré elles à l'intérieur de ses frontières, était toujours en vigueur (1).

De ce que le droit international se déclarait ainsi incompétent dans les questions de libertés et de peuples et interdisait aux États de s'en occuper en dehors de leurs propres frontières, il résultait, en 1914, à la veille de la guerre, que de nombreux peuples grondaient encore mécontents de leur sort et attendaient avec impatience une occasion favorable pour se soulever contre leurs tyrans, en invoquant à la face du monde leurs droits à l'indépendance.

Aussi, quand ils virent se déclainer le conflit qui, dès ses débuts, promettait de bouleverser de fond en comble l'univers entier, tous les peuples opprimés, ou qui croyaient l'être, jugèrent le moment opportun de faire entendre « l'éternel gémissement de la justice blessée », d'opposer leurs droits naturels à ceux artificiels des États auxquels ils étaient soumis et de réclamer, au nom du nouveau principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, leur propre émancipation, avec faculté de rester autonomes ou de se replacer sous une domination étrangère.

Escomptant, les uns, la victoire de l'Entente, les autres, la victoire allemande, ou tout au moins la paix blanche, ils recherchèrent dans l'un ou l'autre camp les protecteurs dont ils avaient besoin pour satisfaire leurs rêves d'autonomie.

L'Europe devint alors le théâtre de nombreux mouvements nationaux. Ces mouvements prirent d'autant plus facilement de l'extension que les puissances engagées dans le conflit mondial cherchaient tous les moyens susceptibles de faire naître chez leurs enne-

(1) M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE à son cours.

mis des dissensions intestines et trouvaient, dans l'application du principe des nationalités, une arme de combat de tout premier ordre, en même temps qu'un but de guerre véritablement noble et humain.

Ainsi les questions polonaise, roumaine, tchécoslovaque, yougoslave, syrienne, arménienne, danoise, alsacienne, italienne, qui empoisonnaient de longue date la vie politique des empires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et de Turquie, s'imposèrent plus que jamais à l'attention de leurs gouvernements et à celle de tous les peuples civilisés.

Les Alliés eux-mêmes d'ailleurs durent se défendre contre cet immense mouvement vers la désagrégation des grands États, mouvement dont l'origine était lointaine, mais dont la marche se trouvait précipitée par les graves événements de l'époque.

Si en effet des pays comme la France étaient assez unis pour conserver jusqu'au bout le sens de l'État et réaliser, pleinement et sans heurts, l'union sacrée de toutes leurs provinces, il n'en devait pas être ainsi de la Russie, qui allait être emportée par la tempête révolutionnaire, de l'Angleterre soi-disant libérale, qui de longue date avait sa politique extérieure embarrassée par les questions irlandaise, égyptienne et hindoue, de la Belgique elle-même inquiétée par le nationalisme flamand.

Le problème des nationalités prit une importance telle qu'il domina toute la politique des gouvernements en guerre et s'imposa d'une façon impérieuse aux hommes d'État auxquels incombait la lourde tâche d'élaborer les traités de paix.

Grâce à la victoire des Puissances Alliées et Associées, la notion de nation ou de peuple, qui jusque-là avait été impitoyablement rejetée, devint le fondement du droit international nouveau, et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dont l'Entente avait fait l'un des pôles de sa politique, prit, parmi les principes directeurs de la Conférence de la Paix, la même place prépondérante qu'avait prise au Congrès de Vienne le fameux droit divin, dont les principes de légitimité et d'équilibre avaient abouti à un éparpillement des peuples.

C'est en application de ce droit international nouveau que les Puissances Alliées et Associées prononcèrent un arrêt de mort impitoyable contre l'empire d'Autriche-Hongrie, « le plus monstrueux produit de l'équilibre européen ». Cet État dynastique, véritable survivance du passé féodal, avec ses tribus simplement juxtaposées et maintenues d'autorité sous le sceptre impérial des Habsbourgs, grâce à une organisation politico-militaire sans pareille, n'était-il pas, de longue date, considéré comme un foyer ardent d'antagonismes nationaux et la négation même du principe des nationalités?

C'est aussi en s'appuyant sur l'idée de nation et sur le principe

de libre disposition que les mêmes puissances ont reconnu aux peuples de la monarchie dualiste le droit de réclamer leur affranchissement et de former, seuls ou avec d'autres peuples, des États souverains et indépendants.

Au premier rang de ces peuples qui sont ainsi arrivés à la vie juridique, se place le peuple tchécoslovaque établi, au cœur de l'Europe centrale, sur le sol de la Bohême, de la Moravie, de la Silésie et de la Slovaquie. Nul mieux que lui ne méritait ce droit à l'existence, car nul mieux que lui ne possédait ces caractères essentiels qui font d'une collectivité une nation; aussi, lorsque nous avons songé à étudier le nouveau droit international dans l'une de ses applications, notre choix s'est-il immédiatement porté sur la formation de l'État tchécoslovaque.

*
* *

Quel est donc ce principe des nationalités ou du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au nom duquel les Puissances Alliées et Associées ont lutté et sacrifié les plus chers de leurs enfants et sur lequel se sont basés leurs représentants à la Conférence de la Paix pour détruire l'empire d'Autriche-Hongrie et faire naître un État tchécoslovaque indépendant?

La théorie des nationalités présente un double aspect. Des populations peuvent en effet se réclamer d'elle pour demander soit leur érection en État autonome soit simplement leur rattachement à la mère-patrie (1). Il est plus banal de voir des peuples chercher à obtenir leur désannexion d'un État et leur agrégation à un autre, en général à leur métropole; aussi est-ce cette forme passive du principe des nationalités qui est la plus connue; mais ce n'est ni la plus importante ni la plus intéressante, car elle ne permet pas, comme l'autre, d'envisager le problème des nationalités dans toute son ampleur. Commençons donc par étudier cette théorie des nationalités dans sa forme active, celle qui a trouvé son application dans le rétablissement de l'État tchécoslovaque.

A quelle condition une population a-t-elle le droit de former un État? Il faut que cette population présente les caractères d'une nation. **Qu'est-ce donc qu'une nation?** Qu'est-ce qui constitue cette unité naturelle, cette « réalité vivante », ce lien puissant qui groupe les membres de l'association nationale (2)?

Le mot nation a fait son apparition dans les textes juridiques au

(1) LAVERGNE, *op. cit.*, p. 16 et 17.

(2) Quant à la nationalité, c'est la tendance d'un groupement humain, possédant les qualités d'une nation, à former un corps politique autonome.

cours de la guerre. Lorsqu'en 1916 l'Institut américain de Droit International a formulé sa déclaration des droits et des devoirs, il a spécifié : « Déclaration des droits et des devoirs des Nations ». En janvier 1917, à la Havane, lors de sa réunion suivante, le même Institut a posé cette question : « Est-ce que toute Nation a droit à l'indépendance? » Quand on a créé une société entre peuples, on l'a appelée : « Société des Nations ». Dans la plupart des textes officiels rédigés au cours des hostilités ou depuis l'armistice et la paix, il n'est parlé que des droits des nations ou des droits des peuples constituant des nations, et le mot nation est le plus fréquemment employé dans son vrai sens technique, antonyme d'État.

Néanmoins, si les nations ont été reconnues plus aptes que n'importe quelle autre organisation à remplir cette fin de l'État qu'est l'ordre et seules dignes de s'exprimer en États, elles ne sont pas les véritables sujets du droit international; ces sujets sont toujours les États. On n'a reconnu qu'indirectement les droits de la nation en considérant comme un devoir pour un État d'aider un peuple qui cherche à réaliser son autonomie, lorsqu'il constitue une nation (1).

Les éléments constitutifs de la nation sont vagues et indéterminés. C'est qu'en effet la division du monde en nations trouve sa source, non pas dans les documents diplomatiques, mais dans les esprits et dans les cœurs, dans les instincts eux-mêmes des individus; c'est une question qui relève bien plus de la psychologie que de la science.

La première tentative de l'esprit est de chercher le critérium de la nation dans la *communauté de race* (2).

Que faut-il entendre par race? En ethnologie la race est d'une imprécision déconcertante. Suivant que l'on se base sur la forme et la capacité de la tête osseuse, les rapports entre les autres parties du système osseux, la couleur de la peau et de l'iris, le système pileux, les généalogies présumées ou le berceau des collections d'individus, on reconnaît des dolichocéphales et des brachycéphales, des types caucasique, mongolique et éthiopique, des races blanche, jaune, noire et rouge cuivrée, des races à cheveux laineux et à cheveux lisses, des races aryenne, sémitique et hamitique, des races caucasienne, méditerranéenne, alpine et iranienne. Dans l'Europe actuelle, on découvre des races slave, germanique, latine, se subdivisant à leur tour en races anglo-saxonne, scandinave, etc...

(1) M. de Lapradelle à son cours.

(2) V. E. RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation?* Paris 1882, p. 13. — P. FIORE, *Droit Intern. public*, t. I., p. 98 ets. — RAMSAY MUIR, *Nationalisme et Internationalisme*, 1918, préf. p. 50 et s. — HAUSER, *op. cit.*, p. 2. — BRUNHES et VALLAUX, *La Géographie de l'Histoire*, Paris 1921, p. 570. — BLAGOVÉVITCH, *op. cit.*, p. 88 et s.

Si les nombreuses classifications des races humaines, aux dires des ethnologues eux-mêmes, présentent toutes des points faibles, c'est que les hommes se sont mêlés à travers les âges sur toute la surface du globe et qu'il n'existe plus depuis longtemps de races pures. La tribu et la cité antiques, qui n'étaient que l'extension de la famille, ont connu la pureté de race ; mais, à l'aube de la période historique, cette pureté avait été déjà sérieusement compromise par les migrations et les conquêtes ; puis les invasions, les guerres, les voyages, la colonisation, sans oublier les princes, qui, comme au traité de Verdun, découpaient et constituaient des royaumes sans se soucier des peuples, ont achevé l'œuvre de dispersion des races. Rien donc de surprenant à ce que les races, ainsi brassées, se soient fondues, combinées, amalgamées en des types nouveaux et qu'il soit aujourd'hui très difficile, sinon impossible, de retrouver les caractères ethniques des peuples modernes, produits de croisements successifs et multiples, et de les classer d'après leurs affinités naturelles. Il faudrait se transporter en Afrique centrale ou dans les îles océaniques pour y trouver des groupements humains dont le sang ne soit pas mêlé. Et encore... en découvrirait-on ? Cela est peu vraisemblable ! Puisque, comme le dit à juste titre M. Hauser, « dans notre Europe au moins, la race n'est plus qu'un mythe », ce n'est pas elle qui peut expliquer le groupement naturel des hommes en nations.

Mais si ce n'est pas la communauté de race qui fait la nation, est-ce la *communauté de langage* (1) ? Est-il vrai, comme le disait Ennius, que « parler plusieurs langues, c'est avoir plusieurs âmes » ?

Il est incontestable que la langue a une grosse influence sur le groupement des individus et que si elle ne force pas les gens à se réunir, elle les y invite fréquemment. Sa puissance est telle qu'on la trouve à l'origine de tous les mouvements séparatistes et que c'est le plus souvent grâce à elle si les nationalités se ressaissent et renaissent.

C'est ainsi que dans certains pays, comme en Autriche, où les limites linguistiques sont de véritables barrières entre les peuples, en Grèce, en Irlande, en Norvège, en Italie, en Allemagne, la culture des idiomes maternels a été, suivant l'expression de M. Auerbach, « le premier appel aux armes ».

Si par exemple les peuples balkaniques ont été préservés de la dénationalisation, ne le doivent-ils pas en partie à leurs langues qu'ils ont conservées avec un soin jaloux ? L'irrédentisme italien n'a-t-il pas toujours eu pour drapeau « l'italianita » ? La doctrine

1) V. E. RENAN, *op. cit.*, p. 19. — P. FIORE, *op. cit.*, p. 106 et s. — R. MUIR, *op. cit.*, p. 54. — BLAGOVÉVITCH, *op. cit.*, p. 96 et s.

pangermaniste n'était-elle pas à base linguistique lorsqu'elle faisait siens les vers fameux de Arndt : « So weit die deutsche Zunge klingt — Und Gott im Himmel Lieder singt — das soll es sein ! das soll es sein ! das ganze Deutschland soll es sein ! » ?

Mais alors, de ce que les aspirations nationales ont parfois pour cadre des frontières linguistiques, faut-il, par généralisation, appeler nation tout groupement humain parlant la même langue ? Non, car si la langue nationale est un puissant moyen d'unification, elle n'est rien à elle seule ; elle ne tire sa force que des idées et des sentiments qu'elle exprime. Ainsi l'Alsace-Lorraine, bien que germanophone, est restée fidèle à la France. Nombreux sont les pays bien constitués qui possèdent plusieurs langues. La Suisse en a trois officielles. De nombreux anglais parlent exclusivement gallois. À côté de la Belgique flamande, qui s'exprime en allemand, il y a la Belgique wallonne qui emploie le français. La France elle-même renferme des Flamands, des Armoricaïns, des Catalans, des Provençaux, des germanophones. À l'inverse, l'Amérique du Nord et l'Angleterre, l'Amérique du Sud et l'Espagne, la France et la Belgique, la France et le Canada ont les mêmes langues et tiennent cependant beaucoup à leur indépendance.

La communauté de langage ne fait donc pas une nation, mais alors est-ce la *communauté de religion* (1) ?

« À l'origine, a dit Max Müller, toute religion est une nationalité. » Dans le passé en effet de nombreux exemples justifient cette pensée ; c'est ainsi que la religion juive a été le berceau de la nationalité juive. Même de nos jours, la parole de Max Müller trouve encore quelques applications. Les Ruthènes ont conservé leur unité nationale grâce à leur religion ; la nation arménienne repose sur son patriarcat ; les aspirations nationales de certains pays, comme la Bulgarie et la Grèce, s'appuient sur les cartes religieuses ; c'est surtout le catholicisme qui a sauvé les nations irlandaise et polonaise, de même que la réforme de Luther a contribué à sceller l'unité allemande et que l'orthodoxie a été la base de l'unité russe.

Sans nier le rôle important que joue la religion dans la répartition nationale des peuples, il serait puéril de faire de la religion le critérium de la nation. C'est qu'en effet, à notre époque, une religion humaine côtoie les vieilles religions nationales et la religion réunit plutôt les hommes qu'elle ne les éloigne les uns des autres, comme cela se produisait autrefois avec « le Dieu exclusif de la cité antique ».

(1) V. RENAN, *op. cit.*, p. 22 et s. — RUYSSSEN, *Le problème des nationalités* (Ligue des Droits de l'homme) 1916, p. 30. — *op. cit.*, p. 107. — HAUSER, *op. cit.*, p. 3 et 4. — БЛАГОУВІТЧЕ, *op. cit.*, p. 102 et s.

L'unité de l'Angleterre protestante n'est pas plus en danger, en raison de ses nombreuses sectes, que celle de l'Allemagne avec ses 36 % de catholiques, celle de la Suisse avec ses 1.200.000 catholiques et ses 1.700.000 protestants ou celle des États-Unis aux multiples Églises.

En résumé, si parfois nous croyons avoir découvert dans la communauté de race, de langue ou de religion, le facteur essentiel de la nation, bien des exemples nous viennent immédiatement à l'esprit d'États parfaitement homogènes constitués par des collections d'hommes, de races, de langues ou de religions différentes. Si l'on ne s'en tenait qu'à ces éléments, la France par exemple, pourtant si unie, ne constituerait pas une nation.

Ce n'est pas non plus la *géographie* qui détermine la nation (1).

Il est évident que la géographie est l'un des grands facteurs de l'histoire; tandis que les rivières ont presque toujours conduit les races, les montagnes les ont souvent arrêtées, et pas plus les plaines sans bornes que les montagnes ne forment la cohésion. C'était l'avis de Rousseau qui écrivait dans son *Traité de paix perpétuelle* : « La situation des montagnes de l'Europe, des mers et des fleuves qui servent de bornes aux nations qui l'habitent, semblent avoir décidé du nombre et de la grandeur de ces nations et l'on peut dire que l'ordre politique de cette partie du monde est, à certains égards, l'ouvrage de la nature. »

Mais on ne peut admettre un pareil déterminisme. La Suisse en effet, malgré sa structure tourmentée, forme un État bien homogène, la Grèce a réussi à grouper tous ses chapelets d'îles; les États-Unis, aux régions si disparates, présentent une cohésion parfaite, tandis que les deux plus anciennes nations de l'antiquité, les Juifs et les Arméniens, subsistent sans territoire ou en dehors de leur territoire; des peuples, entourés de frontières aussi naturelles que le sont celles de la Bohême, de la Hongrie, de la Transylvanie, ne se sont pas développés plus vite que les autres. La nationalité hellénique occupe plus que l'Hellade, alors que la nationalité française ne remplit pas la région géographique française. Il est même rare que des États nationaux aient un cadre géographique bien défini, sauf, naturellement, des nations insulaires, comme le Japon ou l'Angleterre. C'est que, comme nous le rappellent MM. Brunhes et Vallaux, « si la Terre, certes, commande l'activité humaine, à son tour l'homme commande à la Terre ».

(1) V. RENAN, *op. cit.*, p. 24 et s. — HAUSER, *op. cit.*, p. 9. — BRUNHES et VALLAUX, *op. cit.*, p. 354 et s. — BLAGOYÉVITCH, *op. cit.*, p. 105. — BRENTANO-SOREL, *Précis de droit des gens*, 1877 p. 20.

Mais alors, si le même groupe de facteurs produit ou ne produit pas, suivant les cas, une nation, faut-il donc avouer, avec le professeur anglais Ramsay Muir, qu' « il n'existe pas un seul critérium infaillible de ce qui constitue une nation »?

Non, car ce critérium existe et la nation n'est ni une illusion ni un accident, mais une force de la première importance et nettement caractérisée (1). La division du monde en nations est basée sur des incompatibilités d'humeurs, de mœurs, de désirs et d'inclinations. Un riche legs de souvenirs, historiques ou légendaires, provenant d'un long passé commun et formé des victoires, des défaites, des joies et des souffrances communes, — surtout des souffrances, car rien n'opère mieux la synthèse des sangs, des croyances, des mœurs, des langues que la peine et la douleur ! — des grands hommes, une même façon de vivre et de penser, une volonté commune, un besoin semblable de liberté et d'indépendance, un même idéal, tels sont les facteurs essentiels de la nation.

C'était l'opinion de Renan quand il disait : « Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire, voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent, avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà la condition essentielle pour être un peuple (2). »

Qu'est-ce qui fait par exemple l'unité de la Suisse, malgré sa diversité de langues, de races, de religions, malgré son absence de limites naturelles, sinon cette conscience collective de tous ses occupants ? Pourquoi la France, l'Allemagne ou les États-Unis, conservent-ils leur cohésion politique et forment-ils des blocs aussi solides si ce n'est parce que les populations qui les composent sont unies par une *communauté de souvenirs et d'aspirations* ?

*
* *

Maintenant que nous avons défini, avec le plus de précision possible, le concept de nation, il nous reste à déterminer quels sont, parmi les groupements humains, ceux qui ont droit au titre de nation. Il ne suffit pas en effet de dire que la nation est une réunion d'individus ayant la même façon de vivre, de penser, de sentir, de vouloir, *il faut* encore, et c'est là le principal, *pouvoir découvrir ce moi national*.

On se trouve là en présence d'une réelle *difficulté*, celle de *dégager*

(1) Israël ZANGWILL, *Le principe des nationalités*, Paris 1918, p. 22.

(2) *Op. cit.*, p. 26.

le véritable élan d'âme des populations. Et pourtant, au premier abord, cela semble facile. Ne suffit-il pas en effet, étant donné que le moi national est une collection d'états de conscience individuels, de connaître ces états de conscience en s'adressant aux populations elles-mêmes par le *plébiscite* et de subordonner ainsi l'existence ou la création d'un État à l'assentiment d'une majorité d'individus (1)?

Ce procédé, assez séduisant, il faut en convenir, peut présenter de graves dangers. Lorsqu'il est pratiqué honnêtement, sans aucune pression matérielle ou morale de la part de qui que ce soit, sur des gens civilisés et instruits, originaires du pays plébiscité et n'ayant jamais été soumis à une dénationalisation forcée ni à une immigration officielle étrangère, il peut exprimer la véritable volonté populaire. Il n'en est pas de même des consultations faites dans les pays où les cadres des États préexistants sont encore assez puissants pour fausser, par la crainte ou par le jeu des intérêts personnels, les votes des populations. Mensongers également seraient les plébiscites organisés soit sous la botte d'un État vainqueur, soit sous le contrôle d'un État vaincu, soit sur des territoires d'où l'État conquérant aurait expulsé ou forcé à émigrer les indigènes et où il aurait provoqué une immigration importante de ses propres nationaux (1).

Mais alors, si la volonté, ainsi exprimée à jour fixe, dans des conditions plus ou moins défavorables pour les votants, ne doit pas traduire le véritable vouloir-vivre collectif, où peut-on être susceptible de le découvrir? Est-ce dans les *recensements*? Oui, mais à une condition, c'est que ces recensements soient faits loyalement, sans pression et sans falsification; or il faut bien reconnaître que, dans les pays à nationalités multiples, les statistiques officielles ne sont pas le plus souvent l'expression de la vérité. Il nous semble, avec M. Hauser, que ce soit plutôt « dans ce *plébiscite de tous les jours* » que constituent les manifestations multiples, les réactions quasi instinctives de l'âme populaire, ses résistances, ses sympathies, son attachement à ses symboles, parfois à sa langue, parfois à sa religion, toujours à ses souvenirs » (2). Mais si l'application de cette méthode paraît devoir le mieux exprimer cette conscience collective, elle n'en est pas moins excessivement délicate et exige des diplomates de la perspicacité et surtout de l'impartialité.

Si l'on veut mettre en pratique la théorie des nationalités, envisagée sous sa forme active, une autre question se pose, capitale elle aussi:

(1) V. J. GIROUD, *Le plébiscite international*, Le Puy 1921.

(2) HAUSER, *op. cit.*, p. 29.

Est-ce que toute nation a droit à l'indépendance? Sinon, à quelles conditions une population, constituant une nation, peut-elle disposer d'elle-même et former un État?

La première condition, semble-t-il, est que le *vouloir-vivre collectif* de ce peuple s'appuie sur une *individualité historique* bien nette ou, mieux encore, sur une autonomie politique antérieure (1). Un État ne peut pas en effet sortir tout d'un coup du néant. Il faut qu'une population se différencie des autres populations appartenant à l'État auquel elle se trouve rattachée, qu'elle possède une histoire nationale distincte de celle de cet État et qu'elle ait été autonome, politiquement ou moralement, pendant plusieurs générations, pour faire valoir ses droits à l'indépendance; car un peuple qui n'a pas d'histoire, ne peut pas avoir de conscience nationale bien déterminée et, par conséquent, ne peut être animé d'un vouloir-vivre collectif profond et sincère.

Reconnaître à toute nation le droit à l'indépendance, ce serait souvent accorder la vie juridique à des groupements infiniment petits, qui seraient peut-être homogènes, mais ne posséderaient pas une résistance politique, militaire ou économique suffisante pour pouvoir subsister, ce serait enfanter des États mort-nés. Il faut donc admettre qu'un peuple ne constitue vraiment une nation et ne peut présenter une pétition nationale en sa faveur que s'il est capable de former un État viable, s'il possède, outre un vouloir-vivre collectif, un pouvoir-vivre collectif (2). Il en est des peuples ce qu'il en est des enfants, qui ont un droit évident à la vie, mais ne possèdent pas toujours les qualités organiques nécessaires à l'exercice de cette vie; dans l'un comme dans l'autre cas, on peut crier à l'injustice, mais on est impuissant contre ce mal.

Quelles sont donc les conditions que doit remplir une agglomération d'individus pour pouvoir vivre de la vie internationale comme État?

Il faut tout d'abord qu'elle ait une *importance démographique*, une *assiette territoriale* et des *richesses naturelles* suffisantes pour pouvoir assurer son indépendance politique, militaire et économique. On conçoit en effet qu'un État infime, pauvre et peu peuplé soit incapable de remplir sa fonction d'État, c'est-à-dire de faire vivre ses ressortissants de la vie internationale (3).

Certes, autrefois, les petits États étaient nombreux et parfaitement viables; mais, étant données la rareté et les défauts des moyens de transport, il n'existait pour ainsi dire pas de commerce

(1) V. LAVERGNE, *op. cit.*, p. 19 et s.

(2) V. LAVERGNE, *op. cit.*, p. 29.

(3) M. de LAPRADELLE à son cours. Cf. LAVERGNE, *op. cit.*, p. 22 et s.

international; chaque pays devait, autant que possible, se suffire à lui-même. D'ailleurs l'État ne se justifiait pas alors par sa fin actuelle; il n'était que le cadre de la propriété du prince.

Il n'en est plus de même aujourd'hui avec le développement des chemins de fer et de la navigation, le progrès des arts techniques, la spécialisation de la production, les monopoles mondiaux. Les peuples qui ne voudraient vivre que sur leur propre fonds, même ceux qui bénéficient d'une grande variété de climats, de sols et de productions, seraient voués à la disette, à la misère, à la ruine; il leur faut, bon gré mal gré, entrer en relations commerciales les uns avec les autres et échanger leurs produits naturels ou industriels suivant leurs besoins.

Mais s'il y a interdépendance économique des États, si par conséquent les peuples peuvent dans une large mesure compter les uns sur les autres, il va de soi qu'un État, dont le territoire serait infime ou qui ne pourrait fournir à ses habitants qu'une faible partie des produits nécessaires à la vie, sans avoir le moyen de les leur procurer par des échanges, serait à la merci de ses voisins; il finirait par être annexé ou par s'agréger de lui-même à l'un d'eux.

De même qu'il y a pour les États un minimum de résistance économique, il y a aussi pour eux un minimum de résistance stratégique au-dessous duquel ils sont susceptibles de perdre leur indépendance politique. Si en effet un État, riche ou pauvre, ne compte sur son territoire qu'une population restreinte, il n'est pas en mesure de résister à l'emprise politique ou à la plus faible pression militaire de ses voisins, plus nombreux et plus puissants que lui. L'existence en fait d'États minuscules comme Monaco n'est qu'un vestige historique. Ces très petits États, qui ne peuvent s'adapter à la vie internationale moderne, disparaîtront nécessairement, dans un avenir plus ou moins rapproché, pour s'agréger aux États qui excerceront sur eux la plus grande force d'attraction dans le domaine économique, social ou intellectuel. L'histoire est pleine d'exemples de petits États qui ont subi cette loi générale et fatale de la concentration croissante, du mégalo-statisme.

N'est-il pas en outre nécessaire, pour qu'un État soit viable, qu'il ait des *frontières naturelles* capables de le mettre à l'abri d'une attaque brusquée et une *frontière maritime* lui permettant d'assurer la liberté de son commerce?

Qu'entend-on par frontières naturelles? Ces frontières naturelles sont-elles indispensables à la sécurité d'un État (1)?

(1) V. BRUNHES et VALLAUX, *op. cit.*, p. 356 et s.

D'après les conventions diplomatiques, l'expression frontières naturelles s'applique aux trois sortes d'accidents physiques les plus importants : les côtes, les chaînes de montagne, les fleuves et rivières.

Il faut bien reconnaître que si autrefois ces accidents physiques formaient de véritables barrières entre les peuples, il n'en est plus de même aujourd'hui avec le percement des montagnes, l'aménagement des vallées, l'installation de ponts, le développement des moyens de communication maritimes, fluviaux, terrestres et aériens. La dernière guerre a prouvé qu'aucun fleuve, aucune chaîne de montagnes et même aucune mer ne pouvait empêcher une armée de passer.

On ne peut nier cependant que les rivages maritimes, rarement disputés d'ailleurs, constituent une bonne frontière et que les montagnes et les fleuves, s'ils n'empêchent pas une armée de passer, retardent et entravent tout au moins sa marche. Aussi la recherche de frontières naturelles, qui a été pendant de longs siècles le principal objet de la politique et de la guerre, inspire-t-elle encore de nos jours les pétitions nationales des peuples.

De même qu'il est utile pour un État d'avoir des frontières politiques tracées sur le terrain par de sérieux obstacles, de même il est important pour lui de posséder une frontière maritime, si courte soit-elle ; car un État sans côtes est fatalement tributaire, au point de vue économique, des pays qui le séparent de la mer et peut y perdre sa liberté. Comme l'a dit M. de Lapradelle : « La mer paraît être une des conditions naturelles de l'existence d'un État, et on peut poser ce principe qu'il est plus difficile de faire admettre la pétition nationale lorsque la frontière maritime est absente que lorsqu'elle existe (1). »

On cite, il est vrai, le cas de la Suisse qui, bien que puissance continentale, n'en est pas moins un État parfaitement viable, comme le sont aussi la Belgique, les Pays-Bas, les républiques sud-américaines, dont les limites politiques ne sont le plus souvent que des limites conventionnelles. Ce sont là des exceptions. Il est certain que pas plus l'accès à la mer que les frontières naturelles ne sont absolument indispensables à un État pour vivre ; mais en général un État qui en sera privé, se développera difficilement et ne vivra que d'une vie alanguie.

Enfin, pour qu'une pétition nationale soit recevable, il faut trouver, chez les populations qui la présentent, une certaine *capacité gouvernementale* et un minimum de *culture scientifique* (2). Appelé en effet

(1) M. de LAPRADELLE à son cours.

(2) V. LAVERGNE, *op. cit.*, p. 21, 22, 27 et 28.

à vivre dans un monde civilisé, un peuple ignorant et illettré, incapable de participer au gouvernement d'un pays ou ne possédant pas une élite cultivée susceptible d'exercer cette fonction, ne peut revendiquer son autonomie. Mais, étant donné que sur notre continent tous les peuples sont plus ou moins cultivés et capables de s'administrer, ces conditions nationales ne sont plus à envisager que dans les problèmes coloniaux ou extra-européens.

Telles sont les conditions que paraît devoir remplir une population pour former une nation et réclamer sa reconnaissance comme État. Complétons donc notre définition de la nation et appelons ainsi toute agglomération humaine qui présente dans son ensemble un vouloir-vivre collectif réel et sincère et paraît assez forte, riche, civilisée pour pouvoir vivre de la vie internationale.

* *

Si l'on envisage **la théorie des nationalités sous sa forme passive**, elle devient le droit, pour un peuple qui ne possède pas tous les caractères essentiels de la nation et ne peut par conséquent être reconnu autonome, de demander du moins sa séparation d'un État qui ne lui a pas donné la liberté, la justice, le bonheur auxquels il avait droit en tant que peuple, et son rattachement à un autre État. Il serait injuste en effet de refuser à un groupement la possibilité de dissoudre les liens politiques qui l'unissent à un État tyran, sous le seul prétexte qu'il ne veut pas se rendre indépendant ou qu'il ne possède pas une assiette territoriale, une importance numérique, un ensemble de richesses suffisants pour réaliser son autonomie.

Est-ce que toute population peut se prévaloir de cette théorie des nationalités? En principe oui, à la condition, bien entendu, qu'elle ait nettement manifesté sa *volonté*, que sa décision soit irrévocable, que son choix ne soit pas purement fantaisiste, car, sans cela, les frontières politiques des États se déplaceraient perpétuellement, des perturbations sociales et économiques ne manqueraient pas de se produire et l'ordre risquerait d'être troublé.

Mais, en raison de la compénétration des nationalités, une deuxième condition doit être exigée d'un peuple qui demande sa séparation d'un État et sa réunion à un autre, c'est que son *territoire* soit *conligu ou proche* de celui de l'État auquel il désire être incorporé. C'est par le fait même enlever le droit de disposer de leur sort aux flots de population étrangère, enclavés dans les limites géographiques d'un État et constituant des unités homogènes, mais trop exigües, trop faibles, trop pauvres pour pouvoir s'ériger eux-mêmes en États

et aussi trop éloignés de tout autre peuple pour être autorisés à s'unir à lui (1).

Cette exception, très grave, car elle est contraire à la liberté et à la justice, est absolument nécessaire. Non seulement, en effet, il est impossible à de tels groupements de jouer un rôle international, mais encore, s'ils pouvaient s'agréger à des unités politiques non contiguës, les États au milieu desquels ils se trouvent englobés, ne pourraient pas assurer leur défense militaire et seraient entravés dans leur développement.

Enfin, un peuple qui désire exercer ce droit de libre disposition ne doit-il pas remplir une troisième condition : celle de ne *pas* être *indispensable à la défense militaire ou à la vie économique* de l'État national auquel il est annexé (2) ?

Si, en effet, une nation a droit à l'existence, il lui faut en outre, pour vivre de la vie internationale autrement que d'une vie alanguie, satisfaire à certaines exigences matérielles, soit stratégiques, soit économiques ; c'est ainsi qu'il est, sinon indispensable, du moins très utile, à un État moderne, d'avoir des débouchés maritimes, d'être entouré de frontières naturelles, de posséder dans son sous-sol certaines richesses minérales. La question se pose donc de savoir si un État est en droit de conserver ou de réclamer, sans le consentement des populations ou même contre leur gré, un couloir d'accès à la mer, s'il ne possède pas de côtes, une zone adossée à un obstacle important, si son aire géographique et son aire politique ne coïncident pas, ou encore un territoire dont le sous-sol renferme des gisements qu'il considère comme indispensables à son industrie ou à sa consommation intérieure. En d'autres termes, dans la délimitation des frontières d'un État national, la structure du sol, la nature du sous-sol, les communications maritimes peuvent-elles primer la volonté des populations, l'orientation de leurs sympathies politiques ?

Quand se produit un pareil conflit entre le principe des nationalités et les vieux principes condamnés des frontières naturelles, des frontières stratégiques, des droits économiques, l'équité elle-même réclame des compromis ; car dans tout règlement de question internationale, ce qui importe le plus c'est l'ordre et la paix générale ; or cet ordre et cette paix ne peuvent être assurés que si les sujets du droit international, les États, sont capables de vivre et de se développer normalement. De même qu'à l'intérieur de l'État des sacrifices sont exigés de la part de certains individus, de même, dans le monde,

(1) V. LAVERGNE, *op. cit.*, p. 38 et s.

(2) V. LAVERGNE, *op. cit.*, p. 46 et s. — HAUSER, *op. cit.*, p. 29 et 30.

des groupements humains doivent parfois subordonner leur intérêt personnel à l'intérêt général et se soumettre aux exigences des lois internationales; cela ne fait aucun doute.

Ce sera là un problème infiniment délicat que celui de démêler les droits souvent opposés des populations et de déterminer dans quels cas et dans quelle mesure on pourra, et même on devra, demander à des groupements de renoncer à leurs droits naturels de libre disposition, au nom du bien-être et de la paix universels. On commettra inévitablement des injustices et on fera des mécontents, car de nombreux peuples se verront refuser ce qu'ils considéreront comme leur droit. Mais il sera impossible de procéder d'une autre façon tant que le danger de guerre subsistera et que les conditions économiques resteront telles qu'elles sont de nos jours.

Le seul remède à ce mal résidera dans une *protection nationale et internationale des peuples* qui se seront ainsi vu refuser le droit naturel de disposer d'eux-mêmes.

Tel est le principe des nationalités (1) sur lequel s'est appuyée la pétition nationale tchécoslovaque à la Conférence de la Paix et dont se sont inspirés les représentants des Puissances Alliées et Associées, quand ils ont rappelé la Tchécoslovaquie à la vie juridique et délimité ses frontières politiques (2).

(1) Bibliographie : (en dehors des ouvrages déjà cités) BLUNTSCHLI, *Théorie générale de l'État* (trad. Arm. de RIEDMATTEN) Paris 1881. — DESPAGNET, *Cours de Droit International public*, 3^e éd., Paris 1898. — PILLET, *Le Droit International public* (R. D. I. P., t. I, 1894, p. 1 et s.); *Les droits fondamentaux des États* (id. t. V et VI, 1898 et 1899). — RENNER, *Das selbstbestimmungsrecht der nationen*, Leipzig et Vienne, 1918. — E. BAIE, *Le principe des nationalités*, Paris 1915. — G. CALVO, *Le Droit International théorique et pratique*, Paris 1880, t. I, p. 143 et s.

(2) La nomenclature des cartes et atlas actuellement en usage dans les pays occidentaux étant le plus souvent allemande, nous indiquerons, à côté du nom officiel tchèque ou slovaque, le nom allemand ou magyar le plus connu en France.

PREMIÈRE PARTIE

LA NATION TCHÉCOSLOVAQUE

Son évolution historique. Sa transformation en État.

Pour que des populations constituent une nation et soient, par conséquent, en droit de se maintenir ou de s'établir en État souverain, il faut notamment, avons-nous dit, qu'elles possèdent une *formation historique indiscutablement originale* et qu'elles aient, dans leur majorité numérique, manifesté d'une façon très nette leur *volonté de vivre ensemble* sous un même gouvernement.

Ce n'était pas là précisément le cas de l'empire d'Autriche-Hongrie. Véritable image de la tour de Babel, cet État réunissait en effet des populations qui différaient les unes des autres par la race, la langue, la religion, les intérêts, le passé, les aspirations, qui se jalousaient et se haïssaient et qui, pour la plupart, réclamaient leur indépendance politique.

Au contraire, le peuple tchécoslovaque paraissait tout particulièrement qualifié pour revendiquer le titre de nation. Son histoire va nous le montrer. N'a-t-il pas derrière lui une tradition nationale vieille de douze siècles? S'il a dû vivre, pendant de longues années, dans le cadre de la monarchie des Habsbourgs, n'a-t-il pas néanmoins précieusement conservé son individualité, en ne cessant jamais de conduire, avec la plus âpre énergie, sur tous les terrains, politique, économique, financier, intellectuel, artistique, sa lutte pour l'indépendance? Enfin et surtout, ses deux branches, tchèque et slovaque, n'ont-elles pas, pendant de longs siècles, manifesté le désir de s'ériger en collectivité autonome et effectivement uni leurs destinées, le jour où elles ont eu la possibilité de se séparer de leurs oppresseurs respectifs, les Allemands et les Magyars?

Pour plus de clarté, cette histoire des pays tchécoslovaques sera divisée en cinq périodes, correspondant, les deux premières, à leurs

origines et à leur apogée, la troisième à leur martyre, la quatrième à leur réveil et la cinquième, à leur transformation en État libre et indépendant (1).

Nous ne retracerons que dans leurs grandes lignes les diverses phases de la vie politique de ces pays, n'ayant d'autre but que celui de faire ressortir les deux bases essentielles sur lesquelles se sont appuyées les revendications des champions de leur indépendance et repose aujourd'hui la solidité du nouvel État : une conscience nationale, assise sur des droits historiques incontestables, et un désir passionné d'autonomie dans le cadre d'un même État,

(1) Bibliographie : E. BENES, *Le problème autrichien et la question tchèque*, Paris 1908; *Détruisez l'Autriche-Hongrie*, Paris 1916. — J. BOURLIER, *Les Tchèques et la Bohême contemporaine*, Paris 1897. — A. CHERADAME, *L'Europe et la question d'Autriche*, Paris 1901; *L'Allemagne, la France et la question d'Autriche*, Paris 1902. — J. CHOPIN, *L'Autriche-Hongrie « brillant second »*, Paris 1907. — E. DENIS, *Hus et la guerre des Hussites*, Paris 1878; *Les origines de l'Unité des frères bohêmes*, Angers 1885; *Fin de l'Indépendance bohême*, Paris 1890; *La Bohême depuis la Montagne Blanche*, Paris 1903; *Les Slovaques*, Paris 1917. — V. DEDECEK, *La Tchécoslovaquie et les Tchécoslovaques*, Paris 1919. — L. EISENMANN, *Le compromis austro-hongrois de 1867*, Paris 1904; *La Tchécoslovaquie*, Paris 1921. — E. FOURNOL, *De la succession d'Autriche*, Paris 1918. — R. HENRY, *Question d'Autriche-Hongrie et question d'Orient*, 3^e éd., Paris 1908; *Des Monts de Bohême au Golfe Persique*, Paris 1908. — L. LEGER, *La Bohême historique*, Paris 1867; *Le Monde slave*, Paris 1873; *Études slaves*, Paris 1875; *Nouvelles Études slaves*, Paris 1880, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, Paris 1888; *Russes et Slaves*, Paris 1890-99; *La liquidation de l'Autriche-Hongrie*, Paris 1915. — L. RIPAUT, *Les Nations opprimées*, Paris 1918. — SETON WATSON, *Racial problems in Hungary*, Londres 1908. — L. WEISS, *La République Tchéco-Slovaque*, Paris 1919. — REVUES : *La Nation tchèque*, Paris 1915-19; *Le Monde slave*, Paris 1917-18; *The New Europe*, Londres 1916-20.

V. sur les questions juridiques se rattachant à la naissance de l'État tchécoslovaque l'intéressante conférence de M. le Professeur Hobza : « *La République Tchécoslovaque dans le Droit International* (*Revue générale de Droit international Public*, 1922).

CHAPITRE I

LES PAYS TCHÈQUES ET SLOVAQUES JUSQU' AUX GUERRES HUSSITES

Les Tchécoslovaques appartiennent à la grande famille slave, de race aryenne ou indo-européenne, dont le noyau primitif se trouvait dans la région du Don, du Dnieper et de la Vistule et qui s'est désagrégée peu à peu sous l'influence des grands fleuves et des montagnes et sous l'action des divers courants civilisateurs.

Suivant le point de vue auquel on se place, philologique, ethnographique, politique ou historique, on compte, dans cette immense Slavie, un nombre différent de peuples.

Parmi les classifications proposées, nous ne retiendrons que celle de M. Lubor Niederlé, l'éminent professeur d'ethnologie et de pré-histoire à l'Université tchèque de Prague, l'un des anthropologues slaves les plus autorisés (1).

Trois groupes homogènes se seraient tout d'abord constitués : l'un, à l'Ouest de la Vistule et des Carpathes, qui aurait produit les branches des Slaves polabes, des Poméraniens, des Tchécoslovaques, des Moraves et des Polonais, un autre qui, de la Haute Vistule, du Dniester et du Haut Danube, se serait étendu vers la Drave et vers le Balkan pour constituer la branche méridionale avec ses Croates, ses Serbes et ses Bulgares, un autre enfin qui aurait rayonné autour du bassin du Dnieper et formé la branche orientale ou branche russe avec ses Ukrainiens, ses Ruthènes et ses Russes méridionaux.

Les Tchèques et les Slovaques appartiendraient donc à la branche occidentale; ils seraient de même race et ne constitueraient qu'une seule nationalité, bien qu'ils soient désignés sous un double nom et que leur séparation politique, qui les fit graviter, les uns autour de l'Autriche, les autres autour de la Hongrie, ait entraîné chez eux des différences sensibles, notamment au point de vue linguistique. Nous verrons d'ailleurs, en étudiant l'histoire tchèque et l'histoire

(1) *La race slave* (trad. de L. LEGER), 2^e éd., Paris 1917, p. 3 et s.

slovaque, que l'Autriche et la Hongrie ont cherché par tous les moyens à élargir cette séparation, afin d'empêcher ces peuples frères de poursuivre une politique commune, politique qui ne pouvait que nuire à celle de l'Empire.

La plus ancienne période de l'histoire slave et en particulier de l'histoire tchèque est des plus obscures et les renseignements qu'elle nous fournit sont souvent contradictoires. Aujourd'hui cependant, grâce aux progrès de la science, de nombreuses hypothèses ont pu être vérifiées.

Dans la région actuellement occupée par les Tchèques et les Slovaques, les plus anciens habitants connus sont des Celtes, des Boïens (d'où le nom de Bohême), qui, plusieurs siècles avant J.-C., se seraient établis dans le bassin supérieur de l'Elbe; ils auraient été renforcés, peu de temps après, par des Volces Tectosages, venus, selon César, du sud de la Gaule, c'est-à-dire en sens inverse des migrations.

Vraisemblablement, les Celtes quittèrent le pays au début du 1^{er} siècle avant J.-C. et furent remplacés par les Marcomans, de race germanique, qui devaient y rester plus de quatre siècles.

Marbod, le fils d'un de leurs princes, organisa le pays et groupa autour de lui un certain nombre de peuplades, parmi lesquelles les Quades de Moravie; mais cette unité ne dura pas, et les peuplades qui composaient cet embryon d'empire tombèrent sous la domination romaine.

Dans la deuxième partie du v^e siècle, les Slaves s'avancèrent du Nord et de l'Est. Les Tchèques remplacèrent alors les Marcomans, les Moraves se fixèrent dans le bassin de la Morava, sur le versant sud des Carpathes et dans la Basse-Autriche, et les ancêtres des Ruthènes galiciens s'étendirent jusqu'aux Alpes de Transylvanie.

Vers le milieu du vi^e siècle, le prince à demi légendaire Samo, d'origine franque, dit-on, réussit à grouper autour de Prague, qu'il avait choisie comme centre politique, les tribus slaves occidentales de Bohême et de Moravie, dont la plus célèbre était celle des Tchèques. Après les avoir délivrées des Avars, établis sur les bords du Danube, il fonda un empire slave dont il devint le chef. Victorieux de Dagobert et des Lombards d'Italie, qui avaient essayé de le battre, il étendit sa domination jusqu'aux Alpes styriennes et aux Carpathes; mais cet empire, qui à l'intérieur ne présentait pas une organisation solide et dont l'unité reposait seulement dans la personne de son fondateur, se dissocia à sa mort.

¶ Parmi les nombreuses légendes qui circulent sur l'histoire tchèque de cette époque, il y a celle de Premysl de Stadice. Ce simple labou-

reur épousa Libuse, l'une des filles du successeur de Samo, le prince Krok, et devint duc de Bohême en 722; il fonda la *dynastie des Premyslides* dont le règne sur la Bohême devait durer jusqu'au xiv^e siècle.

Charlemagne, pour protéger ses frontières, s'était donné à tâche de soumettre les peuples limitrophes de ses États. Après avoir détruit, en 796, le royaume des Avars, il rendit, vers 805, les Tchèques tributaires de son empire, ce qui eut l'heureux effet de les mettre en contact avec la civilisation occidentale.

Mais les successeurs germaniques de Charlemagne, dont l'esprit de conquête ne le cédait en rien à celui du grand Empereur, ne voulurent pas se contenter de faire ainsi payer tribut aux pays slaves; ils entreprirent de leur imposer une domination effective et, dans ce but, les firent évangéliser par des missionnaires allemands.

Probablement auraient-ils réussi, par une active et habile propagande religieuse, à se rendre les maîtres politiques de ces pays, si leurs desseins secrets n'avaient pas été pénétrés par le perspicace Rostislav, l'un de ces chefs de bandes que les Slovaques et les Moraves choisissaient, lors des invasions, pour les commander.

Rostislav, qui venait de fonder, au centre de l'Europe, l'État de Grande Moravie, voulut arrêter à tout prix cette dangereuse infiltration étrangère. Il conçut alors le projet, pour assurer l'indépendance de son peuple, d'asseoir son autonomie politique sur son autonomie religieuse et de créer une église nationale. Il s'adressa donc à l'empereur grec Michel III qui lui envoya, en 863, deux apôtres slaves de Salonique, les frères Cyrille et Méthode.

Ces deux évangélisateurs chrétiens, qui connaissaient à merveille les habitudes et les langues slaves et qui, pour se mettre à la portée du peuple, avaient adopté dans leurs sermons le dialecte du pays, furent accueillis avec enthousiasme par les sujets de Rostislav. Tout en prêchant le christianisme, ils entreprirent de créer un alphabet pour la langue slave, commencèrent une traduction des Écritures, dotèrent la Bohême de la liturgie slave et fondèrent l'Église pannonienne et morave, dont l'un d'eux, Méthode, fut le premier évêque en 869.

Cette unité religieuse donna une grande force matérielle à l'empire de Grande Moravie, dans lequel se trouvaient groupés sous le sceptre de Rostislav : les Bohêmes, les Silésiens, les Moraves, les tribus de l'Elbe supérieure, les Serbes de Lusace, les Slovaques des Carpathes et de Hongrie.

La direction de cet immense État passa plus tard aux mains d'un prince de Moravie du nom de Svatopluk.

Mais, poussé par les évêques allemands, inconsolables d'avoir perdu toute influence religieuse et politique sur les pays tchèques, Svatopluk brisa cette unité qui faisait la force de son empire, en introduisant, à côté du rite slave, le rite latin et en persécutant les disciples de Méthode. Ceux-ci furent vendus à des marchands d'esclaves juifs, jetés en prison ou chassés, tandis que les missionnaires allemands redevenaient les évangélistes officiels du pays.

Les princes germaniques profitèrent de ces discordes intestines pour attaquer et détruire, en 905 ou 906, avec l'aide des hordes magyares venues des plaines de la Tisa (Tisza) et du Danube, le grand empire morave. La Slovaquie et la Moravie furent alors occupées par les Magyars qui séparèrent ainsi les Slaves occidentaux des Slaves méridionaux. L'unité tchécoslovaque était rompue pour dix siècles.

La dynastie des Premyslides réussit néanmoins à regrouper ses provinces et à étendre son pouvoir jusque sur les tribus occidentales polonaises. Mais en 999, à la mort de Boleslav II, un prince polonais, Boleslav l'Intrépide, parvint, à la faveur de dissensions parmi les princes de Bohême, à s'emparer de la Silésie, de la Moravie et de la Slovaquie. Sans l'intervention de l'empire allemand, qui craignait la formation dans son voisinage d'un grand empire slave, ce prince aurait sans doute annexé tous les pays tchèques.

À la fin du x^e siècle, la Bohême seule restait donc indépendante, Bohême semblable à celle d'aujourd'hui, mais agrandie des régions de Glatz et de Zittau, diminuée par contre des territoires de Cheb (Eger), Rumburk et Frydlant (Friedland).

Les ducs tchèques, ardents patriotes et vaillants soldats, engagèrent une lutte sans merci contre les exigences des empereurs germaniques, qui cherchaient à les réduire à l'état de vassaux, et s'efforcèrent d'augmenter par tous les moyens la puissance de leur pays. Malheureusement quelques-uns d'entre eux manquèrent totalement de génie organisateur et ne surent mettre un frein aux luttes dynastiques qui ne manquaient pas de les affaiblir.

Bretislav I^{er} (1037-1055) put réunir à la Bohême la Moravie qui présentait les frontières actuelles, sauf dans la région d'Opava (Troppau) où elle s'étendait jusqu'à l'Oder. Ce prince tchèque réussit même à s'emparer de la Silésie et de la capitale polonaise de Gnesen; mais l'empire allemand s'interposa à nouveau et l'obligea à rendre la Silésie à la Pologne.

Vratislav II (1061-1092) obtint de Frédéric Barberousse le titre de roi, en récompense des services qu'il avait rendus à l'empereur d'Allemagne dans son expédition contre l'Italie, mais ne le transmit pas à ses descendants.

Sous Sobeslav I^{er} (1125-1140), les Tchèques cessèrent de payer tribut à l'Allemagne, mais dépendirent du système politique du Saint-Empire. La colonisation allemande reprit alors de nouveau.

Si en 1182 la Moravie releva de l'Empire, sous Premysl Otakar I^{er} (1197-1230), elle redevint fief de la Bohême et fut solennellement reconnue comme telle par Innocent III et Frédéric II. Premysl Otakar se fit couronner roi en 1198 et réussit à se faire délier par Frédéric II de toute obligation envers lui. Le titre de roi de Bohême devint alors héréditaire.

Enfin, avec Venceslas I^{er} (1230-1253) et Premysl Otakar II (1253-1278), la Bohême connut une telle prospérité qu'elle devint l'une des grandes puissances de l'Europe centrale; c'est ainsi que Premysl II, après avoir guerroyé contre la Prusse et écrasé, en 1260, à Kressenbrunn, Bela et ses Hongrois, put s'enorgueillir de régner non seulement sur la Bohême (agrandie, à l'Ouest, de la région de Cheb), la Moravie, la Silésie, la Slovaquie, la Lusace, mais encore sur l'Autriche, la Styrie, la Carinthie et la Carniole, méritant les titres de « roi d'or » et « roi de fer » que lui décernaient les Allemands et les Tatars.

Mais hélas ! ces beaux jours ne devaient pas durer; la nation tchèque, qui était appelée, par sa position géographique privilégiée, au plus bel avenir, allait perdre l'influence prépondérante qui lui appartenait dans le monde slave pour tomber sous la *domination germanique*.

La famille des Premyslides avait en effet commis les plus graves imprudences et suivi trop souvent une politique plus dynastique que nationale. Éblouis par l'éclat et le prestige d'une civilisation plus avancée que la leur, ses représentants avaient épousé des femmes allemandes et, sous le prétexte de hâter le développement économique de leurs États, ils avaient fait appel à des colons étrangers, leur promettant, avec des privilèges et immunités, des concessions de terrains, de mines et de forêts. Et alors des bûcherons, des mineurs, des fermiers, des commerçants, des industriels étaient venus en masse des régions de la mer du Nord et du centre de l'Allemagne pour exploiter les richesses du pays. Ils s'étaient installés dans les parties défrichées des forêts de l'Ouest et du Nord de la Bohême ou avaient pénétré jusqu'à l'intérieur de la Silésie et de la Moravie. Ils avaient apporté des capitaux et des procédés perfectionnés, ils avaient donné à l'agriculture, au commerce, à l'industrie, un essor remarquable, mais ils ne s'étaient pas mêlés aux indigènes et avaient créé une sorte d'État dans l'État, substituant aux villages slaves en fer à cheval des villes allemandes en carré et encerclant l'élément tchèque par une ceinture large et continue de colonies

germaniques. La noblesse et la bourgeoisie, de leur côté, à l'exemple des princes, s'étaient alliées aux familles allemandes et avaient pris leurs mœurs corrompues, leur langue, leurs habitudes et jusqu'à leurs noms. La cour de Prague s'était transformée en cour allemande. L'allemand était devenu la langue officielle et avait pris un tel développement que de grands patriotes, comme Dalimil, en étaient venus à redouter la mort de la langue bohême, refoulée dans les classes inférieures.

De plus, les princes tchèques avaient commis la lourde faute de vouloir conserver un système vicieux de succession au trône, système qui, attribuant la couronne à l'agnat le plus âgé du dernier prince, ne pouvait qu'engendrer des compétitions entre prétendants et provoquer guerres civiles et interventions étrangères. Comme il en était ainsi à chaque vacance du trône, l'autorité des chefs n'avait pas manqué de s'effriter; la noblesse, bien qu'incapable d'exercer le pouvoir, en avait profité pour s'interposer entre le souverain et la masse du peuple; la féodalité s'était petit à petit substituée au régime patriarcal et un véritable abîme avait fini par se creuser entre les classes supérieures étrangères et le peuple indigène, réduit à une sorte de servage.

Sous l'influence malheureuse de cette colonisation étrangère et de cette transformation de la société tchèque, l'État de Bohême avait perdu, avec son unité, une grande partie de sa puissance; son roi, Premysl Otakar II, ne disposait plus d'une autorité suffisante pour continuer à exercer sa domination de l'Adriatique à la Baltique.

Les Allemands, qui, sous les Premyslides, s'étaient continuellement ingérés dans les affaires intérieures de la Bohême, auraient pu devenir pacifiquement les maîtres de ce pays; mais, craignant un changement de politique de la part des successeurs des Premysl, ils préférèrent brusquer les choses et, avec l'aide des Magyars, entreprendre la destruction du royaume chancelant de Bohême.

En 1273, Rodolphe de Habsbourg, qui venait d'être élu roi des Romains, ouvrit donc les hostilités. Il battit sans peine Premysl, que la plupart des nobles avaient abandonné, et l'obligea à subir un traité désastreux qui ne lui laissait que la Bohême et la Moravie, et en fief seulement. Néanmoins Premysl était encore assez puissant pour prendre sa revanche sur Rodolphe, mais à la condition de ne pas avoir également contre lui le roi Ladislav et ses Hongrois, ce qu'il ne put éviter. Le 26 août 1278, la bataille s'engagea entre les troupes germano-magyares et les troupes tchèques, près de Durrenkrut, sur les bords de la Morava. La victoire semblait sourire à Premysl, lorsque le grand chambellan de Moravie, Milota de Dedice, qui commandait

la réserve, au lieu d'intervenir, tourna bride et s'enfuit; la grosse cavalerie allemande enfonça alors les lignes ennemies, laissant ensuite à la cavalerie légère hongroise le soin de transformer la retraite des Tchèques en déroute. Premysl mourut en héros sur le champ de bataille. Son royaume fut morcelé en 1283; l'Autriche, la Styrie, la Carinthie et la Carniole passèrent alors aux mains de Rodolphe.

La politique des Premyslides était la cause même de l'effondrement de la première grande monarchie slave de l'Europe centrale. Comme le dit Ernest Denis : « La puissance d'un État n'est ferme et durable que si elle repose sur de solides institutions intérieures; les derniers Premyslides, comme tant de princes slaves à cette époque, avaient sacrifié la réalité à l'apparence; l'édifice qu'ils avaient construit ne reposait que sur la personne du prince et il s'écroula au premier choc ».

Le fils et successeur de Premysl Otakar, Venceslas II, ne régna plus que sur la Bohême et la Moravie, mais il entreprit de fonder un grand empire tchéco-polonais. Voyant la Pologne minée par les luttes dynastiques des Piast et la sentant incapable de sortir de son apathie politique, il y pénétra, reçut le serment de vassalité des princes silésiens, devint grand duc de Cracovie et de Sandomir, puis, en 1300, roi de Pologne. Bientôt après, il acquit pour son fils la couronne de Hongrie.

L'extinction de la famille des Premyslides en 1306, après l'assassinat de Venceslas III (1305-1306), déjoua l'espoir de la réalisation d'un empire tchéco-polonais. En effet, Ladislas I^{er} le Bref ne tarda pas à rétablir sa souveraineté sur la Pologne, y compris la Silésie sur laquelle avait déjà régné Boleslav le Vaillant. La famille des Premyslides fut remplacée par celle des *Luxembourg* dont le premier roi, Jean l'Aveugle, réussit à rétablir en partie le royaume de Venceslas II. Il reprit en effet la Haute-Lusace, ainsi que la région de Cheb, qui ne devait plus jamais être détachée de la Bohême, et la Moravie dont l'Autriche s'était emparée; il réduisit, en 1327, à l'état de vassaux, les princes de Haute et de Basse-Silésie et obtint, en 1335, par le traité de Trencin (Trencsen), de Casimir le Grand, le successeur de Ladislas, une renonciation formelle à ses droits sur la Silésie (1). Il annexa même à la Bohême sa terre natale, le Luxembourg. Au point de vue spirituel, il affranchit la Bohême de l'Allemagne en fondant l'archevêché de Prague. Français de naissance et de cœur, il tomba en preux chevalier à la bataille de Crécy (1346).

(1) En échange, il renonçait à revendiquer le titre de roi de Pologne,

Son successeur, *Charles I^{er}*, le plus célèbre des rois tchèques, qui régna sur la Bohême de 1346 à 1378 et fut en même temps empereur romain germanique sous le nom de Charles IV, ramena l'ordre dans son royaume et scella l'unité de l'État. « Aujourd'hui encore, écrit le grand historien tchèque Palacky, ce nom fait déborder de reconnaissance et d'admiration tout cœur bohème. »

Ce grand roi favorisa la langue tchèque, qu'il aimait et préférait à toute autre, et lui redonna le prestige qu'elle avait acquis avant la colonisation allemande des Přemysl. Il établit sa résidence à Prague où il fit élever de splendides monuments par l'éminent architecte Mathieu d'Arras et où il attira les savants les plus renommés de l'époque; il y fonda, en 1348, une Université sur le modèle de celle de Paris. Prague devint ainsi l'une des plus belles villes du monde et, avec ses 10.000 étudiants, le foyer de la civilisation occidentale chez les Slaves. L'esprit national se réveilla dans tout le pays.

Si Charles encourageait ainsi les lettres et les arts, s'ingéniait à faire de Prague une capitale et se montrait un organisateur de premier ordre, il ne se désintéressait pas de la politique étrangère de son royaume dont il faisait le plus puissant État de l'Europe centrale. Ne réussit-il pas à s'étendre dans le Haut-Palatinat, la Souabe, la Franconie, la Thuringe, à acquérir la Basse-Lusace, à mettre le Brandebourg lui-même sous sa dépendance et à s'étendre à l'Est, au delà de la Silésie, jusqu'aux portes de Cracovie? En 1348, il proclama la Silésie fief perpétuel de la couronne de Bohême et, en 1355, il confirma cette décision comme empereur d'Allemagne.

Mais Charles détruisit l'unité de son royaume en le partageant entre ses fils. Cette unité, il l'avait d'ailleurs déjà sérieusement compromise en encourageant, lui aussi, l'infiltration allemande et en provoquant un grand mouvement populaire contre la corruption du clergé, ses ambitions temporelles, ses tendances antidémocratiques. C'est qu'en effet ni lui ni ses successeurs ne devaient réussir, comme ils l'espéraient, à provoquer une fusion nationale entre Allemands et Slaves réconciliés, dans cet État qui était surtout un État dynastique, pas plus qu'à contenir et diriger le mouvement religieux qu'ils avaient lancé. Aussi les Tchèques, émus de cette marée montante du germanisme qui les gagnait de plus en plus et menaçait de les engloutir, outrés des injustices commises à leur égard et inquiets de la concurrence des marchands et des financiers étrangers, n'hésiteront-ils pas à se soulever, quand débitera le hussitisme, et se battront-ils alors en même temps pour la défense de leur foi, leur affranchissement de l'Allemagne et la restauration slave.



Pendant ce temps, la Slovaquie succombait sous les attaques des Magyars, qui, à la suite des Huns et des Avars, avaient envahi son sol, et passait, à plusieurs reprises, aux mains des princes de Bohême et de Pologne; elle était définitivement rattachée, en 1026, au royaume de Saint-Étienne et séparée politiquement des autres tribus tchèques.

Elle ne présentait pas alors le même aspect qu'aujourd'hui. La Pologne, qui au ^xe siècle s'était étendue jusqu'au Danube et à la Tisa, avait conservé une partie de ses possessions transcarpathiques, notamment le nord du cercle de Trencin, les comitats d'Orava et de Spis (Arva et Szepes).

La Slovaquie jouit tout d'abord dans l'État magyar d'une certaine liberté; elle fut même protégée par Étienne qui, s'étant rendu compte que son peuple pourrait gagner à son contact, ne cessait de répéter à son fils : « Sois bienveillant pour tes hôtes étrangers et traite-les avec honneur parce qu'ils apportent dans ton pays des connaissances et des lumières. Ils sont l'ornement du trône; le royaume où domine une seule langue et une seule coutume est faible et fragile. » Mais si ce contact fut très favorable aux Magyars, il le fut beaucoup moins aux Slovaques qui s'éloignèrent alors de la civilisation occidentale et cessèrent presque tous rapports avec les autres Slaves.

En 1241, les Tartares envahirent la Slovaquie et la ravagèrent. Ils s'étendirent même aux dépens de la Pologne, dans ses possessions de Trencin, d'Orava et de Spis.

Bela IV, pour relever les ruines et repeupler le pays, fit alors appel à la colonisation allemande, qui d'ailleurs avait déjà commencé sous ses prédécesseurs, notamment sous Geiza II, sur les frontières de Pologne, dans les régions de Levoca (Leutschau) et de Kezmark, riches en forêts, en pâturages et surtout en minerais.

Sous Premysl Otakar II, la Slovaquie fut rattachée à la Bohême, mais, à la mort de ce prince, elle retourna sous la domination hongroise.

Après l'extinction de la dynastie des Arpad (1301), sous les Angevins (1308-1382), la Slovaquie fut encore soumise à l'immigration germanique, et celle-ci prit une extension telle que peu de villages ne possédaient pas plusieurs foyers allemands. C'est alors que l'un des grands seigneurs féodaux slovaques, Matyas Cak, établi à Trencin, gouverna pendant un quart de siècle la plus grande partie de la Slovaquie à laquelle il redonna son caractère slave; sa popularité en fit le héros national.

CHAPITRE II

LES PAYS TCHÈQUES ET SLOVAQUES, DES GUERRES HUSSITES A LA BATAILLE DE MOHACS (1526).

En Bohême, sous Charles IV et son fils Venceslas IV, une forte réaction se produisit au profit des Slaves, réaction qui atteignit son apogée dans les *guerres hussites*.

Sans doute, ni l'un ni l'autre de ces deux rois ne se doutaient, lorsqu'ils amorçaient ou encourageaient ce grand mouvement de réforme qui devait prendre dans l'histoire le nom de hussitisme, qu'ils allaient provoquer de violentes insurrections et des guerres sanglantes, que l'idée nationale prendrait le dessus sur l'idée religieuse et que le peuple finirait par se battre autant pour l'émancipation bohème et slave que pour « la liberté de la parole de Dieu » !

C'est qu'en effet les premiers prédicateurs, qui, sous l'instigation de Charles IV, s'étaient mis en campagne contre le clergé tchèque, les Conrad de Waldhausen, les Milic de Kromeriz, les Mathias de Janov s'étaient placés uniquement dans le domaine religieux et philosophique, ne poursuivant qu'un but : la transformation de l'Église tchèque. Ce ne fut que plus tard que cette lutte religieuse rebondit sur le terrain national, lorsque la doctrine du professeur d'Oxford, Wiclef, contre laquelle les Allemands avaient pris parti dès le début de sa diffusion, commença à se répandre au travers des pays tchèques. Ce fut surtout lorsque le réformateur *Jean Hus* amena à son plein épanouissement la conscience nationale, qui avait profité, pour se ressaisir, du répit laissé par le grand interrègne allemand et le règne de Charles IV.

Le relâchement des mœurs dans l'Église, la perversion de la société, l'audace des Allemands, qui se croyaient les maîtres du pays, telles ont été les causes morale, sociale et nationale du mouvement qui devait troubler la première partie du *xv^e* siècle.

Jean Hus peut être considéré comme le premier héros de l'émancipation nationale tchèque. Ardent patriote, médiocre théologien, mais prédicateur de grand talent, à la foi vive et à l'âme sensible, il

eut le don d'enflammer ses auditeurs, en greffant ses préoccupations de réforme religieuse sur les revendications nationales du peuple tchèque, tandis que, grammairien habile et esprit cultivé, il posait les règles de l'orthographe de la langue tchèque et créait une langue littéraire nationale. Homme doué d'une grande force de caractère, il s'attira, par sa sainteté extérieure, sa tranquillité d'âme devant ses juges et sa courageuse attitude sur le bûcher, les plus vives sympathies; il réussit à faire de son hérésie une hérésie d'État.

La vie de Jean Hus est trop connue pour que nous nous apesantissions sur elle, mais elle tient aussi une trop grande place dans l'histoire de la nation tchèque pour que nous n'en rappelions pas, en quelques mots, les principaux traits. Jean Hus était recteur de l'Université de Prague quand s'introduisit en Bohême la doctrine de Wiclef. Dans ses prédications de la chapelle de Bethléem, non seulement il admettait le principe fondamental du maître d'Oxford, la reconnaissance de l'Écriture comme seule unité infaillible, mais encore il s'élevait contre le culte des saints, l'abstinence des viandes, la confession auriculaire et prononçait de violents réquisitoires contre le luxe des papes et la corruption du clergé bohême. Cité à Bologne par Jean XXIII, il fut excommunié pour avoir refusé de s'y rendre. Il dut alors se présenter devant le Concile de Constance; après six mois de procès et un refus formel de se rétracter, il fut déclaré hérétique et condamné à la peine des hérétiques, le feu; et cela malgré le « chiffon de papier » sur lequel l'empereur d'Allemagne, avec une fourberie toute germanique, s'était porté garant de sa vie et de son retour à Prague. Jean Hus fut donc brûlé vif en 1415, près de Constance, en présence d'une foule considérable. Un an plus tard, l'un de ses disciples, Jérôme de Prague, subissait le même sort.

Après ces deux supplices, il arriva alors ce qui devait fatalement arriver à une époque où les questions religieuses se confondaient avec les questions nationales : le peuple tchèque, se croyant provoqué, transforma ces deux apôtres en martyrs et se souleva dans tout le pays.

Malgré leur unité de vue à l'origine, les disciples de Hus ne tardèrent pas à former deux grands partis : l'un modéré, dont les adeptes prirent le calice pour emblème et le nom de *calixtins* ou *utraquistes*, et l'autre, plus radical, celui des *laborites* qui tint ses réunions sur le mont Tabor.

Venceslas IV (1378-1419) essaya bien d'enrayer le mouvement, mais il était trop tard. Il s'aliéna les Pères de Constance et ne put empêcher la révolte d'éclater le 30 juillet 1419, à la suite de prétendues insultes lancées par les échevins de Prague à l'égard des

utraquistes, lors d'une procession organisée dans les rues de la ville par un moine prémontré du nom de Jean de Zéliv. A cette nouvelle, Venceslas eut un terrible accès de colère qui l'emporta.

Les calixtins et même les taborites, dont la religion défendait pourtant de tuer, prirent les armes et, sous les ordres du farouche chef borgne Jean Zizka de Trocnov, puis du moine Procope le Grand, remportèrent d'éclatantes victoires sur les croisés du pape Martin V et de l'empereur Sigismond, qui briguaient le trône de Bohême. Derrière leurs chars de combat, les ancêtres de nos tanks, ils envahirent la Hongrie, l'Autriche, la Silésie, la Lusace, la Moravie et pénétrèrent jusqu'au cœur même de cette Allemagne qui aspirait déjà à exercer son hégémonie sur le monde, au nom du Saint Empire Germanique.

Mais des divisions ayant éclaté entre les hussites, les calixtins s'unirent aux catholiques et battirent les taborites à Lipany en 1434. Deux ans plus tard, la réconciliation se fit entre les Tchèques et l'Eglise. Les Pères du Concile de Bâle, par l'accord de Jihlava qu'ils signaient le 5 janvier 1436, admettaient en effet la communion sous les deux espèces; cela ne donnait pas entière satisfaction aux hussites, mais cependant mettait fin aux guerres qui avaient couvert la malheureuse Bohême de ruines et de sang.

Ces guerres qui, provoquées par une sorte de malaise religieux, n'ont pu réussir à y porter remède, ont eu des conséquences incalculables tant au point de vue social que national. Elles ont affaibli le royaume mis à feu et à sang, elles ont excité l'appétit des voisins qui se sont empressés d'arracher à l'État tchèque tout ce qu'ils ont pu lui prendre; elles ont détruit la bourgeoisie, épuisé le peuple et par là même fortifié l'aristocratie féodale. Par contre, elles ont rejeté à l'arrière-plan la civilisation allemande, que la Bohême avait adoptée imprudemment sous les Premysl, et fait revivre, même dans les villes qui étaient les foyers les plus ardents du germanisme, le nationalisme slave, avec ses traditions, sa langue, ses idées; elles ont sauvé la langue tchèque devenue officielle et proclamée, dans une grande partie du pays, la seule langue de l'administration.

Après les guerres hussites, qu'était devenu l'immense État tchèque de Charles IV? Presque toutes les possessions germaniques en avaient été séparées, notamment la marche de Brandebourg, acquise par la dynastie des Hohenzollern. La Bohême avait perdu Pirna et Königsstein, cédées à la Saxe, et Zittau, attribuée à la Haute-Lusace. La Silésie avait abandonné à la Pologne, Zator et Oswiecim.

L'empereur Sigismond, reconnu roi de Bohême après les compacts de Bâle, mourut le 9 décembre 1437 en Moravie; il laissa son

royaume dans l'anarchie et le désordre. Son successeur, Albert d'Autriche, mourut prématurément en 1439, laissant la couronne à un fils posthume, Ladislas, qui régna pendant seize ans sur la Bohême. Un grand seigneur tchèque, *Georges de Podiebrad*, exerça pendant ce laps de temps la régence, puis fut élu lui-même roi en 1457. Ayant porté ses efforts vers la paix religieuse, le rétablissement de l'ordre et le réveil du sentiment national, il réussit à grouper autour de lui tous les Tchèques, sans distinction de religions, à les ramener à l'amour de leur patrie et de leur race et à resouder les uns aux autres les éléments dispersés de son État. S'il ne put conserver le Luxembourg, il réussit à défendre, contre les ambitions du Brandebourg, les deux Lusaces, à l'exception de la contrée de Kottbus qui passa au rang des fiefs hors des frontières.

Le royaume de Podiebrad fut vraiment un royaume national. S'il comptait des Allemands, des Polonais et des Serbes, en Silésie et dans les Lusaces, il renfermait tout le peuple tchèque, sauf celui qui habitait la Basse-Autriche dans la région de Vitoraz. Seule, la branche slovaque restait aux mains des Magyars.

Mais Podiebrad mourut en 1471. A partir de ce moment, la Bohême passa sous la domination de la *maison polonaise des Jagellons* qui, à la mort du roi de Hongrie, Mathias Corvin, prit également la direction de cet État. En 1516, Vladislav Jagellon transmit sa double couronne à son fils Louis II; mais 10 ans plus tard, le 19 août 1526, ce roi, qui avait épousé Marie, la sœur de Ferdinand d'Autriche et de Charles-Quint, mourut à la *bataille de Mohacs* dans un combat qu'il livrait aux Turcs. N'ayant pas d'enfants, sa double couronne devait passer, en vertu d'un ancien pacte de famille, à son beau-frère Ferdinand 1^{er} (1). Les États tchèques contestèrent la valeur légale de ce pacte et obligèrent Ferdinand à se faire élire roi de Bohême le 24 octobre 1526.

Les Tchèques avaient tout d'abord refusé de reconnaître ces titres et de livrer ainsi leurs destinées à une dynastie et à une race qu'ils détestaient; mais, s'étant rendu compte de l'impossibilité où ils se trouvaient de se défendre contre les invasions turques sans l'aide des Allemands, ils avaient fini par accepter la souveraineté de la Maison d'Autriche, non d'ailleurs sans lui avoir imposé certaines conditions. Ferdinand avait dû notamment promettre, dès son avènement, de n'accorder des emplois qu'à des Tchèques, de ne faire usage que de la langue tchèque pour correspondre avec eux et de

(1) En 1364, Charles IV avait conclu avec les ducs d'Autriche un pacte suivant lequel, en cas d'extinction de l'une des deux maisons, d'Autriche ou de Bohême, tous ces territoires passeraient entre les mains de l'autre.

respecter les traditions et les usages des pays tchèques. En un mot, il s'était formé, entre le prince et ses sujets, une sorte de contrat synallagmatique en vertu duquel ces derniers renonçaient à leur indépendance à la condition qu'il leur fût accordé : liberté, justice et protection. Nous verrons comment la maison des Habsbourg tint ses engagements ; mais nous pouvons dire, dès à présent, que cette date de 1526 est une date mémorable dans l'histoire de la nation tchèque, car elle marque le commencement de sa décadence et de ses malheurs.

*
* *
*

Le hussitisme n'épargna point la *Slovaquie*. Comment d'ailleurs aurait-il pu en être autrement ? Les étudiants slovaques ne faisaient-ils pas leurs études à l'Université de Prague quand se propagea, en Bohême, la doctrine de Wiclef ? Les bandes hussites qui, poussées par leur fanatisme religieux et patriotique, étaient allées semer la terreur dans les États voisins, n'avait-elles pas, à plusieurs reprises, traversé les territoires slovaques et, après leur défaite de Lipany, de nombreux taborites ne s'y étaient-ils point fixés ?

Tandis que la doctrine de Hus se propageait ainsi en Slovaquie et que la littérature et la langue tchèques y devenaient en vogue, l'un des chefs hussites les plus valeureux, Jean Jiskra de Brandys, groupa sous son autorité les comtés slovaques ; il fit de Kosice (Kassa) sa capitale et fonda un royaume qui resta indépendant jusqu'en 1466, date à laquelle furent dispersés et exterminés les derniers aventuriers tchèques.

L'influence tchèque fut encore considérable sous Mathias Corvin. Cet homme avait en effet vécu en Bohême pendant de longues années et s'y était marié avec la fille de son ancien adversaire, Georges de Podiebrad ; il avait conservé un véritable faible pour la langue tchèque dont il se servait couramment, même dans la rédaction de ses chartes.

Sous Vladislav II et Louis II, ses successeurs, qui étaient à la fois rois de Bohême et de Hongrie, les Slovaques restèrent en rapports très étroits avec les Tchèques. Mais à la mort de Louis II, la Slovaquie retomba avec la Hongrie sous le joug ottoman.

CHAPITRE III

LES PAYS TCHÈQUES ET SLOVAQUES, DE 1526 à 1848

Dès que la Bohême eut ainsi livré ses destinées à l'empire d'Autriche, elle se heurta, elle qui était hussite et devenait protestante sous l'influence des idées de Luther, à une dynastie catholique et centralisatrice.

Dès le mois de mars 1547, les Tchèques, comprenant leur grave imprudence, songèrent à recouvrer leur liberté; ils prirent donc parti pour les confédérés de Smalkalde qui venaient de déclarer la guerre à Charles-Quint. Une diète insurrectionnelle s'organisa à Prague; elle décida de donner aux États le gouvernement du Royaume et d'envoyer du secours à l'électeur Frédéric de Saxe pour l'aider à battre Ferdinand, le frère de Charles-Quint. Mais, par suite de leurs hésitations, les Tchèques laissèrent passer le moment favorable pour eux d'intervenir; après le véritable sauve-qui-peut des Saxons à Mühlberg sur l'Elbe le 24 avril 1547, ils se virent contraints de faire leur soumission. Ils furent alors très sévèrement châtiés; le pouvoir royal fut renforcé et la Diète dut proclamer l'hérédité de la couronne dans la famille des Habsbourg.

La paix d'Augsbourg, que Charles-Quint, avant d'abdiquer, signa en 1548 avec les protestants, pour clore les guerres civiles qui avaient ravagé l'Europe centrale, ne devait pas amener la paix religieuse. Si elle fut fidèlement observée sous Ferdinand I^{er} (1555-1564) et Maximilien II (1564-1576), l'agitation religieuse ne tarda pas à reprendre avec les divisions de la famille impériale.

Sous Rodolphe II (1576-1612), la Hongrie s'étant soulevée, Matthias, son frère, qui y avait été envoyé pour rétablir l'ordre, prit le parti des révoltés, marcha sur la Bohême et obtint de Rodolphe, le 25 juin 1608, la Moravie, la Hongrie et l'Autriche. Mais comme il avait accordé, peu de temps après, à ces provinces la liberté de conscience, la Diète de Bohême la réclama à son tour et l'obtint par la Lettre de Majesté de 1609; la confession tchèque était reconnue et les protestants, autorisés à avoir des défenseurs de la foi chargés de veil-

ler à l'exécution de l'Édit. Deux ans après, Mathias s'empara de la Bohême et, en 1612, après la mort de Rodolphe, il monta sur le trône et prit le titre de roi. Après avoir repris les concessions qu'il avait accordées, il fit reconnaître, en 1617, comme roi de Bohême et de Hongrie, l'archiduc Ferdinand de Styrie, un prince catholique.

Immédiatement, les protestants se soulevèrent, invoquant comme vague prétexte la fermeture de deux temples. Sous les ordres de leurs chefs, Guillaume de Roupa et le comte Mathias de Thürn, ils pratiquèrent, le 25 mai 1618, la célèbre défenestration de Prague, puis formèrent un gouvernement provisoire.

Ainsi commençait cette formidable *guerre de Trente Ans* qui, après avoir eu un caractère exclusivement religieux dans les périodes palatine et danoise, devait devenir politique dans celles suédoise et française, par suite de l'accroissement de la puissance des Habsbourg, déjà menaçante pour l'équilibre européen.

Les débuts de l'insurrection furent des plus heureux. Le comte Thurn, l'un des défenseurs de la foi, prit le commandement d'une armée improvisée et réussit, à deux reprises, à battre les généraux de l'Empereur. Un aventurier du nom de Mansfeld, avec des bandes levées à la hâte, s'empara même de Plzen (Pilsen).

Dès la mort de Mathias (29 mars 1619), la Bohême se jugea assez puissante pour se constituer en État indépendant avec Frédéric V, électeur palatin, comme roi. De son côté, la Hongrie se donnait à Gabor, prince de Transylvanie, qui depuis longtemps caressait le rêve de fonder un État entre l'Autriche et la Turquie.

Thurn, enhardi par ses succès, soutenu par les Silésiens et les Moraves et par les troupes de l'Union Évangélique, entreprit alors le siège de Vienne où s'était réfugié le successeur de Mathias, Ferdinand de Styrie (1619-1637), mais Ferdinand parvint à se dégager et, avec l'aide de la Ligue Catholique, à remporter une victoire décisive, le 8 mars 1620, à la *Montagne Blanche* (Bila hora) près de Prague, sur Frédéric V et ses troupes fatiguées et démoralisées.

La Bohême, la Silésie et la Moravie firent alors leur soumission. Elles passaient ainsi définitivement aux mains d'une dynastie allemande et absolue qui, après avoir sévèrement réprimé l'insurrection, allait leur imposer une nouvelle organisation et leur faire subir un long et douloureux martyre.

Dès le 21 juin 1621, les chefs de la révolte montèrent sur l'échafaud, puis le peuple se vit bientôt privé de ses libertés. Les lettres de Majesté furent déchirées, les livres tchèques taxés d'hérésie et brûlés sur les places publiques, les nobles dépouillés de leurs biens et chassés du pays; la langue allemande fut imposée comme langue

officielle, le protestantisme interdit et la religion catholique proclamée religion d'État; des milliers de familles tchèques, qui tenaient à conserver précieusement leurs traditions nationales, durent s'exiler.

Les traités de Westphalie clôturèrent en 1648 cette longue série de guerres qui avait ensanglanté la moitié de l'Europe et amenèrent la *paix religieuse*, même dans les pays qui, comme la Bohême, avaient été les plus troublés. Mais les pays tchèques, déjà fort ravagés par le feu de la destruction lors des premières guerres hussites, sortaient complètement épuisés des guerres turques, auxquelles ils avaient dû prendre une part active aux points de vue financier et militaire, et surtout de la guerre de Trente Ans; ils ne possédaient plus ni la force matérielle ni la force morale suffisantes pour faire entendre, devant le tapis vert, leurs justes réclamations.

La deuxième phase de la crise hussite, qui avait abouti à la Montagne Blanche, avait si bien achevé de ruiner les pays tchèques, que les souverains autrichiens durent songer à repeupler les territoires dévastés et à leur infuser une nouvelle vigueur. Bien entendu, ils s'adressèrent aux colons allemands. Et alors, tandis que le peuple, dépourvu de chefs depuis l'émigration de l'élite intellectuelle et sociale, perdait peu à peu conscience de sa nationalité, la noblesse tchèque était remplacée par des familles nobles allemandes, telles que les Schwarzenberg, les Mansfeld, les Oetingen; la population étrangère venait en masse, alléchée par les nombreux privilèges qui lui étaient bénévolement offerts, et la ceinture germanique s'élargissait autour de la Bohême.

C'est ainsi que les Tchèques ne purent conserver leurs positions dans les régions septentrionales de Bilin, d'Usti (Aussig), de Zatec (Saaz), de Zlutice (Luditz), dans celles occidentales de Bor (Haid), de Domazlice (Taus) et de Manetin. En Moravie, le pays allemand s'étendit également aux dépens du pays national, pour gagner l'importance qu'il a conservée depuis lors.

Les effets d'une telle *immigration* ne tardèrent pas à se faire sentir sous Marie-Thérèse (1740-1780), Joseph II (1780-1790) et leurs successeurs : Léopold II (1790-1792) et François I^{er} (1792-1835), qui voyaient en elle une aide puissante pour absorber le royaume de Bohême dans un État autrichien à la fois germanisé et centralisé.

Dès 1749, la Chancellerie tchèque était supprimée et remplacée par un bureau central d'Empire, ce qui effaçait jusqu'au souvenir de l'existence même de l'État tchèque. En 1774, une ordonnance scolaire prescrivait la langue allemande comme langue de l'enseignement, puis la langue allemande devenait aussi la langue de l'armée. En 1804, était créé le titre d'empire d'Autriche et, en 1815, la

Bohême, la Moravie et la Silésie étaient incorporées à la Confédération germanique.

Aussi ne doit-on pas s'étonner si, pendant cette période où la langue maternelle, en réelle décadence, n'était plus guère parlée que par les paysans dans les campagnes les plus isolées, la littérature tchèque ait subi un temps d'arrêt et n'ait plus été représentée que par quelques rares ouvrages d'une grande médiocrité. « *Causa gentis nostrae, nisi Deus adjuvet, plane desperata est* », constatait avec peine, en 1810, l'illustre grammairien Dobrovsky, et, en 1827, le grand traducteur Jungmann, découragé, disait avec conviction : « Nous avons eu cette triste destinée d'être les témoins et les complices de l'anéantissement définitif de notre langue maternelle ».

Les craintes et les lamentations des grands patriotes tchèques étaient, il faut bien le reconnaître, des plus justifiées, car à nulle autre époque de son histoire, la nation tchèque n'a couru un plus grand danger qu'au cours de ce XVIII^e siècle où l'on ne trouve chez elle aucune trace de vie littéraire.

Heureusement, le souffle de la Révolution française allait raviver, dans l'esprit des peuples, les grandes et nobles idées de nation et de liberté et le Romantisme, bien fait pour séduire les âmes des Slaves, à la fois sentimentales et lyriques, allait ressusciter en eux l'amour de la langue maternelle qui, en Autriche-Hongrie, a toujours été l'un des facteurs essentiels de la conscience nationale. Un petit groupe d'hommes épris d'idéal devait alors profiter de la maladroite politique gouvernementale pour secouer le peuple de sa torpeur, lui faire reprendre conscience et l'entraîner dans son sillage, vers la réalisation d'un idéal fait de liberté et de justice.

Mais si la politique intérieure des Habsbourg n'avait pas réussi à détruire la conscience nationale tchèque, leur politique extérieure avait commis un mal irréparable en laissant s'effriter le domaine de l'État tchèque confié à Ferdinand.

Dès 1635, les deux Lusaces avaient été cédées provisoirement, mais en fait définitivement, à la Saxe comme fiefs héréditaires.

En 1742, cela avait été le tour de la riche Silésie, passée aux mains du roi de Prusse, Frédéric II. Le 15 février 1763, le traité de paix d'Hubertsbourg, qui mettait fin à la guerre de Sept Ans, avait attribué 40.000 kilomètres carrés de la Silésie à la Prusse et laissé seulement 5.147 kilomètres carrés à l'Autriche. La nouvelle Silésie autrichienne était notamment amputée d'une partie des territoires d'Oppava (Troppau) et de Krnov (Jägerndorf), qui avaient appartenu à la Moravie avant d'être rattachés à la Silésie aux XVI^e et XVII^e siècles. Il ne restait plus de l'ancienne Silésie tchèque que le pays de

Tesin (Teschen) et une partie des pays d'Opava, Krnov et Nisa (Neisse).

Non seulement la majeure partie de la Silésie avait été ainsi perdue, mais encore la contrée de Glatz, érigée par Georges de Podiebrad en comté indépendant dans le cadre de l'État tchèque. La perte des fiefs bavarois et saxons avait été officiellement reconnue par le Congrès de Vienne. La Basse-Lusace et la majeure partie de la Haute-Lusace étaient devenues prussiennes, à la suite de la renonciation par les Habsbourg, en leur qualité de rois tchèques, à leur droit féodal sur ces territoires.

*
* *

En *Slovaquie*, entre la bataille de Mohacs (1526) et le traité de Pozarevac (1718), les Turcs furent les maîtres absolus du pays. Presque chaque année, tel un torrent impétueux, ils déferlaient sur lui, le razziaient de fond en comble et ne l'abandonnaient qu'après l'avoir dépeuplé et couvert de ruines. De leur côté, les seigneurs profitaient de ce que les rois n'avaient plus aucune autorité sur eux pour opprimer honteusement leurs sujets et les traiter en esclaves. Aussi pendant cette longue période d'invasions, d'injustices, de violences, le peuple fut-il extrêmement malheureux; néanmoins il conserva son individualité. Ce bienfait, il le dut aux guerres hussites qui le mirent en contact avec les prédicateurs et les théologiens de Bohême, à la fréquentation par les étudiants slovaques des universités tchèques, à la lecture des livres de piété rapportés par eux dans leurs familles.

Aussitôt débarrassés des Turcs après le traité de Pozarevac, les Slovaques profitèrent un tant soit peu de la protection accordée par Marie-Thérèse aux serfs et aux paysans. Malgré cette aide, malgré aussi leur activité, ils ne purent s'arracher complètement à leur misère; restant pauvres et désespérant de voir arriver des jours meilleurs, ils continuèrent à s'expatrier.

Pendant ce temps, les Magyars, auxquels allaient toutes les faveurs de la souveraine, sortaient de leur longue torpeur et voyaient s'ouvrir devant eux une ère de prospérité imprévue. Ce réveil de l'esprit national magyar devait d'ailleurs se poursuivre sous le règne de Joseph II, le successeur de Marie-Thérèse.

En effet, si dans ses multiples innovations politiques, administratives, religieuses, ce royal révolutionnaire eut quelques idées heureuses, comme celle de clore l'ère des persécutions par son édit de tolérance (1781), de réorganiser l'administration hongroise, de sup-

primer les privilèges féodaux, de réformer la justice, il commit aussi de nombreuses maladresses, notamment à l'égard des Magyars. C'est ainsi qu'il supprima le latin comme langue officielle de Hongrie pour le remplacer par l'allemand, plus propre, à son avis, à l'expansion de la civilisation; c'est ainsi encore qu'en 1786 il fit transporter à Vienne la Sainte-Couronne, symbole de l'indépendance du pays magyar. Ces brimades eurent naturellement le don d'exciter le *nationalisme magyar* qui se développa alors d'une façon remarquable sous l'active impulsion d'écrivains de génie, tels que Révay, Kazinczy, Arany, Petöfi Sandor et des grands orateurs Louis Kossuth, Deak et Eötvös.

En 1791, la Diète hongroise donnait l'ordre de nommer des professeurs de magyar dans toutes les écoles secondaires et supérieures et d'enseigner obligatoirement le magyar dans les écoles. A la Diète de 1825, les Magyars réclamaient la substitution de leur idiome au latin dans les messages aux Chambres et les procès-verbaux de séances. En 1835, 21 comitats réclamaient à la Diète que devant les tribunaux, à l'École et à l'Église on ne se servit que du magyar. En 1839, le Parlement demandait au roi — en magyar ! — que cette langue devint la seule langue de l'administration et de l'école et obtenait de lui sa reconnaissance comme langue officielle. En 1844, la Cour de Vienne, sollicitée par la Diète, décidait que « les rescrits royaux, les propositions, les résolutions et les lois sans exception seraient rédigés et promulgués uniquement en magyar; à la Diète, le magyar serait seul toléré, le magyar serait la langue exclusive de l'enseignement ». Enfin, le 22 décembre 1847, la Diète hongroise proclamait d'une façon définitive que le magyar serait la langue officielle et exclusive du royaume de Saint Étienne; elle arrachait ainsi brutalement aux allogènes leurs dernières garanties et ne tenait aucun compte des observations, pourtant justifiées, de leurs représentants, notamment de celle que lui avait exposée, le 15 janvier de la même année, le grand patriote slovaque, Louis Stur. « Il n'est pas de maître, disait-il à juste titre, qui ne sache, d'après son expérience quotidienne, que la langue maternelle d'un enfant est la plus favorable à ses progrès, celle qui convient le plus à l'enseignement. C'est dans cette langue que nous avons appris non seulement à penser, mais à sentir, et le sentiment ne joue pas moins de rôle dans la formation de l'enfant que l'intelligence. Je vous demande donc, dans l'intérêt de mon peuple, de maintenir dans l'école sa langue maternelle. »

Pendant longtemps, les Slovaques, bien que relégués à l'arrière plan et atteints dans leurs droits les plus sacrés, ne s'étaient pas rendu

compte des dangers de la renaissance magyare; ils avaient été à peine troublés par ces lois iniques qui préparaient la prépondérance des descendants d'Arpad dans l'État hongrois. C'est qu'en effet, à cette époque où la vie intellectuelle de la Bohême était devenue quasi léthargique, la Slovaquie était, elle aussi, tombée dans une somnolence insouciant et rêveuse qui la rendait mélancolique, résignée et inaccessible à la haine. Il est probable que l'idée elle-même de résistance aurait fini par disparaître chez les Slovaques si deux des leurs, Kollar et Safarik, écrivains de talent, grands patriotes et panslaves acharnés, n'avaient publié, l'un, *La Fille de Slava* et *La Solidarité littéraire entre les tribus et les langues slaves*, l'autre, *Les Antiquités slaves* et *L'Ethnographie*, chefs d'œuvre-bien faits pour relever des courages défaillants et regrouper pour l'assaut des troupes démoralisées.

Le mouvement national slovaque, ainsi déclanché, se développa très rapidement et ne tarda pas à se heurter violemment au mouvement national magyar. Le gouvernement hongrois, confiant en sa force et convaincu que ses minorités nationales étaient incapables de soutenir une longue résistance, prit aussitôt des mesures de répression très sévères pour arrêter le développement de cette renaissance slave. Les patriotes slovaques, bien loin d'abandonner la partie engagée, se groupèrent alors en sociétés et fondèrent des journaux et des revues de propagande; ils entreprirent, d'accord avec leurs camarades de misère, les Roumains, les Ruthènes, les Croates, une lutte sans merci contre leurs tyrans communs, qui professaient le plus profond mépris pour tout ce qui n'était pas magyar et déclaraient avec emphase : « Extra Hungarium non est vita, aut, si est vita, non ita ».

Malheureusement, les grands chefs slovaques, autour desquels s'était groupée l'élite intellectuelle du pays, notamment Louis Stur (1815-1856), l'âme de la résistance, et ses dévoués collaborateurs Hodza et Hurban, commirent une imprudence si grave qu'elle aurait pu être fatale à l'unité morale tchécoslovaque. Voulant en effet provoquer dans le pays un large mouvement populaire et national, ils crurent nécessaire de s'adresser à la masse dans sa langue maternelle; ils reprirent alors le projet de Bernolak, qui, vers la fin du XVIII^e siècle, s'était ingénié à donner à ses compatriotes une langue différente du tchèque, depuis les hussites la langue littéraire du pays, et à faire prévaloir un dialecte local. En 1846, après de longs efforts, Stur parvint à faire adopter par les luthériens le dialecte slovaque le plus répandu; mais il échoua auprès des catholiques qui préféraient l'idiome de Bernolak. Scission linguistique éphémère! car, en 1850, le professeur à l'Université de Prague, Hattala, réussit

à rapprocher catholiques et protestants en leur faisant accepter sa *Grammatica linguae slovanicae* et en 1851, à Presbourg, une conférence linguistique consacra officiellement l'idiome national.

Cette imprudence, ajoutée à la méfiance religieuse des deux peuples et à l'abandon des Slovaques entre les mains des Magyars, rendit les relations entre Prague et la Slovaquie moins régulières et moins amicales; elle faillit rompre à tout jamais les liens puissants qui les avaient toujours unies l'une à l'autre. Ce fut l'oppression magyare, de plus en plus rigoureuse, qui rapprocha à nouveau les Slovaques de leurs soutiens héréditaires de Bohême et de Moravie.

Au point de vue territorial, la Slovaquie s'était accrue, pendant le xviii^e siècle, aux dépens de la Pologne, du cercle de Caca (Csacza), dans le comitat de Trencin, ainsi que de la partie septentrionale du comitat d'Orava. De plus, en 1769, le gouvernement autrichien avait fait occuper, pour l'incorporer ensuite à la Hongrie slovaque, la partie septentrionale du comitat de Spis, qui avait été affectée en 1412 par le roi de Hongrie Sigismond, en garantie d'un prêt hypothécaire à lui consenti par le roi Jagellon, et qui était depuis restée entre les mains de la Pologne.

CHAPITRE IV

LES PAYS TCHÈQUES ET SLOVAQUES, DE 1848 A LA GRANDE GUERRE

Le prince de Metternich avait cru, par une politique centralisatrice et brutale, pouvoir comprimer les tendances séparatistes de ses peuples et clore l'ère des luttes nationales ; mais il avait compté sans cette lente et invincible réaction qui, née dans les esprits sous l'influence de la *Révolution française* et du *Romantisme*, n'attendait plus qu'une occasion favorable pour éclater au grand jour. Aussi n'est-il pas étonnant qu'après les journées de février 1848, les troubles révolutionnaires qui éclatèrent en Europe, n'aient point épargné l'Empire cosmopolite d'Autriche-Hongrie et que ses allogènes, poussés par une sorte de force spontanée et irrésistible, se soient levés, eux aussi, pour suivre l'exemple de la France et réclamer, en même temps que des réformes libérales, leur propre autonomie.

L'émeute éclata au cœur même de l'Empire, à Vienne, le 13 mars ; elle amena la chute de Metternich qui dut s'enfuir en Angleterre. Coup sur coup, se déclanchèrent alors des *mouvements nationalitaires* à Lemberg, à Cracovie, à Milan, à Venise ; le 10 mai, la nation slovaque se souleva à Saint-Nicolas-de-Liptov ; puis ce fut le tour des Serbes, des Roumains et des Tchèques.

En Bohême, dès le 11 mars, les Allemands et les Tchèques, que l'absolutisme de Metternich avait rapprochés les uns des autres, s'étaient unis aux bains de Saint-Venceslas et mis d'accord pour réclamer : l'union administrative des trois pays du royaume de Bohême, une Diète commune qui aurait siégé, tantôt à Prague, tantôt à Brno (Brünn), l'égalité des nations dans l'administration et dans l'école, l'obligation, pour tenir un emploi, de connaître deux langues, celle officielle et celle maternelle, l'égalité des langues tchèque et allemande. Les Tchèques avaient ensuite envoyé à l'Empereur une pétition, basée sur le droit historique et reproduisant ces revendications.

Mais les Tchèques ne tardèrent pas à deviner les véritables desseins

des Allemands et à prendre leurs dispositions pour les faire échouer. Lorsqu'ils les virent en effet créer un Parlement à Francfort-sur-le-Main, dans le but avéré, non pas seulement d'obtenir le suffrage universel et une transformation de la constitution allemande, mais aussi et surtout de former une association générale des peuples de race germanique, ils comprirent qu'inévitablement, tôt ou tard, ils seraient englobés dans cette grande Allemagne. Ils songèrent alors à fonder, avec les autres peuples de race slave, qui partageaient leurs craintes, une confédération slave, susceptible de pouvoir lutter à armes égales contre cette confédération germanique.

C'est dans ces conditions que le 2 juin s'ouvrit à Prague un congrès des Slaves. Mais à peine celui-ci avait-il commencé ses travaux qu'une insurrection prématurée du peuple de Prague le mettait dans l'obligation de les interrompre. En effet, le mouvement révolutionnaire avait bien réussi à chasser Windischgraetz et ses troupes de Prague, mais il n'avait pu les empêcher d'y rentrer le 14 juin, après un violent bombardement.

A la suite de cet échec, Palacky et Rieger durent abandonner leur projet de convoquer une Assemblée constituante de Bohême, et il ne resta plus aux Tchèques d'autre ressource que celle d'aller défendre leurs intérêts au Parlement de Vienne, puis à celui de Kromeriz, en Moravie.

Le 2 décembre 1848, après l'abdication de l'empereur Ferdinand I^{er}, *François-Joseph* monta sur le trône. C'était un esprit faible et égoïste, privé de toute sensibilité et essentiellement indifférent, sans scrupule, sans tact, brutal vis-à-vis de ses adversaires et ingrat pour ceux qui lui rendaient service, sans morale, sans honneur, éprouvant une profonde antipathie pour tous les Slaves qu'il écrasait de son mépris. Pendant son long règne, la lutte entre le gouvernement austro-hongrois et ses peuples subjugués, notamment le peuple tchécoslovaque, devait se localiser dans la *question des langues*, symbole des luttes nationales dans l'Empire.

Dès les premières années de ce règne, les Slaves se rendirent parfaitement compte que leur triste situation ne serait nullement améliorée. Le 4 mars 1849, le Parlement fut dissous et le gouvernement publia une nouvelle constitution, celle de Stadion, qui ne tenait aucun compte des revendications linguistiques des peuples, mais déclarait cependant en ces termes, dans son § 5, l'égalité des Völkerstämme : « L'égalité de droit de toutes les langues usitées dans chaque pays à l'école, dans l'administration et la vie publique est garantie par l'État ». Les Slaves ne demandaient pas autre chose ; mais, comme ils s'y attendaient d'ailleurs, cet article ne fut pas appliqué. Bien plus,

le gouvernement décida que si les Völkerstämme étaient égaux, il y avait au-dessus d'eux l'allemand; il partit même de ce principe pour germaniser à outrance l'administration, l'école, la justice et l'armée. D'ailleurs, la constitution de 1849 ayant été supprimée, les « principes ou statuts organiques » du 31 décembre 1851 ne donnèrent plus de § 5 et proclamèrent l'allemand obligatoire dans l'enseignement, la justice et l'administration.

Dès la défaite de l'Autriche en Italie, l'Empereur appela auprès de lui les représentants des Diètes provinciales et créa le Conseil de l'Empire « renforcé » où fut âprement discutée la question des langues. Le diplôme d'octobre 1860, qui reconnaissait les droits des différentes nationalités et accordait aux peuples quelques libertés, notamment celle de se servir de la landessprache, donna en partie satisfaction aux Tchèques. Mais, dès le 26 février 1861, la constitution centraliste de Schmerling instituait un Parlement central, élu par les députés des Diètes provinciales, et des Diètes provinciales représentant non le peuple, mais les classes dirigeantes, composées en grande partie d'Allemands; d'où nouvelles récriminations de la part des Tchèques.

Une fois de plus, Rieger se plaignit alors devant le Reichsrat de la prééminence de l'allemand et de la représentation illégale au Parlement qui faisait que Reichenberg, avec ses 19.000 habitants, avait trois députés tandis que Prague, avec 150.000, n'en avait que 10. S'adressant à Schmerling, il déclara :

« Combien de fois avons-nous dû entendre de nos oreilles que la langue allemande seule est pour nous la langue de la civilisation, de la science et que la science ne peut être cultivée qu'en allemand. Voilà le danger qui nous menace. Nous voulons que notre langue aussi s'affirme dans l'école et dans l'administration, dans la vie publique, dans les débats de la Diète; car cela est nécessaire à son plein développement; nous voulons que les circonstances ne rendent pas impossible aux hommes de science de cultiver la science dans la langue de notre pays. Nous ne voulons pas qu'il soit permis aux seuls paysans ou aux bonnes d'enfants de parler notre langue. » Mais le Parlement ne tint aucun compte des revendications des Tchèques qui, mécontents, quittèrent le Parlement en juin 1863.

En 1865, sous Belcredi, le successeur de Schmerling, une loi décréta l'égalité de la langue allemande et de la langue maternelle dans l'enseignement, l'obligation pour les élèves des gymnases tchèques de connaître l'allemand, réciproquement pour ceux des gymnases allemands d'apprendre le tchèque. Aussitôt les Allemands récriminèrent contre la « langue forcée ». Ne considéraient-ils pas la langue tchèque

comme une langue arriérée, et surtout ne la sentaient-ils pas susceptible de leur enlever la prépondérance politique et intellectuelle dans le pays?

Pendant ce temps, à deux reprises différentes, l'empereur François-Joseph cherchait à s'attirer les bonnes grâces des Tchèques en leur promettant de coiffer la couronne de St. Venceslas. En 1861, à la demande qui lui avait été faite de se faire couronner roi de Bohême, François-Joseph avait répondu : « Je veux me faire couronner à Prague roi de Bohême et je suis convaincu qu'ainsi sera noué un nouveau lien de fidélité et de confiance entre mon trône et le royaume de Bohême. » En décembre 1865, à une nouvelle adresse qui lui avait été présentée, François-Joseph avait ainsi confirmé sa promesse de 1861 : « Je me prépare avec joie à voir le succès de votre grande œuvre et à aller dans la vieille et célèbre ville de Prague pour y recevoir la couronne suivant le droit et la tradition sacrée, au milieu de mes fidèles Tchèques. Assurez la Diète de ma parfaite faveur et grâce impériale. » Belles, mais vaines promesses!

Lorsque survint la guerre contre la Prusse, les Tchèques reçurent d'elle des propositions d'indépendance catégoriques, mais ils n'en restèrent pas moins fidèles à l'Autriche, ce qui n'empêcha pas d'ailleurs « le crime de 1867 » de se perpétrer contre eux. « Gardez vos hordes, nous garderons les nôtres », aurait dit un homme politique autrichien à un homme politique hongrois, en faisant allusion, d'une part aux Roumains, Slovaques, Serbes et Croates de Hongrie et d'autre part aux Tchèques, Dalmates, Slovènes, Polonais et Ruthènes d'Autriche. Tel fut en effet le principe sur lequel s'appuya Beust pour établir, par le *compromis de 1867*, à côté de l'Autriche, une Hongrie absolument autonome, avec son ministère, son parlement, sa législation, son administration propres; les seuls points communs entre les deux États restaient la dynastie des Habsbourg et les ministères d'Empire, c'est-à-dire ceux des Affaires étrangères, de la Guerre et des Finances.

Bien entendu, si ce compromis donnait satisfaction aux patriotes magyars, il ne pouvait qu'exciter la jalousie et le dépit de tous les peuples austro-hongrois qui n'étaient ni allemands ni magyars et se trouvaient ainsi incorporés de force dans les États transleithan ou cisleithan. Aussi les Tchèques et les Slovaques s'indignèrent-ils de l'injustice commise à leur égard par Beust et l'Empereur; ils ne cessèrent plus de protester contre la nouvelle situation qui leur était imposée et qu'ils jugeaient incompatible avec les droits historiques de leur pays. En 1868 notamment, ils publièrent une déclaration dans laquelle il s'indignaient de ce dualisme, non fondé en droit

politique et historique, et se plaignaient de l'organisation électorale favorable aux Allemands.

Pendant la guerre de 1870, les Habsbourg, effrayés par la puissance allemande, soutinrent le ministère Hohenwart qui avait pris nettement position pour les nationalités contre les Allemands. A deux reprises, l'Empereur, auquel la Diète de Prague avait adressé de nouvelles demandes d'indépendance, renouvela aux Tchèques ses promesses de 1861 et de 1865. « Nous nous sommes aussi décidé, disait-il le 26 septembre 1870, à confirmer de nouveau à ce royaume, par écrit et inviolablement, l'indivisibilité de son territoire inaliénable et à l'illustrer par mon couronnement »; puis, dans son rescrit du 12 septembre 1871, il répétait : « Nous rappelant la situation constitutionnelle indépendante de la couronne tchèque et ayant conscience de la gloire et de la puissance que cette couronne a apportées à nous et à nos ancêtres, nous rappelant en outre la fidélité inébranlable avec laquelle la population des pays tchèques a soutenu à chaque moment notre trône, nous reconnaissons volontiers les droits de ce royaume et nous sommes prêts à renouveler cette reconnaissance par notre serment de couronnement. »

Un projet de constitution pour la Bohême fut même préparé à la Diète. Ce projet reconnaissait l'égalité, dans le royaume, des deux groupes ethniques, tchèque et allemand, autorisait l'emploi de leurs deux langues dans l'administration et la justice et divisait la Diète en deux curies nationales; ces deux curies devraient être chargées notamment de la répartition des crédits scolaires et représentées au Parlement central par le tiers de la curie tchèque et le quart de la curie allemande. Les Magyars s'opposèrent à ce projet. De plus Guillaume intervint auprès de François-Joseph et s'efforça de lui faire comprendre qu'en agissant ainsi il mécontenterait les Allemands de Bohême et leur enlèverait la situation prépondérante à laquelle la nation élue avait droit. François-Joseph, esprit faible et indécis, se laissa une fois de plus circonvenir, Hohenwart fut remplacé et la Diète dissoute par le cabinet Auersperg, qui reprit alors les persécutions contre les nationalités.

Les Tchèques n'avaient pas trop de toutes leurs forces pour lutter contre le gouvernement austro-hongrois, et pourtant des *dissensions* éclatèrent entre eux. Une lutte politique acharnée jeta les uns contre les autres les Vieux-Tchèques, dont les chefs, Palacky et Rieger, étaient opportunistes, et les Jeunes-Tchèques, à la fois nationalistes et démocrates. Un autre malheur devait frapper la nation tchèque. En 1876 mourut en effet Palacky, l'auteur de *l'Histoire de la Nation tchèque*, le grand réveilleur appelé à juste titre le « Père de la Patrie ».

Sa mort fut une perte irréparable, non seulement pour les lettres tchèques, mais aussi et surtout pour la cause nationale, car il avait été, pendant de longues années, le chef incontesté de la politique tchèque et l'âme de la résistance populaire.

En 1879, le comte Taaffe, qui venait de succéder à Auersperg, fit aux Tchèques de si alléchantes promesses qu'ils consentirent à rentrer au Parlement. Ce fut là une grosse faute de leur part. A partir de ce moment en effet, le droit nationalitaire tchèque ne passa plus qu'au deuxième plan dans leurs préoccupations.

En décembre 1879, les députés de Bohême et de Moravie de nationalité slave adressèrent à l'Empereur un memorandum dans lequel ils réclamaient à nouveau, en vertu du droit historique, l'égalité des langues. Aussitôt, les Allemands de parler une fois de plus de persécution, d'adresser des réclamations aux Tchèques et au gouvernement, de s'écrier : « Plutôt mourir Allemands que pourrir Tchèques », puis de quitter à leur tour le Parlement. Aux élections de 1885, il se forma parmi les Allemands un parti séparatiste dirigé par Schönerer. Le but de ce groupement n'était autre que de prôner le rattachement pur et simple des provinces allemandes de l'Autriche à l'Allemagne, sous le prétexte que les Habsbourg étaient absolument incapables de défendre leurs intérêts contre les Slaves.

Le gouvernement eut alors une idée de génie ; il profita des dissensions entre les Vieux-Tchèques et les Jeunes-Tchèques pour rapprocher les Vieux-Tchèques et les Allemands et leur faire accepter les Ponctuations de janvier 1890. La Haute-Cour et le Conseil supérieur de l'Instruction publique devaient être divisés en deux groupes, l'un allemand et l'autre tchèque, les circonscriptions judiciaires, composées d'un seul groupe ethnique et les curies nationales, rétablies. Mais les Jeunes-Tchèques, qui n'avaient pas été consultés, n'acceptèrent pas ce compromis et provoquèrent des troubles qui, dans certaines villes comme Prague, furent d'une gravité telle que le gouvernement dut décréter l'état de siège. Le peuple approuva d'ailleurs l'attitude des Jeunes-Tchèques en votant pour eux aux élections du Reichsrat de 1897.

Sous les ministres Badeni, Gautsch, Thun, Körber, la lutte continua sans répit entre Allemands et Tchèques au sujet de l'emploi du tchèque dans l'administration. Les uns voulaient que l'allemand fût la langue exclusive dans les districts allemands et qu'au contraire, dans ceux tchèques, il fût employé à côté du tchèque. Les autres au contraire, rejetant tout fractionnement en districts, réclamaient l'emploi simultané, dans tous le pays, du tchèque et de l'allemand.

La lutte devint si âpre entre les dirigeants autrichiens et magyars

et leurs « minorités nationales », notamment celles tchèques, qu'elle rendit impossible tout gouvernement stable dans la vieille monarchie habsbourgeoise. L'introduction du suffrage universel en 1908 n'apporta aucun changement dans les relations entre Tchèques et Allemands. Les exigences des uns et des autres restèrent les mêmes, et les passions nationales continuèrent à gronder avec violence à travers tout le pays, tandis que les parlementaires pratiquaient l'obstruction ou avaient recours à la chute des ministères.

En 1913, la situation était telle que le gouvernement se voyait obligé de dissoudre la Diète et, ainsi que le dit Auerbach, « de confier à une commission l'administration du royaume, mis sous tutelle ou plutôt sous conseil judiciaire ».

*
* *

Si, au cours de cette période, le peuple tchèque a fourni un aussi merveilleux effort contre le germanisme centralisateur du gouvernement autrichien, qui avait semblé triompher au XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e, si, sortant de sa longue léthargie, sa conscience nationale s'est ressaisie, s'il s'est produit chez lui un pareil relèvement moral, social et politique, c'est grâce à la *renaissance littéraire* dont les pays tchèques ont été le foyer. C'est qu'en effet la littérature n'est pas seulement « le miroir d'un peuple », elle enflamme aussi les foules, en traduisant leurs joies et leurs douleurs, leurs aspirations et leurs regrets; si un développement littéraire suit le plus souvent l'essor d'une nation, il lui arrive encore plus fréquemment de le provoquer, en réveillant les énergies tombées, en galvanisant les timorés et les découragés.

La Révolution française était presque passée inaperçue dans les pays tchèques, car le peuple y était littéralement étouffé sous la lourde patte du gouvernement autrichien. Les guerres de Napoléon, au contraire, en amenant des troupes russes sur le sol bohême et en mettant ainsi les Tchèques au contact de leurs grands frères slaves, les firent réfléchir, les progrès de l'érudition philologique aidant, sur leurs origines ethniques et leurs affinités naturelles. Mais c'est le Romantisme qui, après les grandes secousses politiques et sociales de 1815, par ses idées nouvelles, notamment par l'affirmation du principe des nationalités, réussit le mieux à secouer l'âme tchèque de sa torpeur et à faire renaître en elle, en même temps que le culte du passé et l'amour de la langue maternelle, la confiance et la foi en l'avenir.

Cet amour de la langue maternelle, Dobrovsky (1753-1829) et

Jungmann (1773-1847) cherchèrent à le provoquer dans leurs travaux philologiques, convaincus qu'ils étaient qu'il n'y a pas de renaissance littéraire possible sans une renaissance linguistique préalable. Grâce à ces deux savants, grâce aussi à deux patriotes slovaques exaltés, le poète Kollar (1793-1852), dont les sonnets naïfs et sentimentaux exprimaient d'une façon si émouvante les aspirations slaves, et l'archéologue-paléologue Safarik (1796-1861), qui dans ses nombreuses œuvres, notamment dans ses célèbres *Antiquités Slaves*, avait mis toute sa science et tout son cœur, une renaissance littéraire ne tarda pas à se dessiner autour de Prague, appelée à devenir le centre intellectuel du vieux monde slave.

Au premier rang des écrivains de talent qui ont illustré cette époque et le plus contribué à refaire la conscience nationale tchèque, il faut citer le grand historien Palacky (1798-1876), le Guizot de la Bohême, à la fois maître de la pensée, patriote ardent et grand homme d'État. Le poète psychologue Celakovsky, avec son *Echo des chants tchèques*, et Macha, avec ses poèmes mélodieux, enflammèrent les imaginations et créèrent une langue poétique.

La Révolution française de 1848, qui, dans la vie politique, apportait aux peuples des espérances de liberté, était bien faite pour achever la transformation de leurs âmes endolories et angoissées, mais aussi courageuses et confiantes, et donner à leur littérature un nouvel essor. La vie littéraire n'est-elle pas en effet solidaire des événements politiques et sociaux?

Deux femmes, Karolína Světlá, avec ses romans bourgeois simples et sincères, et Božena Němcová, dont les romans empreints du plus pur réalisme dépeignent le peuple des campagnes tchèques, Karel Havlíček, le père du journalisme, ont été à cette époque parmi les meilleurs artisans du réveil national.

En 1860, se produisit une véritable révolution littéraire avec la publication de la revue *Máj*. De jeunes écrivains condamnèrent alors le patriotisme sentimental et romantique du passé, qui isolait le poète de la société; imprégnés des idées révolutionnaires de 1848, ils poussèrent le poète à s'intéresser aux problèmes sociaux. A leur tête se trouvaient Halek, dont les poèmes d'amour jouirent d'une grande popularité, et Neruda qui, avec ses contes de *Mala Strana* et ses *Chants du Vendredi*, peut être considéré comme le précurseur du nationalisme tchèque. Le poète lyrique Heyduk, chantre de la Slovaquie et grand partisan de l'union tchécoslovaque, appartint aussi à ce groupe littéraire.

A partir de 1860, la littérature tchèque, qui avait été successivement romantique, parnassienne, réaliste, internationaliste même,

devint nettement nationale. Les poètes n'hésitèrent pas à prendre une part active à la vie politique; ils se firent les porte-drapeaux de l'émancipation démocratique et nationale du peuple tchèque.

De cette magnifique pléiade d'écrivains de l'école nationale se détachent : Svatopluk Cech, dont les poèmes épiques font revivre les époques glorieuses ou douloureuses de l'histoire de la Bohême et expriment sa foi dans l'avenir de la race slave, Benes Trebizsky, avec ses romans historiques, les frères Aloys et Vilem Mrstik, le romancier Jirasek, peut-être le plus national de tous les écrivains tchèques, qui fit revivre toute l'histoire tchèque depuis les temps hussites jusqu'en 1848, Winter, un autre romancier historique, dont l'œuvre compléta celle de Jirasek. Citons encore, parmi les romanciers actuels, K. V. Rais, Holecek, K. M. Capek, R. Svobodova.

Les poètes de cette génération se groupent autour de Vrchlicky, le plus grand nom de la littérature tchèque du siècle dernier qui, comme Victor Hugo et Goethe, s'essaya dans tous les genres. Vrchlicky libéra définitivement la littérature tchèque de toute influence germanique et fit de la langue tchèque un excellent instrument littéraire, en lui redonnant de l'harmonie et de la richesse. Les Tchèques ont raison d'être fiers de J. S. Machar, A. Sova, O. Brezina, P. Bezruc, V. Dyk, S. Neumann.

Nous ne pouvons clore cette liste trop courte des grands hommes du XIX^e siècle qui réussirent à fortifier la conscience nationale du peuple tchèque, en l'empêchant d'oublier son grand passé et en lui faisant espérer des jours meilleurs, sans prononcer les noms des éminents érudits que furent l'archéologue Niederlé, le grammairien Gebauer et le philologue Polivka, du grand tribun, le Dr Kramar, et du Président Masaryk, dont les œuvres philosophiques et sociologiques ont acquis une réputation mondiale.

Parmi les forces qui tinrent en éveil le nationalisme tchèque, il ne faut pas oublier la presse qui, sans distinction d'opinions et de partis, s'est toujours donnée la noble tâche de préserver la nation de la dégénérescence et de fortifier sa vitalité. Enfin la création par souscriptions du Théâtre national de Prague (achevé en 1883), dont le fronton porte la fière devise : « Narod sobě », c'est-à-dire « le peuple à lui-même », l'érection en 1882 des cours tchèques professés à l'Université allemande en Université tchèque et la fondation en 1890 de l'Académie tchèque, marquent trois dates importantes de l'histoire de la littérature nationale.

Si nous voulons porter un jugement sur la littérature tchèque de la deuxième moitié du XIX^e siècle, nous dirons qu'elle a été surtout une littérature de combat et que, tout en s'élevant au niveau des

autres littératures européennes, elle n'a jamais perdu de vue le problème fondamental de l'existence nationale.

Tandis que la littérature tchèque s'était ainsi placée au premier rang des littératures slaves, le goût des choses artistiques s'était développé chez le peuple. Les Tchèques, après avoir fait fleurir les styles roman, gothique et renaissance, s'étaient lancés, à la fin du ^{xvii}e siècle et au début du ^{xviii}e, dans le style « baroque », curieuse transformation du style Louis XIV, avaient repris au ^{xix}e leur indépendance artistique, avec des architectes de valeur comme Jurkovic et Kotera.

En sculpture, les tailleurs de pierre tchèques, qui avaient décoré de bas-reliefs les monuments et les églises, romans ou gothiques, avaient été supplantés eux aussi par des artistes allemands; peu à peu, en même temps qu'ils s'étaient ressaisis, les Tchèques s'étaient libérés de cette emprise étrangère; des maîtres sculpteurs, comme Myslbek, Bilek, Sucharda, Kafka, Maratka et Stursa, avaient fait revivre, dans un art national, le glorieux passé de leur pays.

Comme l'architecture et la sculpture, la peinture tchèque avait subi, aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles, l'influence allemande et ne s'en était dégagée qu'au ^{xix}e. Elle n'avait d'ailleurs pas tardé à produire deux maîtres dont la gloire a fait pâlir tous les autres : Joseph Manes, « le premier peintre-poète de l'art tchécoslovaque », et Nicolas Ales, peut-être encore plus original que Manes, qui a évoqué dans ses œuvres l'âme populaire de la Bohême. On vit, depuis, éclore une riche floraison de talents : Cermak, Brozik, Chittussi, Marak, Slavicek, Presler, Svabinsky, etc... On peut donc parler d'une école tchèque de peinture.

Enfin, en musique, l'art national du peuple tchèque, des artistes comme Frédéric Smetana, le créateur de l'Opéra tchèque, Dvorak, Fibich, Suk, Foerster, Novak et tant d'autres, inspirés de l'amour passionné de la Patrie, ont reflété, dans leurs compositions musicales, la sensibilité remarquable de l'âme slave et contribué à exalter la foi patriotique des foules, qui puisaient dans leurs œuvres le réconfort et l'espoir.

Lettres et arts (1) ont largement contribué à rendre à la nation tchèque conscience de son individualité. La renaissance littéraire et artistique, dont l'essor a été si rapide dans les pays tchèques au cours du ^{xix}e siècle, a été, sans contredit, l'un des principaux facteurs de leur relèvement politique.

(1) Bibliographie : DEDECEK, *op. cit.*, p. 115 et s. — JELINEK, *La littérature tchèque contemporaine*, Paris 1912. — L. LEGER, *La renaissance tchèque au ^{xix}e siècle*, Paris 1911. — HANTICH, *La musique tchèque*, Paris 1906. — *Les Pays tchèques*, (public. de la Ligue franco-tchèque), Paris 1917, p. 81 et s.

*
* *

Cette surprenante renaissance politique, littéraire, artistique est due en grande partie aux rudes batailles menées par les Tchèques pour *l'instruction du peuple*, depuis la première loi scolaire décrétée par Marie-Thérèse en 1774.

Dans les pays exclusivement tchèques, les municipalités se chargeaient de l'établissement et de l'entretien d'écoles tchèques, mais partout ailleurs, la charité privée devait intervenir, ce qui nécessitait de gros sacrifices. C'est ainsi que l'une des sociétés de défense nationale, la « Matice Skolska », dépensa, de 1880 à 1911, plus de 17 millions de couronnes. Non seulement les Tchèques devaient dépenser beaucoup d'argent pour entretenir leurs écoles privées, mais ils avaient encore à lutter contre l'administration allemande qui leur attirait de perpétuelles difficultés. Souvent en effet lorsque les Tchèques avaient réussi à fonder une école ou un lycée, le gouvernement trouvait un motif futile pour le leur faire fermer.

La Bohême, bien qu'elle n'ait pas obtenu un nombre d'écoles proportionnel à sa population, était encore des trois pays tchèques le mieux favorisé aux points de vue primaire et secondaire. La Moravie l'était moins puisqu'elle ne comptait que 39 lycées et 200 écoles spéciales, au lieu de 83 et 900 en Bohême. En Silésie, les Tchèques n'avaient réussi qu'à avoir des écoles bilingues où l'allemand et le tchèque étaient enseignés de pair. Dans l'enseignement supérieur, les Tchèques ne possédaient qu'une seule Université, celle de Prague, n'ayant jamais pu en obtenir une deuxième à Brno.

Bien que l'enseignement tchèque ait été très négligé par le gouvernement austro-hongrois, les Tchèques ne comptaient en 1910 que 3,3 % d'illettrés et se classaient ainsi parmi les peuples les plus instruits du monde. Ce merveilleux résultat, ils le durent à la lutte sublime qu'ils ne cessèrent de mener sur le terrain scolaire contre le gouvernement autrichien et aussi à la substitution fréquente de leur initiative privée à celle de l'administration publique.

*
* *

Les patriotes tchèques, jugeant l'activité littéraire peu accessible au peuple lui-même, avaient imaginé la formation de sociétés qui avaient pris le nom symbolique de *Sokols*, c'est-à-dire de « faucons », « les faucons étant de tous les oiseaux de proie les plus beaux de forme, les plus courageux, et les plus agiles » (Dedecek).

Ces Sokols n'étaient pas seulement, comme les sociétés de gymnastes de nos pays occidentaux, des associations d'athlètes, d'amateurs de sports, de jeunes gens faisant de la préparation militaire; ils avaient aussi un but moral : celui de défendre les vieilles traditions nationales, de fortifier le patriotisme tchèque et la solidarité slave par des conférences, des excursions historiques et scientifiques, des cours spéciaux, des journaux de propagande, des bibliothèques. Leur organisation était méthodique; les sociétés communales étaient en effet groupées en sociétés régionales, dépendant elles-mêmes du Comité central de Prague. Cette organisation était également puissante puisqu'en 1913, 1180 sociétés comptaient 106.000 hommes, 22.000 femmes, 15.000 jeunes gens et jeunes filles et 46.000 pupilles (1).

Leur succès était immense; il dépassait les frontières des pays tchèques pour se répandre dans tous les pays slaves où se fondaient des sociétés semblables; il se propageait même dans les États occidentaux, chaque fois qu'avait lieu une fête de gymnastique internationale. M. Georges Bourdon a pu dire : « Les Sokols sont l'âme, le cœur, la pensée, la volonté de la Bohême. C'est par eux qu'elle se signifie au monde; c'est en eux qu'elle se retrouve, s'admire et s'enivre, en eux qu'elle s'affirme et espère. »



En 1848, la Hongrie, elle aussi, a été le théâtre de *troubles révolutionnaires*. Les Magyars, comme les Tchèques, réclamèrent en effet pour leur nationalité une constitution et un gouvernement distincts; l'Empereur accéda à leur vœux, mais ce furent alors les populations roumaines et slaves qui se révoltèrent pour ne pas être sous la domination magyare.

Le 10 mai 1848, à Saint-Nicolas de Liptov, les patriotes slovaques réunis formulèrent leurs réclamations. Ils voulaient alors un Parlement fédéral, composé de représentants de tous les groupes ethniques et ayant pour rôle de discuter les affaires communes aux différents peuples, le droit pour les députés de parler dans leur langue maternelle, une Diète particulière pour chaque nationalité, l'obligation pour les enfants, dans les districts mixtes de Slovaquie, d'apprendre le magyar et le slovaque.

La Diète, qui refusait toute discussion avec les minorités, ne tint aucun compte de ces revendications et réorganisa la terreur. Les Slo-

(1) Le parti catholique avait créé, sur le modèle des Sokols, des organisations propres appelées « Orels » (Aigles), qui groupaient aussi de nombreux membres, notamment en Slovaquie. Les socialistes avaient organisé de la même façon leurs sociétés de gymnastique.

vaques, de dépit, se tournèrent alors vers Prague; ils prirent part au Congrès des Slaves de juin 1848. Nous connaissons la triste fin de cette réunion.

Lorsque les Hongrois entrèrent en lutte contre l'Empereur, qui leur avait retiré la liberté et les faveurs précédemment accordées, les Slovaques restèrent fidèles aux Habsbourgs et se rangèrent à leurs côtés. Les Hongrois, après avoir proclamé la république hongroise et choisi Kossuth comme président, remportèrent d'abord quelques succès; ils s'emparèrent même de Pest; mais lorsque le Tzar intervint, avec 200.000 Russes sous les ordres de Paskievitch, la fortune tourna et les Hongrois furent écrasés à Temesvar (9 août 1849). L'Autriche avait là une belle occasion de récompenser les légions slovaques de leur loyalisme et mettre à néant les prétentions des Magyars. Son gouvernement pouvait par exemple garantir aux Slovaques, ainsi d'ailleurs qu'aux autres Slaves, quelques privilèges anodins, tels que la liberté de langue et de culture, mettre les Magyars sur le même plan que les autres nationalités et profiter ainsi de cette révolution de 1848 pour réaliser l'unité autrichienne, comme en 1789 avait été réalisée en France l'unité nationale. Bien au contraire, les Bach, les Schwarzenberg, les Windischgraetz sympathisèrent avec les Hongrois et abandonnèrent les Slaves à leur triste sort.

Les Slovaques ne se découragèrent pas cependant. Ils croyaient en effet sincère la proclamation impériale du 20 octobre 1848 : « Chaque nation aura en nous un protecteur et un défenseur; nous ne nous écarterons pas de cette ligne et nous ne permettrons pas qu'une nation en opprime une autre; un droit égal pour tous, voilà ce que nous poursuivons et ce que nous réaliserons par tous les moyens. » Ils envoyèrent même une députation à l'Empereur, puis une pétition à Bach; ils obtinrent, comme toujours, de belles promesses, que les événements ne devaient pas tarder à démentir.

En effet, en 1849, s'abattait sur tout l'Empire une véritable pluie de procès, d'exécutions, d'interdictions de réunions, d'associations, etc. La Constitution elle-même était supprimée par la Patente du 31 décembre 1851, ce qui permettait au comte Hartig de dire : « L'Empereur écoute, examine et ordonne; les sujets désirent, parlent et obéissent; voilà pour l'Autriche les seules règles de gouvernement applicables. » De 1851 à 1859, sous le règne de Bach, l'allemand restait la seule langue officielle de l'Administration et de la Justice et les écoles étaient germanisées. Aussi l'Autriche s'attira-t-elle la haine de tous, celle des Magyars comme celle des peuples qu'ils avaient opprimés avant 1848.

En 1859, dès la défaite autrichienne en Italie, les Hongrois re-

dressèrent la tête; ils obtinrent de l'Empereur la reconnaissance du magyar comme langue d'État et langue de l'École.

Les Slovaques, confiants dans le libéralisme de magyars tels que Deak et Eötvös, se réunirent le 6 juin 1861 au nombre de 600 à Saint-Martin de Turiec et réclamèrent, dans un memorandum, que la langue slovaque fût admise dans les écoles et dans les administrations. Leur memorandum se terminait par ces mots : « Notre conscience nous dit que nous autres, Slaves, nous sommes aussi bien une nation que les Magyars, et, si l'égalité des droits et des libertés, ne doit pas être une simple chimère, il s'ensuit que nos prérogatives ne doivent pas être inférieures à celles que possède n'importe quelle nation de la Monarchie. Notre mot d'ordre est un État uni, constitutionnel et libre et pour toutes les nations qui l'habitent : liberté, égalité, fraternité ».

C'est au cours de cette séance que se forma la Matice slovaque sur le modèle de la Matice serbe, fondée à Pest en 1824, et des Matices tchèques. Cette Matice slovaque, inaugurée en 1863 à Saint-Martin de Turiec, avait, comme ses devancières, pour but de réveiller l'esprit national par des articles de journaux, des revues, des bibliothèques, des musées. Elle eut beaucoup de succès malgré la pauvreté de ses adhérents et réalisa l'union complète entre catholiques et protestants, ce qui fut un gros appoint pour la cause slovaque.

Quant au memorandum, les Magyars n'ayant pas trouvé mieux que d'y répondre par de nouvelles *persécutions*, les Slovaques l'adressèrent à l'Empereur, en le priant d'intervenir auprès des Magyars. « Je suis heureux de voir ici les porte-paroles de ma loyale nation slovaque qui me fut fidèle dans les jours difficiles. Je prendrai en considération vos griefs et vos vœux et selon les circonstances j'en tiendrai compte. En ce qui concerne la question scolaire, les ordres, comme vous avez pu le remarquer, ont été donnés contre mon gré, et le plus tôt possible je ferai porter remède à la situation. Pour ce qui est du reste, je veux faire examiner vos désirs et vos réclamations et je les exaucerai autant que possible. Encore une fois je suis heureux de vous avoir vus ici. » Telle fut la réponse de François-Joseph, qui poussa l'amabilité jusqu'à leur offrir 1.000 florins pour leur Matice. Cela n'empêcha pas les persécutions de recommencer. En 1867, le dualisme de Beust ne livrait-il pas les Slovaques aux Magyars? En 1874, de nombreux lycées slovaques n'étaient-ils pas fermés, la Matice supprimée et les 200.000 florins qu'elle possédait, confisqués?

Les rapports entre Slovaques et Magyars devinrent alors de plus en plus tendus. A la Chambre, comme à l'Église et à l'École, ce n'é-

taient plus que paroles de haine et d'intolérance à l'égard des Slovaques (1). Pour exclure du Parlement les nationalités, le gouvernement ne reculait devant aucun moyen, si injuste ou illégal fût-il. La représentation des circonscriptions n'était aucunement basée sur le nombre des électeurs; les limites de ces circonscriptions étaient fixées suivant les besoins, leurs chefs-lieux, placés le plus loin possible des centres slovaques; le droit de suffrage variait suivant les régions; le vote était oral et public; un escamotage officiel de votes se pratiquait couramment, et seuls pouvaient être élus les individus parlant magyar; le gouvernement ne reculait même pas, pour obtenir de bonnes élections, devant l'emploi de la gendarmerie et de la troupe.

Ne se sentant pas assez forts pour réagir contre cette oppression, les Slovaques se désintéressèrent de la politique et ne présentèrent même plus de candidats aux élections. Quand, en 1907 et 1908, le gouvernement dut, en raison de la violence des réclamations, promettre le suffrage universel, les Slovaques reprirent courage, mais il s'aperçurent bien vite qu'ils avaient été, une fois de plus, odieusement trompés. La réforme ne fut en effet votée qu'en 1913; et encore une grande partie de la population restait éloignée du suffrage, la connaissance du magyar continuait à être nécessaire et le scrutin était toujours public et oral. En 1914, cette nation de 2.000.000 d'âmes n'était pour ainsi dire pas représentée au Parlement.

L'oppression magyare ne se cantonnait pas seulement d'ailleurs dans le domaine de la politique. Les associations et les réunions publiques étaient frappées d'interdiction dès que leurs présidents ou organisateurs étaient slovaques. Les journaux devaient, pour paraître, remplir de nombreuses formalités qui aboutissaient presque toujours à l'interdiction de ceux slovaques; les jurys destinés à juger les délits de presse étaient exclusivement magyars. L'Église catholique était à la merci du gouvernement qui nommait les évêques et les choisissait, bien entendu, en dehors des Slovaques. Les protestants étaient encore bien plus suspectés, car ils avaient une tendance naturelle à se rapprocher des Tchèques dont ils épousaient les doctrines.

Dans la vie privée, les Slovaques étaient l'objet de tracasseries aussi grossières. Ainsi une loi de 1881 encourageait les gens à magyariser leur nom, une loi de 1897 donnait l'ordre de magyariser le nom des villes et des villages et une loi de 1898 obligeait les fonctionnaires à prendre des noms magyars.

Dans l'enseignement, le peuple slovaque était encore plus menacé.

(1) V. E. DENIS, *Les Slovaques*, p. 206 et s.

En Slovaquie, une infime minorité d'enfants était instruite dans sa langue maternelle, ce qui n'est pas surprenant si l'on songe que les écoles officielles, dans l'enseignement primaire, étaient exclusivement magyares, que la vie était rendue impossible aux écoles privées et qu'il n'existait plus un seul établissement d'enseignement secondaire de langue slovaque. De plus, tous les livres de classe étaient imprimés en magyar et, dans les écoles normales d'instituteurs, le magyar seul était enseigné. Les résultats d'un tel enseignement ne pouvaient pas être brillants; aussi comptait-on, en 1910, 27,5 % d'illettrés dans le pays slovaque (1).

Malgré les nombreuses persécutions dont ils étaient les victimes, les Slovaques ont conservé intact leur *esprit national* et ne se sont pas plus laissé assimiler par les Magyars que par les Allemands d'Autriche. Ils l'ont dû en partie à l'Université tchèque de Prague où ils allaient étudier, au contact des hommes politiques, des écrivains, des artistes, des savants de Bohême; mais ils l'ont dû surtout à leurs propres efforts.

Leurs nombreux émigrés, de retour au pays, avaient rapporté, en même temps que la fortune, un esprit plus libre, plus éclairé. Leurs chefs politiques s'étaient rapprochés des représentants des autres opprimés, les Roumains et les Serbes; ils avaient, d'accord avec eux, formulé des revendications précises qui, sans être très exigeantes, avaient eu tout au moins le mérite de tenir les âmes en éveil.

Leurs lettrés avaient soutenu, dans des livres et des articles de journaux, malgré amendes et procès, le moral populaire et préparé les masses à la résistance. Parmi leurs « réveilleurs », il faut citer, à côté de Louis Stur, l'auteur du schisme linguistique, Sladkovic et Kalinčak, écrivains réalistes de talent, Paul Blaho et Milan Hodza, polémistes ardents, Jaroslav Vlcek, qui a écrit l'histoire de la littérature slovaque, le grand romancier et poète lyrique Hurban Vajansky, et Hviezdoslav, le meilleur poète qu'ait produit la Slovaquie.

Enfin les Sokols et les Orels, expression vivante du sentiment national et slave, avaient, eux aussi, exercé une influence profonde sur le moral de la nation.

(1) V. sur les persécutions slovaques : Seton WATSON, *op. cit.*, et E. DENIS, *op. cit.*, p. 212 et s.

CHAPITRE V

LA LIBÉRATION DES PAYS TCHÈQUES ET SLOVAQUES

I. — En Autriche-Hongrie

La dernière période de la formation de l'État tchécoslovaque s'ouvre le 23 juillet 1914 par l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, preuve flagrante du désir de Vienne d'écraser un peuple slave, de devenir la maîtresse des Balkans et de coopérer à l'hégémonie germanique.

Les Tchèques et les Slovaques ont compris la signification de cet ultimatum. Ils savent que non seulement l'avenir de la Serbie est en jeu, mais que le leur lui-même est sérieusement engagé; ils n'ignorent pas que la victoire austro-allemande signifierait l'anéantissement de leurs efforts patients et acharnés au cours des siècles précédents et de leur relèvement national, fruit bien mérité de tous ces efforts. Aussi, dès les premiers jours de la guerre, prennent-ils nettement position contre les Empires centraux et entrent-ils, à corps perdu, dans la lutte, pour la défense de leur propre existence.

Tandis que leurs exilés entreprennent une active propagande dans les pays de l'Entente, leurs hommes politiques, leurs soldats, leurs patriotes, enfermés en Autriche, emploient, malgré les menaces et les châtiments, tous les moyens qu'ils jugent bons pour désorganiser et perdre l'Empire austro-hongrois.

La mobilisation vient à peine de commencer que déjà les réservistes dévoilent leur état d'esprit. Ils font dans leurs garnisons des démonstrations en masse et jurent de ne pas tuer leurs frères de race, Serbes, Polonais ou Russes, de se rendre à eux ou de fuir devant eux, de tourner si possible leurs armes contre leurs officiers et contre les Allemands. Ils entonnent dans les rues de Prague leurs chansons nationales, agrafent à leurs coiffures le lion de Bohême et n'hésitent même pas à arborer en public leur drapeau blanc et bleu, ce qui, bien entendu, constitue à leur actif autant de crimes de haute trahison. Mais que leur importe ! Punitons, châtiments corporels, condamnations à mort, sont acceptés par eux avec sang-froid et rési-

gnation; leur ligne de conduite reste toujours l'indiscipline et le *sabotage* passif et méthodique de la *mobilisation*. C'est ainsi qu'en septembre 1914, le 8^e régiment de landwehr tchèque, envoyé sur le front russe, refuse de partir, insulte les officiers qui l'encadrent et n'embarque que poussé par les baïonnettes du 75^e régiment allemand.

Sur les champs de bataille, les Tchécoslovaques tiennent leurs serments; ils se rendent dès qu'ils le peuvent, isolément, par groupes, voire même par unités entières, aux Russes ou aux Serbes qui remportent ainsi d'éclatantes et faciles victoires. Dans les tranchées, ils fraternisent avec les ennemis de l'Autriche et leur divulguent les opérations projetées ou en cours.

Le 11^e régiment tchèque de Pisek refuse de marcher sur Valjevo en Serbie et se laisse massacrer par l'artillerie magyare; le 36^e régiment se mutine dans ses casernes de Mlada Boleslav et s'y laisse anéantir; le 102^e de Benesov, en fin novembre 1914, au moment de l'offensive de Potiorek, provoque, par sa reddition, le désastre de Kolubara et la désorganisation de l'armée austro-hongroise du Sud; le 88^e, en se rendant aux Russes sur le front des Carpathes, se fait écraser par les artilleries allemande et hongroise; le 35^e de Pilsen, une demi-heure après son arrivée au feu sur le front de Galicie, est dans les lignes adverses. Les soldats du 8^e de Prague, du 13^e, du 28^e, du 72^e de Presbourg se rendent également et préfèrent être massacrés par l'artillerie russe que de tuer leurs frères slaves.

Est-il besoin d'ajouter que ces graves défections inquiètent profondément ceux qui ont la lourde tâche de diriger le vaisseau-fantôme austro-hongrois et surexcitent au plus haut point l'opinion publique germano-magyare! La reddition du 28^e de ligne, régiment purement tchèque de Prague, a notamment un gros retentissement. Un décret impérial du 17 avril 1915 déclare dissous ce régiment qui s'est rendu en entier à un bataillon russe, avec armes et bagages, musique en tête et drapeau déployé, et, qui plus est, a immédiatement retourné ses armes contre les Autrichiens. Un ordre du jour de l'armée autrichienne des Carpathes du 28 avril 1915 flétrit ainsi sa conduite: «Soldats, le 13 avril 1915, le 28^e régiment de ligne presque tout entier s'est rendu sans combat à un seul bataillon ennemi. La honte de cet acte indigne a entièrement effacé la renommée militaire de ce régiment. Les jeunes réservistes venus compléter le régiment sont arrivés de leur pays complètement corrompus au point de vue moral...»

De semblables *défections et mutineries* sont si fréquentes et jettent un tel désarroi dans les armées austro-hongroises qu'en mai 1915 le gouvernement allemand, qui vient de prendre la direction générale

des armées ennemies, juge prudent de mettre fin au recrutement régional et de procéder à un mélange des recrues. A partir de ce moment, les Tchèques changent de tactique; à l'action combinée basée sur la force, est substituée l'action personnelle appuyée sur la ruse; c'est alors que s'ouvre l'ère des condamnations à mort et des peines corporelles pour indiscipline, rébellion ou haute trahison, des confiscations de biens de prisonniers, des suppressions d'allocations à leurs familles, réduites ainsi le plus souvent à l'extrême misère. Mais pas plus par la brutalité que par la douceur, les autorités militaires autrichiennes ne réussissent à changer l'état d'esprit des Tchèques, qui continuent à réclamer, de toutes leurs forces, un fédéralisme d'Empire, puis le partage pur et simple de l'Autriche-Hongrie, et à refuser, toujours et partout, de se battre avec leurs ennemis, les Allemands, contre leurs frères de race, Russes et Serbes et leurs amis, Français et Anglais. Les soldats tchèques prisonniers, qui, au début de 1916, sont déjà au nombre de 280.000 en Russie et en Serbie, ne se départiront pas de leur attitude jusqu'à la fin de la guerre. C'est ainsi qu'en 1916 le gouvernement les accusera d'avoir favorisé l'entrée des Roumains en Transylvanie et l'attaque italienne sur Gorizia; c'est ainsi que, le 18 septembre 1917, ils seront rendus responsables de l'irruption ennemie dans les lignes autrichiennes; c'est ainsi enfin qu'en 1918, ils seront les principaux agents de la désorganisation de l'armée austro-hongroise.

Si ces soldats se rendent ainsi par centaines de mille aux ennemis de leurs pays, ce n'est ni par lâcheté ni par peur; nous verrons en effet que leur conduite sera toujours exemplaire sur les champs de bataille d'Orient et d'Occident où ils lutteront, de leur plein gré, contre leurs oppresseurs.

Tandis que les soldats tchèques sabotent ainsi la mobilisation autrichienne et amènent le désordre dans les armées de l'Empire, la population civile, qui ne peut songer à l'insurrection, organise une résistance passive sur les terrains économique et financier. Elle refuse les déclarations de loyalisme à l'Empereur, les glorifications ordonnées par lui à l'occasion de ses anniversaires; elle ne souscrit pas aux emprunts et propage, avec un malin plaisir, toutes les mauvaises nouvelles qui circulent dans le pays sur le compte de la Double-Monarchie et de ses alliés. Les agriculteurs cachent leurs récoltes et refusent de livrer leurs réserves de vivres aux autorités militaires. « On remarque, dit l'un des préfets de Bohême, une certaine indolence dans l'agriculture et surtout on nous annonce que la population agricole ne veut ensemercer que juste ce qu'il faut pour sa propre vie. »

Au point de vue politique, dès le 19 novembre 1914, *l'union sa-*

crée entre tous les partis, depuis ceux d'extrême droite jusqu'à ceux d'extrême gauche, se trouve réalisée dans la création d'un Club Parlementaire unique, composé des 108 députés tchèques au Parlement de Vienne, et dans la constitution, en dehors du Parlement, d'un Conseil National présidé par M. Mattus.

Mais alors, devant ces manifestations hostiles, le gouvernement absolutiste de Vienne organise la *terreur dans les pays tchèques*. Pour lutter contre « la conspiration tchèque », il fait d'abord emprisonner ou mobiliser les chefs politiques qui servent de guides à la nation. Le 22-mai 1915, l'archiduc Frédéric, généralissime autrichien, fait arrêter le Dr Kramar, député et leader des Jeunes-Tchèques, et le Dr Scheiner, président de la Fédération des Sokols; le 28 juin 1915, c'est le tour du député jeune-tchèque Aloïs Rasin, l'un des collaborateurs du Dr Kramar; M. Soukup, député, chef du parti socialiste, M. Klofac, député et leader des cadets, M. Prunar, MM. Choc, Burival et Vojna, tous députés radicaux, sont emprisonnés. Lorsque le gouvernement ne peut atteindre les hommes politiques eux-mêmes, il ne se contente pas de confisquer leurs biens; ils s'attaque aussi à leur famille et à leurs amis qu'il ne cesse plus de persécuter. Il fait perquisitionner chez les grands patriotes tchèques, Masaryk, Durich, Benes, réfugiés à l'étranger, s'empare de leurs propriétés, inquiète leurs collaborateurs et leurs plus proches parents qu'il fait emprisonner sans motifs.

Des procès monstres, destinés à frapper les imaginations populaires, s'organisent alors de tous côtés. C'est, en décembre 1915, celui intenté au Dr Kramar, au Dr Rasin, directeur des Narodni Listy, à M. Cervinka, le secrétaire de la rédaction de ce journal, et au comptable Zamazal, procès qui aboutit le 3 juin 1916 à une condamnation à mort des quatre accusés. A Kyjov (Moravie), une dizaine de personnes sont condamnées à mort. De longues années de prison sont distribuées à une quinzaine d'employés de Prague et à 16 conseillers municipaux de Radwice pour des motifs futiles, ces derniers notamment pour n'avoir pas assisté à la messe le jour anniversaire de la naissance de l'Empereur et avoir ainsi manqué de loyalisme. A Brno, sur 69 accusés, 15 sont condamnés à mort pour avoir distribué les proclamations du Grand-Duc Nicolas, promettant, au nom du Tsar, aux peuples austro-hongrois la réalisation de leurs aspirations nationales. A Vienne, un procès est intenté aux quatre députés du parti national social, MM. Choc, Burival, Vojna et Netolicky, accusés de complicité avec le professeur Masaryk. Il ne se passe guère de journée sans que des Tchèques ne payent de leur vie la manifestation par gestes, par paroles ou par écrits de leur nationalisme.

Dans l'enseignement, on remplace les livres de lecture, on procède à des révisions de bibliothèques scolaires, on rend les instituteurs coupables de l'éducation anti-autrichienne du peuple, on leur impose les plus dures humiliations, notamment le serment de fidélité à l'Empereur et à la Monarchie. Les représailles sévissent contre la plupart des sociétés d'éducation, de propagande, de sports, en particulier contre les Sokols, considérés comme éléments perturbateurs de l'ordre public. D'un trait de plume est supprimé, dans l'administration, les tribunaux et les chemins de fer, l'usage de la langue tchèque obtenu après tant de luttes acharnées. « La langue officielle des administrations politiques et du service de la sûreté générale est la langue allemande, aussi bien pour le service intérieur que dans leurs relations avec les autres administrations et bureaux de l'État. »

La rancune gouvernementale se manifeste surtout à l'égard de la presse. Dès les premiers mois de la guerre, tandis que les journalistes sont condamnés pour excitation à la désertion, offense à l'Empereur ou crime de haute trahison, les organes des principaux partis politiques tchèques sont supprimés; quant à ceux qui ont la bonne fortune de subsister, ils doivent se conformer à des ordres sévères, comme ceux-ci, donnés par le préfet de police de Prague :

« 1^o La manière dont les journaux tchèques rapportent les nouvelles militaires est de nature à inquiéter le public et à soulever l'hostilité contre le gouvernement;

2^o La presse doit manifester ouvertement et activement ses sentiments de loyalisme et de patriotisme;

3^o Les ordres du jour de l'armée et les autres déclarations des autorités militaires et du gouvernement doivent paraître en tête du journal et en gros caractères susceptibles d'attirer l'attention.

Si ces prescriptions ne sont pas observées, les journaux seront immédiatement supprimés. »

La censure n'arrête pas aux seuls journaux ses mesures arbitraires; toute la production littéraire et artistique des dernières années est soigneusement examinée et les œuvres à sentiments slavophiles plus ou moins prononcés, sont impitoyablement interdites comme subversives. Les recueils d'études slaves, les recueils de chansons, les livres d'histoire, les œuvres de Dostoyevsky, Milioukov, Tolstoï, Sienkiewicz, Machar, sont confisquées chez les éditeurs et les libraires; les bulletins de la société scolaire Matice, les publications patriotiques tchèques, sont estimées dangereuses pour l'Empire et leur vente est rigoureusement défendue.

Malgré les réclamations sans nombre des journalistes et des écrivains tchèques et slovaques, le gouvernement continue à faire preuve

de la même intransigeance. En octobre 1916, sur 34 journaux qui paraissaient dans l'Est de la Bohême, 13 seulement subsistent; en juillet 1916, un journal viennois constate qu'aux mois de mai et juin de la même année, sur 165 journaux supprimés, 78 étaient tchèques; le 15 juin 1917, le *Slovensky Tyzdennik* peut écrire qu'il est « le seul journal populaire slovaque » pour 3.000.000 d'habitants.

Pendant ce temps, la Slovaquie est soumise au même régime de terreur et aux mêmes mesures arbitraires. Toute vie politique y est arrêtée. Les politiciens influents, les intellectuels, les savants, les journalistes, les directeurs de banques, tous ceux en un mot qui peuvent jouer dans le pays un rôle politique et social et sont connus pour leurs sentiments anti-magyars, y sont inquiétés, emprisonnés, envoyés aux armées ou condamnés à mort. L'ordre y est même donné aux fonctionnaires de détruire tout ce qui peut rappeler la pensée slave : inscriptions, tableaux, couleurs nationales, etc.

Pour arrêter, ou du moins ralentir, le mouvement séparatiste qui emporte ses peuples allogènes, le gouvernement impérial et royal ne sait plus que faire. Il se rend compte de l'impossibilité absolue de faire fusiller ou pendre tous les soldats qui refusent de se battre pour l'Empire et la Monarchie, d'emprisonner tous les chefs politiques et les journalistes de l'opposition, de suspendre sur la tête de tous des procès de haute trahison. Il songe alors à agiter devant les yeux de ses sujets rebelles le spectre de la *germanisation* et de la *magyarisation*. Il laisse les Allemands mettre la main sur tout : haut commandement, affaires politiques, économiques et militaires, écoles, magistrature, postes et télégraphes, chemins de fer, ravitaillement; il accorde toute sa confiance aux hommes d'État magyars, en particulier à Tisza dont il fait le vrai maître de l'Empire. Mais là encore il échoue lamentablement. Chez les Slovaques comme chez les Tchèques, comme chez tous les autres opprimés d'ailleurs, le peuple, malgré ses peines et ses souffrances, reste impassible; il attend patiemment l'heure propice pour se venger de ces outrages à sa noble cause.

Après l'entrée en guerre de la Roumanie (26 août 1916), la violence et la terreur font place, en Bohême, à la douceur et à la conciliation. Mais il est trop tard; l'heure des concessions et des demi-mesures est passée; les pays tchèques ont trop souffert, ils ne veulent plus entendre parler de l'Autriche ni de son gouvernement; un régime fédéraliste ne peut plus les satisfaire; c'est la liberté et l'indépendance complètes qu'il leur faut. D'ailleurs, quelle confiance peuvent-ils avoir dans les belles promesses qu'on leur fait, lorsqu'ils voient les Allemands chercher à exclure les Polonais du Parlement de Vienne,

à constituer une Yougoslavie destinée à être rattachée à la Hongrie, à organiser un « Deutschböhmen », à proclamer l'allemand langue officielle de l'Empire, à réaliser, en un mot, une union politique, militaire et économique complète entre leur pays et l'Autriche?

Aussi, lorsque les Allemands songent à convoquer le Parlement, que le gouvernement n'avait pas osé réunir dans les deux premières années de la guerre, en raison des troubles intérieurs, ils ne peuvent obtenir des hommes politiques tchèques la promesse de ne pas troubler les sessions parlementaires. Ainsi, malgré les interventions multiples et pressantes faites auprès de lui, le leader tchèque Mattus ne se laisse pas influencer et déclare avec fermeté, le 6 octobre 1916, au nom des partis tchèques, qu'en cas de session parlementaire, les députés tchèques ne pourront renoncer à la liberté de parole et qu'ils réclameront notamment « l'élargissement immédiat de tous leurs députés emprisonnés et la cessation du régime de terreur en Bohême ».

Le 21 octobre, le comte Stürgh est assassiné par le socialiste Fritz Adler. Les Allemands proposent alors au nouveau président du Conseil, le Dr Körber, le programme qu'ils ont déjà cherché à réaliser avec son prédécesseur. Le troisième jour de son ministère, Körber déclare qu'il veut régler les problèmes tchéco-allemand, polonais et serbe, et le 4 novembre, dans son rescrit, l'Empereur parle de l'autonomie de la Pologne et de la révision de la Constitution de 1867. Les Tchèques sentent le danger; le 19 novembre, tous les partis politiques tchèques lancent au peuple une proclamation dans laquelle ils se déclarent tous unis pour la lutte décisive, réalisant ainsi, comme l'a dit M. Benes, « l'union morale absolue de toute la nation ».

C'est alors que meurt François-Joseph, en pleine crise constitutionnelle. Körber comprend dans quelle impasse il se trouve; il craint, en posant alors les questions de Pologne et de Yougoslavie, de désagréger la Monarchie; il démissionne.

Le jeune empereur *Charles I^{er}*, qui veut se ménager les Tchèques dont il a besoin pour son couronnement, choisit comme ministre le comte Clam-Martinic, grand seigneur allemand de Bohême. Dès le 8 décembre, tandis que l'Empereur s'apprête à offrir la paix aux Alliés (12 décembre), le nouveau président du Conseil déclare au Comité du parti des grands propriétaires de Bohême que les désertions tchèques, dues le plus souvent à une mauvaise campagne de presse, sont moins fréquentes et que les soldats se battent mieux. Puis il propose à l'Empereur l'amnistie des condamnés du procès Kramar et fait publier, dans la presse viennoise, un compte rendu officiel de ce procès, qu'il termine par l'apologie de certaines troupes

tchèques et « de la partie patriotique du peuple qui a sévèrement jugé ces actes ».

Le piège est si grossier que l'attitude intransigeante des Tchèques n'en est aucunement modifiée. D'ailleurs, sur ces entrefaites, le 10 janvier 1917, n'ont-ils pas eu connaissance de la réponse des Alliés à la note du président Wilson, déclarant notamment parmi leurs buts de guerre : « la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchécoslovaques de la domination étrangère? »

Le 16 avril 1917, pour amadouer la Russie démocratique, avec laquelle il entre en pourparlers, le Conseil des ministres décide la *convocation du Reichsrat*, fermé depuis trois ans. De nombreuses tentatives sont alors réitérées auprès des Tchèques et des autres peuples opprimés de la Double-Monarchie pour obtenir leur concours ou tout au moins leur silence. Le 21 mai, l'Empereur veut user de son prestige pour essayer de mettre à la raison les députés tchèques et yougoslaves; il les reçoit en audience, mais n'obtient aucune concession de leur part. Le 30 mai, à une réunion des chefs de partis, le cabinet se heurte à nouveau à l'intransigeance tchèque; il ne peut obtenir de Stanek, président de « l'Union tchèque », club puissant composé de tous les députés tchèques, la promesse de ne pas demander l'autonomie de la Tchécoslovaquie. Le gouvernement se rend compte, ce même jour, des difficultés qu'il aura à vaincre au cours de la session parlementaire, à la lecture par Stanek, au nom de l'Union tchèque, de cette proclamation tendant à la fédéralisation de l'Autriche :

« Les représentants du peuple tchèque des trois pays de la Couronne de Saint-Venceslas, en entrant au Parlement en ce moment historique de la guerre mondiale, considérant ce mouvement désormais général qui tend à empêcher la domination d'un peuple par un autre, font la déclaration suivante : « La délégation du peuple tchèque est pénétrée de cette conviction profonde que la forme dualiste actuelle a créé, au détriment des intérêts communs, des peuples dominateurs et des peuples opprimés. En conséquence, il est devenu indispensable que la monarchie Habsbourg-Lorraine se transforme en un État fédéré, composé d'États naturellement libres et égaux en droit, dans le but de supprimer à l'avenir tous les privilèges nationaux et d'assurer le parfait développement de chaque peuple au profit de toute la Monarchie et de la dynastie.

« Nous basant donc, en ce moment historique, sur le droit naturel des peuples de disposer d'eux-mêmes et de se développer librement, droit renforcé chez nous et formellement reconnu par des actes d'État indiscutables, au nom de notre peuple, nous réclamons la fusion de toutes les parties du peuple tchécoslovaque en un État

démocratique, en tenant compte aussi de la branche slovaque dont le territoire forme un tout avec notre patrie historique tchèque. »

Les hommes politiques tchèques ne peuvent se soustraire à une pareille ligne de conduite, car c'est le peuple entier qui la leur dicte. Le 19 mai, par exemple, ce sont 150 écrivains tchèques de toutes nuances qui publient un manifeste exhortant leurs députés à défendre devant le Parlement le programme de l'indépendance nationale. Le 28 mai, à Prague, ce sont 15.000 ouvriers qui défilent devant le palais du Stathalter et lui présentent leurs revendications nationales et sociales. Enfin, dans toutes les grandes villes, tchèques, moraves ou silésiennes, se déchaîne un vaste mouvement populaire, véritable raz de marée auquel aucune force n'est capable de résister.

La lutte est d'autant plus difficile pour le gouvernement que les Tchèques ne sont pas les seuls à faire partie de l'opposition et qu'en face des 185 députés allemands, se trouvent 203 slaves, italiens et roumains.

Le 12 juin, le comte Clam-Martinic vient à peine d'achever cette phrase, qui est pour lui tout un programme : « Notre but, c'est l'Autriche; ses fondements séculaires et son unité doivent rester intacts », que l'Union Parlementaire, par la voix de son président, lui répond du tac au tac : « Nous voulons devenir une nation heureuse et libérée de toute domination étrangère. Nous voulons que nos enfants soient élevés en notre langue et dans nos écoles d'après notre culture nationale, qu'ils deviennent de bons citoyens de notre pays tchèque. Nous réclamons notre droit et les garanties de notre existence nationale que pendant ces dernières années la Monarchie et la dynastie ont foulés aux pieds... Nous sommes convaincus qu'aucun des grands problèmes qui agitent aujourd'hui l'Europe ne sera résolu par ce Parlement... Si l'intérêt d'un État n'est pas identique avec la liberté et les intérêts du peuple, cet État n'a aucun droit à l'existence ».

Le même langage est tenu par le député slovène Korosec, au nom des députés yougoslaves, le député radical tchèque Kalina, au nom du parti du droit historique tchèque, le député ukrainien Petrouchevitch, le député polonais Stapinsky. Quant au député allemand Pacher, il affirme, au nom des membres de l'Union des nationalités allemandes et de l'Association des chrétiens sociaux, que les Allemands de la Monarchie s'opposeront toujours à la reconnaissance de ce prétendu droit d'État tchèque, en contradiction absolue avec leur propre droit à l'autonomie.

Devant une pareille coalition, Clam-Martinic ne peut que démis-

sionner; c'est ce qu'il fait, en laissant au chevalier Von Seidler le soin de calmer les Slaves.

Le 26 juin, après une déclaration de Stanek en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Prasek rend le gouvernement responsable de la guerre, lui reproche son alliance avec l'Allemagne et ajoute avec fierté : « Nos compatriotes tchèques ont été condamnés pour avoir prêché l'alliance avec la France et la Russie. Nous étions avant la guerre tous du même avis. Si vous traitez nos collègues de traîtres, vous devez à tous nous donner le même nom. Nous sommes tous des traîtres. »

Le 27 juin, Seidler s'élève contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. « La supposition d'après laquelle le gouvernement impérial et royal, dit-il, aurait reconnu le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes comme la base d'une paix durable, est une erreur. » Cette déclaration déclenche, bien entendu, de violentes protestations de la part des délégués slaves, en particulier des députés tchèques Prunar et Baxa. La crise intérieure s'aggrave de jour en jour; les esprits s'aigrissent et se surexcitent.

Effrayé par les victoires de Broussilof, qui vient de culbuter ses armées, Charles I^{er} essaie de s'attirer les bonnes grâces des Slaves et d'obtenir leur collaboration à l'œuvre de réformes constitutionnelles du Reichsrat; il signe, le 2 juillet, un *décret d'amnistie* qui libère près de 20.000 détenus politiques emprisonnés depuis 1914 et 1915, pour la plus grande partie tchèques ou yougoslaves. Mais ce nouveau geste généreux ne lui vaut pas plus de reconnaissance que les précédents. Ses sujets se sentent alors les maîtres de la situation; ils en profitent pour le harceler sans répit. C'est ainsi qu'en août 1917, 20.000 ouvriers de Prague se mettent en grève pour se plaindre de la disette et transforment cette manifestation économique en manifestation politique et nationale.

La session parlementaire prend fin sans laisser au gouvernement le moindre espoir d'arrangement avec ses peuples rebelles.

Au mois d'octobre, lorsque le Reichsrat reprend ses travaux, malgré la débâcle russe, la crise qui secoue l'Autriche-Hongrie est toujours aussi aiguë. Dès les premières réunions, l'agitation parlementaire est portée à son comble par les attaques incessantes des députés tchèques et yougoslaves contre leur Empereur et leur constitution. Quelle tempête de huées et d'ovations, par exemple, lorsque Stanek monte à la tribune pour rendre ainsi hommage à la France : « La nation tchèque considère de son devoir le plus absolu d'exprimer sa plus ardente sympathie à cette noble et glorieuse France qui défend aujourd'hui son indépendance et à laquelle nous sommes rede-

vables des plus grands progrès réalisés en faveur de l'humanité et de la liberté... Elle déclare aujourd'hui que l'édifice germano-magyar, bâti sur l'injustice et la violence, croulera en ruines ».

Devant de telles manifestations d'hostilité, Allemands et Magyars réclament à cor et à cri du gouvernement de Vienne des mesures de répression énergiques. Première satisfaction leur est donnée le 20 novembre dans un message que Charles I^{er} adresse à la Chambre hongroise, l'« assurant qu'il emploierait toute sa puissance pour faire échouer les efforts tentés par les Tchèques, soit contre l'indépendance légale, soit contre l'intégrité territoriale de l'État hongrois ». Mais les Tchèques font entendre de nouvelles menaces pour le cas où l'on chercherait à briser leurs efforts par la violence. Le gouvernement prend peur et n'ose mettre à exécution les plans qui lui sont soumis par ses seuls loyaux et fidèles sujets, les Allemands d'Autriche et les Magyars de Hongrie. D'ailleurs, n'y a-t-il pas lieu de traiter par le dédain les faits et gestes de ces quelques millions de mécontents sans armes et sans argent, quand la situation extérieure est des plus brillantes, avec une Russie vaincue en proie à l'anarchie, une Italie battue à Caporetto, une Allemagne victorieuse sur le front occidental et sous peu maîtresse des mers !

Le 3 décembre, pour la première fois depuis le début des hostilités, se réunissent les *délégations* austro-hongroises, chargées de la politique extérieure de la Monarchie. Les délégués tchèques refusent d'assister à la lecture du discours du Trône; ils chargent l'un d'eux, Stanek, de blâmer la diplomatie autrichienne de Brest-Litovsk et de reprocher au gouvernement impérial et royal d'avoir supprimé sciemment, dans la publication des propositions russes, la partie la plus caractéristique: l'exigence de garanties pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Une fois de plus, le gouvernement comprend qu'aucune collaboration n'est possible avec de tels représentants; aussi ajourne-t-il *sine die* les délégations.

Enhardis par la reconnaissance de l'armée tchécoslovaque par la France et ses alliés, les journaux tchèques lancent, le jour de Noël, trois appels à la nation : celui du « Conseil des écrivains tchèques et du monde artistique tchèque », celui des « Professeurs de l'Université et de l'École technique tchèque » et celui des « Industriels tchèques », qui, à l'unanimité, réclament « le droit d'être libres dans un État indépendant »; le 6 juin 1918, tous les députés tchèques du Reichsrat et des trois Diètes tchèques, réunies à Prague en Constituante, renouvellent la belle et fière déclaration du 30 mai 1917; mais, ne se contentant plus d'une Autriche fédérale, ils réclament en ces termes l'in-

dépendance complète des peuples soumis à la domination des Habsbourg : «... Nous, députés de la nation tchécoslovaque, nous déclarons qu'une paix qui ne nous apporterait pas la justice et la liberté ne serait nullement une paix pour notre peuple, mais le commencement d'une lutte nouvelle pour l'indépendance, lutte dans laquelle notre peuple déploierait jusqu'à l'extrême toutes ses forces matérielles et morales. Il n'abandonnerait pas ce combat mené sans aucun égard avant d'avoir obtenu un résultat favorable. Nous protestons solennellement contre le fait qu'il n'a été tenu aucun compte du droit des nations à disposer d'elles-mêmes dans les pourparlers de paix à Brest-Litovsk et nous demandons qu'en vertu de ce droit, la participation et la pleine liberté de défendre leurs droits devant le Congrès de la paix soient accordées à toutes les nations et par conséquent à la nôtre ».

Le gouvernement s'émeut à juste titre de cette *Constituante de Prague*, préparée secrètement, dont le caractère est nettement anticonstitutionnel et révolutionnaire. Une Constituante semblable, qui doit se tenir à Agram, est interdite aussitôt, et Seidler se déclare prêt à combattre par tous les moyens de pareilles velléités de séparatisme. La presse officielle applaudit à cette décision gouvernementale et fait chorus avec la *Neue Freie Presse*, lorsque celle-ci écrit le 22 janvier 1918 : « Le premier ministre a enfin trouvé l'expression qui résume l'opinion de tout le monde : les Tchèques sont les ennemis de l'État. Il faut faire cesser ce scandale européen ».

Les Tchèques trouvent insuffisants, comme moyens d'action, les discours prononcés devant les organisations politiques, les campagnes de presse toujours plus violentes et plus acharnées, le sabotage de ce qui, sur les champs de bataille et à l'intérieur, peut avoir d'heureuses répercussions sur la conduite ou l'issue de la guerre. Encouragés par les messages du président Wilson, qui proclament, comme principes du nouveau droit international, ceux-là mêmes sur lesquels ils appuient leurs revendications, ils entreprennent alors de vastes *mouvements populaires*, afin de bien montrer aux Pouvoirs publics qu'ils sont une force avec laquelle il faut désormais compter. Le 16 janvier 1918, à Vienne et dans la Basse-Autriche, éclatent des grèves politiques dont les Tchèques sont les instigateurs. Le 22, la suspension de tout travail est décidée dans les villes de Bohême, de Moravie et de Silésie. « Toute la classe ouvrière tchèque s'est réunie, écrit la *Narodni Politika* du 23, pour réclamer hautement une paix générale, un État tchécoslovaque indépendant, le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. » Notamment, sur la place Saint-Venceslas, plus de 150.000 personnes applaudissent les députés socialistes et, à Plzen

(Pilsen), plus de 50.000 ouvriers des usines Skoda défilent au chant de leur hymne national.

Les Tchèques ne cachent même plus leurs intentions ; ils avertissent le gouvernement que si satisfaction ne leur est pas donnée, ils auront recours à la force. Le 4 février, c'est la municipalité de Prague qui déclare : « Maintenant on va passer des paroles aux actes ». C'est, dans une autre réunion, le député Sokol qui s'écrie : « Conscients de notre bon droit, nous ne reculerons devant rien pour obtenir un État indépendant. Ni gibets ni canons ne nous effrayent. Aux menaces des Magyars, nous opposons le vieil hymne de nos hussites : Nous ne craignons pas les ennemis, peu importe leur nombre. Frappez, tuez, n'épargnez personne ! » A Prague, le 13 avril, 600 personnes, parmi lesquelles des députés, des artistes, des savants, des hommes politiques, des représentants des autres nations opprimées de l'Autriche-Hongrie, jettent les bases d'une fédération dans cet appel qui restera célèbre : « Fermement, inébranlablement convaincus que nos droits sacrés triompheront enfin, convaincus de la victoire de la justice, du triomphe du droit sur la violence, de la liberté sur l'esclavage, de la démocratie sur les privilèges et de la vérité sur l'erreur, à ce tournant de l'histoire universelle, nous levons la main et, nous souvenant de nos aïeux, aux yeux de la nation ressuscitée, sur le tombeau de ceux qui sont tombés, dans l'union puissante de toutes nos âmes, nous jurons aujourd'hui et pour l'avenir entier : Restons où nous sommes parvenus, fidèles à la tâche, fidèles dans la lutte, fidèles dans la souffrance, fidèles dans la vie jusqu'au tombeau. Tenons jusqu'à ce que nous soyons vainqueurs, tenons jusqu'à ce que nous ayons fondé l'indépendance de notre nation. Restons tous unis pour l'État tchécoslovaque, unis avec les Yougoslaves, fidélité pour fidélité. Pleins du souvenir sacré de nos aïeux, nous jurons de tenir jusqu'à notre victoire ».

Ces manifestations tchèques sont d'autant plus significatives qu'elles se produisent au moment même où la victoire semble sourire à l'Allemagne et à ses alliés. En effet, la Russie a lâchement conclu une paix séparée, la Roumanie a obtenu un armistice après ses désastres militaires, l'Italie vient d'essuyer une grave défaite, l'Allemagne est victorieuse sur les champs de bataille d'Occident. Bien loin d'abattre les Slaves, toutes ces victoires allemandes ne font que renforcer chez eux la volonté d'aller jusqu'au bout et de tout sacrifier, biens, situation, vie, pour la réalisation de leur idéal.

Mais en somme, la situation est-elle alors si brillante dans l'Empire, et l'édifice germano-magyar n'est-il pas au contraire plus ébranlé que jamais ? La disette sévit et provoque partout des troubles qui

menacent de devenir très graves; les socialistes allemands d'Autriche se placent nettement contre leur gouvernement; enfin, le comte Czernin vient d'essuyer la plus cinglante des défaites diplomatiques dans le formel démenti du président du Conseil français, M. Clémenceau, relativement aux pourparlers de paix séparée.

A la suite de ce grave incident, Czernin tombe; il est remplacé par le comte Burian, grand ami du comte Tisza et germanophile notoire. Les Tchèques continuent à réclamer paix et liberté, à manifester, toujours et partout, la même attitude antigouvernementale et anticonstitutionnelle. Aucune majorité parlementaire n'est réalisable, aucune lutte ne peut être organisée contre les manifestations populaires et les campagnes de presse; aussi Seidler décide-t-il une fois de plus d'ajourner le Reichsrat et d'attendre le dénouement des opérations militaires qui paraissent lui être favorables.

C'est alors que sur les champs de bataille la fortune change de camp. Les Autrichiens subissent un grave échec sur la Piave et, quelques jours plus tard, le même sort est réservé aux Allemands sur la Marne. Après une période de succès plus ou moins inespérés, s'ouvre pour les Empires centraux une période de revers. Les Tchèques sentent que l'Empire s'écroule et que bientôt ils auront à prendre en mains le pouvoir. Tout en continuant leurs assauts contre le vieil édifice austro-hongrois, ils commencent à se préoccuper de l'avenir et à tirer leurs plans de réorganisation nationale. Ne voulant pas se laisser surprendre par les événements qu'ils attendent et entrevoient déjà, dès le 13 juillet, ils forment un Conseil national, composé d'hommes appartenant à tous les partis et à toutes les classes sociales, présidé par M. Kramar, avec MM. Klofac et Svehla comme vice-présidents et M. Soukup comme secrétaire.

A la suite des premiers *revers militaires*, Seidler donne sa démission; mais, sur les instances de l'Empereur, incapable de lui trouver un successeur, il doit se résigner à conserver le pouvoir. De nouvelles difficultés ne tardent pas à surgir devant lui, lorsqu'il veut faire aboutir et appliquer un certain projet de réorganisation administrative de la Bohême, projet qui n'a d'autre but que de donner à la minorité allemande la haute main sur les affaires politiques et économiques du pays et de tuer ainsi les dernières libertés tchèques. Le 16 juillet, lors de la rentrée du Parlement, Seidler est reçu à coups de sifflets et prononce son discours de bienvenue au milieu des huées générales; puis les Tchèques le mettent en accusation, ainsi que son ministre de l'Intérieur Toggenburg, pour avoir violé la Constitution en cherchant à changer le régime d'une province sans en avoir référé aux Chambres! Le 23 juillet, Stransky prononce l'un des discours

les plus violents qu'ait jamais entendus un Parlement. « Le principal devoir du peuple tchécoslovaque, dit-il, est de nuire à l'Autriche en toute occasion. Nous le devons à notre fidélité envers notre peuple et envers la Couronne de Bohême, et cette fidélité ne peut se manifester que par la trahison envers l'Autriche. Aussi sommes-nous décidés à la trahir fidèlement chaque fois que nous le pourrons. Et puis, est-ce encore un État que cette Autriche-Hongrie? Nullement. C'est un rêve affreux, c'est un cauchemar séculaire et voilà tout! C'est une agglomération de huit nations irrédentes, les Allemands non compris. C'est un monstre. En face de cette Autriche à l'épine dorsale allemande, nous déclarons hautement que nous lui vouons une haine éternelle, que nous la combattons et qu'avec l'aide de Dieu nous finirons par la démolir ».

Seidler, pour la deuxième fois, est obligé de démissionner. Le nouveau président du Conseil, M. Hussarek, se place lui aussi du côté des Allemands; cependant, il essaie un rapprochement avec les Slaves auxquels il propose la fédéralisation de l'Autriche. Mais les Tchèques n'ont pas plus confiance dans la Monarchie que dans les sentiments des Magyars et des Allemands à leur égard; ils font, une fois de plus, la sourde oreille aux propositions gouvernementales. Ne sentent-ils pas d'ailleurs leur victoire prochaine! La famine sévit dans tous le pays, en particulier dans les villes; des grèves continuelles ralentissent la production; des épidémies se propagent d'une façon inquiétante; des bandes armées de déserteurs et d'insoumis terrorisent l'Arrière, tandis que l'Avant, démoralisé, n'est plus capable de résister à une attaque sérieuse des troupes ennemies.

Le gouvernement se sent débordé; ne pouvant plus agir, il se borne à prononcer de grands discours, dans lesquels il exhorte au calme, affirme sa confiance dans le pays, jure sa fidélité inébranlable à l'Allemagne et son attachement indéfectible à la monarchie, se déclare essentiellement pacifique et prêt à entrer en pourparlers avec les Alliés. Il lance des offres de paix, soit directement, soit par l'entremise de certains pays neutres et du Vatican; mais les grandes démocraties occidentales refusent d'entrer en pourparlers avec un Empire en voie de décomposition, dont les chefs sont désavoués par la majeure partie des sujets.

Sur les champs de bataille, les revers succèdent aux revers et « les replis stratégiques » se généralisent; le tsar Ferdinand, battu par l'armée d'Orient, implore un armistice le 25 septembre; les Turcs sont battus en Palestine, les troupes autrichiennes essuient en Italie une défaite irréparable et, sur le front français, les hordes allemandes sont reconduites, à grandes étapes, vers leurs frontières.

La victoire souriant aux drapeaux des Alliés, les Slaves sentent que l'heure de la libération est proche. Le 2 octobre, au Reichsrat, qui vient d'être convoqué en hâte sous la poussée des événements, le député Stanek prononce, au milieu d'un tumulte sans précédent, un discours d'une violence inouïe dont nous extrayons ce passage :

« Pas une seule goutte de sang n'a été versée par nous volontairement pour les Empires centraux... Nous avons formé des légions tchécoslovaques dans toutes les armées de l'Entente. C'est là que nous avons versé notre sang pour les droits les plus sacrés de l'humanité... Vos offensives de paix sont vaines. Personne ne veut traiter avec vous. Les nations d'Autriche-Hongrie, elles aussi, sont lassées de négocier, car elles savent ce que vaut votre parole. Nous n'avons ni le courage ni l'envie de vous sauver du naufrage. Dérisions, géôles, potences, telle fut votre politique vis-à-vis de nous pendant les périodes difficiles. Aujourd'hui, vous nous inviterez, toujours avec des arrière-pensées, à vous aider à terminer l'effusion de sang. Mais votre but reste toujours l'hégémonie germano-magyare. Pour ce but, cherchez des peuples ailleurs que parmi les peuples de l'Autriche. Ce que nous voulons, c'est le front des trois États slaves, de Dantzig à l'Adriatique, en passant par Prague.

Nous avons demandé à être admis aux négociations de paix avec les délégués des autres nations. Mais les Allemands ont refusé. Ils ont répondu : « Si vous l'essayez, nous vous ferons pendre ». Voilà au moins une promesse que les Allemands sont habitués à tenir.

La question tchécoslovaque sera résolue ailleurs qu'en Autriche. Nous vous conseillons, en toute franchise et sérénité : rendez-vous, capitulez, car enfin vous n'avez pas le choix ».

Quelques jours après cette déclaration, les députés tchèques quittent pour toujours le Parlement, ne reconnaissant plus d'autre autorité que celle des Alliés et celle de la Conférence de la Paix.

Leur exemple est bientôt suivi par les autres peuples opprimés de la Double-Monarchie. En effet, malgré le manifeste de l'Empereur du 17 octobre « à ses peuples d'Autriche fidèles », malgré ses belles mais trop tardives promesses de « réorganisation de la Patrie sur des bases naturelles... dans l'esprit des principes que les monarques alliés ont adoptés dans leurs offres de paix », les députés yougoslaves et polonais quittent à leur tour le Reichsrat.

Le 19 octobre, le Dr Kramar annonce au Conseil National de Prague et à l'Union parlementaire, qu'il préside, la formation de l'État tchécoslovaque et proclame les Habsbourg déchus de leurs titres de rois de Bohême.

Le gouvernement autrichien met alors son dernier espoir dans une

intervention du président Wilson. Mais la réponse du gouvernement américain du 19 octobre à sa note du 7 lui enlève ses dernières illusions. M. Lansing n'y déclare-t-il pas que s'il y a dans les 14 points du président Wilson : « aux peuples de l'Autriche-Hongrie dont nous désirons sauvegarder la place parmi les nations, devrait être donnée pour la première fois la libre occasion d'un développement autonome », depuis leur rédaction le gouvernement des États-Unis a reconnu un état de belligérance entre les Tchécoslovaques et les Empires centraux, que le Conseil National tchèque est « *de facto* un gouvernement belligérant investi de l'autorité propre pour diriger les affaires politiques et militaires des Tchécoslovaques », que le Président n'est donc « plus libre d'accepter une simple autonomie de ces peuples » et que le gouvernement austro-hongrois n'a plus qu'à entrer directement en pourparlers avec eux.

La dernière planche de salut à laquelle l'Autriche essaie encore de s'agripper, lui glisse des mains, emportée à son tour par la tourmente. Seule, une victoire sur les champs de bataille est capable de retarder l'issue fatale de la *crise politique* dans laquelle se débat le vieil Empire. Mais au lieu de remporter des succès, les armées austro-hongroises essuient défaites sur défaites et leur situation devient de jour en jour plus critique. Dans la nuit du 23 au 24 octobre, en effet, tandis que la Roumanie est en pleine effervescence et que l'armée de Salonique, aidée par l'armée serbe reconstituée, avance vers les frontières méridionales de la Hongrie, le général Diaz déclanche une formidable offensive qui, le 27, se développe sur le mont Grappa et, le 28, enlève les lignes de la Piave.

Aussi, avec une hâte fiévreuse, le comte Andrassy, qui vient d'arriver au Ballplatz, adresse-t-il coup sur coup deux nouveaux appels au gouvernement des États-Unis. Dans le premier, en date du 26, il reconnaît, au nom du gouvernement impérial et royal, les droits des peuples d'Autriche-Hongrie et déclare ne plus voir d'obstacle « au commencement des pourparlers sur l'armistice et la paix ». Dans le deuxième, en date du 28, il accepte « les principes posés par le Président des États-Unis », demande à se joindre « à ses efforts pour prévenir les guerres futures et créer une famille des peuples », réclame « dans l'intérêt de l'humanité, comme dans l'intérêt de tous ceux qui vivent en Autriche-Hongrie, un armistice immédiat sur tous les fronts austro-hongrois », enfin il change cette note en circulaire et en envoie copie aux gouvernements alliés, en les priant de se faire ses intermédiaires auprès du président Wilson.

Mais l'heure des beaux gestes et des généreuses paroles est passée ; tout ce que peuvent alors dire ou faire les représentants politiques

de cet empire lézardé et déjà trébuchant n'a plus aucune chance de ralentir en quoi que ce soit la marche des événements et d'empêcher l'irréparable. C'en est bien fait de la vieille Autriche !

Ce même 28 octobre, sans même attendre la capitulation de l'Empire, le *Conseil National* de Prague prend en mains la *direction des pays tchécoslovaques* et lance au peuple cette proclamation : « Peuple tchécoslovaque, ton vieux rêve est réalisé. Aujourd'hui, l'État tchèque est entré dans les rangs des États indépendants du monde civilisé ; le Conseil National, soutenu par la confiance du peuple tchécoslovaque tout entier, a pris en mains, comme étant le seul facteur autorisé et responsable, l'administration de ton État... Obéissez sans réserve aux instructions du Conseil National ».

La transmission des pouvoirs des autorités autrichiennes aux autorités tchèques s'effectue sans heurts. Paysans, ouvriers et bourgeois, qui tous ont pieusement conservé, au milieu des pires difficultés matérielles et des plus cruelles souffrances morales, le culte du passé et l'amour de la Patrie, communient dans une même joie ; de folles acclamations jaillissent des cœurs, si longtemps comprimés et meurtris, d'un peuple ivre de bonheur ; aux fenêtres des humbles chaumières comme à celles des riches maisons sont accrochées des gerbes de drapeaux aux couleurs de la Bohême et des nations libératrices ; dans toutes les manifestations, retentit l'hymne national, cet hymne mystique qui chante les gloires de la Bohême et appelle sur elle la bénédiction divine.

Le gouvernement hongrois lui-même, sentant la catastrophe prochaine, reconnaît officiellement le bien fondé des réclamations de ses peuples et, la rage au cœur, leur donne entière satisfaction. C'est ainsi que, le 29 octobre, le comte Károlyi, président du Conseil magyar, envoie au Conseil National slovaque un télégramme ainsi conçu : « Nous sommes d'avis qu'à toute nation appartient le droit sacré de disposer d'elle-même. Le Conseil National slovaque décidera donc de ce qui convient le mieux au peuple slovaque. Nous souhaitons au Conseil National slovaque œuvre sage et efficace et au peuple slovaque un avenir heureux et libre ».

Dès le 30 octobre, les Slovaques, qui jusqu'à-là n'ont eu pour 3.000.000 d'hommes que trois représentants au Parlement transleithan et qui, depuis le début des hostilités, ont été opprimés au point de ne pouvoir faire entendre leurs réclamations, se rassemblent à Saint-Martin de Turiec, centre d'action de la Slovaquie. Ils forment un *Conseil National slovaque*, avec M. Matus Dula comme président et M. Karol Medvecký comme secrétaire, et s'associent en ces termes au Conseil National tchèque : « Les délégués de tous les

partis politiques slovaques, réunis le 30 octobre 1918 à Saint-Martin de Turiec et organisés en Conseil National slovaque, comme membres de la grande nation tchécoslovaque, affirment le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, droit admis par le monde entier. Le Conseil National déclare qu'il est le seul autorisé à parler et à agir au nom de la nation tchécoslovaque vivant dans les limites de la Hongrie.

« Le Conseil National de la nation tchécoslovaque habitant la Hongrie déclare :

« 1^o Les Slovaques font linguistiquement et historiquement partie de la nation tchécoslovaque. Les Slovaques ont pris part à toutes les luttes intellectuelles livrées par la nation tchèque et qui l'ont fait connaître à travers le monde ;

« 2^o Nous demandons aussi pour cette nation tchécoslovaque le droit de disposer d'elle-même en pleine indépendance. En vertu de ce principe, nous approuvons la nouvelle situation juridique internationale, formulée le 18 octobre 1918 par le Président Wilson et reconnue le 27 octobre par le ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie ».

Ainsi s'achève dans le pays même, sans insurrection, sans combats, sans effusion de sang, l'évolution libératrice d'un peuple de 10.000.000 d'hommes, conscient de ses droits et fidèle à ses traditions nationales. Une révolution aurait été le prétexte de sanglantes représailles. Les Tchécoslovaques, au moindre mouvement révolutionnaire, se seraient trouvés pris, comme dans un étau, entre les forces militaires allemandes, autrichiennes et hongroises et auraient été broyés par elles. Aussi ont-ils préféré, avec une sagesse et une perspicacité remarquables, adopter la seule attitude possible pour un peuple opprimé, la résistance passive, tendre, toujours et partout, par des efforts silencieux et disséminés, mais énergiques et soutenus, vers la réalisation de leur idéal.

II. — A l'Étranger.

Si les Tchécoslovaques sont ainsi parvenus à se libérer des deux peuples qui les opprimaient depuis tant de siècles, les Allemands et les Maygars, s'ils ont réussi dans cette difficile entreprise, ils le doivent aux laborieux efforts et aux immenses sacrifices de ceux d'entre eux qui sont restés soumis pendant la guerre au gouvernement austro-hongrois ; ils le doivent aussi à tous ceux qui, à l'étranger,

ont pris la défense de leur cause et fait accepter par l'Entente leur idéal d'indépendance, basé sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous allons voir comment cette « révolution larvée » (1) des pays tchèques a été soutenue et encouragée en France, en Angleterre, en Italie, en Amérique, par une propagande à la fois active et judicieuse; nous allons admirer cette propagande menée aux armées par des milliers d'engagés volontaires, à l'intérieur par des juristes, hommes politiques, écrivains, journalistes, qui s'étaient donné pour noble tâche de faire connaître au monde les souffrances endurées par les nationalités d'Autriche-Hongrie, ainsi que leurs justes revendications.

Dès le début de la Grande Guerre, les Tchèques et les Slovaques émigrés chez les alliés manifestent leur sympathie pour la Russie, la grande nation slave, pour la Serbie dont les fils sont condamnés par les Habsbourg à s'entretuer sur les mêmes champs de bataille, pour l'Angleterre du « self government », pour la patrie des Cavour, Mazzini, Ferrero, pour la France enfin, éternel champion de toutes les nobles causes.

Voulant, eux aussi, remplir leur devoir envers la civilisation contre la tyrannie et le despotisme, ils s'engagent dans les armées de l'Entente; ils forment partout des *corps de volontaires* et, après une instruction sommaire, partent au combat avec le même entrain et le même courage que leurs anciens quand ils menaient les chars d'assaut de Zizka ou quand, à la Montagne Blanche et en 1848, ils se levaient pour secouer le joug de leurs oppresseurs.

Dans les différents combats auxquels ils prennent part, soit sur les fronts russe et serbe, soit sur le front d'Occident, ils se font remarquer par leur vaillante conduite, la haine de tout ce qui est allemand et l'amour ardent de leur patrie subjuguée; ils sont félicités publiquement dans de nombreux ordres du jour flatteurs et obtiennent croix de Saint-Georges, croix de guerre et citations élogieuses.

Tandis que leurs hommes valides vont ainsi renforcer les armées alliées, ceux qui ne peuvent prendre les armes se groupent en comités, font auprès des gouvernements les démarches nécessaires pour obtenir le traitement des nations amies et fondent des journaux de *propagande*, destinés à faire connaître au grand public leurs titres à l'indépendance.

L'arrivée en France de M. MASARYK apporte à ces efforts dispersés l'unité de vues et de direction indispensable à la réussite d'une telle entreprise, aussi vaste que délicate. L'éminent professeur,

(1) M. de LAPRADELLE à son cours.

dans sa longue carrière politique, s'est toujours fait le défenseur fervent des faibles et des persécutés; dans ses discours et ouvrages, il n'a jamais eu d'autre pensée que son devoir ni d'autre but que le démembrement de l'Autriche; aussi groupe-t-il autour de lui les sympathies de tous les partis politiques. Après avoir aplani les quelques légères difficultés subsistant entre les divers groupements déjà constitués, il achève l'organisation des colonies tchèques à l'étranger et fonde, avec M. Ernest Denis, le grand savant français qui a déjà tant travaillé pour la cause de la Bohême, une revue bimensuelle, *la Nation tchèque*; il s'adjoint le sous-lieutenant Milan STÉFANIK, un Slovaque établi à Paris, et M. Edouard BENES, professeur de sociologie à l'Université de Prague, tous deux « pauvres et exilés, mais courageux, savants et désintéressés ».

Une lourde tâche incombe à M. Masaryk et à ses collaborateurs. Il s'agit en effet pour eux de démontrer aux peuples alliés et neutres que leur intérêt et celui du monde civilisé n'est pas seulement de ruiner l'Allemagne, mais aussi de renverser les Habsbourg, dont la puissance apparente n'a été fondée que par le fer et le feu, et de briser le conglomerat austro-hongrois, unité factice en même temps que géôle redoutable.

Dès le 14 novembre, le *Comité d'action tchèque à l'étranger*, qui vient de se fonder à Paris, lance au monde un manifeste émouvant au bas duquel figurent les signatures de MM. Masaryk, Durich, Fisher, Kupka, Benes et de diverses autres notabilités des associations tchèques et slovaques.

« L'heure actuelle est grave, disent-ils. Les armées russes ont été refoulées et la Pologne est occupée par les troupes allemandes. La Serbie, traîtreusement assaillie par Ferdinand de Cobourg, est envahie et, malgré le merveilleux héroïsme de son peuple, elle ne réussit pas à défendre son territoire; les armées allemandes ont fait leur jonction avec les Bulgares et les Turcs, et la presse germanique, en délire, célèbre la victoire qui lui assure la domination de l'Orient.

« Dans ces jours tragiques, nous sentons le devoir de proclamer notre confiance absolue dans la victoire complète des Alliés et, au nom du peuple tchèque que nous représentons, nous sollicitons l'honneur de prendre place à leurs côtés... »

Prologue magnifique, dans lequel on sent toute la force de caractère, la noblesse de sentiments, la grandeur d'âme de ces exilés qui, sans hésiter, aux plus mauvais jours de la guerre, se rangent résolument aux côtés de l'Entente vaincue, liant ainsi complètement leur sort à celui des peuples que la bonne fortune semble

abandonner sur les champs de bataille, mais qu'ils considèrent comme les porte-drapeaux de l'Honneur et de la Justice !

Dans son manifeste, le « Comité d'action tchèque à l'étranger » réclame « l'indépendance complète de la race tchèque dans son intégrité et la réunion, sous un même gouvernement, de la Bohême proprement dite, de la Moravie, de la Silésie et de la Slovaquie », invoquant la nullité du contrat synallagmatique conclu en 1526 avec les Habsbourg et odieusement violé par eux mainte et mainte fois depuis cette date mémorable. Il explique que si les Tchèques ne se soulèvent pas contre leurs oppresseurs, comme ils l'ont déjà fait à plusieurs reprises, c'est qu'ils ne veulent pas, par « des émeutes improvisées ou prématurées », « détruire sans profit les forces de résistance qu'il est prudent de ménager pour l'heure décisive » ; puis il ajoute que d'ailleurs, par leur résistance passive et les désertions innombrables de leurs soldats, ils désorganisent l'Autriche et hâtent ainsi la fin de la guerre qui « marquera pour le monde l'avènement d'une ère de liberté, de concorde et de paix ». Enfin, en guise de conclusion, les notabilités tchèques déclarent que le fédéralisme, si souvent réclamé autrefois par leur peuple et toujours refusé, ne serait plus maintenant qu'une « solution bâtarde », qu'ils ne veulent plus de « compromis » ni de « demi-mesure » et que ce qu'ils revendiquent désormais, c'est un « Etat tchécoslovaque complètement indépendant » (1).

Ayant ainsi saisi l'opinion publique de l'Europe occidentale, qu'ils sentent à la fois ignorante et indifférente à leur égard, les grands hommes politiques tchèques entreprennent à travers le monde des tournées de propagande, pour faire connaître les complexités de la politique austro-hongroise. Tandis que M. Benes, secrétaire général du Comité, prend la direction des affaires tchèques en France, M. Durich part en Russie où l'attendent des centaines de milliers d'émigrés. M. Masaryk, de son côté, après s'être rencontré avec le président du Conseil français, M. Briand, se rend successivement, malgré son grand âge, en Suisse, en Angleterre, puis en Russie et en Serbie, enfin en Amérique, pour y plaider auprès des gouvernements la cause tchèque et les conquérir à ses idées.

Quelle tâche difficile pour ces chevaliers errants du nationalisme que celle de faire sortir de leur indifférence la France, l'Angleterre, l'Italie, les Etats-Unis et d'y vaincre les résistances gouvernementales, pour affranchir leur pays du joug austro-magyar et ressusciter leur Etat de Bohême !

(1) Texte complet dans la *Nation tchèque* du 15 nov. 1915.

En France, si les Tchécoslovaques ont de nombreux amis et d'ardents défenseurs, ils ont aussi de violents détracteurs, notamment dans les milieux cléricaux, qui voient avant tout dans l'Autriche-Hongrie un grand empire catholique, dans certains salons politiques dont les membres ont toujours les yeux tournés vers le Ballplatz, dans certaines sphères financières, chez les socialistes enfin qui font passer le bouleversement social des monarchies avant leur dislocation en nationalités autonomes et prétendent qu'avec la chute des trônes et le triomphe des démocraties, les peuples retrouveront liberté et bonheur.

En Angleterre, il faut également de longs mois avant que les conférences de M. Masaryk au King's College de Londres et l'active campagne de presse d'un Wickham Steed ou d'un Seton Watson portent leurs fruits et notamment vulgarisent l'idée du démembrement de l'empire d'Autriche et de la libération des pays tchèques et slovaques.

L'adhésion de l'Italie à la thèse tchécoslovaque est encore plus difficile à obtenir que celle de la France ou celle de l'Angleterre, car, dans ce pays, il y a une autre résistance à vaincre, celle de ces « arditî » qui convoitent les rives de la belle Adriatique et se trouvent balancés entre le désir de voir adopter le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le regret d'accorder ce droit aux Yougoslaves dont les regards se tournent aussi vers la mer.

L'Amérique est peut-être mieux disposée que les grandes puissances européennes à écouter les revendications tchèques. N'est-elle pas en effet la patrie d'adoption de deux millions d'émigrés tchèques et slovaques, principalement groupés dans ses grandes cités, Chicago, Philadelphie, New-York? Depuis les premiers jours du grand conflit européen, ces hommes n'ont-ils pas fait preuve d'une activité intense? N'ont-ils pas mis leurs organisations politiques et leur presse influente au service de la propagande tchèque à l'étranger et, sous la direction de l'Alliance Nationale tchèque de Chicago, à laquelle toutes les Sociétés tchèques sont rattachées, entrepris une lutte ardente contre la propagande et le sabotage germanophiles? La sympathie de ces gens pour les Alliés et leur solidarité avec leurs compatriotes sont telles qu'ils n'hésitent pas, avant même l'entrée en guerre des Etats-Unis, à venir sur nos champs de bataille de France verser leur sang pour les grands principes qui doivent faire renaître leur mère-patrie; ils seront parmi les plus zélés interventionnistes qui finiront par avoir raison de la neutralité américaine. Ce sera, pour beaucoup, grâce à eux si l'Amérique apportera dans notre camp, avec l'appoint sérieux de ses

effectifs, un puissant réconfort moral, au moment même où la Russie des Soviets déposera lâchement les armes et où l'Italie essuiera à Caporetto l'un des plus retentissants désastres.

Dans chacun de ces pays, le Conseil National installe des bureaux où des hommes actifs et dévoués travaillent à préparer des dossiers, des rapports, à informer les journaux, à grouper les bonnes volontés, à centraliser tout ce qui se rapporte aux émigrés, aux prisonniers, aux exilés.

Pendant que les grands patriotes tchèques cherchent ainsi à gagner à leur cause les gouvernements des puissances belligérantes et neutres, les corps de volontaires continuent à se faire remarquer sur tous les fronts et prouvent ainsi, d'une façon éloquente, que les Tchèques sont braves quand ils le veulent et que si leurs frères de race au service des Empires centraux se rendent en masse, c'est uniquement par haine des Magyars, des Allemands et des Habsbourg.

Des certificats de belle conduite leur sont délivrés de tous côtés. « Au cours de la lutte qu'elle soutient depuis bientôt deux ans pour le triomphe du droit et de la justice, dit le général Roques, ministre de la Guerre, la France n'oublie pas qu'à côté de ses enfants sont venus combattre les soldats héroïques que lui offrait la colonie tchèque de France. » « Dans les rangs de notre armée, proclame en novembre 1916, à la Douma russe, M. Eugraphe Kovalevsky, combattent des légions tchèques, récemment réunies en un régiment tchécoslovaque. Les ordres du jour lus à l'armée certifient les grandes qualités militaires de ces légions et des officiers tchèques. Il suffira de mentionner que sur 1.500 soldats du régiment tchèque, 500 portent la croix de Saint-Georges et que beaucoup en ont déjà mérité plusieurs. »

Au fur et à mesure que la guerre se poursuit, le nombre des volontaires tchécoslovaques s'accroît. C'est qu'en effet les nombreux Tchèques et Slovaques qui, de propos délibéré, se rendent aux Serbes, Russes ou Italiens, ne veulent pas rester inactifs dans des camps de prisonniers et tiennent à faire profiter l'Entente de leur nombre, de leur énergie, de leur cœur.

Quelle magnifique armée le gouvernement du Tsar peut créer avec ces 350.000 Tchécoslovaques qui ne demandent qu'à venir en aide aux Alliés ! Or, chose inconcevable, il s'ingénie à mettre des entraves à leur incorporation dans les armées russes ! Il faut la révolution d'avril 1917 et l'avènement au pouvoir du prince Lvof pour que les Tchécoslovaques obtiennent l'autorisation de constituer quelques bataillons autonomes. C'est ainsi que se forment trois régiments qui, lors de l'offensive de juillet 1917, s'offrent à

Kerensky comme troupes d'assaut et remportent, dès le 2 juillet, la victoire de Zborov, montrant ainsi quels immenses services pourrait rendre, en pleine désorganisation des forces russes, une armée composée de plusieurs centaines de milliers de Tchécoslovaques.

Kerensky autorise alors la formation d'un corps d'armée, qui, au moment de la révolution maximaliste de novembre, est fortement organisé, muni d'artillerie légère et lourde, bien approvisionné et parfaitement équipé.

Lorsque la Révolution bolcheviste s'abat sur la Russie, le corps d'armée qui se trouve en Ukraine, se met à la disposition du Conseil National ukrainien. Mais alors, battus par les Bolcheviki, les Ukrainiens appellent à leur secours les Allemands, tandis que les Soviets négocient à Brest-Litovsk avec les Empires centraux. Les Tchécoslovaques n'ont plus aucune raison d'être en Russie; aussi M. Masaryk, d'accord avec les Alliés et le gouvernement bolchevik, décide-t-il de les ramener en France par Vladivostok.

Mais les Allemands interviennent aussitôt. Craignant en effet l'arrivée de ce renfort considérable sur le front occidental, ils exigent des Russes, qui viennent de signer le traité de Brest-Litovsk, le désarmement et l'internement des « diables blancs et rouges ». Les Tchèques, bien entendu, refusent de se soumettre ainsi aux caprices teutons. Après avoir battu l'armée rouge qui, renforcée par quantité de prisonniers allemands et magyars, tente de leur couper leur retraite du côté de Batchmak, ils s'emparent de 70 trains et se mettent en route, au nombre d'environ 50.000, avec une caisse de 22.000 francs, à travers les steppes sibériennes.

Les rouges entreprennent alors de saboter les voies ferrées; les Tchèques sont obligés d'entrer en pourparlers avec le Soviet de Moscou et d'accepter le désarmement partiel qui leur est imposé. Le 1^{er} mai, ils reçoivent l'ordre d'arrêter leurs mouvements vers Vladivostok et de prendre la direction de Mourmansk et d'Arkhangelsk, puis, le 27 mai, celui de se laisser complètement désarmer et de se faire interner. C'en est trop! Les Tchécoslovaques, n'ayant plus aucune confiance dans la parole du gouvernement russe et ne voulant en aucune façon renoncer à cette liberté qu'ils ont achetée au prix de leur sang, occupent le transsibérien et la vallée de la Volga et cherchent à se frayer par les armes un passage à travers la Russie.

Héros magnifiques de cette anabase moderne qui avez donné votre vie pour permettre à vos camarades de venir mourir en France pour votre chère Bohême et qui, aujourd'hui, de Penza à Vladivostok, jalonnez de vos tombes votre marche si pénible, mais si

belle, à travers les plaines immenses de la Sibérie, vous avez mérité la reconnaissance de l'Entente et l'admiration du monde entier ! Ils sont bien mérités ces compliments adressés le 11 septembre 1918 par le premier ministre anglais M. Lloyd Georges à M. Masaryk : « Au nom du Cabinet de guerre britannique, je vous envoie nos plus cordiales félicitations pour les remarquables succès remportés par les forces tchécoslovaques sur les armées allemandes et autrichiennes en Sibérie. L'histoire des aventures et des triomphes de cette petite armée est vraiment un des plus grands événements de l'histoire. Il nous a tous remplis d'admiration pour le courage, la persévérance et l'esprit de discipline de vos compatriotes et montre ce qui peut être fait pour triompher du temps, de la distance et du manque de ressources matérielles, pour le maintien de l'esprit de liberté dans les cœurs des soldats. Votre nation a rendu un service inestimable à la Russie et aux Alliés dans leur lutte pour la libération du monde du despotisme. Nous ne l'oublierons jamais. »

Vers la fin de l'année 1917, grâce à ces magnifiques efforts du Conseil National et de ses bureaux, grâce aussi à l'admirable conduite des légions tchèques sur tous les fronts de combat, l'opinion publique sort de son indifférence à l'égard de la Nation tchécoslovaque et l'autorité du Conseil National augmente de jour en jour.

Les gouvernements de l'Entente commencent d'ailleurs à s'intéresser au malheureux sort des peuples soumis à une oppression étrangère. C'est qu'en effet, depuis le jour où l'Italie est entrée en guerre, les Alliés ont dû prendre fait et cause pour les aspirations nationales de leur nouvelle associée et notamment adopter le programme du *principe des nationalités*, sur lequel sont basées ses revendications. A leur premier but de guerre, la défense de leur territoire et de leur existence contre l'agression des Empires centraux, s'en est ajouté un deuxième : la réorganisation de l'Europe suivant les aspirations des peuples, sur la base des nations.

Cette idée a ensuite fait son chemin. Le 12 décembre 1916, la réponse de l'Entente à la proposition de paix allemande, remise à l'ambassadeur des Etats-Unis, a proclamé qu'il n'y avait pas de paix possible sans « la reconnaissance du principe des nationalités et de la libre existence des petits Etats ». Le 10 janvier 1917, lorsque les Alliés ont adressé au président Wilson leur réponse à sa note du 18 décembre 1916 concernant leurs buts de guerre, ils ont inscrit dans ces buts : « la réorganisation de l'Europe garantie par un régime stable et fondée sur le respect des nationalités... » et « la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchécoslovaques de la domination étrangère ». Le président Wilson, dans son message

au Sénat américain, a proclamé, le 22 janvier de la même année : « Aucune paix ne peut durer ou ne devrait durer qui ne reconnaisse et n'accepte le principe que les gouvernements reçoivent tous leurs pouvoirs du consentement des peuples gouvernés et qu'il n'existe nulle part aucun droit qui permette de transférer les peuples de potentat à potentat, comme s'ils étaient une propriété. » Le 10 juin suivant, le grand chef d'Etat est revenu sur cette même idée : « Aucun peuple ne peut être contraint de vivre sous une souveraineté sous laquelle il ne désire pas vivre ». Le Saint-Siège lui-même, le 14 août 1917, dans son appel à la paix universelle, a recommandé aux belligérants de régler leurs différends en tenant compte, dans une mesure juste et possible, des aspirations des peuples. En un mot, fin 1917, les nationalités opprimées ont réussi à attirer l'attention sur elles et à faire figurer, parmi les problèmes internationaux, leur libération d'une domination étrangère.

Aussi est-il tout naturel que le 16 décembre de cette année le président de la République française décrète, sur le rapport du président du Conseil, ministre de la Guerre, et du ministre des Affaires étrangères :

« Article premier. — Les Tchécoslovaques, organisés en *armée autonome* et reconnaissant au point de vue militaire l'autorité supérieure du Haut-Commandement français, combattront sous leur propre drapeau contre les Empires centraux.

« Art. 2. — Cette armée nationale est placée au point de vue politique sous la direction du Conseil National des Pays Tchèques et Slovaques dont le siège central se trouve à Paris.

« Art. 3. — La mise sur pied de l'armée tchécoslovaque, ainsi que son fonctionnement ultérieur, sont assurés par le gouvernement français.

« Art. 4. — Les dispositions en vigueur dans l'armée française concernant l'organisation, la hiérarchie, l'administration et la justice militaire, sont applicables à l'armée tchécoslovaque.

« Art. 5. — L'armée tchécoslovaque autonome se recrute : 1^o parmi les Tchécoslovaques servant actuellement dans l'armée française; 2^o parmi les Tchécoslovaques d'autres provenances admis à passer dans l'armée tchécoslovaque ou à contracter un engagement volontaire pour la durée de la guerre, au titre de cette armée.

« Art. 6. — Des instructions ministérielles ultérieures régleront l'application du présent décret.

« Art. 7. — Le Président du Conseil, ministre de la Guerre, et

le ministre des Affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret. »

Ce document est d'une importance historique capitale, car il consacre l'existence d'une armée nationale tchécoslovaque; il reconnaît explicitement et sans aucune réserve : « la souveraineté nationale du peuple tchécoslovaque », l'union des Tchèques et des Slovaques et le Conseil National tchèque; c'est pour la nation tchécoslovaque le commencement de sa reconnaissance juridique.

Pour constituer cette armée, le Haut-Commandement français compte sur les engagés volontaires servant dans la légion, sur les prisonniers tchèques et slovaques faits sur les fronts français et italiens, sur les quelques milliers de prisonniers renvoyés en France par le gouvernement russe au moment de la Révolution, enfin sur une soixantaine de milliers d'Américains. Quant à lever des troupes sur le territoire français, le Conseil National tchèque ne s'en reconnaît pas le droit; il lui manque en effet, pour le faire, sa reconnaissance comme gouvernement des pays tchécoslovaques.

Des camps s'organisent alors dans le Sud-Ouest de la France, destinés au groupement, à l'instruction, à l'entraînement de ces nouvelles recrues. Les cadres supérieurs seuls sont demandés à l'armée française; quant aux officiers subalternes et aux sous-officiers, ils sont choisis parmi ceux qui ont déjà servi comme gradés dans les armées autrichienne, russe ou serbe.

Le 8 janvier 1918, paraissent les 14 *points* du président Wilson sur les conditions d'une paix durable; quelques mois plus tard, le 8 avril, à Rome, a lieu le *Congrès des nationalités*. Des Italiens de Trente et de Trieste, des Polonais, des Yougoslaves, des Roumains, des Transylvains, des Tchécoslovaques y assistent, ainsi que des représentants officiels des gouvernements alliés. M. Orlando y prononce, sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'un des plus beaux discours de sa carrière politique; puis toutes les délégations réclament les unes après les autres le démembrement de l'Autriche-Hongrie, et cela, devant les représentants de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis, de l'Italie, qui les écoutent avec bienveillance et les assurent de leur sympathie. Imposante manifestation s'il en est une que celle de tous ces peuples opprimés, oubliant leurs querelles anciennes, leurs intérêts divergents, pour se déclarer solidaires les uns des autres dans l'accomplissement de la grande œuvre qu'ils ont entreprise d'un commun accord!

Ce Congrès du 8 avril, preuve éclatante de l'union parfaite entre les peuples d'Autriche-Hongrie et de leur communauté d'aspi-

rations, va avoir les plus importantes répercussions politiques.

M. Lloyd George, qui le 5 janvier 1918 a déclaré « ne pas viser à détruire l'Autriche-Hongrie », et M. Wilson, qui le 8 du même mois a prononcé un discours favorable « au développement autonome » des nations slaves austro-hongroises, comprennent la nécessité de poursuivre la liquidation de la Monarchie dualiste et de reconnaître à ces peuples le droit de disposer d'eux-mêmes.

De son côté, en Italie, M. Orlando forme bientôt, avec ses prisonniers de guerre et ses volontaires, une armée tchécoslovaque et proclame, le 24 mai, à Rome, sur la piazza venezia, au cours de la grandiose cérémonie de la remise à ces nouvelles unités d'un drapeau blanc et rouge : « La cérémonie d'aujourd'hui, qui consacre l'étendard tchécoslovaque, est le baptême d'un nouveau peuple magnifiquement rebelle au joug. C'est la naissance d'un peuple digne du lieu où nous nous trouvons. » Cette manifestation est l'un des principaux événements de l'histoire de la formation de l'Etat tchécoslovaque. Ce drapeau qui lui est remis, est en effet un véritable symbole et transforme en soldats réguliers des gens qui jusque-là n'étaient que des déserteurs, des pros crits et des prisonniers de guerre !

Le Congrès de Rome consacre officiellement les premiers pas faits par les gouvernements de l'Entente contre le maintien de l'Autriche-Hongrie et en faveur de la libération des Slaves. Aussi n'est-ce un sujet d'étonnement pour personne lorsque le 3 juin les présidents de Conseil des trois pays alliés, France, Grande-Bretagne et Italie, déclarent dans le communiqué officiel d'une réunion tenue à Versailles : « Les gouvernements alliés ont pris note avec satisfaction de la déclaration faite par le secrétaire d'Etat des Etats-Unis et désirent s'y associer en exprimant leur plus vive sympathie pour les aspirations nationales des peuples tchécoslovaque et yougoslave vers la liberté. »

Dès le 1^{er} juin, en effet, le Conseil National a reçu cette note : « L'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique, suivant les instructions de son gouvernement, a l'honneur de porter à la connaissance du Conseil National des Pays tchéco-slovaques la dépêche suivante :

Le Secrétaire d'Etat désire annoncer que les délibérations du Congrès des races opprimées de l'Autriche-Hongrie qui a eu lieu à Rome au mois d'avril, ont été suivies avec grand intérêt par le gouvernement des Etats-Unis et que les aspirations nationales des Tchéco-Slovaques et des Yougo-Slaves pour la liberté ont la plus vive sympathie de ce gouvernement. »

Le 3 juin, c'est le ministre des Affaires étrangères du gouvernement anglais, M. Arthur James Balfour, qui écrit au Secrétariat

général des Pays tchèques et slovaques : « Monsieur, en réponse aux mémoranda que vous avez bien voulu me fournir les 10 et 11 courant, j'ai l'honneur de vous assurer que le Gouvernement de Sa Majesté, qui nourrit toute la sympathie possible pour le mouvement tchécoslovaque, sera heureux d'accorder à ce mouvement la même reconnaissance que celle qui lui sera accordée par les Gouvernements de France et d'Italie.

Le Gouvernement de Sa Majesté est donc prêt à reconnaître le Conseil National tchécoslovaque comme l'organe suprême du mouvement tchécoslovaque dans les Pays Alliés et à reconnaître aussi l'armée tchécoslovaque comme une unité organisée opérant pour la cause des Alliés et à y attacher un officier de liaison britannique aussitôt que la nécessité s'en fera sentir.

En même temps, le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à accorder au Conseil National des droits politiques concernant les affaires civiles des Tchécoslovaques semblables à ceux précédemment accordés au Conseil National polonais. »

Les Puissances Alliées et Associées se trouvent donc d'accord pour reconnaître qu'aucun peuple ne doit plus être laissé sous la domination des Empires centraux et admettre, sans arrière-pensée, la liquidation de l'Autriche-Hongrie. Mais que de chemin cette nation tchécoslovaque a encore à parcourir avant d'arriver à la vie juridique sans laquelle elle ne peut prendre place parmi les États ! Si en effet les gouvernements alliés ont admis la légitimité des aspirations de ce peuple, si jusqu'à ce jour ils lui ont prodigué leurs encouragements officiels, ils ne lui ont pas encore reconnu l'*existence « de jure »* et se sont bornés à trouver des formules plus ou moins empiriques, pour donner à certains faits et à certaines mesures une apparence de légalité. Leur embarras n'est que trop légitime ; le droit ne peut continuer à se traîner plus longtemps à la remorque des faits, et pas plus la reconnaissance comme belligérant que celle comme État, seuls procédés admis par le droit international, ne sont applicables aux Tchécoslovaques qui se trouvent dans une situation exceptionnelle.

Des colonies, comme celles anglaises de l'Amérique du Nord et celles espagnoles de l'Amérique du Sud, se sont séparées de leur métropole et ont proclamé leur indépendance. Des mouvements secessionnistes sont nés et se sont développés à l'intérieur de certains États, par exemple, de 1861 à 1865, celui des États confédérés de l'Amérique du Sud à l'intérieur de la grande Confédération américaine ; mais c'est la première fois qu'un peuple poursuit son émancipation au cours d'une guerre générale, en dehors des frontières

politiques de l'État dont il fait partie, sans révolution apparente à l'intérieur de ces frontières.

Impossible de reconnaître la Tchécoslovaquie *comme État* ! Pour qu'il y ait État, il faut en effet qu'il existe, sur un territoire déterminé, un gouvernement régulier, souverain, susceptible de commander, de faire exécuter ses ordres par la contrainte et de s'affirmer, à l'égard des autres États, *comme* personne morale libre et indépendante. Or les Tchécoslovaques possèdent bien un gouvernement, mais celui-ci, au lieu d'avoir son siège à Prague, sur le sol national, est constitué à l'étranger, à Paris ; son autorité ne s'exerce que sur des émigrés et des déserteurs ; quant à son armée, successivement sous les ordres de l'Autriche et de l'Allemagne, puis sous ceux des nations alliées, elle n'est en rien à sa disposition et ne peut pas plus lui permettre d'exercer sa souveraineté interne que sa souveraineté externe.

Appliquer aux Tchécoslovaques la théorie de la reconnaissance *comme belligérant*, il n'y faut pas songer. Ce procédé juridique, que les États-Unis ont employé pour la première fois au début du XIX^e siècle, lorsque les colonies espagnoles américaines luttèrent pour leur indépendance, et qui depuis, par sa simplicité et ses services, a obtenu en Europe le plus bienveillant accueil, permet d'exprimer ses sympathies à des groupements politiques que l'on craint d'admettre dans la Société des États, parce que l'on doute encore de leur succès ou de leur viabilité, de les encourager et de leur permettre de mener à bonne fin la tâche qu'ils ont entreprise. « C'est, comme l'a dit M. de Lapradelle, une reconnaissance *comme État* d'un degré inférieur, dans le cas où toutes les conditions constitutives d'un État se trouvent réunies, à l'exception d'une seule, la certitude de la viabilité, de la stabilité » (1). Une simple différence de degré existant entre la reconnaissance *comme belligérant* et la reconnaissance *comme État*, et la première n'étant pas autre chose qu'une reconnaissance préparatoire à la seconde, il n'y a pas plus possibilité d'appliquer au cas tchécoslovaque l'une que l'autre de ces théories juridiques.

D'un état de fait nouveau doit naître une théorie nouvelle ; il y a lieu de chercher, de créer un procédé qui, à l'instar des créations juridiques antérieures, puisse permettre d'enchaîner et d'expliquer des faits acquis et, en s'appuyant sur eux, d'en provoquer d'autres. C'est ainsi que les jurisconsultes inventent la reconnaissance *comme nation*, qu'ils placent dans la hiérarchie des reconnaissances immédiatement après celles *comme État* et *comme belligérant*.

Cette nouvelle formule juridique ne donnera pas aux Tchécoslo-

(1) M. de LAPRADELLE à son cours.

vaques certains droits qui leur seraient alors inutiles, telle l'immunité diplomatique, mais par contre elle flattera leur amour-propre national, fera vibrer leur patriotisme et leur procurera en outre un certain nombre d'avantages matériels. A la faveur de cette reconnaissance, les Tchécoslovaques auront droit à une justice militaire autonome, ils pourront lever des troupes sur le territoire des Alliés et auront toute latitude pour passer des traités avec des États.

C'est le 29 juin 1918, à l'occasion d'une *remise de drapeau* par le président de la République française au 21^e bataillon de chasseurs qui monte en lignes, que M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, emploie pour la première fois cette nouvelle formule dans la lettre qu'il adresse, au nom du gouvernement de la République, à M. Benes, secrétaire général du Conseil National. Ne déclare-t-il pas qu'il considère : « comme équitable et nécessaire de proclamer les droits de la Nation à l'indépendance et de reconnaître, publiquement et officiellement, le Conseil National comme l'organe suprême des intérêts généraux et la première assise du futur gouvernement tchécoslovaque »?

« Fidèle, ajoute-t-il, au principe des nationalités et de la libération des peuples opprimés, le Gouvernement de la République considère comme justes et fondées les revendications de la Nation tchécoslovaque et il s'appliquera, de toute sa sollicitude, le moment venu, à faire prévaloir vos aspirations à l'indépendance dans les limites historiques de vos provinces, enfin soustraites au joug oppresseur de l'Autriche et de la Hongrie... »

Le 30 juin 1918, lorsque M. Poincaré remet à ce bataillon, constitué sur le front français par engagements volontaires, son drapeau national offert par la ville de Paris, il emploie, dans son discours, les mêmes formules que celles employées la veille par M. Pichon.

En parlant ainsi, le président de la République française, le premier chef d'État à faire sur la question tchécoslovaque une déclaration politique aussi précise, élève cette question au rang des plus importantes questions de politique internationale.

Quant à la lettre de M. Pichon, elle a encore une plus grande portée, puisqu'elle légalise, pour ainsi dire, les arguments de M. Poincaré. Elle reconnaît en effet la nation tchécoslovaque, ses droits historiques, sa souveraineté nationale, son gouvernement et proclame l'indépendance des pays tchécoslovaques.

M. Benes a bien raison de dire à ses soldats, dans sa réponse au discours du Président : « La journée d'aujourd'hui restera inscrite en lettres d'or dans l'histoire de la Nation tchécoslovaque. Vous allez recevoir des mains du Président de la République Française un dra-

peau qui symbolise votre liberté et votre souveraineté nationales. Vous allez le recevoir en présence des représentants des Gouvernements alliés, ce qui prouve que les Alliés reconnaissent vos aspirations nationales. »

A partir de cette date mémorable, les événements ne succèdent avec une rapidité surprenante. Le 1^{er} juillet, M. Balfour, secrétaire d'État aux Affaires étrangères du Royaume-Uni, répond à la lettre que lui a adressée la veille M. Pichon : « Le gouvernement de Sa Majesté désire s'associer pleinement aux sentiments si admirablement exprimés dans le discours du Président de la République Française.

La remise du drapeau à la cérémonie d'aujourd'hui est beaucoup plus qu'un intéressant événement militaire, elle ne concerne pas seulement les Tchécoslovaques, elle a une signification politique dont la portée est bien plus étendue, car elle représente une étape dans la grande lutte pour la liberté et la sécurité des petites nations et particulièrement de celles qui, dans toutes les parties de la Monarchie austro-hongroise, vivent sous la tyrannie d'une minorité étrangère. »

De son côté, le même jour, le gouvernement des États-Unis fait paraître le communiqué suivant : « Depuis que le gouvernement a publié le 29 mai sa déclaration relative aux aspirations des nationalités et à la libération des Tchéco-Slovaques et des Yougo-Slaves, les autorités allemandes et autrichiennes, ainsi que les éléments qui sympathisent avec ces puissances, ont cherché à détourner cette déclaration de son véritable sens.

Pour qu'aucun malentendu ne puisse se produire à ce sujet, le Secrétaire du département d'État déclare aujourd'hui que l'attitude des États-Unis signifie que tous les membres de la race slave doivent être complètement libérés du joug austro-hongrois. »

Le 11 août, c'est le gouvernement britannique qui publie cette déclaration : « Depuis le commencement de la guerre, la Nation tchéco-slovaque a résisté à l'ennemi par tous les moyens en son pouvoir. Les Tchécoslovaques ont constitué une armée considérable, combattant sur trois champs de bataille différents, s'efforçant en Russie et en Sibérie d'arrêter l'invasion germanique.

En considération des efforts faits par les Tchécoslovaques pour conquérir leur indépendance, la Grande-Bretagne les considère comme étant une nation alliée et reconnaît les trois armées tchécoslovaques comme constituant une force belligérante alliée, régulièrement en guerre contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.

La Grande-Bretagne reconnaît aussi le Conseil National tchécoslovaque comme l'organe suprême des intérêts nationaux tchécoslo-

vaques et comme représentant le gouvernement futur tchécoslovaque, ayant le droit d'exercer l'autorité suprême sur cette armée alliée. »

Le 2 septembre, le gouvernement des États-Unis dépasse largement les formules française et anglaise :

« Les Tchéco-Slovaques, dit-il dans sa déclaration, ayant pris les armes contre les empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie et ayant mis en campagne des armées organisées qui font la guerre contre ces empires, sous la conduite d'officiers de leur propre nationalité et en accord avec les lois et pratiques des nations civilisées, et les Tchéco-Slovaques ayant, en vue de la poursuite de leur indépendance dans la présente guerre, confié l'autorité politique suprême au Conseil National tchéco-slovaque, le gouvernement des États-Unis reconnaît que l'état de belligérance existe entre les Tchéco-Slovaques ainsi organisés et les empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, il reconnaît également le Conseil National tchéco-slovaque comme un gouvernement belligérant *de facto* revêtu de l'autorité nécessaire pour diriger les affaires militaires et politiques des Tchéco-Slovaques. Le gouvernement des États-Unis déclare en outre qu'il est prêt à entrer formellement en relations avec le gouvernement *de facto* ainsi reconnu, à l'effet de poursuivre la guerre contre l'ennemi commun, les empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. »

Le 9 septembre, c'est le tour du gouvernement du Japon de reconnaître l'armée tchécoslovaque, son gouvernement et les droits du peuple à l'indépendance.

Enfin, le 30 octobre, à Montecitorio, M. Orlando rappelle le Congrès de Rome, auquel l'Italie a pris une part si active, renouvelle aux Tchèques l'assurance de la bien vive sympathie italienne et reconnaît à son tour la nation tchécoslovaque.

Les Empires centraux seuls ne veulent rien entendre et continuent à refuser catégoriquement à la nation tchécoslovaque son brevet d'existence. C'est ainsi que le 16 août, quelques jours après la déclaration anglaise, le gouvernement austro-hongrois déclare encore :

« La forme et le contenu de cette nouvelle déclaration anglaise doivent être repoussés avec la dernière énergie. Le Conseil National tchécoslovaque est un comité composé de personnes privées qui n'ont reçu aucun mandat du peuple tchécoslovaque et moins encore de la nation tchécoslovaque, qui n'existe que dans la fantaisie de l'Entente. Il est tout aussi insensé d'ériger ce comité en gouvernement plénipotentiaire d'un État qui n'existe pas encore aujourd'hui.

En ce qui concerne l'armée dite tchécoslovaque, celle-ci peut former une partie des effectifs de l'armée de l'Entente, mais certainement pas en qualité d'alliée de l'Entente au sens du droit des gens.

Nous savons parfaitement qu'une minime fraction seulement de l'armée dite tchécoslovaque est formée de ressortissants autrichiens ou même hongrois de langue slave. Ceux qui ont brisé leur serment et se sont montrés infidèles seront considérés par nous comme des traîtres et traités comme tels, malgré toute espèce de reconnaissance de la part de l'Entente. »

Que d'erreurs et de mensonges dans cette déclaration d'un gouvernement qui a parfaitement compris l'importance des reconnaissances alliées et l'influence décisive qu'elles peuvent avoir à l'intérieur comme à l'extérieur de la Double-Monarchie et qui, cependant, voudrait encore empêcher ce mouvement tchécoslovaque de s'étendre et de se fortifier ! Tout d'abord, il est inexact de dire que le Conseil National n'est qu'un Comité composé de personnes privées n'ayant reçu aucun mandat. MM. Masaryk, Benes, Stefanik, ont toujours parlé au nom du peuple tchécoslovaque auquel ils ont fréquemment demandé le renouvellement ou la confirmation de leurs pouvoirs ; ils n'ont jamais manqué de rester en accord absolu avec leurs compatriotes, dans la volonté desquels ils puisent l'autorité dont ils ont besoin.

Non moins fausse est cette assertion qu'une minime fraction seulement de l'armée dite tchécoslovaque est formée de ressortissants autrichiens et hongrois de langue slave, car cette armée est presque exclusivement tchécoslovaque dans ses cadres et dans ses soldats ; c'est vraiment, dans toute la force du terme, une armée nationale.

Quant à cette prétendue « fantaisie de l'Entente », elle est basée sur des manifestations nationales, comme celle du 16 mai à Prague, et sur une armée de 100.000 hommes à l'étranger.

L'Autriche peut d'ailleurs agir comme bon lui semble et même continuer à traiter comme des traîtres les soldats tchèques et slovaques de ses armées qui se sont placés sous les ordres de leur Conseil National ; elle n'a plus le droit de se plaindre et d'en appeler au monde civilisé si les Alliés agissent de même par représailles, pendent à leur tour des prisonniers autrichiens ou magyars. Au point de vue international, la situation des soldats tchécoslovaques et celle des soldats français, anglais, allemands ou autrichiens, est désormais absolument la même.

La situation politique des pays tchèques s'éclaircit de jour en jour. Grâce aux longs efforts du Conseil National, Paris, Londres, Washington, Tokio et Omsk, sont gagnés à leur cause. Leurs députés, qui se sont éloignés à tout jamais du Reichsrat, forment à Prague un gouvernement national ; la grève générale va être décrétée en Bohême et en Moravie et la révolution couve à Prague. La Bulgarie implore la

paix. L'Allemagne, l'Autriche et la Turquie font de vaines démarches auprès du président Wilson pour essayer d'obtenir, par sa médiation, la fin des opérations militaires qui, depuis juillet, ont tourné à leur désavantage et les menacent d'une débâcle générale sur tous les fronts de combat. L'Empereur tente une suprême démarche; il promet la constitution de quatre États nationaux : allemand, illyrien, tchèque et ruthène, tout en maintenant d'ailleurs le dualisme et en accordant l'autonomie aux Allemands de Bohême. Mais cette proposition, qui, au lendemain de son avènement, aurait peut-être sauvé sa couronne, est accueillie par une indifférence générale.

Le 14 octobre, M. Benes transmet aux gouvernements des Puissances Alliées et Associées une communication dans laquelle il leur annonce la formation d'un *gouvernement tchecoslovaque provisoire*, dont le siège est établi provisoirement à Paris, avec M. Masaryk comme président du Conseil des ministres, ministre des Finances, M. Edouard Benes comme ministre des Affaires étrangères et de l'Intérieur et M. Milan Stefanik comme ministre de la Guerre; il affirme l'accord absolu entre le « Conseil National » de Paris et l'Union tchèque de Vienne et appuie ses décisions sur la volonté même du peuple et des armées qu'il représente. « Par décision même de notre Nation et de nos armées, proclame-t-il notamment, nous prenons dès à présent entre nos mains, comme gouvernement national provisoire, la direction des destinées politiques du pays tchecoslovaque. » Un gouvernement vraiment national est constitué, la nation s'est transformée en État.

Le 18 octobre, le Gouvernement provisoire, qui vient d'être reconnu le 15 par M. Pichon et qui doit l'être bientôt par les autres gouvernements alliés, proclame l'indépendance de la nation tchecoslovaque; après avoir nié l'origine divine du pouvoir des rois et déclaré la dynastie des Habsbourg indigne de gouverner la nation tchèque, il décrit, dans ses grandes lignes, la constitution future du nouvel État tchecoslovaque. Le lendemain, à Prague, le Dr. Kramar annonce de son côté la formation du nouvel État et, le 28 octobre, le Comité National de Prague prend le pouvoir sans éprouver la moindre difficulté.

Il ne reste plus qu'à opérer la *fusion* de ces divers *organismes politiques*, afin de réaliser l'unité de direction indispensable dans une telle période d'organisation.

Les délégués du Conseil National de Prague, les députés Kramar, Stanek, Klofac, Haberman, Kalina et M. Benes se rencontrent alors à Genève; ils ratifient, le 31 octobre, « la politique et toute l'action militaire et diplomatique du Conseil National tchecoslovaque trans-

formé en gouvernement provisoire des Pays tchécoslovaques, siégeant actuellement à Paris, ainsi que tous les engagements pris par lui, au nom de la nation, vis-à-vis des États Alliés et Associés »; ils constituent un gouvernement définitif avec M. Masaryk comme président de la République et le Dr Kramar comme président du Conseil. Enfin, le 14 novembre, l'*Assemblée Nationale* se réunit à Prague dans la salle de l'ancienne Diète du royaume de Bohême. C'est au Dr. Kramar, qui dirige la politique tchèque depuis le 31 octobre, que revient l'honneur d'ouvrir cette séance à jamais mémorable, « sur l'ordre du Conseil National ». Il se félicite de l'union réalisée entre toutes les classes sociales et de la bravoure des soldats, « qui se sont distingués, non seulement par leur héroïsme, mais aussi par leur force morale, leur magnifique discipline sokole », et, après avoir adressé ses remerciements à tous ceux qui se sont intéressés à la nation tchèque et l'ont aidée dans sa lutte pour l'indépendance, il explique quelle sera l'attitude de la République tchécoslovaque vis-à-vis des minorités allemandes et déclare au milieu de l'enthousiasme général :

« Nous n'abandonnerons à aucun prix notre union avec nos frères slovaques qui forment avec nous une seule nation... Aujourd'hui enfin nous saluons ici notre État tchécoslovaque libre et indépendant... Nous sommes libres et indépendants... Tous les liens qui nous rattachaient à la dynastie des Habsbourg-Lorraine sont rompus; les traités de 1526 et la Pragmatique Sanction n'existent plus. La dynastie des Habsbourg-Lorraine a perdu tous ses droits au trône de la Bohême, et nous déclarons que notre État tchécoslovaque devient une libre république... Pour compléter tout ceci, je vous prie, Messieurs, de bien vouloir élire comme premier président de la République Tchécoslovaque, M. Thomas Masaryk. »

L'Assemblée se lève et éclate en de frénétiques acclamations. M. Kramar constate alors que M. Masaryk est élu, à l'unanimité, président de la République tchécoslovaque.

Un *État tchécoslovaque* libre et indépendant est définitivement constitué. Les Tchèques et les Slovaques, séparés depuis un millier d'années, ne forment plus qu'un seul et même groupement, auquel viennent se joindre, sous certaines conditions d'autonomie, les Ruthènes de la Russie Subcarpathique.

Le 10 septembre 1919, aux termes du traité signé à Saint-Germain par les Principales Puissances Alliées et Associées d'une part et l'État tchécoslovaque d'autre part, la reconnaissance du nouvel État est confirmée en ces termes :

« Considérant que l'union qui existait autrefois entre les anciens Royaume de Bohême, Margraviat de Moravie et Duché de Silésie

d'une part et les autres territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise d'autre part, a définitivement pris fin,

« Considérant que les peuples de la Bohême, de la Moravie et d'une partie de la Silésie, ainsi que le peuple de la Slovaquie, ont décidé de leur propre volonté de s'unir et se sont en fait unis par une union permanente dans le but de constituer un État unique, souverain et indépendant, sous le titre de République tchéco-slovaque,

« Que le peuple Ruthène, au Sud des Carpathes a adhéré à cette union,

« Considérant que la République tchéco-slovaque exerce en fait la souveraineté sur les territoires visés ci-dessus et qu'elle a déjà été reconnue par les Hautes Parties Contractantes comme État souverain et indépendant,

« Les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon d'une part, confirmant leur reconnaissance de l'État tchéco-slovaque dans les limites déterminées ou à déterminer, en conformité du traité de paix en date de ce jour avec l'Autriche, comme membre de la famille des Nations, souverain et indépendant... »

Enfin, aux termes des traités de paix de Saint-Germain (art. 53) et de Trianon (art. 48), l'Autriche et la Hongrie elles-mêmes reconnaissent officiellement l'indépendance du nouvel État.

L'État tchécoslovaque fait partie des « membres originaires de la Société des Nations ». Son statut territorial est en majeure partie fixé par les traités de paix et son statut politique est déterminé par sa Constitution, promulguée le 29 février 1920.

CHAPITRE VI

LA RUSSIE SUBCARPATHIQUE (1)

L'État tchécoslovaque ne comprend pas seulement les pays tchèques et la Slovaquie, mais aussi une province formée des comitats du Nord-Est de l'ancien royaume de Hongrie et occupée par des Ruthènes appartenant à la branche subcarpathienne de la nation russe, d'où son nom de Ruthénie ou Russie Subcarpathique.

Comment ce pays, qui en 1921 comptait 605.731 habitants, dont 100.000 Magyars et 50.000 Allemands, faisait-il partie du royaume de Hongrie? Pourquoi se trouve-t-il être maintenant détaché de cet État et incorporé à la République tchécoslovaque?

D'après certains écrivains magyars, les Russes seraient installés depuis peu dans les Carpathes. Cette opinion n'est pas celle du hongrois Anonymus, chroniqueur du règne du roi Bela, qui affirmait que les Russes avaient pénétré en Hongrie, en même temps que les premiers immigrants magyars, sous la conduite du prince magyar Almos. La science positive prouve aujourd'hui la présence de Slaves russes dans les Carpathes à une époque bien antérieure à celle de l'arrivée des immigrants magyars.

Les premiers détachements de Russes, Ruthènes ou Orosyks, ont vraisemblablement pénétré dans les Carpathes dès le ^x^e siècle; mais ce n'est qu'à partir du ^{xiii}^e siècle qu'ils y sont venus en nombre important. Ils s'installèrent alors dans cette région montagneuse et boisée des comitats de Uzhorod (Ungvar), Zemplin (Zemplen), Bereg et Sarys (Saros), la « Krajna » slave ou Marchia ruthenorum, et servirent aux Magyars de garde-frontières. En 1340, par exemple, le prince lithuanien Théodore Korjatovic, chassé par une révolution, passa les Carpathes avec une nombreuse suite de Ruthènes; il y fut reçu par le roi de Hongrie Louis I^{er} qui en 1398 lui donna le titre de voïvod de Munkacevo (Munkacs), abandonnant ainsi cette région à la colonisation russe.

(1) *La République tchécoslovaque*, 2^e éd., Prague 1921, p. 100 et s.; *La Nation tchèque*, n^{os} 23-24, p. 804 et s.; *Le Journal des Débats*, sup. ill., avril 1921, p. 5.

Les Ruthènes, la plupart bergers, bûcherons ou agriculteurs, n'étaient pas faits pour la vie des grandes villes ; ils préféraient habiter d'humbles bourgades ou même mener avec leurs troupeaux une existence nomade. Pauvres et ignorants, ils furent, dès le xvi^e siècle, comme leurs frères galiciens, asservis par la noblesse et par les intendants des grands domaines où ils travaillaient.

Seul, leur clergé russe orthodoxe soutenait leur moral ; mais, ne possédant pas de terres d'Église et ne percevant pas de dime, de plus peu instruit, le clergé tomba lui-même dans la misère et dut en 1649 accepter l'Union des Églises. Cette union améliora sa situation matérielle, mais le mit sous la dépendance des archevêques catholiques d'Eger ; il perdit ainsi toute son autorité sur le peuple et, par le fait même, le moyen de travailler au relèvement de son malheureux pays, de la même façon que les Serbes et les Roumains restés orthodoxes, et par suite autonomes, dans leur organisation ecclésiastique et scolaire.

Aux xviii et xix^{es} siècles, les Ruthènes, comme les autres peuples du royaume de Hongrie, furent soumis à une magyarisation outrancière. Exploités par les métayers juifs, venus de Russie et de Galicie, qui leur sous-louaient les latifundia des nobles, et réduits ainsi à une extrême misère, ils s'exilèrent en masse aux États-Unis, au Canada, au Brésil.

Voici comment Auerbach nous dépeint ces pauvres gens : « Le Ruthène mène une vie misérable ; sa maison est bâtie en poutres non équarries dont les interstices sont bouchés avec de la mousse et cimentés avec de la boue ; le toit de chaume ou, dans la montagne, de planches, descend très bas ; le poêle n'a souvent pas de cheminée et le logis s'emplit de fumée et de suie ; telle est la baraque des Houtzoules perchés sur les hauts versants. Le développement physique de ce peuple souffre de sa pauvreté ; le Ruthène est petit, chétif, avec une tête anguleuse, des joues rouges, des cheveux blonds, à l'exception du Houtzoule au teint olivâtre et de figure ronde. »

Vers la fin du xix^e siècle, le gouvernement hongrois parut cependant s'inquiéter de cette *situation misérable* des Russes carpathiens et surtout de leur *forte émigration* ; il ordonna une enquête qu'il confia à un émigré irlandais, Edmond Egan. Ce parfait honnête homme fit preuve d'une telle impartialité et mit si exactement en relief le triste rôle joué dans ces pays par les Juifs qu'il mourut mystérieusement en 1901. Son memorandum resta lettre morte, et la situation matérielle de ces malheureux opprimés ne se trouva en rien améliorée.

Si le gouvernement hongrois se désintéressait ainsi de ce peuple slave, le gouvernement russe par contre cherchait à s'attirer ses sym-

pathies. Entre 1849 et 1867, plusieurs essais d'une littérature hongro-russe, écrite dans une langue voisine du russe, le jazyciye, furent tentés dans les comitats du Nord-Est de la Hongrie. En 1885, la Société de géographie de Russie publia un recueil de chansons populaires hongro-russes; puis des associations, comme la Ligue populaire russe et la Société du comte Bobrinski, menèrent une énergique campagne religieuse dans le but de ramener les Ruthènes à l'Église orthodoxe orientale ou russe.

Les Magyars, qui jusque-là ne s'étaient guère émus de la misère des Ruthènes, se soucièrent de cette *propagande russe* et cherchèrent à l'endiguer. C'est ainsi que quelques mois avant le début de la guerre, le gouvernement entama contre 280 paysans du comitat de Marmaros Sihot (Maramaros-Sziget), redevenus orthodoxes, un procès de haute trahison, procès qui entraîna la condamnation d'un grand nombre d'inculpés « pour excitation contre la religion et l'État ».

Malgré leurs 60 % d'illettrés, malgré la mise à l'abandon de leur pays, qui ne possédait même pas une voie de communication convenable, malgré l'oppression à laquelle ils avaient été soumis au cours de longs siècles, malgré cette misère qui avait contraint 400.000 des leurs à émigrer vers l'Amérique, les Ruthènes avaient précieusement conservé leur *conscience nationale*; ils parlaient toujours leur dialecte petit-russe, ils n'avaient pas abandonné leurs costumes, leurs mœurs, leurs traditions, leur religion; leur Église grecque unie employait toujours la liturgie slave.

S'ils n'avaient pas succombé dans cette lutte inégale contre la magyarisation, c'était grâce à leurs *frères d'Amérique* qui, au contact de la civilisation, avaient vu s'éveiller en eux l'amour du sol natal et la foi dans un avenir réparateur. Ils avaient peut-être été à l'agonie, mais le coup de grâce n'avait pu leur être donné parce que, de l'autre côté des mers, 90.000 émigrés, groupés en une association dite « Union des Fraternités russes grecques catholiques », avaient veillé sur eux et parlé d'eux dans leurs publications et journaux.

Étant donné l'absolutisme magyar, il est tout naturel que ce soit en Amérique qu'ait pris naissance l'idée de l'indépendance de ce peuple ruthène.

En octobre 1918, après l'écroulement de l'empire austro-hongrois, l'*Amerikanska Narodna Rada Ugro-Rusinov* (Conseil National Américain des Ougro-Russes), dont la formation remontait au 20 avril 1918, prit part à Philadelphie au Congrès des nationalités opprimées de l'Europe centrale, puis organisa en Amérique un plébiscite, auquel prirent part 75.000 membres de l'Union des Fraternités. Les résultats de cette consultation populaire furent concluants. En effet, tandis

que 70 % des votants réclamaient l'union de leur pays au futur État tchécoslovaque, 20 % étaient partisans d'un rattachement à l'Ukraine, 9 % préféraient une indépendance complète ou une union avec certaines régions russes et à peine 1 % demandait le *statu-quo*.

Encouragés par l'exemple de leurs frères d'Amérique, les Russes des Carpathes se groupèrent, en novembre 1918, en trois radas, puis formèrent, à la manière des Tchèques et des Slovaques, un *Conseil National* qui prit le nom de « Karpato-ruska narodni Rada », s'installa à Presov (Eperies) et choisit comme président le Dr. Antonin Beskid.

Ils ne voulaient plus faire partie de cette Hongrie qui s'était rendue coupable de tant d'exactions à leur égard et avait fait d'eux le plus misérable des peuples. Ils ne se sentaient ni assez nombreux ni assez puissants pour vivre indépendants. Ils n'avaient que peu d'espoir dans le relèvement de la Russie et la reconstitution d'un État russe; ils n'éprouvaient, malgré leur similitude de langue, aucune sympathie pour les Ukrainiens. Aussi les Ruthènes n'hésitèrent-ils pas à décider, d'un commun accord, sous certaines conditions d'autonomie politique et intellectuelle, leur rattachement à l'État tchécoslovaque, dont la langue différait peu du « rusnack » parlé chez eux et dont le régime démocratique et libéral leur inspirait grande confiance. Le 8 mai 1919, le Conseil National central des Ruthènes approuvait à l'unanimité, à Uzhorod, l'action des Ruthènes d'Amérique; à la même époque, le Dr. Beskid, qui avait accompagné la délégation tchécoslovaque à la Conférence de la Paix, demandait officiellement, au nom des populations qu'il représentait, aux délégués de Prague et aux représentants des Puissances Alliées et Associées, la réunion de la branche subcarpathienne de la nation russe à la République tchécoslovaque. Il était impossible de ne pas lui donner satisfaction puisque le droit avait été reconnu aux peuples de disposer d'eux-mêmes et que les Ruthènes de l'ancien royaume de Hongrie avaient nettement manifesté leur désir de se joindre aux Tchèques et aux Slovaques.

Si donc aujourd'hui les Russes subcarpathiens sont citoyens de la République tchécoslovaque, la raison ne doit pas plus en être cherchée dans un soi-disant impérialisme tchèque que dans un don généreux de l'Entente, mais dans la stricte application du grand principe qui a présidé à la réorganisation de l'Europe, le principe de « self disposition ».

CHAPITRE VII

DROITS HISTORIQUES ET VOULOIR-VIVRE COLLECTIF.

« Le droit de la nation tchécoslovaque à constituer désormais un État se présente dans des conditions exceptionnelles. Ce n'est pas un peuple nouveau qui demande pour la première fois à constituer un État... Il ne s'agit pas d'une création d'avenir, mais d'un retour au passé, d'une restauration de souveraineté nationale qui a disparu, qui s'est éclipsée dans l'histoire, mais qui est prête à renaître, parce que le sentiment national lui-même ne s'est jamais perdu » (1).

En retraçant l'histoire des pays tchèques et slovaques, nous avons pu nous rendre compte combien ces paroles de M. de Lapradelle étaient justifiées.

La Bohême, la Moravie, la Silésie, la Slovaquie n'étaient pas de simples provinces autrichiennes et hongroises; elles avaient vécu, pendant de longs siècles, d'une vie publique et morale autonome; elles avaient constitué successivement une nation et des nations souveraines; leur ensemble formait vraiment un *État historique*. Rappelons-nous le royaume de Grande Moravie dont les frontières étaient presque identiques à celles de l'État tchécoslovaque actuel; rappelons-nous le royaume de Bohême sous la dynastie des Premyslides, sous celle des Luxembourg ou encore sous Georges de Podiebrad; rappelons-nous l'État de Haute-Slovaquie créé par Mathias Cak et le royaume slovaque de Jean Ziskra de Brandys.

Les Tchèques et les Slovaques n'avaient ni aliéné leur indépendance ni renoncé à leurs droits imprescriptibles. Lorsqu'en 1526 les Tchèques avaient librement élu comme souverain l'empereur Ferdinand, ils n'avaient pas manqué de lui poser leurs conditions et d'exiger notamment le respect de leur constitution et de leur langue. A partir de cette époque, sous le règne de Ferdinand, puis sous celui de ses successeurs, ils n'avaient jamais renoncé aux droits qu'ils s'étaient expressément réservés. François-Joseph lui-même n'avait-

(1) M. de LAPRADELLE à son cours.

il pas, à quatre reprises différentes, reconnu ces droits en promettant de se faire couronner roi de Bohême. Or, étant donné que les engagements pris par Ferdinand n'avaient pas été tenus par la dynastie des Habsbourg, les Tchèques s'étaient considérés comme déliés de toute obligation vis-à-vis d'elle et avaient à juste titre déclaré caduc le contrat synallagmatique conclu entre leur nation et la maison d'Autriche. Quant aux Slovaques, ils avaient été placés, malgré eux, sous la domination hongroise et n'y étaient restés que contraints et forcés.

Malgré le régime abject auquel ils avaient été soumis, malgré leurs longues et cruelles épreuves, leur forte émigration, l'importante immigration étrangère sur leur sol national, les Tchécoslovaques n'avaient pas été engloutis, comme tant d'autres tribus slaves, les Lusaciens par exemple, dans l'océan germano-magyar et ne s'étaient pas laissé écraser dans la lutte, pourtant inégale, qu'ils avaient entreprise contre leurs oppresseurs. Au contraire, ils avaient gardé intacts leur patrimoine intellectuel, leur langue, leurs traditions, leur idéal; ils avaient toujours conservé très vivace le sentiment de leur nationalité. Une longue séparation politique et un asservissement à des jougs divers, le déplorable malentendu causé par le schisme de Stur, les froissements dus à certains préjugés confessionnels, une agitation sournoise entretenue par un gouvernement peu délicat, n'avaient même pas eu raison de l'étroite *solidarité entre Tchèques et Slovaques*. La meilleure preuve en est cette union sacrée qui s'était si souvent manifestée entre eux à travers l'histoire et avait éclaté au grand jour en 1914, dès le début des hostilités, pour ne plus cesser jusqu'à la dislocation de l'empire austro-hongrois et la constitution, sur ses ruines, d'un État tchécoslovaque autonome.

Il y avait cependant en Autriche-Hongrie des gens qui ne voulaient pas reconnaître l'existence de liens naturels entre Tchèques et Slovaques et qui niaient la possibilité de leur union politique. « Ces deux peuples, disaient-ils, ne peuvent vivre ensemble. Ils n'ont qu'une parenté fort lointaine; peut-être même sont-ils étrangers l'un à l'autre. De plus, il n'existe pas de langue tchécoslovaque; s'il y a une langue tchèque et une langue slovaque, il n'y a pas d'idiome parlé qui soit le mélange des deux; ces deux langues ne sont même pas très voisines l'une de l'autre. Enfin, si les Slovaques tiennent à leur langue, ils sont aussi très attachés à leur religion; or, dans ce domaine, ils se heurteront à l'intolérance des Tchèques qui ont toujours été les adversaires résolus du catholicisme. Jaloux de leurs libertés, de leur histoire, de leur littérature, de leur langue, les Slovaques ne consentiront jamais à lier leur sort à celui des

Tchèques, ainsi que le réclament seuls quelques énergumènes sans mandat ».

Si l'on en croyait en effet certains philologues magyars et allemands, le peuple tchécoslovaque ne serait que la juxtaposition artificielle de deux peuples slaves totalement étrangers l'un à l'autre, le peuple tchèque et le peuple slovaque, et leur identification ne proviendrait que d'une mystification de l'impérialisme tchèque. La thèse de ces savants, qui prétendent ainsi prouver, en s'appuyant sur le résultat de longues et laborieuses recherches historiques et grammaticales, que les Slovaques n'appartiennent pas au même groupe ethnique que les Tchèques, a été longuement développée dans le livre du Dr. Czambel, *Les Slovaques et leur langue* (1903).

D'après Czambel, il n'y aurait entre Tchèques et Slovaques qu'une vague parenté, comme il y en a une entre toutes les familles slaves; tandis que les Tchèques feraient partie, avec les Russes, des Slaves occidentaux, les Slovaques seraient venus du midi, sous la poussée des invasions magyares, et se rattacheraient au groupe des Yougoslaves, au nombre desquels figurent les Croato-Serbes, les Slovènes et les Bulgares. Les Slovaques emploieraient de nombreux termes slovènes inconnus des Tchèques, et il suffirait d'approfondir l'étude des dialectes locaux de la Slovaquie orientale, qui n'ont pas subi les déformations des parlers de la Slovaquie occidentale, pour s'apercevoir qu'ils présentent les caractères d'une langue complètement différente du tchèque et se rapprochent sensiblement des langues yougoslaves.

Qu'y-a-t-il d'exact dans ces allégations d'un homme qui occupait à Budapest un poste officiel, celui de traducteur en slovaque des lois et règlements administratifs, et dont la bonne foi était par conséquent assez sujette à caution? La thèse de Czambel ne mérite aucun crédit, telle est l'opinion des philologues et anthropologues les plus autorisés; telle est en particulier celle de M. Lubor Niederlé qui affirme: « Cette théorie manque de base au point de vue historique et philologique. La parenté linguistique montre sans conteste que les Tchèques et les Slovaques appartenaient au même groupe que les Serbes de Lusace, les Polonais, les Polabes, et qu'ils opérèrent leur migration en même temps qu'eux » (1).

Si certains érudits comme Florinsky ont soutenu la thèse de Czambel, c'est qu'ils ont négligé les documents vieux-tchèques et qu'ils se sont laissé tromper par des différences superficielles entre le slovaque et la littérature tchèque contemporaine dont la langue a été

(1) *La race slave, op. cit.*, p. 100.

altérée par de nombreux mots nouveaux. Ils n'ont pas assez tenu compte des circonstances politiques qui ont imposé aux deux branches de la nation tchèque une longue séparation et ils ont mésestimé la campagne menée par les Allemands et les Magyars pour leur faire perdre le souvenir de leur unité primitive.

D'ailleurs, en dehors de toute considération scientifique, non seulement il n'existe pas de types physiques tchèque et slovaque nettement différenciés, mais encore les deux idiomes tchèque et slovaque sont si voisins l'un de l'autre que tout Tchèque entend le slovaque comme tout slovaque comprend le tchèque.

Comme l'a dit avec juste raison Ernest Denis : « En réalité, le slovaque et le tchèque ne sont pas deux langues distinctes, mais deux branches d'une même langue qui ont été soumises à des influences divergentes; elles ont suivi le même développement organique, mais ne se trouvent pas l'une et l'autre au même stade. Sur certains points, l'évolution du slovaque est plus avancée que celle du tchèque, sur d'autres, elle retarde sur lui; sous ces variétés extérieures, le philologue reconnaît sans peine l'identité réelle des deux rameaux sortis de la même souche et nourris de la même sève » (1).

On a également fait ressortir la différence de religion entre Tchèques et Slovaques. Si l'on se borne à examiner les statistiques, on ne découvre pas cette différence; on apprend que les pays tchèques renferment 95 % de catholiques contre 3,5 % de protestants et 1,5 % de juifs et les pays slovaques, à côté de 67 % de catholiques, 8,5 % d'uniates, 19 % de protestants et 5 % d'israélites. Pour se faire une idée exacte de l'importance respective des religions dans l'État tchécoslovaque, il faut considérer que le catholicisme n'est qu'une étiquette dans les pays tchèques, principalement en Bohême où la grande majorité de la population est indifférente et athée, alors qu'en Slovaquie le catholicisme est pratiqué avec ferveur. Incontestablement, la Slovaquie est un pays beaucoup plus catholique que la Bohême, la Silésie et même la Moravie. En quoi cet état de choses peut-il nuire à l'unité tchécoslovaque? S'il y a eu dans le passé des excès de la part des protestants tchèques, rien ne laisse prévoir que ces excès se renouvelleront de nos jours et que le gouvernement tchèque sera nécessairement un gouvernement intolérant.

Mais, en somme, est-il bien nécessaire d'insister sur ce prétendu dualisme tchécoslovaque? Les renaissances tchèque et slovaque ne se sont-elles pas développées côte à côte et pénétrées mutuellement? En dépit de certaines maladresses, dissensions religieuses, préoccu-

(1) *Les Slovaques*, op. cit., p. 99.

pations divergentes, Tchèques et Slovaques n'ont-ils pas magnifiquement résisté à la tactique du « *divide et impera* » de leurs oppresseurs et précieusement conservé la conscience de leur unité ethnique? Au cours de la guerre, les représentants les plus illustres de la Slovaquie ne se sont-ils pas associés de toute leur âme à l'active propagande entreprise par les hommes d'État tchèques et n'ont-ils pas toujours marché en étroite union morale avec eux? Enfin, les soldats de Bohême, de Moravie, de Silésie et de Slovaquie, n'ont-ils pas combattu sur les mêmes champs de bataille et mêlé leur sang pour la défense du même idéal?

Qu'importe que les Tchèques et les Slovaques soient ou ne soient pas de même race, de même langue, de même religion ! Il est entendu en effet que ces divers éléments ne sont des facteurs de la nationalité que s'ils entrent comme tels dans la conscience collective et que l'unité naturelle de la nation peut parfaitement grouper des peuples de races, de langues et de religions différentes, à la condition, bien entendu, que ces peuples aient mêmes souvenirs et mêmes aspirations et qu'ils soient animés de ce que nous avons appelé un vouloir-vivre collectif.

À cet égard, il n'y a pas de doute possible : les Slovaques se sont unis aux Tchèques de leur plein gré, en vertu du *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, reconnu par les Puissances victorieuses. En effet, en cette journée mémorable du 30 octobre 1918, lorsque ceux-là qui s'occupaient du peuple slovaque, ont exprimé à Saint-Martin de Turiec leur désir de se détacher à la fois des Habsbourg et des Magyars et de se grouper avec leurs frères de race en un seul et même État, c'était la Slovaquie entière qui parlait par leur bouche. La meilleure preuve que cette volonté, si spontanément manifestée en pleine tourmente révolutionnaire, était bien la volonté du peuple slovaque lui-même, c'est qu'aucune protestation ne s'est alors élevée contre cette déclaration, que tous les conseils départementaux et communaux se sont empressés d'y adhérer et que des manifestations enthousiastes se sont alors déchaînées d'un bout à l'autre de la Slovaquie. D'ailleurs, en avril 1920, aux élections législatives, les électeurs slovaques n'ont-ils pas voté pour les candidats qui avaient inscrit en tête de leur programme, le maintien de la République tchécoslovaque?

L'union entre ces deux rameaux d'une même race, attirés l'un vers l'autre par une communauté indiscutable d'affinités, d'intérêts et d'origine, sera d'autant plus facile qu'il existe entre eux un lien tout naturel, la Moravie. En effet, les types de population et les dialectes de cette province se rapprochent sensiblement du type tchèque ou

du type slovaque, de la langue tchèque ou du dialecte slovaque, suivant la proximité de la Bohême ou de la Slovaquie (1); même au point de vue confessionnel, la Moravie sert d'intermédiaire entre la Bohême protestante et athée et la Slovaquie foncièrement catholique. Aussi peut-on dire avec Ernest Denis : « Brno (Brünn) deviendra alors l'aimant naturel entre les deux pôles de l'État tchécoslovaque et son université, le point de rencontre où se scellera l'unité nationale ».

(1) On trouve en Moravie : à l'ouest les Moraques, très proches des Tchèques de Bohême, au centre les Hanaques, type caractéristique du pays, à l'est et au sud-est, les Valaques et les Slovaques, au nord-est le type Lach, type de transition entre les Tchèques et les Polonais.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉTAT TCHÉCOSLOVAQUE

Pour qu'un peuple constitue une nation, et soit donc en droit de s'exprimer en État, il faut non seulement qu'il le veuille, qu'il soit animé de ce que nous avons appelé un vouloir-vivre collectif, mais encore qu'il puisse vivre de la vie internationale. Étant données les conditions actuelles de la vie politique et économique, il est aujourd'hui universellement admis qu'un État n'est viable que s'il présente une certaine importance géographique et démographique, s'il possède des frontières qui le mettent à l'abri d'un coup de force, s'il peut, par la mer, assurer ses importations et ses exportations, s'il est doté de réseaux routier, fluvial, ferroviaire, suffisamment développés et bien établis pour que ses communications et ses transports soient faciles et rapides, enfin si son sol et son sous-sol peuvent lui procurer, sinon tous les produits nécessaires à ses ressortissants, du moins un certain nombre de ces produits, et lui permettre d'obtenir les autres par des échanges.

Les pays tchécoslovaques, qui ont si bien exprimé leur désir de former un État indépendant, remplissaient-ils ces conditions matérielles jugées indispensables à l'existence d'un État moderne? L'État tchécoslovaque, tel qu'il a été formé par les traités de paix, est-il un État solide et fort ou n'est-il qu'un État malingre appelé à mourir en pleine jeunesse?

CHAPITRE PREMIER

ASSIETTE TERRITORIALE. IMPORTANCE DÉMOGRAPHIQUE (1)

I. — Les Frontières et le Territoire.

La République tchécoslovaque est un État continental, situé au cœur de l'Europe, entre 48° et 51° de latitude Nord et 12° et 24° de longitude Est (Greenwich). Elle présente une forme allongée, rétrécie de l'Ouest à l'Est, dont le grand axe, orienté E.-S.-E. — O.-N.-O., mesure 800 km. alors que le petit axe, dans sa plus grande largeur, n'en atteint que 200.

La *superficie* totale du nouvel État est de 140.576 km² et sa *population* est évaluée, d'après les résultats provisoires de recensement du 15 février 1921, à 13.604.087 habitants, ce qui représente une densité moyenne de 97 habitants par kilomètre carré, c'est-à-dire supérieure à celle de la France. Ses *frontières* avec les pays limitrophes, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, l'Autriche, la Bavière, la Saxe et la Prusse, ont été fixées par les traités de Versailles (28 juin 1919), de Saint-Germain (10 septembre 1919), de Trianon (4 juin 1920), par la décision de la Conférence des Ambassadeurs en date du 20 juillet 1920, enfin par le traité dit « des Frontières », conclu à Sèvres le 10 août 1920 (2), elles englobent, à peu près exactement, les anciens royaume de Bohême, margraviat de Moravie, duché de Silésie, ainsi que la Slovaquie et la Russie subcarpathique, pays détachés de l'ancien royaume de Hongrie; sans tenir compte des menues sinuosités, elles mesurent plus de 3.000 km.

La frontière tchéco-allemande a été fixée par les articles 27, 82 et

(1) Bibliographie : DEDECEK, *op. cit.*, p. 1 et s. — EISENMANN, *La Tchécoslovaquie*, p.19 et s. — E. de MARTONNE, *L'État tchécoslovaque* (*Annales de Géog.* n° du 15 mai 1920) p. 161 et s. — *Carte au millionième* de l'État-major tchécoslovaque tirée au Service géographique de l'Armée française.

(2) Ce traité, non encore ratifié, passé entre les principales Puissances alliées et associées et la Pologne, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène et l'État tchécoslovaque, avait pour but d'« assurer la souveraineté » de ces derniers États sur les territoires qui leur étaient respectivement reconnus.

83 du traité de Versailles. Elle est « déterminée par l'ancienne frontière entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire allemand, telle qu'elle existait au 3 août 1914 » (art. 82); mais elle englobe la partie du territoire silésien ainsi définie : « partant d'un point situé à environ 2 kilomètres au Sud-Est de Katscher, sur la limite entre les cercles (Kreise) de Leobschütz et de Ratibor : la limite entre les deux cercles; puis, l'ancienne limite entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, jusqu'à un point situé sur l'Oder immédiatement au Sud de la voie ferrée Ratibor-Oderberg; de là, vers le Nord-Ouest et jusqu'à un point situé à environ 2 kilomètres au Sud-Est de Katscher : une ligne à déterminer sur le terrain passant à l'Ouest de Kranowitz » (art. 83) (1).

Du côté de l'Autriche, c'est le paragraphe 6 de l'article 27 du traité de Saint-Germain qui a tracé la frontière de l'État tchécoslovaque. Cette frontière suit les anciennes limites de la Haute et de la Basse-Autriche avec la Bohême et la Moravie, sauf dans les régions de Cmunt (Gmünd) et de Breclava (Lundenburg). Elle subit sur ces deux points de légères rectifications au profit des Tchécoslovaques qui bénéficient ainsi, à l'Ouest de Breclava, d'un rectangle de territoire habité par des populations autochtones et, à l'Ouest de Cmunt, du pays parcouru par les voies ferrées Cmunt-Budejovice (Budweis) et Cmunt-Trebon (Wittingau) jusqu'à leur bifurcation et même jusqu'à la gare de Cmunt (la ville elle-même étant attribuée aux Autrichiens).

A partir de Breclava, la frontière suit, jusqu'à l'embouchure de la Morava (March) avec le Danube, l'ancienne limite de la Basse-Autriche et de la Hongrie, c'est-à-dire les cours supérieurs de la Dyje (Thaya) et de la Morava, puis le chenal de navigation principal du Danube, contourne à l'Ouest Bratislava (Presbourg), pour atteindre, à l'Est de Kittsee, le point commun aux frontières de l'Autriche, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie.

La frontière tchéco-magyare, telle qu'elle résulte de l'article 27, 4^o, du traité de paix de Trianon, n'emprunte ni cours d'eau ni anciennes limites administratives, aussi exige-t-elle, pour être indiquée avec quelque précision, de nombreux détails. Voici approximative-

(1) Aux termes de l'article 83 du traité de Versailles, l'Allemagne avait renoncé, en faveur de l'État tchécoslovaque, à tous ses droits sur la partie du cercle de Leobschütz située à l'Ouest du prolongement vers le Nord de la ligne Oderberg-Katscher, au cas où, à la suite de la fixation de la frontière polono-allemande dans le territoire plébiscité de Haute-Silésie, la partie dudit cercle aurait été isolée de l'Allemagne. La décision de la Conférence des Ambassadeurs en date du 20 octobre 1921, ayant laissé à l'Allemagne toute la partie occidentale de la Silésie prussienne, il n'y a pas eu lieu d'appliquer ce paragraphe de l'article 83.

ment quel est son tracé : partant de la frontière tchéco-autrichienne, elle rejoint le Danube à Karlburg et suit le lit principal de ce fleuve, puis le cours de son affluent l'Ipel (Ipoly) jusqu'auprès de Velika (Vilke), au Sud-Sud-Ouest de Lucenec (Losonz), ne quittant le cours de l'Ipel qu'autour d'Ipel-Slahy (Ipolsag) afin de laisser un embranchement de voies ferrées à l'État tchécoslovaque. De l'Ipel au Hernad, la frontière prend une direction générale Nord-Est, passant successivement au Nord de Salgo-Tarjan et de ses mines, à l'Ouest de Banreve et de Torna, puis au Nord de Szitas, Janok et Buzita. Après avoir suivi pendant quelques kilomètres le cours du Hernad, la frontière quitte cette rivière pour prendre, à travers les derniers contreforts septentrionaux du massif de l'Hegyallya, une direction générale Est-Sud-Est et longer, à l'Ouest et au Sud, la voie ferrée de Kosice (Kassa) à Marmaros-Sihot (Marmaros-Sziget); elle s'appuie sur la Tisa (Tisza), en amont et en aval de Csap, suit au Sud une direction parallèle à la voie ferrée de Cap à Hust (Huszt), puis rejoint la Tisa qu'elle borde à l'Ouest et à l'Est de Vari.

La frontière entre la Russie Subcarpathique et la Roumanie déterminée par l'article 2-4^o du traité de Sèvres ou « des Frontières » suit, au Sud de la Tisa, une direction générale Ouest-Est, retrouve, près de l'embouchure de la Teresva (Turacz), la Tisa qu'elle remonte jusqu'à son changement de direction vers le Nord, puis la quitte à nouveau pour rejoindre vers le Nord-Ouest, près des sources de la Bila Tisa ou Tisa blanche, la frontière tchéco-polonaise.

Cette frontière de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, fixée, elle aussi, aux termes dudit traité de Sèvres (art. 1 et 2), est formée par l'ancienne limite de la Hongrie et de la Galicie autrichienne et suit, comme elle, les crêtes principales des Carpathes et des Beskydes, sauf sur deux points, à l'Est et à l'Ouest du saillant polonais de Nowy-Targ (Neumarkt) et en Silésie de Tesin (Teschen), où cette limite ne paraissait suivre ni le relief ni l'ethnographie. C'est la Conférence des Ambassadeurs qui a, le 28 juillet 1920, déterminé dans ces régions les souverainetés polonaise et tchécoslovaque; elle a divisé, par une ligne N.-N.-O. — S.-S.-E., parallèle au cours de l'Olsava (Olsa), l'ancien duché de Teschen en deux parties à peu près égales, sinon en valeur, du moins en superficie, et creusé dans la Hongrie septentrionale deux légères entailles au profit de la Pologne, à la base du saillant de Nowy-Targ.

Les frontières de l'État tchécoslovaque sont donc maintenant fixées d'une façon précise. Leur délimitation dans la région de Javorina (1) ne changera en effet rien d'essentiel à sa configuration géographique.

(1) V. ci-après p. 179.

II. — Les régions naturelles.

Dans un article remarquable sur *l'État tchécoslovaque*, M. de Martonne a ainsi dépeint dans son ensemble l'aspect physique du nouvel État : « Sur une surface égale au quart de celle de la France, la Tchécoslovaquie présente comme un raccourci de la géographie physique de l'Europe; montagnes, collines et plaines y sont également développées. La zone des plissements alpins y est représentée par les Carpathes, atteignant presque 3.000 mètres dans la Haute Tatra. Tous les caractères de la zone hercynienne, massifs forestiers, centres miniers et industriels, bassins relativement secs et agricoles, se retrouvent dans la Bohême. Entre les hauteurs de Moravie et les Carpathes, s'étend un couloir où se combinent les aspects des plaines danubienne et polonaise, entre lesquelles il établit un lien. Par son extension jusqu'au Danube, de Presbourg à l'Ipoly, l'État tchécoslovaque déborde même sur le bassin pannonique (1) ».

LA BOHÊME.

Lorsqu'on examine une carte géologique de l'Europe centrale, on est surpris du contraste entre la constitution du sous-sol de la Bohême et celle des pays environnants. En effet, la Bohême, dont le sol est formé de schistes cristallins et de roches granitiques intercalés, avec un noyau de terrains primaires, est entourée du quaternaire de la plaine allemande septentrionale, des trias thuringiens et franconiens, du tertiaire bavarois.

A cette indépendance géologique du sous-sol de la Bohême correspond une indépendance physique de sa superstructure. Les géographes allemands eux-mêmes ont été obligés de reconnaître cette indépendance du Massif bohémien.

La Bohême, qui mesure 51.950 km², présente la forme d'un quadrilatère fermé sur trois côtés par une enceinte continue de hautes montagnes, ce qui la fait ressembler étrangement à une forteresse moyennageuse, mais ouvert sur le quatrième côté, comme l'est une scène de théâtre.

Au Nord, elle est séparée de la Silésie allemande par une chaîne de petits massifs que l'on désigne généralement sous le nom de Su-

(1) *Op. cit.*, p. 164.

dètes. Les plus importants d'entre eux sont : les Jizerske hory (Isergebirge), les Krkonose (Monts des Géants), les Jilove hory (Eulengebirge) et les Orlicke hory (Adlergebirge). Les uns ont des croupes arrondies et ressemblent à des plateaux ; d'autres, plus pittoresques, présentent des escarpements et des parois à pic qui rappellent la Suisse saxonne. Entre ces hauteurs, recouvertes de forêts de pins, s'ouvrent de larges sillons dans lesquels règne une activité industrielle remarquable.

C'est dans les Monts des Géants que se trouve le point culminant de la Bohême, la Snezka ou Schneekoppe (1603 m.), et que naît l'Elbe ou Labe qui, grossie de l'Orlice (Adler), de la Jizera (Iser), de la Vltava (Moldau) et de l'Ohre (Eger), draine toutes les eaux de la Bohême, apportant avec elle la richesse dans les pays qu'elle traverse et, comme le dit M. Eisenmann, « attestant la puissance d'une unité géographique qui en Europe n'est égalée ou dépassée que par celle du bassin de Hongrie ».

Les Luzické hory ou Monts de Lusace, qui prolongent à l'Ouest les Sudètes, sont de simples plateaux revêtus de belles et profondes forêts, mais, plus à l'Ouest, les Krusné hory (Monts Métalliques, Erzgebirge) constituent un véritable bastion contre la Saxe. Très riche en minerais, cette dernière chaîne de montagnes attira de bonne heure les Allemands qui, après avoir pris possession des sommets et les avoir défrichés, s'installèrent sur le versant bohème aux pentes abruptes et ravinées.

Les Monts Métalliques sont prolongés au Sud par le massif des Smrciny (Fichtelgebirge) qui sépare la Bohême de la Franconie et constitue le nœud hydrographique de la région. C'est en effet sur ses flancs que prennent naissance : du côté allemand, la Saale qui va se jeter dans l'Elbe, le Main qui coule vers le Rhin, le Naab qui descend vers le Danube et, du côté tchèque, la Bela et l'Ohre dont les vallées, riches en lignite, constituent l'un des principaux centres métallurgiques du nouvel État.

Après les Smrciny, pointe extrême Ouest de la Bohême, son pourtour montagneux se prolonge au Sud-Est par les Monts de Bohême (Böhmerwald) qui prennent le nom de Cesky Les dans leur partie septentrionale et de Sumava dans celle méridionale. Cette chaîne de montagnes, avec ses parois abruptes du côté de la Bavière, forme une barrière solide contre elle ; elle constitue la frontière naturelle idéale. Toute cette région des Monts de Bohême est recouverte d'épaisses forêts de sapins et de hêtres. A leur aile méridionale se trouve la dépression de Budejovice où l'on rencontre, à côté de vastes étangs provoqués par une humidité constante, des

champs d'une fertilité remarquable et des vignobles très prospères.

Enfin, le quatrième côté du fameux « quadrilatère de Bohême » est formé par les hauteurs de Moravie qui commencent au Sud à la plaine de Trebon et rejoignent au Nord les Sudètes. Ces collines s'étagent en pentes douces, à l'Est et à l'Ouest d'un faite peu élevé, vers les vallées de la Vltava et de la Morava. Leurs eaux suivent des vallées profondes et fertiles et s'en vont ou bien vers l'Elbe, la Bohême et la mer du Nord, ou bien vers la Moravie, le Danube et la mer Noire. Par-dessus ce long palier, dont les plus hauts sommets ne dépassent guère 800 mètres, les Slaves de Bohême et de Moravie peuvent se donner la main; comme le dit Auerbach : « c'est une allée à double issue ».

Le centre de la Bohême est constitué par un massif de gneiss pauvre et ingrat; le sous-sol y est dépourvu de richesses minérales et le climat y est très âpre; c'est la région de Tabor. Mais, autour de ce noyau déshérité par la nature, se trouvent des contrées riches et fertiles qui renferment de nombreux gisements de fer et de houille et, jusqu'aux contreforts du pourtour montagneux, se couvrent d'abondantes moissons. Cette plaine centrale a été de bonne heure occupée par l'homme; les Tchèques en firent le centre de leur résistance contre la colonisation germanique.

C'est au cœur même de cette région, dans la vallée de la Vltava, que se trouve Prague (Praha), la capitale du nouvel État. Populeuse avec ses 720.000 habitants, centre industriel, agricole et commercial très actif, elle est aussi l'un des premiers foyers intellectuels et, en raison de la magnificence de ses édifices et de ses monuments antiques, l'une des plus belles villes européennes; elle reflète, dans ce grand livre du genre humain, comme Victor Hugo appelle l'architecture, toute une histoire nationale; elle est vraiment une capitale et, qui plus est, une capitale slave (1).

En somme, la Bohême, pays hercynien de l'Europe centrale, avec ses massifs aux sommets arrondis et recouverts de forêts, avec ses vallées fertiles au climat chaud et sec, avec son sous-sol granitique et le plus souvent riche en calcaires, en basaltes, avec ses bassins miniers, doit présenter, et présente en fait, une variété de ressources infinie. De plus, la ceinture montagneuse qui l'entoure lui fournit une ligne de défense admirable, tout au moins au Nord, à l'Ouest et au Sud, c'est-à-dire là même où ses voisins ne peuvent pas être comptés parmi ses amis naturels.

(1) En dehors de Prague, les villes de Bohême les plus importantes sont : au Nord Liberec (Reichenberg), au Sud Budejovice, à l'Ouest Plzen, avec, en chiffres ronds, 36.000, 45.000 et 88.500 habitants.

LA MORAVIE ET LA SILÉSIE.

Les deux masses granitiques de Bohême et de Slovaquie sont séparées par une large coulée de terrains tertiaires que suit la Morava et qui constitue le couloir de Moravie, région de transition par excellence aussi bien au point de vue géographique qu'aux points de vue ethnographique et historique.

La **Moravie** est étroitement encadrée entre les hauteurs bohèmes-moraves, au Nord-Ouest, et les Bile Karpaty ou Carpathes blanches, au Sud-Est. Au Nord-Est, la plaine morave semble se terminer en cul-de-sac entre les deux parties de la Silésie tchèque qu'elle sépare l'une de l'autre; elle trouve cependant une issue entre le plateau du Jeseník (Gesenke), dernier contrefort oriental des Sudètes, et les premières terrasses des Carpathes par la « Porte de Moravie ». Ce passage étroit est d'une importance considérable. N'est-ce point lui, en effet, qu'empruntent l'Oder, la Morava et son affluent la Becva (Beczwa) et qui fait communiquer Vienne et la plaine hongroise avec la grande plaine de l'Europe septentrionale, notamment Breslau, Cracovie, Varsovie?

Au point de vue hydrographique, la Moravie tourne en quelque sorte le dos à la Bohême. Tandis que toutes les eaux de la Bohême convergent vers l'Elbe, dont l'orientation est le Nord-Ouest, les rivières de Moravie vont toutes, à l'exception de l'Oder, se joindre à la Morava, originaire des Sudètes, qui suit une direction Nord-Sud pour aller se jeter dans le Danube. La Moravie dépend donc moins des pays allemands que des pays slaves.

Dans son ensemble, la Moravie est plus monotone et moins riche que la Bohême; la température y étant très rigoureuse, les rendements agricoles y sont notablement inférieurs. Les régions montagneuses des Beskides et des Carpathes blanches, au Nord-Est et au Sud-Est de la Moravie, sont particulièrement pauvres. Seules, les plaines baignées par la Morava, la Dyje et ses affluents, sont d'une fertilité remarquable.

Brno (Brünn), la capitale de la Moravie, dont la population atteint 221.730 habitants, est l'une des villes industrielles les plus importantes du nouvel État, et la pointe d'Ostrava-Vitkovice (Ostrau-Wittkowitz), l'un de ses plus puissants centres houillers et métallurgiques (1).

(1) Moravská Ostrava (Mährisch-Ostrau), qui dépasse 200.000 habitants, et Olomouc (Olmütz), qui en compte environ 50.000, sont les 2^e et 3^e villes moraves.

La **Silésie** tchèque, enfoncée comme un coin entre les Carpathes et les massifs de l'Europe centrale, n'est qu'un lambeau de la riche Silésie, fleuron de la couronne des Habsbourg avant 1742. Placée, comme on l'a dit, au confluent de deux mondes, elle est encore, malgré son exigüité, d'une extrême importance.

Coupée en deux tronçons par la Moravie, elle se divise en Silésie d'Opava, dont la nature physique ressemble à celle des Monts des Géants, et en Silésie de Tesin, au Nord, plate, riche en minerais et industrielle et au Sud, montagneuse et boisée, comme les Beskides auxquelles elle se trouve adossée. Les frontières de la Silésie de Tesin, comme celles de la Silésie d'Opava, ne sont le plus souvent que des frontières conventionnelles. Nous verrons, en étudiant le différend tchéco-polonais relatif à l'ancienne Silésie de Teschen, l'importance de ce pays au point de vue géographique et stratégique, importance due en grande partie aux défilés qui donnent accès à la vallée slovaque du Vah (Waag), notamment à celui de Jablunkov (Jablunka), et aussi à sa position avantageuse au milieu de grandes et riches unités économiques.

LA SLOVAQUIE ET LA RUSSIE SUBCARPATHIQUE.

La **Slovaquie** est formée, en majeure partie, de granits, de terrains tertiaires et de roches volcaniques; bordée à l'Ouest et au Nord de flysch, elle est pour ainsi dire encastrée entre le quaternaire des plaines magyare et polonaise. En deux endroits seulement, elle est en contact géologique avec les États voisins : à l'Est, dans les Carpathes, où les crêtes gréso-schisteuses se retrouvent de part et d'autre de la frontière, et au Sud, dans la région danubienne, où les rivières slovaques, Vah, Nitra (Neutra) et Hron (Gran), ont formé des terrains alluviaux semblables à ceux des plaines magyares occidentales.

La Slovaquie présente, non seulement une certaine unité géologique, mais encore une unité physique nettement caractérisée. Sauf dans la région danubienne, où l'on trouve de vastes plaines marécageuses et fertiles, et sur le bord méridional de la Slovaquie orientale, où une bande de terres basses s'étend entre l'Ipel et le Hernad aux pieds des Slovenske Krusnohori ou Monts Métallifères et s'élargit, au delà de l'Ondava, dans les vallées de la Tisa et de ses affluents, la Slovaquie est une région accidentée. Son relief tourmenté, déchiqueté, la fait ressembler à la Suisse, mais ses sommets ne dépassent guère 2.500 mètres. Comme le dit M. Eisenmann : « Si la Bohême est une cuvette aux larges rebords et la Moravie un entonnoir allongé

entre deux rangées de collines, la Slovaquie, elle, est essentiellement un éventail de montagnes, ouvert du Nord-Ouest au Sud et bordé sur tout son déploiement d'une frange plus ou moins large de plaines (1) ».

Le bord extérieur de cet éventail de montagnes, qui recouvre la majeure partie de la Slovaquie et aussi de la Russie Subcarpathique, est formé : à l'Ouest, par les Carpathes blanches et le massif des Javorniky, qui la séparent de la Moravie, et au Nord, par les Beskides, les Vysoke Tatry ou Hautes Tatras et la Spisska Magura (Zipser Magura), qui constituent la frontière commune de l'État tchécoslovaque et de la Pologne.

Les seules brèches importantes du formidable bastion Nord sont, dans les Beskides de l'Est, les cols de Dukla et de Lapkow, faisant communiquer ensemble les bassins de la Vistule et de la Tisa, et, entre les Carpathes blanches et les Beskides, la passe de Jablunkov, grande voie de passage entre l'Europe du Nord, en particulier l'Allemagne et la Pologne, et l'Europe du Sud, l'Autriche, la Hongrie et les pays balkaniques.

Quant au bastion Ouest, formé par les médiocres hauteurs des Malé Karpaty ou Petites Carpathes et des Carpathes blanches et par celles, plus imposantes, mais très accessibles, de la Javorina, il était beaucoup plus vulnérable, aussi est-ce grâce au pont morave que la civilisation occidentale a pénétré en Slovaquie et que la liaison a toujours été assurée entre les Slovaques et les Tchèques.

Le bord intérieur de cet immense arc montagneux est formé par les Monts Métallifères dont le rôle fut important dans l'histoire slovaque. Ne servirent-ils pas en effet de refuge aux populations indigènes lors des invasions avares et magyares au ^xe siècle, mongoles au ^{xiii}e et turques au ^{xvi}e ?

Le centre des montagnes qui recouvrent ainsi la Slovaquie, est constitué par le majestueux massif de la Haute Tatra, aux parois abruptes, aux crêtes sauvages et nues, aux lacs innombrables. Bien que l'hiver y soit rigoureux, on y trouve, jusqu'aux environs de 1.000 mètres, des champs de céréales, des prairies, des pâturages et jusqu'à 1.400 mètres, de véritables forêts vierges.

La Slovaquie est l'un des nœuds hydrographiques les plus importants de l'Europe. Elle est en effet la région des sources du Proprad et de la Dunajec, qui font partie du bassin de la Vistule et par conséquent de la Baltique, du Vah, de l'Orava, du Hron, de l'Ipel, dont les eaux vont se jeter dans le Danube, de la Slana (Sajo), du Hernad,

(1) *Op. cit.*, p. 24.

du Bodrog, de l'Ondava et de leurs affluents, qui, par la Tisa, font eux aussi partie du bassin danubien.

Tandis que les montagnes slovaques sont recouvertes de prairies verdoyantes ou de forêts de hêtres et de sapins, les vallées de ces rivières, pour la plupart exposées aux vents tièdes du Sud, offrent à la production agricole un rendement et une qualité remarquables.

Le sous-sol de la Slovaquie est très riche en minerais et renferme d'abondantes sources minérales. Les centres métallurgiques les plus importants sont ceux de la vallée du Hron et du bassin de la Slana, à l'Ouest et à l'Est des Monts Métallifères (1).

Enfin, la Slovaquie est prolongée au Sud-Est par le territoire de Marmaros, appelé **Russie Subcarpathique**, dont elle est séparée par une ligne montant de Cap vers Uzhorod (Ungvar), contournant cette ville à l'Ouest et, après avoir suivi le cours de l'Uh (Ung), allant rejoindre la passe d'Uzok dans les Beskides. Cette région, qui mesure 12.097 km², est montagneuse et boisée dans ses parties orientale et septentrionale, elle est au contraire basse et agricole le long de sa frontière avec la Hongrie, dans le pays arrosé par la Tisa et ses affluents. Elle est sillonnée par quelques rivières, orientées Nord-Sud, comme la plupart des rivières slovaques. Malgré l'importance du bourrelet carpathien qui la limite au Nord, elle peut communiquer avec la Galicie par des cols assez élevés, comme celui connu sous le nom de « Porte des Magyars » (pr. Tatarsky) (2.058 m.). Le pays est riche en minerais de fer, en pétrole, en sel, en eaux minérales. L'industrie y est peu développée (2).

(1) La capitale de la Slovaquie est Bratislava, sur le Danube, dont la population atteint 93.000 habitants. Kosice, avec ses 52.000 habitants, est l'un des centres régionaux slovaques les plus importants.

(2) Les principales villes ruthènes sont : Uzhorod (18.000 habitants), Munkacevo (Munkacs) et Hust.

CHAPITRE II

PUISSANCE ÉCONOMIQUE (1)

De tous les États sortis des ruines de l'Autriche-Hongrie ou agrandis par suite de son démembrement, la Tchécoslovaquie est, au point de vue économique, le plus actif et le plus puissant. Dans la vie économique de l'ancienne Monarchie dualiste, elle occupait la première place et c'était, on peut le dire, grâce à elle si l'Autriche-Hongrie arrivait en bon rang parmi les États producteurs. En effet, les pays tchèques, qui ne composaient que les 25,4 % du territoire cisleithan et ne renfermaient que les 35, 5 % de sa population, produisaient la moitié de ses récoltes de céréales et fournissaient plus des 4/5 de sa production minière; la moitié des exportations de l'empire d'Autriche provenait des pays tchèques et 48 % de ses lignes de chemins de fer se trouvaient sur leur sol. De son côté, la Slovaquie occupait une place très importante dans la vie économique de la Hongrie.

Cette *prospérité exceptionnelle* de la Tchécoslovaquie vient de ce qu'elle est très favorisée au triple point de vue du groupement des richesses naturelles, de l'équilibre entre les productions agricole et industrielle et des qualités de ses populations. Son climat est propice à l'agriculture; son sol, dont nous avons déjà apprécié les qualités géologiques, est des plus fertiles; son sous-sol renferme des gisements miniers à la fois nombreux et variés; la race qui habite son territoire est parmi les plus intelligentes, les plus travailleuses, les plus tenaces et les plus instruites du monde.

L'un des principaux facteurs de la vitalité économique du nouvel État réside dans l'équilibre entre les productions agricole et industrielle, équilibre qui se manifeste à la fois lorsque l'on considère leur valeur respective et lorsque l'on envisage le nombre des gens qui travaillent à chacune d'elles. En effet, sur 100 personnes vivant

(1) Bibliographie : DEDECEK, *op. cit.*, p. 169 et s. — EISENMANN, *op. cit.*, p. 67 et s. — de MARTONNE, *op. cit.*, p. 172 et s. — Ch. RIVET, *Les Tchécoslovaques*, Paris 1921, p. 273 et s. — *La République tchécoslovaque*, *op. cit.*, p. 37 et s. — *Manuel statistique de la République tchécoslovaque*. — *Le Temps*, supplément illustré, juillet 1922.

en Tchécoslovaquie de leur travail, 41 sont employées dans l'agriculture, 30 dans l'industrie, 9 dans le commerce et 20 dans les professions libérales et l'armée. Et encore, cette dernière catégorie diminuera-t-elle au profit des autres lorsque l'Europe aura repris sa vie normale et que, par suite de la consolidation de la paix, une partie du contingent de l'armée pourra être rendue à la vie civile !

I. — Agriculture.

La Tchécoslovaquie a un *climat* qui tient le milieu entre le climat maritime de l'Europe occidentale et le climat continental de l'Europe orientale. Ses hivers, s'ils sont plus rigoureux que ceux de pays comme la France ou l'Angleterre, le sont beaucoup moins que ceux de la Russie et de la Pologne ; ses étés sont moins chauds que ceux de la plaine hongroise. La moyenne des températures de janvier et juillet donne, pour la majeure partie du territoire, l'isotherme de 8° ; dans les chaînes des Carpathes et dans le pourtour montagneux de la Bohême, il ne descend pas au-dessous de 5°. Son climat est donc bien un climat tempéré.

En Tchécoslovaquie, les vents dominants sont ceux qui soufflent de l'Ouest, le plus souvent du Nord-Ouest. Les pluies y sont peu abondantes, sauf dans les régions montagneuses ; la hauteur des précipitations atmosphériques, qui n'est que de 400 à 500 millimètres au centre de la Bohême, en atteint 1.000 à 1.400 dans les montagnes. Cette moyenne, plutôt défavorable, est compensée par une heureuse répartition des pluies entre les saisons ; les 2/3 de ces pluies tombent en effet pendant le printemps et l'été, c'est-à-dire aux époques où elles sont le plus nécessaires à l'agriculture.

Grâce à cette distribution favorable des pluies, due en grande partie aux immenses forêts qui recouvrent ses montagnes frontières, grâce à son climat tempéré, à la fertilité de son sol et aussi aux méthodes perfectionnées de ses cultivateurs, méthodes dont le mérite de la diffusion revient surtout à ses syndicats, écoles et journaux professionnels, la Tchécoslovaquie venait, dans l'ancien empire d'Autriche-Hongrie, au premier rang des pays producteurs de **céréales**. 47,1 % de l'orge, 16,1 % du froment, 37,5 % de l'avoine, 39 % du seigle, 37,4 % des pommes de terre n'y étaient-ils pas produits par la Bohême, la Moravie, la Silésie, la Slovaquie et la Russie Subcarpathique ?

Le seul fait que 43,14 % de la superficie de l'État tchécoslovaque sont en terre arable, 18,52 % en prés et pâturages, 33,16 % en forêts et 5,18 % seulement en terrains improductifs est la meilleure preuve

de son activité agricole. Si d'ailleurs en Slovaquie et en Russie Subcarpathique, où dominent les forêts et les pâturages, la surface du sol arable est inférieure à la moyenne, par contre en Bohême, en Moravie et en Silésie, régions depuis longtemps occupées par l'homme, la moyenne de ce sol dépasse 50 % et il n'y a guère comme terre inexploitée que celle occupée par les bâtiments, les routes, les cours d'eau, etc...

La principale céréale cultivée en Tchécoslovaquie est le seigle qui couvre 17 % de sa terre arable; ensuite viennent l'avoine (15 %), les pommes de terre (15 %), l'orge (14 %), la betterave, le houblon, le colza et les autres produits industriels (12 %), le blé (11 %), les plantes fourragères (6 %), le maïs (3 %). 7 % du sol restent en jachère.

L'avoine, qui aime la fraîcheur et l'humidité, se plaît surtout dans les régions accidentées, en particulier dans les Carpathes. Là où l'on trouve l'avoine, on trouve aussi le seigle. La pomme de terre réussit aux moyennes altitudes, dans les terres pauvres de la Slovaquie; sa récolte est en partie consommée par la population et en partie utilisée à la fabrication de l'alcool; elle se trouve être ainsi à la fois une culture alimentaire et une culture industrielle. La culture exigeante de la betterave trouve des conditions favorables dans les vallées fertiles de la Bohême et de la Moravie, principalement dans celles de l'Elbe et de la Morava où elle alterne avec le blé et le seigle; l'extension considérable de cette culture, dont la production, à raison de 225 q. à l'hectare, atteint 47.000.000 de quintaux en Bohême et 14.000.000 en Moravie, fait de la Tchécoslovaquie le premier pays exportateur de sucre de betterave. L'orge, dont on récolte la meilleure sorte dans les terres riches des bassins de Brno et d'Olomouc et dont la production à l'hectare était avant-guerre de 17 q. en pays tchèques, est employée dans l'industrie de la brasserie, à laquelle la Bohême fournit d'excellent houblon. Dans cette culture du houblon, l'État tchécoslovaque se place au premier rang tant pour la qualité que pour la quantité à l'hectare et au quatrième pour la quantité absolue. C'est dans les plaines de la Nitra et du Vah que la culture du blé est le plus développée, mais c'est dans la plaine crétacée de la Bohême qu'elle fournit les plus forts rendements. La Bohême produit la moitié du lin, du chanvre et du colza de l'ancienne Autriche, cependant ses récoltes ne suffisent plus aux besoins de plus en plus impérieux de son industrie. Le maïs, qui sert à l'alimentation du bétail, et le tabac, dont la récolte annuelle atteint environ 60.000 q., sont fournis par la Slovaquie.

Si du Canada, des États-Unis et de tous les États européens

d'avant-guerre, à l'exception de la Turquie et du Luxembourg, on dresse une liste qui, avec la Tchécoslovaquie, comprend 23 noms et si l'on compare leur production moyenne par tête d'habitant entre 1909 et 1913, on inscrit la Tchécoslovaquie 13^e pour le froment, 3^e pour l'orge, 4^e pour le seigle, 7^e pour l'avoine, 2^e pour les pommes de terre.

Si nous passons des cultures alimentaires et industrielles aux **cultures fruitières et maraîchères**, nous constatons que là encore les pays tchèques et slovaques ne le cèdent en rien aux autres pays européens. En Bohême, des régions entières sont plantées d'arbres fruitiers, par exemple les environs de Jicin (Gitschin) et de Litomerice (Leitmeritz). Quant à la Moravie, grâce à son climat privilégié, elle est le pays des cultures fruitières par excellence.

La vigne est l'objet de grands soins en Bohême, en Basse-Moravie et en Slovaquie; elle fournit des vins d'une renommée universelle, tels que ceux de Melnik, de Znojmo (Znaïm) des rives de la Tisa, où les collines donnent un vin qui a le feu du célèbre Tokaj.

La Tchécoslovaquie est boisée sur une étendue totale de près de 5 millions d'hectares, soit 33 % environ de sa superficie, ce qui en fait l'un des pays les plus riches en **forêts** de l'Europe. La zone forestière suit le pourtour montagneux de la Bohême, s'élargit dans la partie occidentale de la Silésie d'Opava, couvre les Carpathes blanches et les Petites Carpathes, les Beskides et les Tatras, s'étale dans les Monts Métallifères et dans la Russie Subcarpathique, surtout dans sa partie orientale qu'elle recouvre entièrement. Les principales essences d'arbres de ces forêts sont, parmi les conifères : le pin, qui, à lui seul, couvre le tiers de leur totalité, puis le sapin et le mélèze et, au nombre des arbres à feuilles : le hêtre, qui domine en Slovaquie, le chêne, le frêne et, en plus faible proportion, le charme, l'acacia, l'orme, le bouleau. Leur exploitation fournit annuellement plus de 2.000.000 de stères de bois dur et près de 11.000.000 de stères de bois tendre.

La production des céréales, des plantes textiles, des arbres fruitiers et des forêts n'a d'ailleurs pas atteint son maximum; elle augmentera incontestablement, au fur et à mesure que seront appliquées les lois agraires (1) et que sera améliorée par elles la répartition de la propriété foncière. C'est qu'en effet, lors du démembrement de l'empire austro-hongrois, les conditions de cette propriété étaient loin d'être satisfaisantes. En Bohême, en Moravie et en Silé-

(1) Ces lois, dont la plus importante est celle du 16 avril 1919, prévoient la réduction, moyennant indemnité, des grandes propriétés foncières, la vente des terres appropriées aux petits propriétaires et aux ouvriers agricoles et l'organisation de caisses de crédit spéciales permettant aux paysans d'accéder à la propriété.

sie, 55 % seulement des champs, prés, pâturages et jardins dépendaient des propriétés de moins de 20 hectares et 31 % appartenaient à un millier de propriétaires seulement, la plupart allemands. En Slovaquie, la situation n'était pas meilleure puisque la moitié du sol était entre les mains de grands propriétaires magyars. En Russie Subcarpathique, pays classique de la grande propriété, les biens d'un seul individu s'étendaient sur le tiers du territoire, alors que le paysan ruthène ne possédait pas 15 % de son sol.

Les *rendements agricoles* de la République tchécoslovaque, qui ont diminué pendant la guerre pour les mêmes raisons que ceux des autres pays, se relèvent depuis la paix; ils augmenteront encore lorsque l'agriculture de la Slovaquie, dont les richesses naturelles sont très grandes, sera devenue plus savante et plus intensive. Les progrès très rapides faits par cette province depuis la conquête de son indépendance sont du meilleur augure pour l'avenir.

Comment d'ailleurs ne pas fonder les plus belles espérances sur l'agriculture d'un pays comme la Tchécoslovaquie dont l'admirable organisation coopérative comprend 13.088 sociétés avec 2.500.000 membres?

II. — Élevage.

Au cours des hostilités, le cheptel des pays tchèques et slovaques n'a pas été plus épargné par les pouvoirs publics et l'administration militaire de l'empire austro-hongrois que l'ont été les produits du sol. Par suite d'une alimentation insuffisante et des réquisitions répétées, ce cheptel a considérablement diminué en valeur et en quantité.

Avant la guerre, l'élevage était particulièrement florissant en Tchécoslovaquie; on comptait en effet, par 100 hectares de terres cultivables, 51 bovidés, 29 porcs et 15 moutons, c'est-à-dire, en ce qui concerne les deux premières catégories de bétail, plus que la France et la Grande-Bretagne et tout de suite après les deux pays où l'élevage est le plus intensif, le Danemark et l'Allemagne; les pays tchèques (sans la Slovaquie) dépassaient même, avec 62 têtes de bétail bovin par hectare, l'Allemagne, le deuxième de ces pays.

Le **bétail à cornes** était en progression constante; il avait augmenté de 200.000 têtes entre 1880 et 1910 et la moyenne du nombre total de bovidés, pendant la période 1909-1913, avait atteint le chiffre de 4, 6 millions, soit 337 pour 1.000 habitants. C'est en Bohême, pays relativement sec, principalement dans le Sud et dans l'Est, que cet élevage a pris le plus d'extension et que la proportion entre l'importance de la population et le nombre de têtes de bétail est la plus forte, mais c'est la Moravie, pays dont le sol est plus hu-

mide, qui possède la meilleure race laitière et élève le plus grand nombre de bovidés par rapport à sa surface (avant-guerre, 86 têtes au km²).

Les prairies des riches vallées de la Morava et de la Basse-Nitra nourrissent des **chevaux** d'une belle race. Si, en 1919, la Tchécoslovaquie ne possédait que 482.000 chevaux, elle en comptait, en 1910, 747.000. Comme dans la plupart des pays de l'Europe, entre 1880 et 1910, en Tchécoslovaquie, à une augmentation du cheptel bovin correspondait une diminution de l'effectif ovin. Malgré tout, les pays tchèques et slovaques faisaient encore bonne figure dans les statistiques avec leurs 1.600.000 **moutons**, provenant surtout des régions sèches des Beskides, des Carpathes et des plaines slovaques.

Par contre, le nombre des **porcs** a triplé de 1880 à 1910; il a atteint, entre 1909 et 1913, la moyenne de 2, 6 millions de têtes, soit 190 par 1.000 habitants et 18 % de l'effectif total des troupeaux de l'ancienne Autriche-Hongrie. Cet élevage, dont les centres les plus actifs sont ceux de Pardubice (Pardubitz) et de Prague, a donné un essor considérable à la fabrication des jambons et de la charcuterie. La *chèvre* est la « vache du pauvre » dans les régions montagneuses.

III. — Richesses minérales.

Dans l'ancienne Autriche-Hongrie, la Bohême et la Silésie étaient les mieux pourvues en combustibles minéraux. Pour se faire une idée de l'importance de ces ressources minières, il suffit de constater qu'en 1913 on extrayait du sous-sol des pays tchécoslovaques 230,2 millions de quintaux de lignite et 142,7 millions de quintaux de **houille**, soit respectivement les 5/6 et les 4/5 de la production totale de la Double-Monarchie.

Les plus importants gisements houillers sont ceux de Kladno, de Plzen-Stribro (Mies), de Zacler (Schatzlar) en Bohême, ceux de Rosice (Rossitz) en Moravie et ceux de Moravska-Ostrava et de Karvinna dans la Silésie de Tesin, prolongement des riches houillères de la Haute-Silésie prussienne et polonaise (1).

Voici quelle a été, en 1919, l'extraction en tonnes de chacune de ces régions :

Ostrava	6.852.000 t.	soit 69,6 %	de l'extraction totale tchèque.
Kladno	1.419.000	— 14,4 %	—
Plzen-Stribro.	920.000	— 9,3 %	—
Zacler	343.000	— 3,5 %	—
Rosice	320.000	— 3,2 %	—

(1) Une partie du bassin d'Ostrava produit du charbon servant à la fabrication du coke.

L'extraction de la houille a été en progrès continu de 1876 à 1916, passant, pendant cette période, de 3.100.000 tonnes à 14 millions de tonnes; de 1916 à 1918, elle est redescendue, par suite de la guerre, à 10.900.000 t., mais dès 1920 elle a marqué une reprise à 11.140.000 t. et en 1921 elle a atteint 11.650.000 t. Malgré son importance, cette production ne suffit pas à la consommation intérieure de la Tchécoslovaquie, pays industriel par excellence et qui de plus, en vertu du traité de paix de Saint-Germain, est tenue de livrer environ le quart de son charbon à l'Autriche et à la Pologne.

Dans quelle situation critique se serait donc trouvé le nouvel État si la région d'Ostrava-Karvinna avait été attribuée à la Pologne. Songeons, en effet, que la quantité de houille dont il peut disposer annuellement serait diminuée des $\frac{2}{3}$ et que sa réserve totale, au lieu d'atteindre 8 milliards et demi de tonnes, ne dépasserait pas le demi-milliard !

L'extraction du **lignite**, plus facile que celle de la houille, la dépasse de beaucoup. Son principal siège est aux pieds des Monts Métalliques, dans les vallées de l'Ohre et de la Bela. On le trouve également à Hodonin (Goding) en Moravie du Sud et à Handlova dans la région slovaque de Nitra. L'industrie tchécoslovaque ne peut guère compter que sur le premier de ces bassins, celui de la Bohême du Nord-Ouest, dont les gisements s'échelonnent entre Cheb (Eger) et Usti (Aussig) par Falknov (Falkenau), Karlovy Vary (Carlsbad), Chomutov (Komotau), Most (Brüx), Duchcov (Düx) et Teplice (Teplitz). Ne fournissait-il pas en 1913, à lui seul, 17 à 18 millions de tonnes, soit les $\frac{2}{3}$ de la production autrichienne et son extraction en 1919 n'atteignait-elle pas, avec ses 16.545.000 t., les 97,8 % de l'extraction totale de l'État? (Moravie 22.800 t. et Slovaquie 13.200 t.) On évalue la réserve totale de ce bassin à 11 milliards de tonnes.

Comme celle de la houille, la production du lignite, après avoir été en progrès de 1876 à 1916, a diminué entre 1916 et 1918, mais elle n'a pas tardé à remonter, pour atteindre en 1919 les chiffres que nous venons d'indiquer et en 1921, 21 millions de tonnes. Il n'est pas douteux que la production en lignite de l'État tchécoslovaque se relèvera encore. D'ailleurs, cette production dépasse largement la consommation de son industrie et lui permet de combler, par des échanges, notamment avec l'Allemagne, le déficit de sa production houillère.

Les pays tchécoslovaques sont également très riches en **minerais de fer** que l'on trouve partout en abondance. Les gisements les plus considérables en étendue et en puissance sont ceux de la Bohême centrale et des Monts Métallifères en Slovaquie. Les principales exploitations des formations siluriennes bohèmes sont celles de Koma-

rov, d'Osek, de Kvan et de Zahorany; elles renferment des minerais à structure oolithique, composés surtout de chamoisite, de siderose, d'hématites rouge et brune; on évalue à 1 million de tonnes leur extraction annuelle et à 35 millions de tonnes leur réserve. Les minerais de fer de Slovaquie sont exploités dans les régions de Spis (Zips, Szepes), entre Dobsina et Kosice, de Gemer (Gemör) et d'Abauj-Turna; la siderose s'y trouve mêlée à d'autres minerais, notamment à des minerais de cuivre; leur teneur en fer oscille entre 36 et 38 %, mais elle atteint parfois 50 %. L'extraction de ces filons slovaques a atteint, en 1912, 1.525.430 tonnes de minerai et leurs réserves vraisemblables sont évaluées à 47 millions de tonnes. La Moravie est également riche en fer; mais les gisements y sont peu étendus et difficiles à exploiter; l'extraction des minerais de fer a, elle aussi, notablement diminué au cours de la guerre, mais, depuis le démembrement de l'empire austro-hongrois, elle n'a cessé de reprendre.

La Tchécoslovaquie renferme encore quantité d'autres minerais. C'est ainsi qu'en 1913 on retirait de son sous-sol 111 q. de minerai d'urane, 516 q. de minerai de wolfram, 10.832 q. de minerai de soufre, 6.384 q. de minerai de zinc, 9.385 q. de minerai d'étain, 201 q. de minerai d'antimoine et 430.000 q. de sel gemme.

La Bohême fournit du minerai de plomb qu'elle extrait des mines de Příbram, entre Prague et Plzeň, et de Stržeb, à l'Ouest de Plzeň; elle possède aussi de riches gisements de graphite. En 1917, la production tchécoslovaque de ces deux minerais atteignait, pour le plomb, 83.705 q. et pour le graphite, 288.835 q.

La Slovaquie, dans la région de Gbely (Egbeľ), à la pointe sud-occidentale des Carpathes blanches, renferme du **naphte** en quantités appréciables, puisque le rendement de ses puits atteint 60 à 70.000 q. La ressemblance, au point de vue géologique, des deux versants des Carpathes et les sondages qui y ont été opérés laissent croire à la présence en Slovaquie orientale et en Russie subcarpathique de gisements pétrolifères importants; cette richesse en pétrole offrirait à la Tchécoslovaquie une compensation à l'insuffisance de sa production houillère.

A la liste des richesses minérales de l'État tchécoslovaque, il faut ajouter la **pechblende** ou pechurane qu'on exploite en Bohême à Jáchymov (Joachimstal), sur les pentes méridionales des Monts Métalliques; on en extrait le radium, pour la production duquel cet État se place au premier rang de toutes les puissances mondiales.

L'**or et l'argent** eux-mêmes ne manquent pas en Bohême et en Slovaquie, pays qui jouissent d'une réputation universelle au temps où la recherche des métaux précieux était la principale préoccupation

de l'industrie minière. Bien que les exploitations tchécoslovaques aient subi de nos jours la concurrence écrasante de celles américaines, infiniment plus riches que les leurs, elles méritent une mention spéciale avec une extraction qui en 1913 atteignait 266 kg. d'or et 48.062 kg. d'argent. Stiaunica (Schemnitz), Kremnica (Kremnitz) en Slovaquie, au Sud des Tatras, et Příbram sont restés les principaux centres de la production tchécoslovaque en or et en argent.

Tous ces chiffres prouvent éloquemment de quelle importance et de quelle variété sont en Tchécoslovaquie les industries extractives qui, dans les 61.563 mines, dont 40.939 de charbon, recensées en 1913, exploitaient tous les minéraux indispensables à l'industrie, à l'exception seulement de l'asphalte et du mercure. Elles se complètent d'ailleurs par l'exploitation de nombreuses carrières. Le kaolin, que l'on trouve principalement dans les régions de Plzeň, de Karlovy Vary, de Znojmo, le feldspath, la terre à feu des Monts Métalliques, de Budejovice et de Lucenec, l'argile à briques, dont les centres d'extraction les plus importants sont ceux de Prague, de Brno, de Breclava, alimentent des briqueteries, des fabriques de poteries, de terres cuites et de porcelaine. Le sable du Nord de la Bohême et de Lucenec est très recherché pour la fabrication du verre. Un très beau granit est extrait du Sud de la Bohême et exporté par l'Elbe et la Vltava.

Enfin la Tchécoslovaquie est l'un des pays d'Europe les plus riches en **sources minérales et thermales**. Ces sources sont non seulement très nombreuses (170), mais encore abondantes et variées; les plus connues sont celles de Karlovy Vary, de Frantiskovy Lázně et de Mariánské Lázně (Marienbad), Jáchymov et Teplice en Bohême de Luhačovice en Moravie, de Zvolen et de Píšť (Pöstyön) en Slovaquie. L'État tchécoslovaque, principalement la Slovaquie, possède en outre d'importantes stations climatiques.

IV. — Industrie.

Grâce à la présence de ces nombreux minerais dans le sous-sol du pays tchécoslovaque, grâce à leur extraction sans cesse croissante, grâce aussi à une abondante main-d'œuvre et à une grande disponibilité de capitaux, la vie industrielle est devenue si intense en Bohême, en Silésie et dans certaines parties de la Moravie qu'à la veille de la guerre, 80 % de l'industrie austro-hongroise étaient concentrés dans ces trois seules provinces. D'après M. Russel (1) : « La Tchéco-

(1) *Journal des Débats*, *sup*^l ill., avril 1921, p. 14.

slovaquie produisait avant la guerre 92 % du sucre de l'ancienne monarchie austro-hongroise, 46 % de l'alcool, 57 % de la bière, 87 % du malt, 50 % des produits alimentaires, 75 % des produits chimiques, 60 % des métaux, 100 % de la porcelaine, 92 % du verre, 75 % du coton, 80 % de la laine, 90 % du jute, 70 % du cuir, 90 % des gants, 75 % des chaussures, 65 % du papier ».

La plus prospère des **industries agricoles** tchécoslovaques est l'industrie sucrière qui, en moyenne, entre 1909 et 1918, a produit 1.158.000 t. de sucre brut, soit 15 % de la production mondiale de sucre de betterave et 7 % de la production mondiale de tous sucres. La consommation intérieure ne pouvant absorber qu'une faible partie de cette production, les pays tchécoslovaques exportent chaque année de grandes quantités de sucre.

Comme importance, la fabrication de la bière vient immédiatement après celle du sucre. 140 malteries, la plupart moraves, produisaient, en 1913, 230.000 t. de malt, dont les 5/6 étaient livrés à l'exportation, et 20.000 ouvriers, occupés dans près de 700 brasseries, fabriquaient 13 millions d'hectolitres de bière. La seule « brasserie bourgeoise » de Plzen, qui employait les excellents houblons de Zatec (Saaz), produisait un million d'hectolitres.

Avant la guerre, la Tchécoslovaquie arrivait au 5^e rang, après la Russie d'Europe, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, dans la fabrication de l'alcool. Ses distilleries produisaient annuellement 1.150.000 hl. d'alcool dont la moitié était exportée.

Les féculeries, les amidonneries, les fabriques de sirops et de glucose, de dextrine et de gomme, sont obligées d'exporter une grande partie de leurs produits.

L'industrie alimentaire joue, elle aussi, un rôle important grâce à l'abondance du sucre, des légumes et des fruits; c'est ainsi que la fabrication des confitures occupe 420 établissements, capables de produire 36.000 t. La minoterie, avec ses 10.000 moulins, travaille non seulement les céréales indigènes, mais encore celles étrangères. 800 laiteries transforment la moitié de la production du lait, soit 20 millions d'hectolitres, en beurre, fromages et autres produits lactés. Une grande partie des porcs élevés dans le pays et plus d'un million de porcs importés servent à la préparation de la charcuterie. La plupart des produits alimentaires figurent parmi les articles d'exportation, notamment le vin dont la récolte annuelle atteint 600 à 800.000 hl.

Le tiers de l'État tchécoslovaque est recouvert de forêts immenses, fournies également de conifères et d'arbres à feuilles; aussi l'**industrie du bois** y est-elle très prospère. À côté de 3.000 scieries, on trouve,

en Bohême orientale, des tourneries qui fabriquent et exportent des robinets, dans les Monts Métalliques, les Monts des Géants et la Sumava, des fabriques de jouets et de poupées, d'instruments de musique, de papier et de cellulose, dans les Monts de Bohême, des fabriques d'allumettes, en Moravie, des fabriques de brosses et de pinceaux, de meubles en bois courbé, dans la région de Roudnice (Raudnitz), des usines pour la fabrication du liège et, dans les districts slovaques de Liptov (Liptau) et de Gemer, les plus importantes papeteries de l'ancien royaume de Hongrie. Les industries du meuble et du papier ont pris notamment un essor considérable. Sans parler des petites et moyennes menuiseries, qui occupaient plusieurs milliers d'ouvriers, la Tchécoslovaquie possédait, avant guerre, 48 fabriques de meubles, dans lesquelles étaient employés 15.000 ouvriers. 80 usines, groupées surtout dans la vallée de l'Elbe et en Slovaquie, autour de Zilina (Zsolna) et de Turciansky Sv.-Martin (Turocz Sv.-Marton), produisaient annuellement 400.000 mc. de cellulose; 200 usines de papier, localisées surtout dans les régions forestières de la Bohême et de la Slovaquie, fabriquent tous les genres de papier et les exportent à travers l'Europe, et même jusqu'en Amérique.

La **verrerie** tchécoslovaque travaille surtout le sable qu'elle importe de Saxe; dans ses 200 usines, la plupart bohêmes, elle occupait 60.000 ouvriers et produisait notamment près de 11 millions de mètres carrés de verre à vitres et 20 millions de bouteilles. La cristallerie de Bohême fournit, elle aussi, de nombreux produits; dès le ^{xv}^e siècle, elle rivalisait avec celle de Venise et aujourd'hui elle est encore très renommée pour la lumière chatoyante de ses cristaux, l'élégance de leur forme et cette pureté qui les fait ressembler à « l'air d'un matin de printemps ». Si la Bohême s'est fait une réputation mondiale dans la fabrication de la verrerie d'art, elle est arrivée, par un habile dosage de produits, à obtenir les tons mêmes des pierres précieuses, le rouge rubis, le bleu saphir, le jaune topaze, le violet améthyste, et à développer, surtout dans les régions de Turnov (Turnau) et de Jablonec (Gablonz), l'industrie des verres de couleur et de la bijouterie fausse. Prague est le centre de la bijouterie en grenats.

Grâce à la présence, dans l'Ouest de la Bohême et à Znojmo en Moravie, de riches gisements de kaolin et de glaise, l'**industrie céramique** est devenue l'une des branches d'activité industrielle les plus prospères des pays tchécoslovaques. De nombreuses usines produisent de grandes quantités de carreaux vernis, de briques à paver, d'articles en grès et en argile réfractaire, de faïence, de ciment. La fabrication de la porcelaine est localisée aux environs de Karlovy Vary où, avant-guerre, 68 usines occupaient 17.000 ouvriers et pro-

duisaient 30.000 t. dont 17.500 étaient exportées. Le graphite est utilisé dans la région de Budejovice à la fabrication des crayons.

Toutes ces industries, agricole et alimentaire, du bois, de la céramique et de la verrerie, trouvent leurs matières premières à l'intérieur du pays et exportent la majeure partie de leurs produits. Il n'en est pas de même d'un deuxième groupe dans lequel figurent les industries chimiques, du cuir et des métaux; ces industries exportent bien des produits fabriqués, mais doivent importer des matières premières.

Les **industries chimiques** sont très florissantes en Tchécoslovaquie; elles le seront encore beaucoup plus lorsque la Slovaquie et la Russie Subcarpathique se seront développées autant que permettent de l'espérer les ressources et les richesses de ces pays, lorsque notamment de nouvelles usines exploiteront à plein rendement leurs mines de sel et salines, distilleront le bois de leurs forêts et utiliseront les gisements de pétrole des Carpathes. On fabrique actuellement de l'acide sulfurique, des engrais artificiels, du carbonate de soude, du sulfate d'ammoniaque, du carbure de calcium, des produits pharmaceutiques, de l'encre, des matières colorantes et des vernis, des matières grasses, des explosifs, des allumettes; des usines sont occupées à l'extraction et à la transformation du goudron, d'autres transforment les sels de Strassfurth en potasse; des raffineries travaillent les huiles minérales de Gbely et surtout celles de Galicie et de Roumanie et fournissent de grandes quantités de pétrole, de benzine, d'essence, de paraffine, de bougies, etc...

L'industrie du cuir, l'une des plus anciennes des pays tchécoslovaques, produit les 2/3 de ce que produisait l'ancienne Autriche-Hongrie. Les tanneries et corroieries, groupées autour de Liberec, Plzen, Brno, Znojmo, sont aujourd'hui au nombre de 260 et occupent en moyenne 10.000 ouvriers; elles travaillent les peaux indigènes et celles importées surtout de Galicie. L'industrie des chaussures, concentrée dans la Bohême orientale et dans la Moravie centrale, produisait, en 1912-13, avec ses 35.000 ouvriers répartis entre 250 usines, 25 millions de paires de chaussures dont 70 % étaient exportés dans les Balkans, en Russie, aux Indes. La ganterie, dont les principaux centres de production sont Prague et les Monts Métalliques, fabrique, avec une habileté et un goût remarquables, toutes les sortes de gants de peau et exporte 90 % de ses produits.

Grâce à la richesse de son sous-sol, **l'industrie métallurgique** a toujours été très développée en Tchécoslovaquie. En Bohême, où l'on utilise directement les minerais, cette industrie s'est installée à proximité des bassins houillers et sidérurgiques. En Moravie, au

contraire, on se sert surtout des minerais des Carpathes de Slovaquie et des minerais suédois. Les centres métallurgiques les plus importants sont ceux de Kladno en Bohême, de Moravska-Ostrava-Vitkovice en Silésie, de Brno en Moravie, de Zvolen, de Gemer et de Špís en Slovaquie. Les pays tchécoslovaques produisent annuellement 1.700.000 t. de fer brut et 973.000 t. d'acier, dont 163.000 d'acier Bessemer et Thomas et 793.000 d'acier Martin. Le fer brut et les produits demi-ouvrés sont transformés dans les nombreuses usines de pelles, de câbles métalliques, de tuyaux, de limes, de vis, de pointes et de clous, etc... L'industrie des constructions métalliques, concentrée dans les régions de Prague, Brno, Plzen, Moravska-Ostrava, Bratislava, fabrique charpentes en fer, ponts, chaudières, turbines, moteurs à pétrole et à essence, machines pour distilleries, brasseries, sucreries. La fabrication des locomotives et wagons et celle des camions, voitures et tracteurs automobiles prennent de plus en plus d'extension; ainsi, avant la guerre, les usines sortaient annuellement une moyenne de 250 locomotives et de 12.000 wagons. L'industrie électro-technique, par suite de l'électrification systématique de tout le pays, est appelée au plus bel avenir; celles de la quincaillerie, des machines agricoles, des boutons et des menus articles métalliques, travaillent pour l'exportation.

L'industrie textile est de longue date très active en Tchécoslovaquie, puisque, dès le Moyen Age, des commerçants arabes venaient à Prague pour y chercher des toiles fines de lin; c'est l'industrie tchécoslovaque qui occupe le plus de personnel (700.000 ouvriers et employés). Grâce à son machinisme très moderne, elle produisait, avant la guerre, 1.300.000 q. de cotonnades, 530.000 q. de lainages, 300.000 q. de tissus de jute, 225.000 q. de toile de lin, soit 80 % environ de la production totale de l'Autriche-Hongrie. L'industrie cotonnière, qui utilise, en chiffres ronds, 3 millions et demi de broches et 130.000 métiers mécaniques (sans compter 20 à 30.000 métiers à main), est surtout concentrée dans le Nord de la Bohême, dans les régions de Liberec et de Nachod, et en Slovaquie autour de Ružomberok (Rosenberg). L'industrie lainière a pour principaux centres: Brno, Jihlava, Liberec, Krnov; elle emploie 1.100.000 fuseaux et 43.000 métiers et consomme plus de 300.000 t. de laine lavée. 97 % des filatures de lin de l'ancienne Autriche sont sur le territoire tchécoslovaque, notamment dans le pays de Hlucin (Hlutschin) provenant de l'ancienne Silésie prussienne; près de 2.040.000 broches et plus de 10.000 métiers y sont en activité. Les industries du jute et de la soie, bien que d'importance secondaire, méritent d'être citées. Enfin, on ne peut passer sous silence la fabrication des dentelles

et des broderies qui, en Slovaquie notamment, présentent une rare originalité, la passementerie, le tricotage, la confection, la bonneterie, la fabrication des chapeaux de feutre et des fez.

V. — Commerce.

L'Office tchécoslovaque des statistiques vient de publier les chiffres définitifs du bilan commercial de la Tchécoslovaquie pour les années 1920 et 1921.

L'exportation s'est élevée, pour l'année 1920, à 27.569.414.586 c. et, pendant l'année 1921, à 27.312.189.300 c. L'importation a atteint au cours des mêmes années : 23.384.411.783 c. et 22.435.356.046 c. Le bilan commercial s'est donc soldé par un actif, en 1920, de 4.186.002.801 c. et, en 1921, de 4.876.833.254 c.

Les principaux articles d'importation sont les céréales nécessaires pour le ravitaillement de la population et les matières premières destinées à l'industrie. En 1921, la République tchécoslovaque a importé des céréales pour une valeur de 4.532.054.220 c. et en a exporté pour 321.511.610 c.; l'importation a donc dépassé l'exportation de 4.210.542.610 c. Cette *balance défavorable* s'explique par ce fait que les pays tchèques et slovaques ont vu disparaître pendant la guerre tous leurs approvisionnements et subi, comme tous les autres États, les effets du dérèglement économique mondial; ils importent certainement à l'heure actuelle beaucoup plus de vivres qu'ils n'en importaient dans le passé et qu'ils n'en importeront dans l'avenir, lorsqu'ils auront reconstitué leur cheptel et obtenu de leur agriculture son ancien rendement.

Le fait que cette balance nettement défavorable n'a pas empêché le bilan général des importations et des exportations de présenter en 1921 un actif important, est la meilleure preuve de l'essor remarquable de l'industrie tchécoslovaque.

En 1921, la valeur des importations en coton a dépassé celle des exportations de 26.865.186 c., alors qu'en 1920 la différence avait été de 2.504.230.140 c., en raison de la reconstitution des stocks épuisés par la guerre. La balance est encore défavorable pour les métaux (105 millions) et pour l'industrie électro-technique (580 millions); par contre, elle est favorable en ce qui concerne l'industrie des machines (368 millions), le fer et les articles de quincaillerie (748 millions), les cuirs et les articles de maroquinerie (495 millions), la papeterie (528 millions), les articles de confection (742 millions), les soieries (151 millions). Les principaux articles d'exportation sont : le sucre (3.742 millions), les combustibles, bois, charbons, tourbe

(2.329 millions) et la verrerie (2.020 millions). L'industrie de la laine constitue aujourd'hui, avec ses 4.134.127.593 c. d'exportation et ses 2.066.296.558 c. d'importation, l'un des principaux éléments du commerce extérieur tchécoslovaque (1).

Ces statistiques ne donnent qu'une idée approximative de la *capacité commerciale* de la Tchécoslovaquie. Son industrie, qui a dû s'adapter aux besoins des armées, subit encore, comme son agriculture, le contre-coup de la guerre; ses conditions d'échange ont été profondément modifiées par suite de la réunion de la Slovaquie et des pays tchèques et de leur séparation des autres provinces de la Double-Monarchie; sa production a souffert de la pénurie des moyens de transport, de la cherté du charbon, des oscillations du change et de l'incertitude de l'avenir politique, social et économique de l'Europe.

Lorsqu'au sortir de cette période troublée d'après-guerre l'État tchécoslovaque aura réussi à assurer sa stabilité économique, il jouera, au point de vue commercial, le rôle important auquel le prédispose sa position géographique exceptionnelle. Tout d'abord, les régions agricoles du centre et du sud de la Bohême et celles de la Slovaquie apporteront aux districts industriels de la Bohême septentrionale, de la Moravie et de la Silésie, les produits alimentaires qui leur font défaut; en échange, ils recevront de ces mêmes pays les produits manufacturés que leurs usines ne peuvent leur procurer. Pour combler leur déficit alimentaire, les Tchécoslovaques importeront de Hongrie, de Roumanie et de Russie, des céréales, notamment du froment, du seigle, de l'avoine et du maïs. Ils demanderont aux peuples yougoslaves : des graisses, de la laine, du mercure, des peaux, et aux pays *irredenti* : des fruits, des vins, des huiles, etc..., à la Galicie et à la Bukovine : du pétrole, du sel, des œufs et des porcs. En outre, les industries textiles auront recours aux laines et aux cotons d'Australie et des deux Amériques, au jute des Indes, tandis que l'industrie métallurgique continuera à importer pour ses besoins de la houille allemande et des minerais de fer suédois. Par contre, l'État tchécoslovaque continuera à exporter à l'étranger la plus grande partie de sa production de sucre, de houblon et de bière, de bois, de textiles, de verre, de porcelaine, de papier, d'articles en fer et en bois, de potasse, de sulfate d'ammoniaque, de benzol, de chaussures, d'articles en cuir, de machines agricoles et industrielles, de confections, d'allumettes, etc...

(1) Les pays qui font actuellement le plus d'affaires avec l'État tchécoslovaque sont : l'Autriche, l'Allemagne, les États-Unis, la France, la Hongrie, l'Italie, la Pologne, la Grande-Bretagne, la Yougoslavie.

VI. — Communications et transports.

Le développement du commerce d'un État dépend dans une large mesure de l'importance et de la qualité de ses voies de communication et de ses moyens de transport. Voyons donc quelle est à ce point de vue la situation du nouvel État.

Les trois pays tchèques ont 56.000 km. de routes, la Slovaquie, 29.000 km. et la Russie subcarpathique, 4.700; en un mot, l'État tchécoslovaque possède 69 km. de routes par 100 km², alors que l'ancienne Autriche n'en avait, proportionnellement à la même superficie, que 42.

Le **réseau fluvial** de la Tchécoslovaquie comprend 425 km. de voies navigables dans les pays tchèques et 200 km. en Slovaquie. La principale artère des pays tchèques est formée en Bohême par la Vltava, navigable à partir des rapides de Stechovice, au Sud de Prague, et l'Elbe, propre à la grande navigation depuis Prague. En Slovaquie, c'est le Danube qui constitue la principale voie navigable; il baigne en effet cette province sur une longueur de 161 km.; avec ses profondeurs minima de 1 m. 50 à 2 m. 50, il est susceptible de porter des remorqueurs de 400 à 700 HP et des chalands de 650 t. Usti, sur l'Elbe, et Bratislava, sur le Danube, sont ses principaux ports. Le réseau navigable tchécoslovaque ne présentera une réelle valeur qu'après l'achèvement des travaux projetés ou en cours, parmi lesquels figurent : l'extension des ports et des chantiers de construction de Prague, l'aménagement des ports de Bratislava, Komarno (Komorn), Melnik, le passage des rapides de Stechovice, la canalisation de l'Elbe en aval d'Usti, la régularisation des lits de l'Oder et du Danube, la constitution d'une importante flotte fluviale, la réunion, par un canal, de l'Elbe canalisée, dans la région de Pardubice, et du Danube, dans celle de Bratislava. Enfin, les jonctions, nullement chimériques, du Danube à la Vistule et au Dnieper et du Danube au Rhin profiteraient beaucoup à la Tchécoslovaquie.

Le **réseau ferré** du nouvel État mesurait au 1^{er} septembre 1919 une longueur de 13.300 km., soit, par rapport à la superficie, 94 km. par 1.000 km². Mais, en examinant la configuration de cet important réseau, on remarque de nombreuses imperfections, disons plus, de nombreux défauts. C'est la Bohême orientale qui est mal reliée avec Prague et la Bohême occidentale; c'est la Slovaquie qui ne possède qu'une voie transversale de Kosice à Zilina, embranchement des lignes de Bohumin et de Bratislava; c'est la Russie subcarpathique qui, dans sa partie septentrionale, est dépourvue de toute voie ferrée

et n'est desservie, de l'Ouest à l'Est, que par la ligne de Cap à Marmaros Sihot, ligne qui longe sa frontière et la dépasse même aux environs de Marmaros. Les pays tchèques et la Slovaquie sont reliés par quatre voies ferrées : au Sud, celle de Brno à Bratislava par Breclava, plus au Nord, celle de Kutý (Kutti) à Trnava (Tyrnau), au centre, celle de Brno à Trenčín (Trencsen) par le col de Vlára, et au Nord, celle de Bohumin-Kosice ; mais une seule de ces lignes est importante, celle du Nord, que les Tchécoslovaques ont d'ailleurs failli perdre au moment du partage de la Silésie de Teschen.

Si ce réseau ferroviaire est aussi défectueux, la forme allongée de l'État n'en est pas la seule cause ; il faut aussi considérer que, dans l'établissement de ses voies ferrées, le gouvernement austro-hongrois se souciait bien plus de l'intérêt général de l'Empire que de celui des pays tchécoslovaques. Dieu merci ! le mal n'est donc pas sans remède. Bien que cela puisse être long et coûteux, il n'est pas impossible de redresser, de compléter, d'ajuster un réseau ferré. Le gouvernement tchécoslovaque a prévu tout un programme de constructions et de modifications qui permettront à toutes les parties du nouvel État de pouvoir facilement communiquer entre elles et de posséder des voies stratégiques à l'abri de toute attaque inopinée d'un pays voisin.

Si la forme de la Tchécoslovaquie n'est pas très favorable à ses relations intérieures, sa position géographique en fait l'un des pays les mieux favorisés au point de vue communications internationales. N'est-elle pas le carrefour des grandes routes et des principales voies ferrées qui font communiquer Hambourg ou Dantzig, Berlin ou Leipzig, avec les Balkans et aussi, de l'Est à l'Ouest, la Russie et la Pologne avec l'Italie et la France ? Notamment, la ligne de Paris à Cracovie, Lwow, Kiev et Kharkow ne passe-t-elle pas par Prague, Olomouc et Bohumin, et les lignes de Decin-Prague-Budapest par Čmunt et Vienne ou par Breclava et Bratislava, ne font-elles pas partie du tracé Hambourg-Berlin-Belgrade-Salonique ou Constantinople ? Les pays tchécoslovaques ne possèdent-ils pas les cours supérieurs de l'Elbe et de l'Oder, les sources de la Vistule, les principaux affluents du Danube et ne sont-ils pas ainsi en liaison directe avec la mer du Nord, la mer Baltique et la mer Noire ?

Nous n'ignorons pas qu'il est un grave inconvénient dont la Tchécoslovaquie est appelée à souffrir, c'est son éloignement de la mer et l'obligation dans laquelle elle se trouve, de ce fait, de passer sur le territoire de voisins, peut-être plus ou moins enclins à la sympathie à son égard, pour atteindre les grands ports par lesquels peuvent se faire ses expéditions. Sa position géographique l'expose ainsi à la concurrence d'une Allemagne maritime et industrielle et à celle

de l'Autriche, merveilleusement placée sur le chemin de ses débouchés naturels vers le Sud et vers l'Est.

Mais si la mer manque à l'État tchécoslovaque, cette mer qui paraît, de prime abord, indispensable à tout État pour lui assurer l'entière liberté de ses exportations, il y a néanmoins possibilité pour lui de « respirer l'atmosphère du commerce mondial » et d'occuper une place importante sur le marché international. Les traités de paix ont en effet prévu diverses mesures destinées à assurer aux pays tchèques des débouchés maritimes.

L'article 331 du traité de Versailles a déclaré internationaux : l'Elbe depuis le confluent de la Vltava, la Vltava depuis Prague, l'Oder depuis le confluent de l'Oppa et le Danube depuis Ulm, ainsi que toute partie navigable de ces réseaux fluviaux, tous canaux latéraux et chenaux établis ou à établir et la voie navigable Rhin-Danube, au cas où elle serait construite. L'efficacité des mesures prises par cet article est garantie par les articles 340, 341 et 347, qui ont placé l'Elbe, l'Oder et le Danube sous l'administration de commissions internationales, comprenant notamment des représentants tchèques.

Aux termes de l'article 363 de ce même traité, l'Allemagne s'est engagée à louer à la Tchécoslovaquie, pour une période de 99 ans, dans les ports de Stettin et de Hambourg, « des espaces qui seront placés sous le régime général des zones franches et qui seront affectés au transit direct des marchandises en provenance ou à destination de cet État ». Enfin, l'article 364 a confié à une Commission, dont fait partie un délégué de l'État tchécoslovaque, « la délimitation de ces espaces, leur aménagement, leur mode d'exploitation et, en général, toutes les conditions de leur utilisation, y compris le prix de leur location ».

Les traités de Saint Germain (art. 322) et de Trianon (art. 306) ont prévu, à travers l'Autriche et la Hongrie, un droit de passage sur les lignes de Budejovice vers Trieste par Klagenfurt et de Bratislava vers Fiume par Mura-Keresztur et Pragerhof. Ce droit de passage comprend notamment : « le droit d'établir des dépôts de machines et des ateliers de petit entretien pour le matériel roulant et celui de désigner des représentants pour surveiller le service des trains tchécoslovaques » (art. 323 et 307).

Enfin, le traité de Trianon autorise l'État tchécoslovaque à réclamer, dans un délai de cinq ans, l'amélioration à frais communs de la voie ferrée hongroise de Bratislava à Nagy-Kanizsa (art. 305) et frappe, pour quinze ans au maximum, d'une servitude de passage analogue la ligne de la vallée de l'Ipel, dans son parcours en territoire hongrois (art. 302).

VII. — Organisation bancaire.

Si la nation tchèque a pu, en ces soixante dernières années, reprendre la direction de son commerce et de son industrie, elle le doit en partie à son *organisation intelligente du crédit*.

Les premières banques qui s'installèrent en Tchécoslovaquie entre 1860 et 1870 dépendirent du centre financier de Vienne et furent donc soumises à l'influence allemande. Néanmoins, dès cette époque, l'influence tchèque domina dans les caisses d'épargne et de crédit. Par la suite, ces organismes financiers prirent une extension considérable et contribuèrent à la création de banques tchèques.

Au début du ^{xx}^e siècle, les banques tchécoslovaques avaient commencé à jouer un rôle important dans les finances autrichiennes. C'est ainsi qu'en 1918, aux premiers jours de son indépendance, l'Etat tchécoslovaque comptait officiellement 27 banques, constituées en sociétés anonymes, dont 15 avaient une administration tchèque; le capital global de ces banques s'élevait à 530 millions de couronnes tchécoslovaques, dont 454 millions appartenaient aux banques qui avaient leur siège à Prague (1).

À côté des banques tchèques, il y avait, à la fin de l'année 1918, en Tchécoslovaquie, 103 succursales de 10 banques viennoises; mais dès le démembrement de l'Autriche-Hongrie, ces succursales se sont rattachées aux banques tchécoslovaques ou sont devenues indépendantes.

Depuis quatre ans, l'influence tchèque dans les banques s'est encore considérablement accrue. C'est qu'en effet, par suite de la création d'une monnaie nationale, le commerce et l'industrie tchécoslovaques ne pouvaient plus s'adresser aux banques de Vienne et de Budapest et les banques tchèques, seules, étaient capables de répondre à leurs besoins.

La statistique officielle qui vient d'être publiée et qui donne la situation de la finance nationale tchèque à la fin de l'année 1921, indique qu'à cette époque, 40 banques, constituées en sociétés anonymes, présentaient un capital actions de 1.548 millions de couronnes et que les fonds de réserve de ces banques s'élevaient à 676 millions. N'est-ce pas là une preuve manifeste de la puissance de l'organisation bancaire en Tchécoslovaquie et de son remarquable développement?

(1) Prague a toujours été et continue à être un centre financier important : 90 % des banques tchèques y ont actuellement leur siège, et sa Bourse cote plus de 200 valeurs mobilières et les principaux changes étrangers, notamment ceux des États de l'Europe centrale.

CHAPITRE III

POUVOIR-VIVRE COLLECTIF

Quelle conclusion devons-nous tirer de ce rapide exposé sur la situation géographique et économique de l'État tchécoslovaque? Sommes-nous en présence d'un État viable; d'un État qui possède ce pouvoir-vivre collectif sans lequel il n'y a aucune vie internationale possible?

Constatons tout d'abord que la République tchécoslovaque a une *population*, des *richesses naturelles* et un *territoire suffisants* pour assurer son indépendance politique et économique.

En effet, la Tchécoslovaquie, avec ses 140.576 kilomètres carrés et ses 13.600.000 habitants, dépasse, en territoire et en population, un certain nombre des États européens d'avant-guerre. Les États scandinaves, la Hollande, la Belgique, la Suisse, le Portugal, la Grèce, la Bulgarie, la Serbie, la Roumanie étaient moins peuplés qu'elle et la plupart d'entre eux n'avaient pas sa superficie. Sa densité moyenne de 97 habitants au kilomètre carré, densité qui atteint 147 habitants en Silésie, 130 en Bohême et 118 en Moravie, en fait aujourd'hui l'un des pays d'Europe qui comptent le plus grand nombre d'habitants proportionnellement à leur étendue.

Grâce à la composition et à la conformation de son sol, non seulement l'État tchécoslovaque bénéficie d'une certaine indépendance physique et géologique qui lui donne le plus souvent des frontières naturelles, mais encore il présente dans ses différentes parties une grande diversité d'aspects, ce qui explique l'infinie variété de ses ressources.

Certes, l'État tchécoslovaque ne peut entièrement vivre chez lui; il a besoin d'importations; mais l'idée de l'autarchie, qui est une idée allemande, est contradictoire avec les conditions mêmes de la vie économique et sociale. Si l'autarchie existait dans l'Antiquité et au début du Moyen âge, si elle existe encore chez des peuples comme les Esquimaux, elle n'est plus possible aujourd'hui dans les grands États en raison de la multiplicité des besoins modernes. L'indépen-

dance économique complète n'a de sens que dans le domaine de la politique, et, même à ce point de vue, il est permis de se demander si elle peut être utile.

Ce qui frappe surtout, lorsqu'on examine les diverses manifestations de la vie économique des pays tchèques et slovaques, c'est l'équilibre, l'harmonie qui existe *entre l'industrie et l'agriculture*, soit quant à la valeur de leur production, soit quant au nombre des gens qui y travaillent et en vivent. C'est cette harmonie, due à une heureuse combinaison des facteurs naturels et du facteur humain, qui fait l'originalité économique de la nouvelle République. C'est elle qui permettra à la Tchécoslovaquie de se ranger parmi les plus grandes puissances productrices lorsque les provinces slovaque et ruthène, libérées de l'emprise du capital allemand et de la domination magyare, auront pris leur développement normal et qu'après la période actuelle de transition entre l'état de guerre et l'état de paix, la vie économique du monde aura repris son équilibre normal.

De plus, la *position géographique exceptionnelle* de la Tchécoslovaquie au centre de l'Europe en fait l'intermédiaire naturel entre l'Orient et l'Occident et semble la prédisposer à jouer un rôle de premier plan dans le commerce mondial. Les sources et les bassins supérieurs des rivières et des fleuves les plus importants de l'Europe centrale ne sont-ils pas sur son territoire? N'envoie-t-elle pas ses eaux vers trois mers : la mer Baltique, la mer du Nord et la mer Noire? Les deux grands courants de la circulation européenne ne se croisent-ils pas chez elle, celui des États occidentaux vers l'Orient et celui de la mer du Nord vers les Balkans?

Par contre, la *forme allongée* de son territoire et ses 3.000 kilomètres de frontières terrestres à surveiller et, le cas échéant, à défendre, sont évidemment défavorables pour l'État tchécoslovaque. Les réels inconvénients économiques et militaires que présente cette situation sont encore accrus par ce fait qu'une partie de cette frontière n'est pas établie sur des lignes naturelles. Si en effet les frontières politiques de la Bohême, celles septentrionales de la Slovaquie et de la Russie Subcarpathique et celles méridionales de la Slovaquie qui s'appuient sur la Morava, le Danube et l'Ipel, sont merveilleusement naturelles, celles de la Moravie et de la Silésie ne sont que de-ci de-là marquées sur le terrain par des cours d'eau ou des crêtes de montagnes et, sur presque tout le bord méridional de la Slovaquie et de la Ruthénie, la frontière est purement conventionnelle. L'armature stratégique du nouvel État présente donc incontestablement des points faibles; mais il faut bien reconnaître que, s'il peut être utile à un État d'être limité par des obstacles plus ou moins difficiles à

franchir, cela ne lui est nullement indispensable ; nombreux sont les exemples de vieux États qui ne possèdent que des frontières conventionnelles ; ils n'en ont pas moins subsisté jusqu'à nos jours et même parfois se sont mieux développés que des États plus favorisés qu'eux par la nature.

Un autre désavantage pour le nouvel État réside dans son *éloignement de la mer*. 350 kilomètres ne le séparent-ils pas, en ligne droite, de Trieste, le port le plus près de lui ? Mais les traités de paix ont en partie remédié à ce grave inconvénient, en procurant aux pays tchécoslovaques une respiration maritime artificielle ; ils leur ont réservé des zones franches dans les ports de Stettin et de Hambourg et accordé des droits de passage sur les lignes de chemins de fer reliant Bratislava et Fiume ; ils ont créé à leur profit des servitudes sur les lignes autrichiennes vers Trieste et internationalisé l'Elbe, l'Oder et le Danube.

Beaucoup plus inquiétant pour l'État tchécoslovaque est son *isolement* au milieu de peuples, soit ennemis, comme les Allemands, les Autrichiens et les Hongrois, soit peu enclins à la sympathie à son égard, tels les Polonais.

La destruction du « brillant second » et la formation sur ses ruines d'une Tchécoslovaquie, d'une Yougoslavie, d'une Grande Roumanie et d'une Pologne ont frappé l'Allemagne au cœur en ruinant son plan de l'Europe centrale. C'en est fait du vieux dogme pangermanique de la nécessité d'un empire au centre de l'Europe pour y assurer l'équilibre général ! C'en est fait des projets grandioses de Lagarde et de List, de cette union douanière entre les deux empires qui devait permettre à l'Allemagne de germaniser à son gré les populations austro-hongroises et lui procurer, pour ses campagnes futures, un renfort de plusieurs millions de soldats ! La route Berlin-Constantinople devait être la voie principale de l'expansion germanique en Orient, faire de la Turquie et de l'Asie des colonies allemandes au même titre que l'Autriche ; sa garde devait être confiée aux Allemands d'Autriche, aux Magyars de Hongrie et aux Bulgares ; mais aujourd'hui, elle passe à travers les pays tchécoslovaques qui n'ont pas été anéantis, à proximité d'une Pologne qui a réalisé son unité nationale et au milieu d'une Serbie qui, au lieu d'être écrasée et démembrée, s'est fortifiée et agrandie. Actuellement l'Allemagne est incapable de mettre à exécution ses projets de conquête, mais les a-t-elle abandonnés ? Si un jour à venir elle veut reprendre sa marche vers Bagdad, son *Drang nach Osten*, la Tchécoslovaquie se trouvera prise entre elle et la Hongrie, comme dans un étau. Là est le véritable danger pour la République tchécoslovaque.

Aussi, dès leur libération, les Tchèques, hantés par la peur d'être un jour étouffés sous l'étreinte de leurs voisins immédiats, ont-ils eu l'idée très légitime de chercher à obtenir des *corridors* de communication avec les Yougoslaves, les Roumains et les Russes, pour se donner de l'air et respirer dans une atmosphère plus pure et plus légère.

Pour réaliser cette conception des corridors, deux régions paraissaient tout naturellement désignées : à l'Est, la Russie Subcarpathique et, au Sud, l'ancienne province romaine de Pannonie supérieure, composée des comitats de Moson, Sopron, Vas et Zala. La première, en prolongeant l'État tchécoslovaque vers l'Est, lui assurait une frontière commune avec la Roumanie et la rapprochait de la Russie. La deuxième, véritable pont entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, présentait le double avantage de réunir deux peuples qui, par leurs origines ethniques, leurs souffrances passées, leurs besoins économiques et stratégiques, sont appelés à vivre dans une étroite collaboration, et en même temps de séparer l'Allemagne et la Hongrie, susceptibles de se regrouper en amalgamant à elles la faible Autriche.

La Conférence de la Paix, s'appuyant sur le droit de libre disposition des peuples, a prononcé l'union des pays tchécoslovaques et du territoire subcarpathien et créé ainsi indirectement l'un des appendices réclamés, au nom d'un autre principe, par les premiers hommes d'État tchèques. La politique tchèque des corridors doit être d'autant plus satisfaite de ce côté qu'un accord tchéco-polonais de mars 1922 a fait table rase des chicanes réciproques qui, depuis la paix, avaient tendu à l'extrême les relations politiques des deux nations sœurs. Grâce à la Russie Subcarpathique, l'État tchécoslovaque se trouve relié à la Roumanie; dans un avenir moins troublé par le bolchevisme, il pourra communiquer à travers la Galicie avec l'immense marché russe.

Quant au boyau de communication qui aurait uni Tchécoslovaquie et Yougoslavie et ainsi séparé Allemands et Hongrois, il n'a pas été jugé nécessaire par les Principales Puissances alliées et associées. Sa création aurait été certes contraire au principe des nationalités, puisque 200.000 Magyars, constituant les 30 % de la population totale du pays, auraient été ainsi englobés malgré eux dans des États voisins, en considération d'intérêts stratégiques et économiques; mais par contre, elle aurait contribué efficacement à assurer la sécurité des États tchécoslovaque et yougoslave et par conséquent aussi la tranquillité et la paix de l'Europe centrale. Ne récriminons pas contre cette décision; souhaitons seulement que personne n'ait jamais à s'en repentir !

On comprend donc que, dans ces conditions, la politique extérieure des hommes d'État tchèques soit surtout déterminée par le légitime souci d'assurer la sécurité de leur pays. C'est ainsi que, tout en restant en étroit contact avec la France, l'Angleterre, la Belgique, l'Italie, l'Amérique, les nations libératrices, et sans perdre de vue leur vieille amie, la malheureuse Russie, ils ont créé la *Petite Entente* entre leur république, le royaume de Roumanie et celui des Serbes, Croates, Slovènes, puis attiré la Pologne dans le giron de ce groupement. Cette ligne de conduite politique sera vraisemblablement aussi celle de l'avenir.

Rien ne s'oppose en effet à des relations amicales entre la Tchécoslovaquie et les États de l'Entente, unis par une alliance morale d'idées et d'aspirations, en même temps que par une alliance matérielle au point de vue financier et économique. Les Tchécoslovaques ne sont pas d'ailleurs des ingrats; ils savent ce qu'ils doivent aux grandes démocraties occidentales qui, après avoir nourri leurs intelligences et réchauffé leurs cœurs, leur ont apporté le salut par la victoire; ils ne peuvent l'oublier. Si les Tchèques ont toujours eu une grande affection pour les Russes, ils n'ont jamais cessé d'être payés de réciprocité; aussi, lorsque la Russie sera revenue de son déplorable égarement, il n'est pas douteux que leurs regards se tourneront à nouveau les uns vers les autres.

Il n'y a pas de raison pour que l'entente actuelle ne subsiste pas entre Tchécoslovaques et Roumains, car ces deux peuples n'ont jamais eu de différends entre eux et sont liés par des intérêts communs. Le Danube sera le trait d'union entre la Tchécoslovaquie et la Roumanie, qui, au point de vue économique, se complètent merveilleusement, l'une étant surtout industrielle, l'autre agricole et pétrolifère, l'une pouvant exporter des produits manufacturés, l'autre, du blé, du maïs, des fruits, du vin, du bétail, du pétrole.

Bien que les relations entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie soient rendues difficiles en raison de leur séparation géographique, une union morale, politique et économique très intime se maintiendra entre ces deux États. Leurs populations ne sont-elles pas de même race? N'ont-elles pas souffert et lutté ensemble, versé leur sang sur les mêmes champs de bataille? Ne sont-elles pas unies par le Danube internationalisé?

La Pologne et la Tchécoslovaquie sont deux alliées naturelles, en tant que voisines et slaves. Il y a entre elles une communauté de race, de langue, de culture. Elles se sont déjà plusieurs fois rapprochées pour se prêter une assistance mutuelle contre les Allemands et contre les Turcs; elles ont toujours agi solidairement au Parle-

ment de Vienne pour lutter contre le gouvernement autrichien ; elles ont de longues frontières communes et les mêmes intérêts politiques et économiques.

Grâce à ces amitiés et à ces alliances, l'État tchécoslovaque, dont l'existence importe à la civilisation et à la paix européenne, vit et vivra. Pris entre la cohue des Balkans et le bloc germanique, il servira de centre moral aux États de l'Europe centrale et pourra, avec leur concours, résister aux pressions politiques et économiques de voisins plus puissants que lui.

La Tchécoslovaquie peut aussi compter, dans une certaine mesure, sur la protection des nouvelles organisations internationales, notamment sur celle de la *Société des Nations*, qui, bien qu'encore fragile et hésitante, réussira, il faut bien l'espérer, à créer un réel esprit international et à diminuer les risques de guerre, pour le plus grand bonheur de l'humanité.

TROISIÈME PARTIE

LES PROBLÈMES ETHNIQUES

CHAPITRE I

LA SITUATION ETHNOGRAPHIQUE

Dans quelle mesure les frontières politiques de l'Etat tchécoslovaque concordent-elles avec les limites de la nationalité tchécoslovaque? Telle est la question qui vient à l'esprit lorsqu'on veut apprécier un état de choses nouveau résultant de l'application d'un principe nouveau.

Si le monde était divisé en un certain nombre de compartiments séparés les uns des autres par des mers, des fleuves, des montagnes, des déserts, et s'il se trouvait dans chacun de ces compartiments un groupement humain nettement caractérisé, si les nations, telles que l'histoire les a faites, étaient parfaitement circonscrites dans une aire géographique déterminée, rien ne serait plus simple que d'appliquer le principe des nationalités ou droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de reconstituer le monde sur cette base équitable et d'éviter ainsi à l'avenir toute nouvelle source de conflits entre peuples. Si, par exemple, dans l'ancien empire d'Autriche-Hongrie, où l'on comptait des Allemands, des Magyars, des Tchécoslovaques, des Ruthènes, des Croates, des Slovènes, des Serbes, des Polonais, des Roumains, des Italiens, tous ces peuples avaient été parfaitement groupés suivant leurs affinités naturelles, la liquidation du *conglomérat autrichien* aurait été des plus faciles.

Malheureusement la réalité est tout autre. Regardons une carte

ethnographique de l'Europe centrale. Nous y voyons, au milieu d'agglomérations plus ou moins importantes et homogènes, d'innombrables îlots épars. Les invasions moscovites, tartares, turques, magyares, germaniques, ont en effet si bien désorganisé les pays qui les ont eues pour théâtre, et les différentes races de notre continent y ont si longtemps vécu dans une étroite promiscuité que nous nous trouvons aujourd'hui en présence d'un inextricable enchevêtrement de peuples disparates, les uns sortis de leurs frontières nationales et essaimés chez leurs voisins, les autres au contraire dissociés, encerclés à l'intérieur de leur cadre géographique.

C'est ainsi que la Tchécoslovaquie, qui pourtant présente une certaine unité aux points de vue géologique et physique, est habitée à la fois par des Tchèques, des Slovaques, des Ruthènes, des Allemands, des Magyars, des Polonais et des Juifs. Par contre, quantité de ses autochtones, Tchèques, Slovaques, Ruthènes, débordent ses frontières historiques, pour former dans les Etats voisins de plus ou moins importantes minorités nationales.

D'après le *recensement officiel du 1^{er} décembre 1910*, il y avait à cette époque en Bohême 63, 19 % de Tchèques et 36,76 % d'Allemands, en Moravie 71,75 % de Tchèques et 27,62 % d'Allemands, en Silésie (y compris le territoire de Tesin) 29, 2 % de Tchèques, 45,8 % d'Allemands et 22,7 % de Polonais, en Slovaquie 57,1 % de Slovaques, 30,3 % de Magyars, 6,7 % d'Allemands, 3,7 % de Ruthènes et 2,2 % divers et en Russie Subcarpathique 55,8 % de Ruthènes, 29,6 % de Magyars et 10,9 % d'Allemands. Les allogènes constituaient donc en Bohême le tiers de la population, en Moravie le quart, en Silésie les 2/3, en Slovaquie les 2/5 et, dans l'ensemble des pays tchécoslovaques, les 2/5.

Lorsque l'on considère l'importance des minorités nationales en Tchécoslovaquie, on est tenté de voir dans le nouvel Etat comme une réduction de l'ancienne Autriche-Hongrie, de se demander comment l'application du principe des nationalités a pu aboutir à la formation d'une pareille tour de Babel, de se poser cette grave question : « Etait-il bien nécessaire de détruire la vieille monarchie danubienne, pour lui substituer des Etats, comme l'Etat tchécoslovaque, aussi peu homogènes et par conséquent aussi peu solides qu'elle? »

Disons tout de suite que, Dieu merci ! la situation ethnographique du nouvel Etat n'est pas aussi grave que porterait à le croire la dernière statistique officielle de l'ex-empire d'Autriche-Hongrie. Si en effet la statistique rentre dans la catégorie des sciences exactes, il convient le plus souvent d'en examiner de très près les données ; cette précau-

tion n'est pas inutile si l'on veut connaître l'importance réelle de la majorité slave dans les pays tchécoslovaques, étant donné que l'administration austro-hongroise a toujours, au vu et au su de tous, maquillé ses recensements, dans le but de diminuer le nombre des Slaves.

Aucun pays plus que l'Autriche n'avait intérêt à connaître la force numérique de ses nationalités, et pourtant elle ne s'en soucia qu'assez tard. Après les tentatives de dénombrement de Marie-Thérèse et de Joseph II, opérations basées sur les professions et les religions, Charles de Czernig, en 1840, essaya de démêler les nationalités de la Monarchie et d'y tracer des frontières ethnographiques, mais sans se préoccuper des langues qui, à son avis, n'avaient aucune valeur en tant que critérium de la nationalité. En 1880, l'Autriche adopta, pour le recensement de sa population, la langue usuelle ou courante, *l'umgangssprache*. Depuis cette époque, l'Autriche possédait donc, à côté de sa langue officielle, l'*amtssprache*, de ses langues provinciales, les *landessprachen*, de ses idiomes usités, les *landesüblichen*, sa langue de recensement, *l'umgangssprache*.

Ce système de dénombrement linguistique n'était pas mauvais en soi : s'il n'y a pas concordance absolue et nécessaire entre la race et la langue, l'une peut souvent être choisie comme critérium de l'autre, notamment dans des pays comme l'ex-Autriche où les rivalités linguistiques avaient pris un développement considérable et où la langue maternelle, éternellement traquée, était conservée avec un soin extrême.

En effet, à la question qui lui est posée : « Dans quelle langue parlez-vous couramment? », l'individu n'est pas obligé d'indiquer la langue dans laquelle il s'exprime le plus fréquemment, par nécessité, dans ses relations sociales, si cette langue est celle d'un pays qu'il n'aime pas ; il peut, au contraire, par sa réponse, se déclarer citoyen d'un groupement national auquel le rattachent son hérité ou ses convenances personnelles. Mais, pour que ce système donne une photographie exacte des nationalités, il faut qu'il soit employé sans arrière-pensée politique.

Or, si le gouvernement austro-hongrois utilisait ce mode de recensement, ce n'était point précisément parce qu'il lui paraissait le plus juste, mais parce qu'il lui permettait de falsifier plus aisément ses statistiques et de diminuer ainsi les chiffres de la population slave. Plusieurs moyens très simples étaient à sa disposition : ou bien il n'enregistrait pas correctement les déclarations qui lui étaient faites, ou bien il portait comme Allemands ou Magyars ceux qui se servaient indifféremment des langues officielles et de leurs idiomes

maternels, ou bien il exerçait une pression morale sur les fonctionnaires, employés et ouvriers des maisons allemandes, gens qui, par leur situation sociale, étaient à sa merci, et nuisait à ceux d'entre eux qui confessaient une nationalité autre que celle de l'un des peuples dominateurs.

Pour se convaincre de la *malhonnêteté gouvernementale austro-hongroise* dans l'établissement de ses statistiques, il suffit d'examiner les résultats du recensement provisoire fait en Slovaquie au cours de l'année 1919 et de celui du 15 février 1921 concernant la Bohême. On constate qu'en Slovaquie, les Magyars représentent seulement 22,6 % et les Allemands 4,9 % de la population totale, tandis que les Slovaques atteignent 66,2 % et les Ruthènes 4,5 %. En Bohême, entre 1910 et 1921, la population de nationalité tchécoslovaque aurait augmenté de 138.728 âmes, alors que celle allemande aurait diminué de 304.700 âmes !

Il convient donc de majorer, dans de sensibles proportions, le nombre des Tchèques et des Slovaques à l'intérieur de leur Etat et de réduire au contraire le nombre des allogènes, principalement celui des Allemands et des Magyars, leurs oppresseurs d'hier. Néanmoins, il faut bien reconnaître que le *nombre des allogènes* est encore *considérable* ; si l'on ajoute à cela que la plupart d'entre eux ont été incorporés contre leur gré dans la République tchécoslovaque, on est obligé de constater que le principe des nationalités n'a pas été appliqué dans toute sa rigueur à la formation de cet Etat.

Quelles peuvent donc bien être les raisons pour lesquelles il a été porté atteinte au droit essentiel de libre disposition de certains groupements humains, comme les Allemands de Bohême et des Sudètes, les Polonais de la Silésie de Teschen et du Nord de l'ancienne Hongrie, les Magyars de Slovaquie et les Juifs ?

CHAPITRE II

LES ALLEMANDS DE BOHÊME

De tous les problèmes de délimitation de frontières qui se sont posés, quand il s'est agi d'appliquer le principe des nationalités à la formation de l'Etat tchécoslovaque, celui des Allemands de Bohême passa longtemps pour le plus grave et le plus difficile à solutionner; il fit même tant de bruit qu'il attira l'attention des personnes les plus ignorantes des problèmes de l'Europe centrale. Si nous reconnaissons l'importance de ce problème, nous croyons pouvoir en contester la complexité. Nous pensons même qu'il aurait pu se résoudre très aisément, à la satisfaction de tous, si quelques énergumènes allemands ne s'étaient pas efforcés de l'obscurcir et d'en fausser les données.

EXPOSÉ DE LA QUESTION

A première vue, il semblerait que la Bohême, avec sa parfaite unité géographique et son enceinte montagneuse la séparant de trois côtés des pays allemands, dût ne posséder qu'un seul peuple. Au contraire, par une sorte de démenti à l'ordre naturel des choses, c'est précisément à l'intérieur de cette province que s'est déroulé l'un des duels ethniques les plus furieux qu'ait enregistré l'histoire.

Si nous prenons une carte ethnographique de la Tchécoslovaquie, celle de Rauchberg par exemple, et si nous examinons les positions occupées en Bohême par les deux races qui se partagent son sol, les races slave et germanique, nous remarquons que les Tchèques occupent le socle de gneiss qui constitue le noyau du pays, prospèrent dans les régions plates et riches qui entourent ce terre-plein central et s'enfoncent jusqu'aux rampes de sa lisière montagneuse où ils se heurtent aux Allemands.

Dès ce premier coup d'œil, on perçoit nettement une *séparation élanche entre les deux peuples*; la teinte jaunâtre qui représente le

pays allemand et la teinte bleuâtre du pays tchèque semblent buter l'une contre l'autre. Allemands et Tchèques gardent en effet si jalousement leurs positions qu'il n'existe entre eux que de rares et étroites zones mixtes. Les deux fractions ennemies ont une telle horreur de la vie commune que, d'après Schlesinger, en 1880, dans les localités allemandes, les Tchèques n'étaient que 24.000 contre 1.820.000 Allemands et, dans les localités tchèques, 20.000 Allemands seulement étaient mêlés à 3.140.000 Slaves. C'est cette idée qu'exprime Auerbach lorsqu'il écrit sur la situation des nationalités tchèque et allemande en Bohême : « La démarcation est partout tracée à arêtes vives, peut-on dire, en ce sens que dans un même district, dans un même village, les habitations des Tchèques et des Allemands forment comme autant de territoires nationaux fermés et ne se mêlent pas plus que les âmes (1). »

Grâce au nationalisme jaloux, presque fanatique, qui a provoqué et entretenu ce violent conflit entre les deux races maîtresses de la Bohême, grâce aussi aux nombreux travaux entrepris par les savants sur cette importante question ethnique, il est facile de déterminer la *frontière tchéco-allemande*, de voir quelles sont les principales agglomérations germaniques et comment ces agglomérations se comportent (2).

C'est à l'angle Nord-Ouest du « quadrilatère » que la masse allemande est la plus compacte et atteint le pourcentage le plus élevé. Aux pieds des Smrciny (Fichtelgebirge) et des Krusne hory (Monts Métalliques), de Usti (Aussig) à Domazlice (Taus), les Allemands débordent des montagnes dans la plaine, franchissent le fossé de l'Ohre (Eger) et s'enfoncent profondément en territoire tchèque, englobant Cheb (Eger), leur quartier général, Usti, Litomerice (Leitmeritz), Teplice (Teplitz), Most (Brüx), Chomutov (Komotau), Jachymov (Joachimsthal), Karlovy Vary (Carlsbad), As (Asch), Tachov (Tachau), Stribro (Mies); ils poussent même des pointes jusqu'aux abords de Rakovnic (Rakonitz) et Plzen, qui se tiennent sur la défensive.

Dans cette vaste région, conquise par des colons originaires de Franconie, de Bavière et de Saxe, les Tchèques comptent d'importantes minorités; souvent même ils sont en majorité, comme dans les districts de Kadan (Kaaden), Zatec (Saaz), Podborany (Poderham), Zlutice (Luditz), dans le bassin houiller à l'Ouest de Plzen.

(1) *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*, 2^e éd., Paris 1918, p. 148. Cf. Dr A. BOHAC, *La statistique des Allemands de Bohême (Nation tchèque*, 4^e année, n^o 18-20).

(2) V. NIEDERLE, *op. cit.*, p. 111 et s.

Regrettant amèrement d'avoir laissé les Allemands s'implanter dans les riches terroirs de l'Elbe et de l'Ohre, les Tchèques mènent une furieuse offensive contre les positions allemandes; ils ont déjà réussi à s'insinuer dans les bassins industriels de Most, Teplice, Duchcov, qui ne possédaient pas de Tchèques il y a 50 ans, et à se rapprocher de la frontière géographique au Nord de Domazlice.

Au Sud des Smrciny, la frange germanique s'effile en un mince liseré pour atteindre les abords de la frontière bavaroise aux environs de Domazlice, puis s'élargit et forme une tache importante sur le versant Nord de la Forêt de Bohême et dans la vallée supérieure de la Vltava; elle englobe ainsi les villes de Vimperk (Winterburg), Prachatice (Prachatitz), Netolice (Netolitz), Krumlov (Krumau) et Kaplice. Là encore les fils des colons bavarois qui vinrent, derrière les Marcomans ou après la guerre de Trente Ans, comme défricheurs, mineurs ou verriers, sont dans une situation difficile; ils reculent sous la poussée des Tchèques qui reconquièrent peu à peu les positions perdues et atteignent déjà sur certains points, comme à Prachatice, la moitié de la population. Budejovice (Budweis), qui était leur métropole et l'un de leurs premiers avant-postes, se trouve maintenant complètement isolée en plein territoire tchèque et sérieusement compromise,

A partir de Litomerice, sur la Vltava, au Sud-Est des Monts Métalliques, la frontière ethnographique suit l'Elbe jusqu'à Libechov (Liboch), passe par Bila Voda (Weisswasser), remonte vers le Nord jusqu'à Paseky, descend vers le Sud-Est, gagne Jaromer, fait un nouveau crochet en direction de Trutnov (Trautenau); de la frontière prussienne, elle reprend la direction du Sud, contourne les Orlicke hory (Adlergebirge), passe en Moravie à Silperk (Schildburg), se continue dans cette province par Zabreh (Hohenstadt), Sternberk (Sternberg), Novy-Jicin (Neu-Jitschein); enfin, elle traverse la Silésie d'Opava (Troppau) pour atteindre à nouveau la frontière prussienne du côté de Krnov (Jägerndorf).

Bien que les Allemands soient encore fortement campés sur les crêtes des Monts de Lusace et des Jizerske hory (Isergebirge) et qu'ils « tiennent » toujours autour de leurs solides positions de Jablonec (Gablonz) et de Liberec (Reichenberg), leurs premières lignes dessinent cependant un léger mouvement de repli dans cette région, la plus peuplée et la plus industrielle de l'Etat tchécoslovaque.

En Silésie occidentale et en Moravie septentrionale, au Nord et à l'Est de la ligne que nous venons de tracer, les Allemands sont obligés de se tenir sur la défensive et de lutter contre les infiltrations slaves en direction de Glatz et d'Opava : il n'y a pas de ville ni de village

qui n'ait de minorité tchèque, même en pleine zone germanique.

Trois îlots allemands importants jalonnent la frontière géographique entre la Bohême et la Moravie : celui de Trebova (Trübau), Lanskrout (Landskron), Svitavy (Zwittau), au Nord, celui de Jihlava (Iglau), plus au Sud, celui de Hradisko, près de la frontière autrichienne.

En Moravie et en Silésie, Brno, Olomouc, Opava, Tesin, ne possèdent que d'importantes minorités allemandes et sont, en quelque sorte, noyées au milieu de populations slaves. C'est ainsi que Brno, qui passait pour très germanisée, a, d'après le recensement de 1921, 70,90 % de Tchèques et 26,5 % d'Allemands. Aux environs de Znojmo (Znaim), en Moravie méridionale, les Allemands ont dû reculer sous la poussée des Tchèques ; ils ne forment plus qu'un mince liseré bordant la frontière.

Il existe encore de nombreux Allemands à l'intérieur de la Bohême, principalement dans les villes importantes comme *Prague* et *Plzen*. Il n'est peut-être pas de ville tchèque où les passions soient plus surexcitées que dans la capitale de la Bohême ; c'est qu'en effet les Allemands ont été, pendant de longs siècles, les maîtres de la ville et qu'ils voient à regret, depuis un certain nombre d'années, disparaître, avec leur importance numérique, leur prépondérance sociale. De 73.000 en 1856, les Allemands sont descendus à 18.753 en 1910, tandis que les Tchèques passaient, dans le même laps de temps, de 60.000 à 202.000. Aussi n'est-il pas étonnant que le commerce et l'industrie aient réussi à s'émanciper de la lourde tutelle allemande et que la ville elle-même ait perdu son empreinte germanique pour devenir une capitale slave. Plzen était, elle aussi, en 1850, aux mains des Allemands qui atteignaient les trois quarts de sa population ; mais, comme Prague, elle a été depuis cette époque reconquise par les Tchèques.

Ce sont là les diverses régions et villes des pays tchèques où la population allemande se trouve agglomérée en noyaux importants. Il faut bien reconnaître que la situation des Tchèques en Bohême n'est pas aussi critique qu'on pourrait le craindre après avoir étudié leur histoire. Refoulés à maintes reprises par l'élément germanique, les Tchèques ont réussi, dans cet immense champ clos de Bohême, non seulement à réagir contre les influences étrangères et à conserver leurs positions, mais encore à réduire, sur de nombreux points, les intrus à l'état de minorité numérique et à scinder le cordon enveloppant des Germains en plusieurs tronçons épars.

Les statistiques officielles elles-mêmes de l'empire d'Autriche, — que l'on ne peut accuser de bienveillance à l'égard des Slaves ! —

signalaient leur *renforcement* en Bohême, renforcement qui aurait été encore beaucoup plus marqué si les Tchèques n'avaient pas subi une forte émigration (1).

En Moravie, il ne se pose pour ainsi dire pas de question allemande, car les Allemands y sont disséminés et ne forment nulle part des noyaux compacts. Mais il n'en est pas de même en Bohême et en Silésie occidentale. Malgré l'activité déployée depuis un demi siècle par les Tchèques pour reprendre possession de leur domaine historique, et en dépit des réels progrès qu'ils ont réalisés, les Allemands forment encore dans ces provinces de forts groupements dont il est impossible de ne pas tenir compte. La Bohême, à elle seule, d'après le recensement officiel de la République tchécoslovaque, ne renferme-t-elle pas actuellement 2.173. 230 Allemands, soit 330,40 pour 1.000 habitants?

THÈSE ALLEMANDE PANGERMANISTE

Lors du démembrement de l'empire austro-hongrois, les Allemands intransigeants, les partisans d'une *Gross Deutschland*, fermement convaincus, suivant le vieux principe teuton, que tout pays où vivent des Allemands est allemand, invoquaient, eux aussi, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et réclamaient le rattachement au Reich de la Bohême et de la Silésie allemande.

« Pourquoi donc, disaient-ils, accorderait-on aux Tchèques, aux Slovaques, aux Polonais, aux Yougoslaves, aux Roumains, aux Italiens de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie le *droit de libre disposition* et pourquoi nous le refuserait-on à nous, Allemands de Bohême? Ne sommes-nous pas groupés à proximité de notre mère-patrie, en nombre important et en masses compactes? N'avons-nous pas conquis sur les hommes et sur la nature le territoire que nous occupons? N'avons-nous pas apporté à ces peuples slaves la civilisation occidentale? Ne sommes-nous pas d'une essence supérieure à celle des Tchèques et des Slovaques? N'avons-nous pas tous la même langue, la même religion, les mêmes caractères et ne sommes-nous pas de même race que nos frères d'Allemagne? Enfin, si les chaînes de montagnes sont pour la Bohême autant de murailles qui la séparent de la Saxe, de la Silésie, de la Bavière, l'Elbe, qui emporte en Allemagne toutes les eaux de la Bohême, n'est-elle pas un fleuve allemand et ne fait-elle pas de la Bohême une dépendance de la grande

(1) Elles indiquaient par exemple que, sur 100 indigènes de Bohême, parlaient en 1880 : 37,17 allemand et 62,79 tchèque, et en 1910 : 36,76 allemand et 63,19 tchèque, proportions passées en 1921 à 33,04 et 66,64.

Allemagne? Ce serait commettre un véritable déni de justice que de ne pas permettre le rattachement des districts allemands et mixtes de la frontière aux territoires bavarois, saxons ou silésiens dans le cadre du Reich! » .

On conçoit aisément tout le regret que peuvent éprouver les Allemands à renoncer à leur *Deutschböhmen*, dont Bismark avait bien compris l'importance lorsqu'il disait : « Comment, nous devrions céder à quelqu'un la Bohême, ce plateau où prennent leur source tous les cours d'eau qui arrosent l'Allemagne, ce vaste camp retranché que Dieu lui-même a établi au cœur de l'Europe? Mais ce serait favoriser l'asservissement de l'Allemagne! ». Une Bohême indépendante et ennemie de l'Allemagne, n'était-ce pas l'anéantissement des beaux rêves germaniques du *Mittleuropa*, dont Berlin aurait été la capitale et Prague l'un des principaux points d'appui, et aussi de la fameuse ligne Hambourg-Berlin-Prague-Budapest-Nich-Sophia-Constantinople-Konieh-Alep-Bagdad, sur laquelle on comptait pour rendre l'Empire maître des riches et immenses territoires de la Mésopotamie, de la Perse et des Indes! Pour les pangermanistes, quelle terrible chute du domaine des utopies dans celui des réalités concrètes! Comment ne pas s'apitoyer sur les cruelles, mais légitimes déceptions de ces pauvres Allemands qui se croient asservis quand ils ne peuvent dominer!

CRITIQUE DE CETTE THÈSE

Certes, il est incontestable que *les colons allemands* ont eu, à travers l'histoire, une *influence profonde, parfois même heureuse, sur les pays tchèques*. En établissant les premières villes, en organisant l'exploitation des mines, en défrichant les forêts et les terres incultes, en perfectionnant l'outillage agricole et les procédés de culture, en améliorant la condition des paysans, ils ont, dans une certaine mesure, contribué au développement économique et social de ces pays. Herder et le romantisme allemand ont eu leur part d'influence sur la renaissance tchèque contemporaine. Mais de là à conclure, avec les pangermanistes, que les Allemands ont été les agents civilisateurs de l'Europe centrale, il y a un monde! Ernest Denis affirme même qu'en Bohême «c'est en dehors d'eux, sans eux et le plus souvent contre eux, que le peuple tchèque s'est formé, a grandi et s'est développé». Et il le prouve en montrant que ce sont les apôtres slaves, et non les moines de Germanie, qui ont évangélisé les Slaves, que ce sont les Tchèques qui ont été dans l'Europe centrale les pionniers du progrès, que ce sont eux qui ont arrêté les invasions turques, que c'est autour

d'eux que se sont groupés les peuples opprimés et les adversaires du régime metternichien, que si, lors de sa fondation, l'Université de Prague a présenté un caractère international, ce sont les professeurs tchèques qui, au xve siècle, lui ont donné une orientation originale (1).

Ce point d'histoire élucidé, voyons pour quelles raisons la nation tchèque ne pouvait consentir au démembrement de son territoire historique et sur quels principes on a pu s'appuyer pour défendre l'intégralité de la Bohême et placer les Allemands de cette province sous la domination tchèque.

Il convient tout d'abord de remarquer que les Tchèques auraient pu se contenter d'invoquer, vis-à-vis de ceux-là mêmes qui n'avaient jamais hésité à fouler aux pieds les principes de justice et d'égalité des nations, l'axiome bien connu : *palere legem quam fecisti*. Ils n'ont pas voulu le faire. N'avaient-ils pas, d'ailleurs, sans recourir à un tel argument, d'excellentes raisons stratégiques, économiques et politiques qui, toutes, militaient en leur faveur et corrigeaient les absurdités auxquelles aurait inévitablement conduit l'application stricte du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Géographiquement parlant, il y a, avons-nous dit, des conditions essentielles fautes desquelles un État ne peut subsister ou ne peut vivre que d'une vie alanguie. Telle est la possession de frontières susceptibles de lui procurer un minimum de sécurité, en le mettant à l'abri d'une brusque agression militaire. Or la Bohême, cœur des pays tchécoslovaques, a été dotée par la Providence de *merveilleuses frontières naturelles*, et il se trouve que c'est précisément de l'autre côté de ces chaînes de montagnes qui l'enserrent au Nord, à l'Ouest et au Sud, que se trouvent ses plus grands ennemis d'hier et de toujours, les Allemands d'Allemagne et d'Autriche. Que sera demain? — Nul ne le sait! — Peut-être se produira-t-il, dans un avenir plus ou moins éloigné, un rapprochement germano-slave; mais rien ne le laisse prévoir. Il était donc naturel et de bonne politique, si l'on voulait assurer à l'État tchécoslovaque, que l'on appelait à la vie juridique, sa liberté et son indépendance et l'empêcher de devenir un vassal de l'Empire allemand, de lui permettre d'occuper toute l'aire géographique de la Bohême et de pousser sa frontière politique jusqu'à la rencontre des montagnes. A cette seule condition, l'État tchécoslovaque était un État viable, capable de résister à la formidable poussée économique et militaire dont il est menacé à l'Ouest de son territoire. Comme le disait avec à propos M. René Pichon :

(1) V. *Question des Allemands de Bohême* (*Revue Bleue*, n° du 15 nov. 1919), p. 674.

« Ce serait une duperie que de l'affranchir (l'État tchécoslovaque) sans lui permettre de s'appuyer aux solides frontières que la nature lui a préparées. Une parcelle d'indépendance ne serait qu'un mot vide de sens ».

Si en effet les Allemands étaient devenus les maîtres des montagnes frontières, ils auraient pu, sans heurts, le jour où ils en auraient eu le désir, installer leurs canons à 60 kilomètres de Prague et envahir la forteresse démantelée de Bohême.

La meilleure preuve de l'importance stratégique de ces hautes chaînes montagneuses réside dans ce fait qu'elles ont toujours protégé les pays tchèques contre les invasions allemandes. M. Edouard Benes, le grand homme d'État tchèque, a, dans un article très documenté sur le problème capital des Allemands de Bohême (1), tout particulièrement insisté sur cette idée.

« Il est frappant, dit-il, de constater que les Allemands qui, jusqu'aux ix^e et x^e siècles n'occupaient que les plaines de l'Elbe et les plaines de la Bavière, ont pu pénétrer, d'un côté, dans les régions baltiques et dans la Silésie prussienne et de l'autre, dans les pays autrichiens. Ils ont absolument anéanti toutes les populations slaves de l'Elbe et de l'Oder, aussi bien que du Danube. Ils ont pénétré jusqu'en Lithuanie, jusqu'à Breslau et jusqu'à Presbourg, enveloppant ainsi complètement de trois côtés le quadrilatère de la Bohême ; mais la position stratégique des Slaves de Bohême a si bien facilité la résistance du peuple tchécoslovaque qu'il a pu échapper au malheureux sort des Slaves de l'Elbe et des Slaves de la Basse-Autriche et de la Styrie. »

Ce que les Allemands n'avaient pas réussi à obtenir dans le passé, il ne fallait pas qu'ils pussent, à la faveur d'un idéalisme outrancier, l'obtenir dans l'avenir. Pour cela, il n'y avait qu'un moyen, et un moyen à la fois très simple et très juste : respecter les frontières séculaires de la Bohême, qui constituaient pour elle une frontière stratégique de tout premier ordre et qui étaient seules susceptibles de lui assurer l'indépendance et la sécurité.

Même sans envisager de conflit armé avec le Reich, il y aurait eu un autre danger pour le nouvel État si le pourtour germanique de la Bohême avait été rattaché aux territoires allemands de la Saxe, de la Silésie, de la Bavière. Étant donnée l'impossibilité matérielle où se trouveront ces provinces de se suffire au point de vue économique, étant donné aussi l'accroissement de la population de race germanique, sa puissance d'expansion et ses concepts économiques et

(1) *La Paix des Peuples*, n° 5, I^{re} année, p. 77 et s..

politiques, les Allemands auraient été amenés, tôt ou tard, pour assurer leur ravitaillement, ainsi que l'écoulement de leurs matières premières et de leurs produits, à étendre la sphère d'influence de leurs régions productrices à celles voisines tchèques et à les réunir en un seul groupement, sinon par la force, du moins par une infiltration pacifique.

Les Tchécoslovaques réclamaient encore l'intégralité du quadrilatère pour une autre raison. Ils disaient que la Bohême était un tout dont les différentes parties se complétaient naturellement, que, par conséquent, sa dissociation entraînerait de graves perturbations économiques et entraverait inévitablement sa production industrielle et minière.

En effet, la ceinture montagneuse de la Bohême, traversée seulement par quelques routes et de rares voies ferrées, interdit aux districts allemands de cette province tout débouché important dans le Reich voisin, alors que les voies de communication convergent toutes vers Prague et font de cette ville le centre d'attraction de toutes les énergies nationales. De plus, si cette zone germanique alimente en matières premières et en objets manufacturés la majeure partie des plaines intérieures de la Bohême et leur donne ainsi une grande prospérité, elle a besoin, en échange, des produits agricoles des pays tchèques voisins. Enfin, au point de vue travail, la région minière et industrielle de cette périphérie étrangère est tributaire de la main-d'œuvre tchèque et ne peut se passer d'elle.

La meilleure preuve de l'unité économique de la Bohême, c'est que, pendant la guerre, le gouvernement autrichien avait voulu diviser le pays en deux zones de ravitaillement, l'une tchèque et l'autre allemande, et que les Allemands avaient été les premiers à réclamer à Vienne contre cette mesure qui les plongeait dans la plus extrême misère.

Même depuis le rattachement des Allemands de Bohême à l'État tchécoslovaque, un certain nombre d'Allemands, plaçant, avec un sens réaliste bien germanique, leur intérêt personnel avant celui du Vaterland, ont reconnu cette unité économique de la Bohême (1).

Il existe donc une solidarité d'intérêts indéniable entre les deux régions ethniques de la Bohême. Si elles avaient été séparées l'une de l'autre, elles auraient été plongées toutes deux dans des crises économiques insurmontables, affamées, ruinées et peut-être entraînées dans un conflit armé et sanglant.

De plus, à côté de ces excellentes raisons stratégiques et économi-

(1) V. RIVET, *op. cit.*, p. 75 et *Revue Bleue*, n° *cit.*, p. 544.

ques en faveur de l'union, dans le cadre de l'État tchécoslovaque, des zones slave et germanique de Bohême, il en est une autre qui découle de l'histoire et suffit, à elle seule, à justifier cette union.

Tandis que les Tchèques sont en Bohême dans leur *domaine historique*, les Allemands n'y sont que des colons ou des descendants de colons, des intrus, des usurpateurs. Ils sont venus les uns après les autres à l'appel des rois de Bohême, puis, après la Montagne Blanche, à celui des Habsbourg et des gouvernements autrichiens. Ils se sont établis dans cette région qu'ils ont appelée *Deutschböhmen*, tantôt par la ruse, tantôt par la violence, et ils se sont efforcés de la dénationaliser, pour mieux la germaniser ensuite et en faire leur domaine propre et exclusif. S'ils n'ont pas complètement réussi à atteindre leur but, c'est qu'ils se sont heurtés à une résistance acharnée de l'élément tchèque autochtone. « Leur usurpation, a écrit M. René Pichon, ne saurait leur créer un droit. Le voleur qui a réussi à pénétrer par effraction dans une ou deux chambres d'un bâtiment est-il recevable à proposer au propriétaire un partage amiable de la maison? Ici la maison est aux Tchèques; les Allemands n'ont qu'à en sortir s'ils ne veulent pas reconnaître l'autorité des possesseurs légitimes (1). »

Les Tchèques sont les véritables propriétaires du sol bohême. Malgré leurs faiblesses et leurs négligences passées, ils n'ont jamais abandonné, cédé leurs droits sur la moindre parcelle de la terre de leurs ancêtres et n'ont pas été absorbés, dénationalisés par ceux-là mêmes qui s'étaient efforcés d'y parvenir. Au contraire, depuis le xix^e siècle, grâce à leurs idées démocratiques et par les seules armes intellectuelles, ils ont réussi, dans ces districts allemands, à provoquer un réveil national et à reconquérir une partie des positions qu'ils avaient perdues au cours des siècles précédents. On ne pouvait donc loyalement leur refuser le droit d'être les maîtres chez eux et de diriger les destinées de leur patrie tchèque tout entière. La Silésie occidentale ne pouvait, elle non plus, être abandonnée au Reich, car celui-ci se serait alors enfoncé comme un coin entre les Tchèques et les Polonais. D'ailleurs, les Allemands du *Sudetenland* n'étaient-ils pas, eux aussi, que des colons, et même des colons installés depuis peu?

En un mot, l'application intégrale du principe des nationalités au cas des Allemands de Bohême et de Silésie aurait abouti à de véritables injustices et menacé l'indépendance des pays tchécoslovaques. C'est donc avec juste raison que, par objectivité scientifique,

(1) *Les Pays tchèques*, op. cit., p. 26.

étant données les conditions actuelles de la vie politique et économique, les représentants des Grandes Puissances Alliées et Associées à la Conférence de la Paix n'ont pas imposé à ces provinces une consultation populaire et ont disposé du peuple allemand qui les habitait pour l'incorporer, contre son gré, dans l'État tchécoslovaque. Ce n'était peut-être pas la solution idéale ; mais c'était la seule équitable.

THÈSE AUTONOMISTE (1).

Depuis la naissance de l'État tchécoslovaque, à l'exception de quelques exaltés qui, faisant abstraction de leur intérêt personnel et de celui de leurs compatriotes, ont continué à réclamer le rattachement de leur pays au Vaterland, la plupart des Allemands de Bohême se sont ralliés à un autre programme, moins intransigeant, mais plus dangereux en raison de son manque de netteté et de sincérité.

Se rendant compte que tant que le Reich ne sera pas sorti de son impuissance actuelle, il y aura impossibilité pour lui de satisfaire pleinement leurs instincts nationalistes, ces bons Allemands consentent — provisoirement, cela va sans dire ! — à rester rattachés à l'État tchécoslovaque, mais réclament une *large autonomie* et l'*égalité de traitement absolue* avec leurs maîtres slaves.

« Nous ne voulons pas, disent-ils, être traités en parents pauvres, car nous ne sommes pas, dans le nouvel État, une minorité nationale, mais une nation puissante tant au point de vue économique que politique. La République tchécoslovaque étant, comme l'ancienne Monarchie dualiste, un État de nationalités et non un État national, doit poser en principe l'égalité en droits de toutes ses nations. Nous ne consentirons à coopérer avec les Tchèques que s'ils reconnaissent l'existence, à côté de leur nation tchèque, de notre nation allemande, s'ils consentent à faire de notre langue une deuxième langue d'État, s'ils se décident à adopter une forme fédérative ou un système politique du type suisse, avec des cantons indépendants, s'ils nous accordent un statut spécial, une représentation parlementaire proportionnelle à l'importance de nos effectifs et le droit absolu pour chacun de nous d'accéder aux plus hautes charges administratives et gouvernementales. Si l'on refuse de faire droit à ce minimum de revendications, nous ne pourrions reconnaître l'État tchécoslovaque. »

Les Tchèques ne sont pas assez naïfs pour croire que si le droit de disposer de soi-même a pu disparaître du programme des Allemands de Bohême, l'idée de cette libre disposition a aussi disparu de

(1) V. RIVET, *op. cit.*, p. 66 et s.

leur esprit. Ils savent que l'autonomie réclamée par les Allemands est considérée par eux comme une étape vers le *but secret de proclamer un jour leur séparation* des pays tchèques et leur rattachement au Reich. Aussi les Tchèques, considérant que l'État tchécoslovaque, tel qu'ils l'ont reconstitué au prix des plus grands sacrifices, est leur État, que cet État est, par suite de son développement historique, un État unifié et que tout État doit être assis sur des principes d'unité et d'ordre, n'acceptent-ils pas d'abandonner leur souveraineté sur la moindre parcelle du sol national, de confier la direction de leur pays à des étrangers, de créer un État dans leur État.

D'ailleurs, *les Allemands de Bohême ne constituent pas*, à proprement parler, *une unité*. D'origine bavaroise, franconienne, thüringienne, saxonne, frisonne, flamande, ils n'appartiennent pas au même rameau de la race germanique; ils n'ont pas d'histoire commune; ils diffèrent les uns des autres par la culture, le dialecte, le genre de vie. Répartis le long des montagnes frontières en plusieurs groupes distincts, mal reliés entre eux et sans intérêts communs, ils ne forment ni un tout géographique ni un tout économique. C'est donc avec juste raison que, lors de l'élaboration des traités de paix, les Principales Puissances Alliées et Associées ont considéré les Allemands incorporés à la Bohême, à la Moravie et à la Silésie comme formant une simple minorité nationale et leur ont refusé le traitement de faveur qu'ils réclamaient.

CHAPITRE III

LES MAGYARS DE SLOVAQUIE

Lorsque s'est effondré l'empire austro-hongrois, le conflit ethnique magyaro-slave en Slovaquie et celui germano-slave dans les pays tchèques présentaient de nombreuses analogies.

Les Slovaques, comme les Tchèques, avaient fait partie de cet empire de Grande Moravie qui avait connu de si beaux jours sous les Rostislav et Svatopluk et était tombé vers 906 sous les coups de tribus nomades, de race magyare, venues des plaines de la Tisa et du Danube à l'appel du roi de Germanie, Arnulf.

Malgré des droits historiques indéniables sur leur sol national, malgré la puissance de leur conscience ethnique, malgré une défense courageuse contre les assauts répétés et acharnés de leurs agresseurs, Slovaques et Tchèques avaient, à quelques siècles d'intervalle, perdu leur indépendance politique pour subir, soit l'hégémonie magyare, soit l'hégémonie germanique. Les uns et les autres avaient été soumis ensuite aux mêmes procédés de dénationalisation : l'immigration et la persécution.

A la manière des Allemands, qui s'étaient introduits en Bohême et en Moravie pour se substituer aux Tchèques, les Magyars avaient fondé en Slovaquie des *colonies* si *importantes* qu'ils avaient pu espérer submerger, assimiler cette race de paysans slovaques, pauvres et ignares, « cette plèbe qui n'était encore que la matière d'un peuple » (E. Denis).

N'ayant pas réussi à obtenir la fusion qu'ils désiraient et fermement convaincus que la nation magyare avait un grand rôle historique à jouer parmi les « nationalités barbares » de l'Europe centrale, les junkers de la Tisa — qui se piquaient pourtant de belles manières et se disaient les descendants d'une race noble et chevaleresque ! — avaient entrepris, dans leur mégalomanie malade, de vaincre par l'oppression, voire même l'extermination, la résistance de ces laboureurs qui ne voulaient pas de leur culture.

Malgré le régime de terreur auquel ils avaient été soumis pendant

près d'un millier d'années, les Slovaques n'avaient pas cessé de vivre et de penser et avaient précieusement conservé leur conscience nationale; ils s'étaient en général maintenus sur leurs anciennes positions et n'avaient fléchi qu'insensiblement à l'intérieur de leur domaine historique.

D'après les statistiques officielles de l'ex-Monarchie dualiste, les Slovaques de Transleithanie seraient passés, entre 1890 et 1910, en chiffres ronds, de 1.910.000 à 1.970.000, après avoir atteint 2.000.000 en 1900. Si l'on veut tirer de ces chiffres leur véritable signification, il ne faut pas oublier qu'au cours des quarante dernières années, plus de 700.000 Slovaques ont émigré vers l'Amérique, la Russie et les grandes villes autrichiennes et hongroises, notamment Vienne et Budapest; il ne faut pas oublier non plus qu'en Autriche-Hongrie les statistiques officielles étaient des plus sujettes à caution et ne donnaient qu'une idée très imparfaite de la véritable importance numérique des nationalités. La statistique à laquelle il a été procédé en 1919 dans le pays slovaque ne constate-t-elle pas, dans ce seul pays, la présence de 1.940.980 Tchécoslovaques contre 665.703 Magyars, 143.532 Allemands et 188.651 divers?

Comme en Bohême, Slaves et Allemands, en Slovaquie, Slaves et Magyars se pénètrent peu mutuellement; aussi la *frontière ethnographique* des Slovaques est-elle assez facile à déterminer (1). Elle part de Devin (Theben), à l'embouchure de la Morava et du Danube, et suit approximativement, à l'Ouest et au Nord, l'ancienne frontière politique austro-hongroise, séparant sur tout ce parcours les Slovaques des Moraves et des Polonais. A l'Est, elle part de Uzhorod (Ungvar), passe par Huta, le village slovaque le plus oriental, monte vers le Nord, puis le Nord-Ouest, pour rejoindre, dans les Beskides, la frontière méridionale de la Galicie; elle sépare alors les Slovaques des Ruthènes. Au Sud, la frontière ethnographique court entre les Slovaques et les Magyars; elle va de Uzhorod à Kuzmice (Korma), au Sud-Est de Kosice (Kassa), contourne cette ville, se dirige sur le Hnilec, passe entre Spis (Szepes) et Smolnik (Szomolnak), longe la frontière politique suivant une ligne jalonnée par Roznava (Rozsnyo), Rimavska Sobota (Rimaszombat), Lucenec (Losonc), Levice (Leva), fait une pointe vers le Sud jusqu'à Nove Zamky (Ersekujvar), revient sur Galanta, reprend sa direction Ouest-Est, touche Bratislava (Presbourg) et rejoint Devin (2).

Si les Magyars sont ainsi massés en région linguistique assez im-

(1) V. E. DENIS, *op. cit.*, p. 256 et NIEDERLE, *op. cit.*, p. 115 et s.

(2) Il y a également en Slovaquie les îlots allemands de Kosice. Kezmark et Kremnica et quelques noyaux disséminés de Magyars et de Polonais.

portante tout le long de la frontière hongroise, ils ne constituent pas un réel danger pour l'État tchécoslovaque. Nulle part les Slovaques ne reculent devant les essais de pénétration étrangère; partout ils constituent, de l'aveu même des Magyars, des minorités importantes qui ne manqueront pas d'ailleurs de marquer de réels progrès avec le changement des conditions politiques. Dans le comté de Spis, où un golfe magyar s'enfonce profondément en plein cœur de la Slovaquie, les Slovaques forment de nombreux îlots et débordent même sur le territoire de l'État hongrois. Il en est de même dans la région de l'Ipel et du Danube que franchit la race slave pour faire le siège de Budapest. Quant à la Slovaquie orientale, elle se slovaquise de plus en plus. On peut donc dire que la *situation ethnographique* de la Slovaquie n'est nullement critique.

Les Magyars n'ont pas abordé aussi résolument que les Allemands le problème de leur rattachement à la Hongrie ou de leur autonomie dans le cadre de l'État tchécoslovaque. Et pourtant, maîtres d'hier, fiers de leur passé et de leur culture, ils trouvent dure la domination des Tchèques et des Slovaques qu'ils n'ont jamais cessé de considérer comme des êtres inférieurs et qu'ils ont toujours profondément haïs. Mais ils ont parfaitement senti que leur mère-patrie ne pouvait actuellement leur être d'un grand secours. Ils se sont donc contentés d'essayer de détruire l'unité tchécoslovaque en organisant un *mouvement autonomiste slovaque*. Ils attendront des jours meilleurs pour faire valoir leurs revendications, demander, avec leurs frères de Hongrie, la révision du traité de Trianon et notamment le rétablissement de leur État dans son intégrité territoriale « millénaire », avec la Slovaquie, ce pays d'où partent toutes les routes et rivières de Magyarie, et dont la religion, la culture et la vie économique sont les mêmes que les leurs !...

Bien entendu, jamais la Tchécoslovaquie ne consentira à céder à la Hongrie la moindre parcelle du territoire que lui ont accordé, non sans raisons, les traités de paix. Il est facile de comprendre, par exemple, toute l'importance que peuvent attribuer les Tchécoslovaques à la frontière du Danube et de l'Ipel, tant au point de vue stratégique qu'économique. Ces fleuve et rivière constituent, en effet, dans cette région, la seule frontière naturelle; de plus, le Danube procure au nouvel État slave son meilleur débouché maritime et lui donne deux ports absolument indispensables à sa vie économique, Bratislava et Komarno (Komorn), dont la perte accentuerait son isolement dans le monde. Nul ne peut contester leurs droits, dans la région de Spis, sur les montagnes qui ont été leur berceau et qui forment, avec le pays environnant, un tout géologique, stratégique

et économique et, dans celle de Kosice, où les races sont très mélangées depuis les guerres du XIII^e au XVIII^e siècles, sur le pays emprunté par la seule voie ferrée reliant la Slovaquie et la Russie Subcarpathique.

Lorsque les conditions politiques, économiques, scolaires, auront changé, une *réaction se produira* en Slovaquie au profit des autochtones. Avec l'arrêt ou le ralentissement de l'émigration, le retour de nombreux nationaux dans la patrie libérée, le pourcentage des allogènes diminuera rapidement et, grâce à la cessation du régime d'arbitraire, à la suppression des privilèges au profit des Magyars et à l'établissement de droits égaux pour tous, il ne manquera pas de se produire une *reslavisation de la Slovaquie*.

CHAPITRE IV

LES POLONAIS

I. — Question de la Silésie de Teschen (1).

L'un des conflits de délimitation de frontières qui depuis l'armistice ont présenté le plus de gravité est certainement celui qui s'est élevé entre Tchèques et Polonais au sujet de l'attribution de l'ancienne province autrichienne de Teschen (Tessin en tchèque ou Cieszyn en polonais). Non seulement ce conflit a fait couler beaucoup d'encre, mais il a aussi, par des effusions sanglantes, failli troubler la tranquillité de l'Europe centrale et mis en péril les relations amicales de ces deux peuples slaves.

EXPOSÉ DE LA QUESTION (2).

La Silésie orientale de Tesin, prolongement naturel de la Haute-Silésie, formait, avant la dislocation de l'Autriche, en octobre 1918, avec la Silésie occidentale d'Opava (Troppau), l'unité administrative appelée *duché silésien*. Présentant la forme d'un rectangle et mesurant 2.282 km², cette Silésie de Tesin était limitée à l'Ouest par la rivière Ostravice (Ostrawitza), à l'Est par la Biala, au Nord-Est par la Vistule, au Nord par l'Oder et l'Olsava (Olsa) et au Sud par les Beskides. Elle était traversée, du Sud au Nord, par la Vistule et par l'Olsava et l'Ostravice, deux affluents de l'Oder. Dans sa partie méridionale, se trouvait l'important défilé de Jablunkov (Jablunka, Jablonkow), considéré à juste titre comme l'une des prin-

(1) Bibliographie : H. GRAPPIN, *La question de la Silésie de Teschen*, Paris 1919. — Ch. RIVET, *Les Tchécoslovaques*, op. cit., p. 76 et s. — *Mémoires tchèques et polonais* présentés au Congrès de Paix.

(2) Dans cet exposé, nous indiquerons, comme nous l'avons fait jusqu'ici, à côté de chaque nom géographique tchèque, le nom géographique allemand ou magyar le plus répandu en France; nous ajouterons parfois le nom polonais, afin d'éviter tout illogisme dans l'exposé de la thèse polonaise et de permettre l'étude de la question de Teschen dans les ouvrages à nomenclature polonaise.

cipales routes commerciales entre l'Europe du Nord et celle du Sud.

La Silésie de Tesin était divisée administrativement en quatre districts : deux à l'Ouest, ceux de Frydek (Friedek) et de Frystat (Freistadt, Frysztat), un au Centre, celui de Tesin, et un à l'Est, celui de Bilsko (Bielitz, Bielsk). D'après la statistique officielle de 1910, ce petit pays comptait 426.667 habitants, dont 233.850 Polonais (54,8 %), 115.605 Tchèques (27,1 %), 76.916 Allemands (18 %) et 297 divers (0,1 %). Le district de Frydek était presque exclusivement tchèque et celui de Bilsko, en majeure partie polonais ; celui de Frystat comprenait 24 % de Tchécoslovaques contre 63 % de Polonais et celui de Tesin, 76 % de population polonaise (1).

Au point de vue linguistique, savants tchèques et polonais paraissent à peu près d'accord pour reconnaître que dans les districts de Bilsko, Tesin et Frystat, la langue parlée était la langue polonaise type et non un dialecte se rapprochant du tchèque ou du polonais et que, s'il existait une langue de transition polono-moravienne, le silésien, celle-ci n'était parlée que dans le district de Frydek et au delà de l'Ostravice, par les Slonzaks (2).

Comment se fait-il donc qu'un pays aussi petit que celui de Tesin ait été aussi âprement disputé par les Tchèques et les Polonais ? — C'est qu'il présentait un *très grand intérêt économique*. En effet, si le climat de cette région, relativement froid et humide, était peu favorable à l'agriculture, son sol peu fertile et sa division en très grandes propriétés peu faite pour augmenter sa productivité (3), son sous-sol était d'une richesse inestimable. Ne renfermait-il pas de l'or, de l'argent, du plomb, du cuivre et du fer ? Mais surtout, n'était-ce pas dans sa partie Nord-Ouest que se trouvait le bassin houiller d'Ostrava-Karvinna (Mährisch-Ostrau, Ostrawa-Karwina) qui, avec ses 38 puits, ne constituait qu'une très faible partie (11,1 %) de l'immense bassin de Haute-Silésie, mais dont l'extraction atteignait cependant, en 1913, 7.400.000 tonnes ?

La présence en Silésie de Tesin de grandes quantités de houille

(1) Si l'on compare les recensements autrichiens de 1880, 1890, 1900 et 1910, on découvre, entre 1900 et 1910, une augmentation de la proportion des éléments tchèques (3,4 %) et allemands (2,6 %), jusqu'alors en diminution, par rapport à l'élément polonais, jusqu'alors en progression.

(2) Dans ce sens : enquête autrichienne de 1850, les linguistes polonais Malinowski, Bystron, Nitsch, les linguistes tchèques Sembera, Bartos, Niederle. Avant 1850, les Allemands Bayer et Springer. Les savants tchèques Safarik et Koristka considéraient la Silésie de Teschen comme plus polonaise que tchèque. V. H. GRAPPIN, *op. cit.*, p. 19 et s.

(3) L'archiduc Frédéric de Habsbourg, l'ancien généralissime de l'armée autrichienne, ne possédait-il pas à lui seul 643 km², soit environ le tiers de tout le territoire de la Silésie de Teschen ?

et de minerais de fer avait donné un essor surprenant à la sidérurgie dont le centre était Trinec (Trzynietz). L'industrie des métaux comptait 500 usines dont 200 fabriques de machines. L'industrie des tissus, celles du bâtiment, des matériaux de construction, du bois, des produits chimiques, y étaient particulièrement prospères.

Si la possession de la Silésie de Tesin était rendue précieuse par la richesse de ses gisements houillers, elle l'était aussi par l'importance de ses voies de communication. En effet, la ligne de Bohumin-Kosice (Oderberg-Kassa, Bogumin-Koszyce), qui passe par le col de Jablunkov, constitue l'un des plus importants tronçons de la grande voie internationale Berlin-Budapest-Bucarest-Constantinople et, en même temps, la meilleure et la plus rapide des lignes reliant la Slovaquie avec les provinces tchèques. La ligne du chemin de fer du Nord, reliant Vienne à Cracovie-Lwow-Kiev-Odessa, à Varsovie-Moscou-Pétrograd, à Breslau-Berlin-Dantzig, longe, à l'Ouest, la Silésie de Tesin et passe à Bohumin qui, avec les lignes de Prague, Brno et Kosice, devient l'un des principaux nœuds de voies ferrées de l'Europe centrale.

Tchèques et Polonais appuyaient leurs revendications non seulement sur des bases géographiques, ethnographiques et économiques, mais aussi sur des *bases historiques*. En retraçant l'histoire de la nation tchèque, nous avons vu que la riche Silésie excita de tout temps les appétits de ses voisins, Tchèques, Polonais et Allemands et passa successivement entre leurs mains. Après avoir fait partie de l'empire de Grande Moravie, puis du royaume de Bohême sous les Premyslides, elle devint polonaise sous Boleslav l'Intrépide, puis tchèque avec Venceslas II, de nouveau polonaise pendant le règne de Ladislas I^{er} le Bref et de Casimir le Grand, pour passer définitivement, à partir de Jean de Luxembourg, sous la domination tchèque. Nous savons également que, lors du démembrement de la Silésie, le pays de Tesin est resté rattaché à la Bohême dont il n'a plus cessé ensuite de partager heurs et malheurs. Disons en outre ici que ce territoire est devenu en 1290 une principauté indépendante, qu'en 1327, par suite d'une entente entre Jean de Luxembourg et les princes silésiens, il a été constitué en fief au prince Kasimir et qu'il a été gouverné par ses princes indigènes jusqu'en 1653, année de la mort du dernier d'entre eux, la princesse Elisabeth Lucrèce.

THÈSE TCHÉCOSLOVAQUE.

« La Silésie de Teschen, disaient les Tchécoslovaques, appartient depuis le xiv^e siècle au royaume de Bohême qui, juridiquement par-

lant, n'a jamais cessé d'exister et qui, en raison de la rupture par le fait des Habsbourg du contrat passé avec eux en 1526, reprend aujourd'hui sa liberté. François-Joseph lui-même, en 1858, lorsqu'il donnait ce pays en apanage à l'archiduc Frédéric, ne parlait-il pas du « fief de Teschen qui dépend de la couronne de Bohême »?

Le peuple tchécoslovaque ne peut renoncer à ses droits sur la Silésie de Teschen, non seulement pour cette raison que, depuis 600 ans, elle fait partie intégrante des territoires de la Couronne de Saint-Venceslas et se trouve liée organiquement aux autres pays tchèques, mais aussi pour des raisons économiques, stratégiques, ferroviaires et ethnographiques.

La République tchécoslovaque, sans débouché maritime et isolée au milieu de puissances qui, jusqu'à hier, étaient ses ennemies, ne trouvera sa force que dans son industrie. Pour qu'elle puisse lutter sur le terrain économique, il faut qu'elle devienne un État industriel puissant. Or elle ne peut se procurer le *coke indispensable* pour son industrie du fer que dans le bassin d'Ostrava-Karvinna; car le charbon de Bohême, qui d'ailleurs n'est extrait qu'en petites quantités et commence à se raréfier, ne se prête pas à la fabrication du coke.

De plus, il serait déraisonnable de séparer la région industrielle d'Ostrava-Vitkovice-Bohumin et le district minier de Frystat, ces deux régions étant solidaires l'une de l'autre et constituant un *tout économique indivisible*.

Enfin, la Pologne, avec ses puits de pétrole, ses immenses forêts, ses bassins houillers inépuisables de Galicie et de Pologne russe, qui, à eux seuls, possèdent une réserve de 35 milliards de tonnes environ d'un charbon excellent, et aussi avec les autres richesses qui lui reviendront dans le partage de la Haute-Silésie, est en mesure de s'accommoder parfaitement de la perte du gisement carbonifère de Tesin. D'ailleurs son industrie n'est pas très développée, ses mines ne sont pas exploitées avec le maximum de rendement, ses bassins houillers exportent une grande partie de leurs produits dans des pays déficitaires, comme la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie.

De même que notre État se trouverait profondément lésé dans ses intérêts vitaux si le district de Frystat ne lui était pas attribué, de même il ne saurait se passer du district de Tesin, seul susceptible d'assurer, au point de vue stratégique, la *protection de ses provinces morave et slovaque* et de permettre à ces mêmes provinces de communiquer entre elles. C'est en effet dans cette région que se trouve le fameux défilé de Jablunkov. Sans la *ligne Bohumin-Kosice*, qui emprunte cet important couloir, toute la Slovaquie est pour ainsi

dire en l'air, car la seule autre voie ferrée qu'elle ait pour se réunir aux autres pays tchèques, celle de Brno à Tepla par le col de Vlára, est très imparfaite et en outre à voie unique. Quel intérêt les Polonais tireraient-ils donc de la possession de cette ligne dont les deux terminus sont en territoire tchécoslovaque et qui n'est qu'en relations indirectes avec le réseau polonais? Améliorer cette ligne ou en créer une autre? Il n'y faut guère songer, à cause des montagnes; dans tous les cas, en raison des difficultés techniques, ce travail demanderait de longues années et nécessiterait de grands frais. On nous parle aussi de traités économiques et politiques avec la Pologne? Il faut tout de même bien reconnaître qu'il est profondément humiliant pour un État libre et qu'il peut être dangereux pour lui de se mettre à la merci de voisins, si pacifiques, libéraux et sympathiques qu'ils puissent être!

Au point de vue ethnographique, il faut considérer que 15 % au moins des habitants de la Silésie de Teschen sont des *Slonzaks* et que ces gens ont été comptés comme Polonais lors du recensement autrichien de 1910. Établis de longue date dans ce pays, ils parlent un dialecte de transition entre le tchèque de Moravie et le polonais de Galicie; leurs mœurs, leurs costumes, leur formation intellectuelle et artistique, ne les rattachent pas plus à la civilisation polonaise qu'à celle des pays tchèques; leur nationalisme est tout ce qu'il y a de plus tiède; si l'on procédait à un plébiscite, ils voteraient certainement pour la Tchécoslovaquie.

Les statistiques officielles nous sont très défavorables, ajoutaient-ils, et indiquent de fortes majorités polonaises? Qui donc cela surprend-il? Les *Slonzaks* n'ont-ils pas figuré au dernier recensement comme Polonais? Ne connaît-on pas les méfaits de l'*umgangssprache* prise pour base des nationalités austro-hongroises? Ne sait-on pas que le gouvernement considérait la polonisation comme le prélude à la germanisation? Comment peut-on expliquer, par exemple, qu'à Albrechtice, dans le district de Frystat, il y ait eu en 1880 : 1.029 Tchèques, 33 Allemands et 0 Polonais et en 1890 : 1.079 Polonais, 23 Allemands et 0 Tchèque?

Admettons encore que les Polonais soient réellement plus nombreux que nous. Cela est dû à la *polonisation* des indigènes, entreprise à l'École et à l'Église par le gouvernement autrichien à partir de 1848, et à une immigration si considérable que, de 1880 à 1890, 20.000 Polonais de Galicie franchirent la frontière. Cette *colonisation polonaise* ne nous a pas empêchés d'ailleurs de nous accroître entre 1900 et 1910, ainsi que l'attestent les recensements de ces années.

Signalons en outre que les Polonais protestants, les Juifs alle-

mands et les Allemands eux-mêmes demandent à être incorporés à notre État et que le parti populaire, représentant le tiers de la population politique, préfère la Tchécoslovaquie à la Pologne ».

En guise de conclusion, les Tchécoslovaques déclaraient que, même si de nombreux Polonais devaient être incorporés malgré eux dans la République tchécoslovaque, contrairement au principe des nationalités, ce sacrifice était nécessaire pour toutes les raisons qu'ils avaient développées, que d'ailleurs leur régime démocratique et libéral serait la meilleure garantie des droits des minorités, notamment de celle polonaise.

THÈSE POLONAISE.

A cette thèse tchèque, les Polonais opposaient la leur.

« Il est impossible, disaient-ils, d'aller à l'encontre du *principe des nationalités* adopté comme base des traités de paix. Les districts de Cieszyn, Frysztat et Bielsk, habités en grande majorité par des Polonais, doivent revenir à la Pologne qui, elle aussi république démocratique, offre toutes garanties à ses minorités ethniques. D'ailleurs, si les représentants des Grandes Puissances ont quelques doutes sur la véritable nationalité des populations de ces pays et sur leur volonté, nous sommes tout disposés à accepter un plébiscite.

Cette raison devrait largement suffire à justifier notre thèse. Nous tenons cependant à répondre aux autres arguments tchèques.

Tout d'abord, qu'il nous soit permis de faire remarquer que, si un État a le droit d'appuyer ses revendications sur des *bases historiques*, c'est plutôt la Pologne que la Tchécoslovaquie. En effet, avant d'être rattachée en 1335, à titre de fief héréditaire, à la Couronne de Bohême, la Silésie n'a-t-elle pas, pendant quatre siècles, fait partie de l'État polonais? Lorsqu'en 1520 les ducs de Silésie, descendants de la famille des Piast, qui avaient continué à régner dans le pays, ont reconnu comme suzerain Ferdinand 1^{er} de Habsbourg, la Silésie n'est-elle pas devenue province autrichienne au même titre que la Bohême? La Silésie, après avoir vu se détendre petit à petit les liens qui l'unissaient à la Bohême, n'a-t-elle pas, à partir de 1748, relevé directement de Vienne, tant au point de vue politique que judiciaire, et n'a-t-elle pas été traitée depuis lors comme une province autonome dans le cadre de la Double-Monarchie?

Au point de vue ethnographique, les recensements officiels attestent que les Polonais sont en *assez forte majorité* dans la Silésie de Teschen, mais accusent, entre 1900 et 1910, une *diminution de l'élément polonais*, jusqu'alors en augmentation. Ce phénomène est d'au-

tant plus singulier que les Polonais sont bien plus féconds que les Tchèques et les Allemands et que l'immigration polonaise dans ce pays est toujours très importante. On ne peut guère l'expliquer que par les falsifications des commissaires recenseurs et par la pression exercée sur les ouvriers, la plupart polonais, par les industriels, les capitalistes et les fonctionnaires, presque tous allemands et tchèques. Mais à quoi bon insister, puisque les statistiques révèlent, malgré tout, une supériorité numérique très forte de l'élément polonais sur tous les autres éléments, dans les trois districts que nous revendiquons ! Tant que l'on n'aura pas prouvé que les Polonais ont été favorisés par rapport aux autres peuples, nous demanderons l'application du principe des nationalités d'après les données de ces statistiques, qui d'ailleurs correspondent à peu près, sauf dans le bassin d'Ostrawa-Karwina, avec les éléments fournis par les enquêtes des linguistes polonais, tchèques et allemands.

Géographiquement parlant, la Silésie de Teschen, qui dépend plus du système carpathien que de celui des Sudètes et possède les sources de la Vistule, est un élément constitutif du domaine polonais ».

« Les Tchécoslovaques, ajoutaient les Polonais, prétendent ne pouvoir se passer de la Silésie de Teschen pour assurer les relations entre leurs provinces orientales et occidentales, leur indépendance économique, leur sécurité stratégique. Ces arguments ne résistent pas à l'examen.

Ni la passe de Jablonkow ni la ligne de Bogumin-Koszyce ne sont indispensables à la Tchécoslovaquie. Il suffit en effet de regarder une carte de ce pays pour s'apercevoir que les Tchèques disposent déjà de quatre lignes pour assurer leurs communications avec les Slovaques. Ces lignes sont peut-être mauvaises, mais elles peuvent être améliorées. Qu'est-ce qui empêche les Tchécoslovaques d'en établir de nouvelles ? Certainement pas les Beskides dont l'altitude moyenne n'est que de 800 mètres ! Rien qu'au point de vue stratégique, nos voisins seront obligés de créer des lignes à une plus grande distance de leurs frontières que celle de Bogumin-Koszyce. Ce ne sont pas en effet les districts de Frystadt et de Cieszyn, ni même la totalité du duché silésien, qui constitueraient pour le défilé de Jablonkow une bien sérieuse protection.

Au contraire, cette ligne de Bogumin-Koszyce, qui entre parenthèses traverse, en Silésie de Teschen, un territoire incontestablement polonais, est indispensable à la Pologne. Notamment la station de Bogumin, qui ne présente qu'un intérêt secondaire pour l'État tchécoslovaque, est d'une importance capitale pour l'État polonais. N'est-elle pas la gare d'embranchement des principales voies ferrées

traversant la Pologne : celle de Pétrograd à Vienne par Vilna et Varsovie, celle d'Odessa à Bogumin par Jassy-Lwow-Cracovie, celle de Dantzig à Bogumin par Bydgoszcz (Bromberg), Opole (Oppeln) et Ratibor.

Quant aux *richesses du sous-sol* de la région de Teschen, nous non plus, nous ne pouvons nous en passer pour notre industrie déjà florissante et appelée au plus bel avenir; elles nous seront tout aussi *utiles* qu'aux Tchécoslovaques. D'après les données officielles des statistiques autrichiennes de 1914, la Tchécoslovaquie, avec la Silésie de Teschen, obtiendrait en houille les $\frac{3}{5}$ de la production totale de l'ancienne Autriche-Hongrie, alors qu'elle ne représente que le quart de sa population globale. Sans la Silésie de Teschen, l'État tchécoslovaque produirait, par tête d'habitant, encore plus de charbon que la Pologne avec ce pays et la Haute-Silésie. Il en est de même pour le coke, dont la production par tête d'habitant, dans une Tchécoslovaquie propriétaire de la Silésie de Teschen, serait cinq fois supérieure à celle de la Pologne comprenant la Haute-Silésie. Même sans la Silésie de Teschen, l'État tchécoslovaque pourra exporter du coke, tandis que, faute de ce pays, la Pologne devra en importer pour son usage. Il ne faut pas oublier en effet que la Pologne possède des gisements de minerais de fer excessivement riches et une industrie métallurgique très développée, mais que, pour traiter ce minerai, 6 à 8 millions de quintaux de coke lui sont indispensables et qu'elle manque précisément de ce charbon à coke.

Ces observations prouvent que la Pologne a plus de droits que la Tchécoslovaquie à réclamer tout le pays de Teschen. Néanmoins, nous renonçons à nous appuyer sur ce fait que nous sommes la majorité dans cette province pour la réclamer en totalité. Fidèles au principe des nationalités, nous limitons nos revendications aux territoires indubitablement polonais, c'est-à-dire aux districts de Bielsk, Cieszyn et Frysztat et, dans celui de Frydek, à la commune de Gruszow, habitée en grande majorité par des Polonais, et aux confins orientaux de la commune d'Herzmanice. Faisant ainsi abstraction de nos intérêts, nous abandonnons à la Tchécoslovaquie la presque totalité du district de Frydek, notamment le centre minier d'Ostrawa, aussi important que celui de Karwina, sans nous soucier, bien entendu, de la soi-disant unité géologique et économique du bassin, mauvaise raison qui, si elle était admise dans les partages de territoires, autoriserait toutes les fantaisies.

Enfin, pour donner à nos voisins une nouvelle preuve de notre désir de vivre en bonne entente avec eux, nous sommes tout disposés à passer des *traités économiques et politiques* concernant les charbonnages d'Ostrawa-Karwina et le col de Jablonkow »,

SOLUTION DE LA QUESTION

Tel se posait le problème lorsque, au début de 1919, Polonais et Tchécoslovaques s'entretenaient sur ce coin de Silésie. En effet, en dépit des *accords intervenus en 1918* entre M. Kramar et MM. Glombinsky, Moraczewski et Dmowski, stipulant que la question de Teschen serait réglée à l'amiable par leurs gouvernements respectifs, les Polonais et les Tchèques avaient successivement envahi, pour diverses raisons, la région contestée et, faisant fi de la solidarité slave, avaient fini par en venir aux mains (1).

Les Grandes Puissances durent intervenir au milieu de ce *déchaînement de passions locales* pour arrêter cette lutte pénible entre deux peuples frères, leurs amis communs.

La Commission interalliée, désignée pour procéder au plébiscite réclamé par les Polonais, n'ayant pu réussir, en raison de la surexcitation des esprits, à remplir sa mission, la *Conférence des Ambassadeurs* fut choisie comme arbitre et chargée de trancher le nœud gordien. Le 28 juillet 1920, elle rendit sa décision, avec l'agrément de MM. Paderewski et Benes, au nom de leurs gouvernements respectifs.

Le tracé de la frontière tchéco-polonaise n'était ni celui adopté le 5 novembre 1918 par le Conseil tchèque de Silésie et le Conseil National polonais de Cieszyn dans leur accord sur leurs sphères d'influence et d'activité, ni celui proposé par la France en avril 1919, ni celui refusé par les Tchécoslovaques à la Conférence de la Paix en septembre 1919 (2); il laissait à la Tchécoslovaquie le district de Frydek, la presque totalité des districts de Frystat et de Tesin et la mettait notamment en possession de la plupart des mines de houille, des importantes usines de Trinec, de la ligne Bohumin-Kosice, par conséquent aussi du col de Jablunkov.

Cette solution n'était certes pas conforme au *principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, tel qu'on le conçoit dans toute sa rigueur. Les populations intéressées n'avaient pas été consultées et c'étaient principalement des raisons stratégiques, économiques et ferroviaires qui avaient déterminé les représentants des Grandes Puissances Alliées et Associées. Ces raisons, surtout celles économiques, étaient graves d'ailleurs, il faut en convenir. La Tchécoslovaquie ne pourra guère compter, pour assurer la défense de son ter-

(1) V. RIVET, *op. cit.*, p. 85 et s. et GRAPPIN, *op. cit.*, p. 47 et s.

(2) V. en ce qui concerne le tracé de ces diverses frontières, le n° de *La Gazette de Prague* du 4 août 1920.

ritoire, sur les quelques kilomètres carrés de Silésie qui lui ont été attribués? — Soit ! — En cas de guerre avec la Pologne, elle ne pourrait pas utiliser le col de Jablunkov et notamment s'en servir pour ses transports de troupes? — Sans doute ! — La ville de Bohumin aurait pu rendre d'aussi grands services à la Pologne? — Peut-être ! — Mais il est certain que les gisements d'Ostrava-Karvinna étaient plus nécessaires à la Tchécoslovaquie, pays très industriel et pauvre en charbon, qu'à la Pologne, pays appelé, lui aussi, à un grand essor industriel, mais riche en combustibles. La possession ou la perte de ces mines était bien pour l'État tchécoslovaque une question de vie ou de mort. D'ailleurs la frontière tracée par la Conférence des Ambassadeurs ne s'éloigne peut-être pas beaucoup de la frontière ethnographique polono-tchèque.

Bien entendu, la solution adoptée, n'accordant à chacun des deux peuples qu'une partie de ses revendications, devait faire deux mécontents. En Pologne surtout, elle fut accueillie par un véritable orage de protestations. On peut dire qu'elle n'apporta pas la détente, l'apaisement des passions que l'on espérait.

II. — Question de la Hongrie septentrionale.

La délimitation des frontières entre l'État polonais et l'État tchécoslovaque a provoqué un autre conflit, moins grave parce que l'enjeu était moindre, mais assez sérieux cependant pour avoir nécessité une décision de la Conférence des Ambassadeurs, dans les parties septentrionales des anciens comitats hongrois de *Trencsen*, *Arva et Szepes* (Trencin, Orava et Spis en tchèque, Trenczyn, Orawa et Spisz en polonais).

Tchèques et Polonais réclamaient, dans la région de Trencin, le cercle de Caca (Csacza), séparé au Nord des districts de Frydek et de Tesin par les Monts de Jablunkov et limité au Sud par les Javorniky. Le fait que ce petit pays donne accès aux voies ferrées empruntant les défilés de Jablunkov, en Silésie de Tesin, et de Zwardon, en Galicie, explique l'intérêt que les uns et les autres pouvaient attacher à sa possession.

Dans la région de l'Orava, le différend tchéco-polonais portait sur 26 villages compris entre, au Nord, les Beskides occidentaux, qui formaient l'ancienne frontière austro-hongroise, et, au Sud, les chaînes de la Magura et des Hautes-Tatras.

La troisième région contestée était située entre, au Nord, l'ancienne frontière austro-hongroise, de l'angle Sud-Est du saillant polonais de Nowy-Targ (Neumarkt) à l'entrée du Poprad en Po-

logne, et, au Sud, les principales crêtes des Hautes-Tatras et la ligne de partage des eaux entre d'une part le Poprad et d'autre part le Hernad et la Torysa (Tarcza). Cette région réclamée par les deux peuples slaves englobait, au Nord, les Spisska-Magura (Zipser-Magura).

En étudiant l'histoire de la nation tchèque, nous avons vu que les parties septentrionales des pays de Trencin, Orava et Spis appartenaient à la Pologne lorsque, au commencement du XIII^e siècle, les frontières hongroises s'avancèrent vers le Nord. Nous savons également qu'à la fin du XVIII^e siècle ces territoires contestés avaient été rattachés dans leur totalité à la Hongrie.

La plupart des savants tchèques, slovaques et polonais paraissent d'accord pour admettre le caractère polonais de la langue parlée dans ces régions (1).

Mais dans quelle mesure les populations de ces pays ont-elles conservé le caractère polonais, comme l'affirmaient les Polonais, ou sont-elles slovaquisées, ainsi que le prétendaient les Tchécoslovaques, il paraît difficile de s'en faire une idée précise, étant donné que ces peuples se sont souvent heurtés et mêlés et que leurs coutumes et leurs langues elles-mêmes sont assez voisines l'une de l'autre.

Ajoutons qu'en dehors des Polonais et des Slovaques, on trouve encore dans ces régions : des Magyars, à l'état de dispersion, des Ruthènes, groupés au Nord-Est du Spis, et des Allemands, en masses compactes dans les environs de Kezmark.

Les Tchécoslovaques réclamaient ces pays en leur qualité d'héritiers du royaume de Hongrie qui en était propriétaire pour la plus grande partie, depuis le XIII^e siècle et pour la totalité, depuis le XVIII^e. Ils disaient que le cercle de Caca formait avec la Silésie de Tesin un tout géographique et ne devait donc pas en être séparé, que ce cercle leur était aussi indispensable que le pays de Tesin au double point de vue stratégique et ferroviaire, que s'il donnait accès au défilé de Zwardon, reliant Caca avec Zywiec (Saybusch) en Galicie, il donnait aussi accès au défilé de Jablunkov et était traversé par la voie de Bohumin-Kosice. Ils prétendaient que la possession des districts de Spis et d'Orava leur était également nécessaire pour assurer la protection de la Slovaquie, notamment de la voie ferrée Bohumin-Kosice, parallèle à leur frontière, et aussi que ces districts étaient unis à la Slovaquie au point de vue économique et naturellement orientés vers le Sud. Ils ajoutaient que les anciennes frontières politiques austro-

(1) En ce sens, les Polonais Zawilinski et Kolodziejczyk, les Tchèques et Slovaques Sembera, Pastrnek, Polivka, Czambel, Niederle et Bohac-Travnicek. V. *Mémoire de la commission polonaise* des travaux préparatoires à la Conférence de la Paix sur les « territoires polonais en Hongrie septentrionale », p. 4.

hongroises, formées en grande partie, dans cette Slovaquie septentrionale, par les Beskides, étaient beaucoup plus naturelles que celles proposées par les Polonais. Ils déclaraient enfin que les statistiques hongroises ne constataient dans ces pays que la présence d'un petit nombre de Polonais, que de nombreux savants considéraient la plupart des Polonais comme slovaquisés, que, même si l'on ne voulait pas reconnaître cette slovaquisation, leur infériorité numérique s'expliquait parfaitement par la polonisation officielle, exercée sur eux à l'Église et à l'École, et par la forte immigration polonaise sur leur sol national.

Les Polonais revendiquaient ces mêmes pays.

« Nous ne comprenons pas, disaient-ils, comment la Tchécoslovaquie peut les réclamer, elle aussi, car ils n'ont jamais fait partie du royaume de Bohême et, s'ils ont été rattachés à la Slovaquie, cette province n'a jamais constitué un État. Au contraire, la Pologne a, sur ces pays, des droits historiques incontestables à faire valoir. Si en effet ses territoires se trouvent aujourd'hui dépendre de la Hongrie, c'est uniquement parce que nous avons dû les lui abandonner aux XII^e et XIII^e siècles ou que l'Autriche lui en a fait cadeau, après nous les avoir volés au moment des partages de Pologne. L'heure ayant sonné pour l'Autriche-Hongrie de rendre aux anciens propriétaires le produit de ses rapines, nous nous présentons pour recueillir ce dont nous avons été dépossédés par la violence. Nous contestons à tout autre ce même droit.

En outre, dans ces pays, il n'y a ni Magyars ni Slovaques, mais seulement des Polonais, et quelques Allemands et Ruthènes dans le Spis. Si la langue slovaque, en raison de sa ressemblance avec la langue polonaise, est employée à l'Église et dans les écoles à côté de la langue hongroise, la langue parlée est le polonais et non le slovaque, ainsi que l'attestent les savants tchèques et slovaques eux-mêmes. Bien que soumis, comme les autres Slaves, à la plus intense dénationalisation, le peuple est resté polonais; il a conservé sa langue, ses coutumes, ses croyances, sa civilisation; et cela, il le doit aux relations qu'il a toujours entretenues, surtout celles religieuses, avec la Silésie et la Galicie et aussi à ce fait que le pays, agricole et non industriel, n'a attiré que peu d'étrangers. »

Les Polonais ajoutaient que le cercle de Caca leur serait très utile parce qu'il assurait l'accès des défilés de Jablunkov et de Zwardon et servait de passage à la voie ferrée qui reliait, par ces deux défilés, des territoires polonais.

Enfin, d'après Varsovie, les frontières politiques du Spis et de l'Orava n'étaient pas de véritables frontières naturelles : elles

n'avaient pas empêché les relations commerciales et sociales de leurs habitants avec leur famille polonaise et les Slovaques n'avaient pas pénétré dans les parties septentrionales de ces régions; ces frontières naturelles étaient, dans l'Orava, la chaîne de la Magura et, dans le Spis, celle des Hautes-Tatras.

La Conférence des Ambassadeurs a rendu sa décision sur l'attribution de ces pays le 28 juillet 1920, en même temps qu'elle statuait sur la délimitation des frontières en Silésie de Teschen. Cette décision fut acceptée par les deux États intéressés et devint ainsi définitive.

Le territoire de Caca suivait le sort de la partie méridionale des districts de Tesin et de Frydek et revenait aux Tchécoslovaques. Dans le pays d'Orava, la Pologne bénéficiait du territoire compris entre l'ancienne frontière austro-hongroise et une ligne passant par la cote 1725 (Babiagora), Lipnica, Chyzne et Sucha Gora. Dans le Spis, le pays situé entre la Dunajec, la Bialka et une ligne allant du Sud de Jurgov à Kalenberg, était rattaché à la Pologne.

Cette solution avait l'avantage de ne nuire en quoi que ce fût à la ligne de défenses naturelles de la Tchécoslovaquie et de réunir à la Pologne des pays polonais. Elle améliorait, dans le Spis et l'Orava, la frontière stratégique polonaise. Néanmoins, elle ne satisfaisait pas la Pologne qui, jugeant insuffisante sa ligne de défense en arrière du saillant de Nowy-Targ, la chaîne des Beskides, aurait préféré appuyer sa frontière stratégique sur la ligne de crêtes des Hautes-Tatras, de la Spisska et de l'Orava-Magura. De plus, elle morcelait un certain nombre de communes et était susceptible d'entraîner la ruine économique de ces communes, divisées plus ou moins arbitrairement. Aussi la Délégation polonaise présenta-t-elle à la Commission de Délimitation une motion tendant à rectifier la frontière de l'Orava et du Spis par voie de compensations mutuelles.

En Orava, l'entente se fit entre Polonais et Tchèques, mais non dans le Spis, où les Polonais, ayant surtout en vue l'intérêt du tourisme, réclamaient, contre certaines rectifications de frontières au profit de la Tchécoslovaquie, la cession par elle de la commune de *Javorina* (Jaworzyna). La Commission interalliée s'est en effet heurtée, dans ses efforts de conciliation, à une résistance opiniâtre des Tchécoslovaques, qui déclaraient ne pouvoir renoncer à leurs droits sur un pays habité par des nationaux et ne vouloir revenir sur une question tranchée, dont la solution avait été acceptée par les Polonais comme par eux. La Commission a donc, en conformité avec ses instructions, renvoyé le différend devant le Conseil des Ambassadeurs qui n'a pas encore rendu sa décision.

CHAPITRE V

LES JUIFS (1)

L'élément juif augmente en *importance* de l'Ouest à l'Est de l'État tchécoslovaque; de 1,27 % en Bohême, sa proportion passe à 1,57 en Moravie et 1,78 en Silésie; elle atteint 5,3 en Slovaquie et 16,2 en Russie Subcarpathique. Nulle part, en Tchécoslovaquie, le peuple d'Israël ne forme d'îlots compacts, comme en Pologne par exemple.

Dans les pays tchèques, slovaques et ruthènes, ainsi que d'ailleurs dans tous les autres pays du monde, les Juifs se sont toujours mis du côté du plus fort. Comme le plus puissant était, en Autriche, l'Allemand et, en Hongrie, le Magyar, les Juifs, avant le démembrement de la Double-Monarchie, étaient gouvernementaux et opprimaient, chaque fois qu'ils le pouvaient, les nationalités. Depuis la naissance, sur les ruines de leur ancienne bienfaitrice, de l'État tchécoslovaque, les Juifs abandonnent petit à petit leurs anciens amis Allemands et Magyars et cherchent à s'attirer les bonnes grâces de leurs nouveaux maîtres.

Au point de vue social, les Juifs sont, bien entendu, banquiers et commerçants dans les villes et prêteurs sur gages dans les campagnes. Avant la réforme agraire, ils affermaient les *latifundia* des nobles et les sous-louaient aux paysans qu'ils pressuraient. Ce n'était pas là précisément le moyen de s'attirer les sympathies des populations au milieu desquelles ils se trouvaient; aussi n'est-il pas surprenant qu'aujourd'hui leurs avances ne soient pas toujours très favorablement accueillies!

Divisés, au point de vue religieux, en libéraux et orthodoxes, ils forment trois groupements politiques différents : les *sionistes*, les *nationalistes* et les *assimilationnistes*.

Les sionistes réclament la Palestine. Les nationalistes veulent être considérés comme les membres d'une nation distincte et réclament

(1) Bibliographie : Elie COHEN, *La Question juive devant le Droit Intern. public*, thèse Paris 1922. — RIVET, *op. cit.*, p. 109 et s. — EISENMANN, *op. cit.*, p. 62.

à ce titre les droits reconnus aux minorités par les traités de paix et par la constitution de la République tchécoslovaque. Quant aux assimilationnistes, ils se disent citoyens tchécoslovaques de religion israélite. En réalité, le parti sioniste et le parti nationaliste se complètent l'un l'autre; se rendant parfaitement compte de l'impossibilité qu'il y aurait de faire vivre tous les Juifs du monde en Palestine et de leur procurer des situations aussi avantageuses que celles qu'ils ont si bien réussi à se créer chez les autres, les sionistes réclament, pour les Juifs appelés à vivre hors de leur sol national, les garanties qui figurent dans le programme nationaliste.

Les Juifs se laisseront-ils assimiler par l'élément autochtone des pays tchèques, slovaques et ruthènes à qui ils ont demandé asile? Cela est peu vraisemblable en raison du voisinage immédiat de leurs importants groupements de Galicie et de Hongrie, et surtout étant donné leur légitime souci de conserver leurs mœurs, leur religion, leurs coutumes, tout ce qui constitue les signes distinctifs de leur race. Il n'y a pas lieu de craindre, par contre, qu'ils passent dans l'opposition gouvernementale; ils ont en effet trop de bon sens pratique pour le faire. Ils trouveront d'ailleurs dans la Constitution tchécoslovaque toutes les garanties qui peuvent être accordées dans un État aux minorités de race, de langue et de religion.

En un mot, les Juifs de Tchécoslovaquie ne seront vraisemblablement ni Tchécoslovaques ni Allemands, mais Juifs avant tout, et le problème juif, si grave dans certains pays de l'Europe centrale, ne pourra être, dans la nouvelle république slave, qu'un *problème secondaire*.

CHAPITRE VI

LA PROTECTION DES MINORITÉS (1)

M. de Martonne a dit avec juste raison : « La Tchécoslovaquie est un des États nouveaux où il a été le plus difficile de concilier le principe des affinités nationales avec un tracé acceptable des frontières. » (2) Ainsi que nous avons pu le voir en effet, en étudiant les différentes questions ethniques qui se sont posées dans la formation de l'État tchécoslovaque, bien souvent *le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, qui présidait à cette formation, *s'est trouvé en conflit avec d'autres principes*, également très respectables, et il a été parfois nécessaire de le faire fléchir devant certains arguments géographiques, stratégiques, économiques ou historiques, pour donner au nouvel État un cadre de vitalité et de développement.

Ici, ce sont des Allemands qui ont été incorporés à la Bohême parce qu'ils étaient séparés de leurs compatriotes par des chaînes de montagnes, reconnues limites entre des unités historiques, géographiques, économiques et stratégiques distinctes. Là, ce sont des Magyars qui ont été annexés à la Slovaquie parce qu'ils se trouvaient de l'autre côté d'un fleuve, jugé seul susceptible d'assurer aux pays tchécoslovaques, avec des débouchés maritimes, un minimum d'indépendance économique. Ici, ce sont des Polonais qui sont passés sous la domination des Tchèques parce que leur sous-sol contenait des mines de houille indispensables à l'industrie de l'État tchécoslovaque et que la nature avait tracé sur leur sol un passage important pour cet État. Là, ce sont des Ruthènes qui ont été réunis aux Tchécoslovaques parce qu'ils n'étaient, ni assez nombreux, ni assez riches, ni assez puissants pour se constituer en État autonome. Ici et là, enfin, ce sont des Allemands, des Magyars, des Ruthènes, des Polonais, des Juifs, qui ont été rattachés à la Tchécoslovaquie parce qu'ils ne formaient que des éléments sporadiques peu importants ou parce que

1) V. J. FOUQUES-DUPARC, *La protection des minorités de race, de langue et de religion*, thèse Paris 1922.

(2) *Op. cit.*, p. 169.

les forts noyaux qu'ils constituaient étaient enclavés au milieu d'une masse tchèque ou slovaque.

En un mot, dans la formation de cet État, des considérations d'ordre matériel ont si souvent primé les considérations d'ordre purement moral, que *le droit de libre disposition n'a été reconnu en fait qu'aux 3/5 des populations.*

Cette solution n'est certes pas la solution idéale qu'on a pu rêver, puisqu'elle aboutit à faire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes le droit des peuples à disposer des autres; elle est imposée par les nécessités politiques et économiques contemporaines, ainsi que l'ont reconnu de purs idéalistes eux-mêmes, comme le président Wilson. D'ailleurs, une telle solution — qui n'est pas injuste en soi, puisque les États les plus unis ne sont pas formés par une seule nationalité — ne pourrait le devenir que dans la pratique, si les Tchécoslovaques voulaient dominer les allogènes dans leur État, par rancune, haine de races, cupidité ou orgueil, comme les Allemands et les Magyars le voulurent en Autriche et en Hongrie. Or, il ne semble pas que cela puisse être à craindre en Tchécoslovaquie.

Ayant en effet beaucoup souffert de l'intolérance et de l'oppression et connaissant la fragilité des États qui tyrannisent leurs peuples, les Tchécoslovaques ont trop de bon sens et de trop vifs sentiments de droit, de justice, de démocratie, pour refuser à certains de leurs groupements nationaux cette égalité de traitement qu'ils n'avaient jamais réussi à obtenir en Autriche; ils se garderont bien d'adopter une politique de violence qui leur attirerait la haine de tous et entraînerait la désagrégation de leur État.

D'ailleurs, afin d'empêcher en Europe centrale, dans les États successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise, toute domination étrangère de devenir odieuse pour les groupements assujettis, les auteurs des *traités de paix ont entouré cette domination de garanties*; ils ont notamment inséré dans ces traités un certain nombre de clauses relatives à la protection des minorités de races, de langues et de religions et placé ces minorités sous la sauvegarde de la Société des Nations.

Aux termes de l'article 86 du traité de Versailles et de l'article 57 du traité de Saint-Germain avec l'Autriche, l'État tchécoslovaque a accepté, à l'avance, les dispositions que les Principales Puissances Alliées et Associées jugeraient nécessaires pour protéger, en Tchécoslovaquie, les intérêts des habitants différant de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion. Puis, dans le traité de paix qu'elle a passé à Saint-Germain avec ces mêmes Puissances, la Tchécoslovaquie, « désirant conformer ses institutions aux principes de

liberté et de justice et en donner une sûre garantie à tous les habitants des territoires sur lesquels elle a assumé la souveraineté, a agréé les conditions qui lui ont été fixées ».

Ces promesses ont été tenues. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un rapide coup d'œil sur l'*organisation constitutionnelle* de la République tchécoslovaque qui peut être considérée comme l'une des plus libérales. Les citoyens tchécoslovaques, appartenant à des minorités ethniques ou religieuses, trouveront en effet dans la Constitution toutes les mesures de protection et garanties compatibles avec l'unité du pouvoir politique de l'État et le bon fonctionnement de la machine parlementaire.

La loi du 29 février 1920, préliminaire à la Charte constitutionnelle, prévoit, dans ses articles 2 et 3, la création d'un tribunal constitutionnel destiné à juger si les lois, dans leur totalité ou dans leurs parties, sont en désaccord avec la Constitution et à prononcer, le cas échéant, leur nullité. La Charte, source fondamentale des droits de tous les citoyens tchécoslovaques, se trouve ainsi placée sous la haute protection d'un tribunal supérieur dont l'organisation et le fonctionnement, tels qu'ils résultent de la loi du 9 mars 1920, peuvent inspirer confiance aux minorités nationales.

La Charte, promulguée elle aussi le 29 février 1920, après avoir placé la source de tous pouvoirs dans la nation, établit un gouvernement républicain très ressemblant à celui de la France.

Le pouvoir législatif est exercé par un Parlement formé d'un Sénat et d'une Chambre des Députés, élus au suffrage universel direct avec scrutin de liste et représentation proportionnelle. Cette représentation proportionnelle assure, même aux partis les plus faibles, une représentation aussi complète que possible, les règlements électoraux s'appliquent à tous, sans distinction de nationalité, de langue, de religion, et la procédure électorale pourvoit à la liberté complète du vote, sans contrainte extérieure.

Les deux Chambres jouissent du droit d'initiative, mais la Chambre des Députés seule peut contraindre, par un ordre du jour de méfiance, le gouvernement à démissionner. Si l'une des deux Chambres est dissoute, si son mandat est expiré, ou encore pendant les vacances parlementaires, une « Commission permanente », composée de 16 députés et 8 sénateurs, élus, eux aussi, d'après le principe de la représentation proportionnelle, contrôle le gouvernement et prend les mesures urgentes à la place du Parlement, sauf approbation ultérieure par ce dernier.

Le pouvoir exécutif est entre les mains du président de la République, élu pour 7 ans par l'Assemblée nationale, c'est-à-dire par les

deux Chambres réunies, et des ministres nommés par le président, formant un corps responsable devant la Chambre des Députés.

Le président de la République tchécoslovaque a les mêmes pouvoirs et prérogatives que le président de la République française : il représente l'État à l'extérieur, il est chef suprême de l'armée, il peut dissoudre les Chambres qu'il convoque et proroge, il peut leur adresser des messages et demander, sur toute loi soumise à sa signature, une nouvelle délibération, il détient le droit de grâce, etc...

Parmi les dispositions prises dans la Constitution pour assurer le mieux possible la protection des minorités, il convient de citer : le § 28, qui permet, lorsque 4 mois se sont écoulés depuis la dernière session ordinaire, aux 2/5 de l'une des Chambres d'exiger du président de la République la convocation des Chambres sous quinzaine, le § 55, en vertu duquel les décrets gouvernementaux ne peuvent être promulgués que dans les limites des lois et pour leur exécution, et le § 102 qui permet aux tribunaux de déclarer la nullité de tout décret non conforme à la loi. L'adoption, dans les §§ 75 et 78, du principe du gouvernement responsable solidairement, l'attribution, en vertu des §§ 80 et 81, au Conseil des ministres seul, du droit de traiter les affaires gouvernementales importantes et même de nommer les fonctionnaires supérieurs, offrent encore des garanties aux allogènes. Le § 86, établissant la représentation, selon les possibilités, de l'élément civil dans les organes administratifs subalternes de l'État, notamment dans le tribunal administratif, assure aux minorités la possibilité de prendre part au règlement de leurs propres affaires.

Des textes entiers sont consacrés à la protection des minorités et reproduisent, plus ou moins littéralement, les stipulations des articles y relatifs du traité de Saint-Germain-en-Laye, entre les Principales Puissances Alliées et Associées et la Tchécoslovaquie, preuve manifeste de la volonté du peuple tchécoslovaque d'observer scrupuleusement ses engagements internationaux.

Dans la section V, réservée aux droits, libertés et devoirs civiques, le deuxième alinéa du § 106 est ainsi conçu : « Tous les habitants de la République Tchécoslovaque jouissent sur son territoire, dans la même mesure que les ressortissants de cette République, d'une pleine et absolue protection de leur vie et de leur liberté, sans différence aucune d'origine, de nationalité, de langue, de race et de religion. Les exceptions à ce principe ne sont admissibles qu'aux cas prévus par le droit international ».

Les §§ 122 et 124, compris dans la même section, stipulent que tous les habitants et les ressortissants de la République ont « le droit de pratiquer en public ou dans le privé n'importe quelle confession,

religion ou croyance, tant que ces pratiques ne sont pas en désaccord avec les règlements ou l'ordre public ou les bonnes mœurs » (§ 122) et que « toutes les religions sont égales devant la loi » (§ 124).

Le chapitre VI est entièrement consacré à la « protection des minorités de nationalités, de religions et de races ». En voici d'ailleurs le texte :

« § 128. — 1^o Tous les ressortissants de la République Tchécoslovaque sont pleinement égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits civils et politiques sans distinction de races, de langues et de religions ;

2^o La différence de religion, de croyance, de confession et de langue ne peut-être un obstacle pour un ressortissant de la République Tchécoslovaque, dans les limites fixées par les lois générales, notamment quant à l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou à l'exercice des différentes professions ou industries ;

3^o Les ressortissants de la République Tchécoslovaque peuvent, dans les limites fixées par les lois générales, employer librement n'importe quelle langue, soit dans les relations privées ou commerciales, soit en matière de religion, de presse ou de publications de toute nature, soit dans les réunions publiques ;

4^o Cependant, ne sont pas atteints par ce qui précède les droits appartenant sur ces points à des organes d'État d'après les lois actuellement valables ou celles promulguées dans l'avenir, pour raison d'ordre public, de sûreté d'État ou de surveillance efficace.

§ 129. — Les principes du droit de langue dans la République Tchécoslovaque sont fixés par une loi particulière faisant partie de la Charte constitutionnelle.

§ 130. — Les lois générales accordant aux ressortissants le droit de créer, diriger et contrôler, à leurs propres frais, des institutions charitables, religieuses et sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, tous les ressortissants, sans différence de nationalité, de langue, de religion et de race, sont égaux et jouissent du droit de faire librement usage de leur propre langue et d'exercer librement leur religion dans ces établissements.

§ 131. — Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants tchécoslovaques de langue autre que la langue tchécoslovaque, la possibilité est, dans les limites fixées par la législation générale sur l'instruction, garantie aux enfants de ces ressortissants tchécoslovaques, de recevoir l'enseignement dans leur propre langue, à côté de laquelle l'enseignement de la langue tchécoslovaque peut être rendu obligatoire.

§ 132. — Au cas où, dans les villes et districts où réside une pro-

portion considérable de ressortissants tchécoslovaques appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, certaines sommes devraient être, dans un but d'éducation, de religion ou de charité, prises sur les fonds publics et employées par le budget d'État, les budgets municipaux ou autres, une part de ces sommes équitable dans l'affectation et le bénéfice doit être attribuée à ces minorités, dans les limites des dispositions générales concernant l'administration publique.

§ 133. — La mise en vigueur des principes des §§ 131 et 132 et notamment la détermination de l'expression « proportion considérable » feront l'objet de lois spéciales.

§ 134. — Tout mode quelconque de dénationalisation forcée est interdit. L'atteinte à ce principe peut être déclarée par la loi acte criminel ».

Votée en exécution dudit § 129, *une loi du 29 février 1920 a fixé les principes du droit de langue* dans la République tchécoslovaque. Elle a notamment décidé que la langue tchécoslovaque était « la langue d'État officielle de la République » (§ 1), que toute minorité linguistique d'au moins 20 % aurait le droit d'employer sa langue dans ses relations avec les tribunaux, administrations et services de la République, qui devraient lui répondre dans cette langue (§ 2), que « l'enseignement dans toutes les écoles fondées par les ressortissants d'une minorité nationale est donné dans la langue de cette dernière, de même que les institutions d'intérêt public fondées pour elles sont gérées dans cette langue » (§ 5).

Si l'on compare les textes de la Charte concernant les minorités nationales et de la loi constitutionnelle sur les langues avec les articles 2, 7, 8 et 9 du traité de Saint-Germain, on est surpris de leur parfaite similitude de fond et de forme. Afin de bien montrer en effet son désir de suivre minutieusement les directives données par les Puissances Alliées et Associées, l'Assemblée Nationale tchécoslovaque ne s'est pas contentée de reproduire les idées énoncées dans le traité de paix, elle a tenu à se servir des termes mêmes employés pour exprimer ces idées.

Ainsi, le deuxième alinéa du § 106 et le § 122 de la Charte sont la copie presque littérale de l'article 2 du traité de Saint-Germain, les trois premiers alinéas de l'article 7 de ce traité sont intégralement reproduits au § 128 de la Charte, le quatrième alinéa du même article est appliqué scrupuleusement dans la loi constitutionnelle sur l'usage des langues, enfin absolument frappante est la ressemblance de rédaction entre les §§ 130, 131 et 132 de la Charte et les articles 8 et 9 du Traité.

On peut même dire que la Constitution tchécoslovaque est allée au delà des exigences du traité de Saint-Germain. Bien que les représentants tchécoslovaques se soient seulement engagés, dans l'article 1^{er} de ce traité, à reconnaître comme « lois fondamentales » (constitutionnelles), les stipulations contenues dans les articles 2 à 8 suivants, l'Assemblée nationale n'a-t-elle pas déclaré articles fondamentaux les §§ 131 et 132 de la Charte, reproduisant l'article 9 du Traité?

En somme, l'*attitude franche et loyale prise par les hommes d'État et les parlementaires tchèques* à l'égard de ces minorités qui, sous l'ancien régime, ne s'étaient jamais souciées du peuple tchécoslovaque, de ses intérêts, de ses besoins, de ses justes revendications, est de bon augure pour l'avenir. Que les ressortissants allemands et magyars fassent abstraction de leurs préjugés et se dépouillent de leur chauvinisme national, qu'ils renoncent à leur ancienne hégémonie et se contentent de vivre avec les Tchécoslovaques sur un pied d'égalité, qu'ils n'oublient pas que, s'ils ont des droits à invoquer, ils ont aussi des devoirs à remplir, notamment celui de coopérer, en citoyens loyaux, avec la nation à laquelle ils appartiennent, et la nouvelle république trouvera, grâce à sa Constitution libérale et démocratique, la paix intérieure indispensable pour son relèvement financier et économique.

Plus tard, lorsque ce généreux idéalisme qui est le propre de la race slave, aura pu s'épanouir librement, lorsque la plupart de ces milliers d'hommes que la misère et le despotisme ont entraînés vers l'Amérique, la Russie ou l'Autriche allemande, seront rentrés au pays natal, lorsque la langue tchèque, si longtemps combattue, sera redevenue la langue courante, lorsque la vie politique, économique, littéraire et artistique aura repris, dans les pays tchécoslovaques, son activité normale, il est permis de supposer qu'il s'y opérera une fusion des éléments hétérogènes et qu'il se dégagera de cette combinaison un esprit nettement national.

CHAPITRE VII

L'AUTONOMIE DE LA RUSSIE SUBCARPATHIQUE (1)

Les Ruthènes de la Russie Subcarpathique ne constituent pas, à proprement parler, une minorité nationale; ils sont placés sous un régime spécial et jouissent d'une *autonomie extrêmement étendue*. C'est qu'en effet, lorsqu'ils ont demandé leur rattachement à la République tchécoslovaque, ils ne se sont pas livrés pieds et poings liés au nouvel État; ils ont consenti à aliéner leur liberté, mais sous certaines conditions, que les Principales Puissances Alliées et Associées ont tenu à reproduire dans le traité de Saint-Germain et à faire accepter solennellement par les représentants de la Tchécoslovaquie à la Conférence de la Paix.

Dans son chapitre II, le *traité de Saint-Germain* contient en effet les stipulations suivantes, concernant l'autonomie du territoire de la Russie Subcarpathique :

« Art. 10. — La Tchéco-Slovaquie s'engage à organiser le territoire des Ruthènes au sud des Carpathes dans les frontières fixées par les Principales Puissances Alliées et Associées sous la forme d'une unité autonome à l'intérieur de l'État tchéco-slovaque, munie de la plus large autonomie compatible avec l'unité de l'État tchéco-slovaque.

Art. 11. — Le territoire des Ruthènes au sud des Carpathes sera doté d'une Diète autonome. Ladite Diète exercera le pouvoir législatif en matière de langue, d'instruction et de religion ainsi que pour les questions d'administration locale et pour toutes autres questions que les lois de l'État tchéco-slovaque lui attribueraient. Le Gouvernement du territoire des Ruthènes sera nommé par le Président de la République tchéco-slovaque et sera responsable devant la Diète ruthène.

Art. 12. — La Tchéco-Slovaquie agréee que les fonctionnaires du

(1) V. EISENMANN, *op. cit.*, p. 41. — FOUQUES-DUPARC, *op. cit.*, p. 264 et s. et p. 285 et s.

territoire des Ruthènes seront choisis, autant que possible, parmi les habitants de ce territoire.

Art. 13. — La Tchéco-Slovaquie garantit au territoire des Ruthènes une représentation équitable dans l'Assemblée législative de la République tchéco-slovaque. Toutefois ces députés ne jouiront pas du droit de vote dans la Diète tchéco-slovaque en toutes matières législatives de même ordre que celles attribuées à la Diète ruthène ».

De son côté, la *Charte constitutionnelle* votée par l'Assemblée Nationale a ainsi précisé, dans son § 3 du chapitre I, la situation autonome de la Russie Subcarpathique à l'intérieur de l'État tchéco-slovaque :

« 1^o Le territoire de la République Tchécoslovaque forme une totalité unie et indivisible dont les frontières ne peuvent être changées que par une loi constitutionnelle ;

2^o Conformément au traité conclu le 10 septembre 1919 à Saint-Germain-en-Laye entre les Principales Puissances Alliées et Associées d'une part et la République Tchécoslovaque d'autre part, le territoire autonome des Ruthènes au Sud des Carpathes, qui s'était volontairement joint à la République Tchécoslovaque, forme une partie inséparable de cette totalité et sera muni de la plus large autonomie compatible avec l'unité de la République Tchécoslovaque ;

3^o Le territoire des Ruthènes au Sud des Carpathes a une Diète propre qui élit sa présidence ;

4^o Cette Diète exerce le pouvoir législatif en matière de langue, d'instruction et de religion, ainsi que pour les questions d'administration locale et pour toutes autres questions que les lois de la République Tchécoslovaque lui attribueraient. Les lois votées par cette Diète sont promulguées dans un recueil spécial et contresignées par le gouverneur, si le Président de la République les a sanctionnées par sa signature ;

5^o Le territoire des Ruthènes au Sud des Carpathes est représenté à l'Assemblée Nationale de la République Tchécoslovaque par un nombre équitable de députés (sénateurs) conformément aux règlements d'élections respectifs en vigueur en Tchécoslovaquie ;

6^o Le chef dudit territoire est un gouverneur nommé par le Président de la République Tchécoslovaque sur la proposition du gouvernement et responsable également à la Diète du territoire des Ruthènes ;

7^o Les fonctionnaires du territoire des Ruthènes au Sud des Carpathes seront choisis, autant que possible, dans la population dudit territoire...»

Si l'on compare les deux textes que nous venons de citer, on constate que l'Assemblée Nationale a tenu, dans l'élaboration de sa Constitution, les promesses faites par les délégués tchécoslovaques à la Conférence de la Paix.

Les *lois constitutionnelles postérieures* à la Charte sont, elles aussi, en concordance absolue avec les principes directeurs des traités de paix. C'est ainsi que la loi du 29 février 1920, déjà citée, laisse à la Diète de la Russie subcarpathique le soin de régler la question de langue pour ce territoire, « d'une manière compatible avec l'unité de l'État tchécoslovaque ». C'est ainsi que la loi du 9 mars 1920, relative à l'organisation du tribunal constitutionnel prévu par la loi du 29 février 1920, préliminaire à la Charte, met sur le même plan la Chambre des Députés, le Sénat et la Diète de la Russie Subcarpathique, accordant à ces trois organes législatifs de la République une représentation égale au sein de ce tribunal appelé à statuer sur la validité des lois constitutionnelles. Les Ruthènes jouiront donc d'une *self-administration* complète et pourront faire leurs lois dans les matières touchant à leurs caractères propres. Si l'on veut, en peu de mots, résumer la situation de cette province à l'intérieur du nouvel État tchécoslovaque, on peut dire avec M. Eisenmann : « Cette situation se rapproche de celle d'un État membre d'une Confédération comme les États-Unis ou la Suisse, mais il y manque le principe même de la souveraineté; celle-ci appartient à la République tchécoslovaque dont la Russie Subcarpathique n'est, comme disent les traités et la Constitution, qu'une partie autonome ».

Vraisemblablement, les Ruthènes n'auront pas à se plaindre de la décision qu'ils ont provoquée; car le gouvernement tchèque, touché par la grande confiance qui lui a été faite et par le triste passé de ce petit peuple, ne manquera pas de lui apporter, avec l'aide matérielle nécessaire à son relèvement intellectuel, économique, financier et social, la liberté politique et nationale qu'il est en droit d'attendre d'une république essentiellement démocratique.

Si l'autonomie promise n'a pas encore été réalisée, c'est uniquement en raison de l'inconscience politique de la masse amorphe des moujiks sur lesquels le gouvernement tchécoslovaque veut et doit s'appuyer. La première tâche des hommes d'État qui assument la direction politique de la nouvelle république, est, en Russie Subcarpathique, de relever le niveau matériel et moral du peuple ruthène et de former ce peuple slave arriéré en vue de la vie parlementaire. Dès que ce but aura été atteint, l'autonomie prévue par les traités sera réalisée.

CONCLUSION

Il est facile, dans un discours politique ou dans un article de journal, d'affirmer qu'il faut refaire la carte du monde suivant le principe des nationalités, en reconnaissant aux peuples le droit de disposer d'eux-mêmes et de réclamer leur autonomie politique complète ou leur rattachement à la mère-patrie, suivant qu'ils constituent ou ne constituent pas des nations. Mais, lorsqu'il s'agit d'appliquer cette théorie à la création d'un État, et surtout à la délimitation de ses frontières, on se trouve en présence de nombreuses difficultés et, malgré tout le désir qu'on peut avoir de procéder avec équité, on est contraint de commettre, à l'égard de certains groupements, de véritables injustices; nous avons pu nous en rendre compte en étudiant la formation de l'État tchécoslovaque.

Au début de cet ouvrage, nous avons cherché à définir le concept de nation et donné un aperçu du principe des nationalités. Nous avons dit que l'unité naturelle de la nation était formée d'individus rapprochés surtout par une communauté de passé et d'idéal. Nous avons reconnu que toute nation ainsi comprise ne pouvait avoir droit à l'indépendance, que, pour qu'il en fût ainsi, il fallait qu'elle présentât à la fois un vouloir-vivre collectif, basé sur des droits historiques indiscutables, et un pouvoir-vivre collectif. Puis, étant passé à l'étude du principe des nationalités, envisagé sous sa forme passive, nous avons admis, théoriquement du moins, que tout peuple qui n'avait pas droit au titre de nation et ne voulait pas rester dans l'État auquel il était annexé, pouvait disposer de lui-même et demander son rattachement à un État voisin.

Comment ces principes ont-ils été appliqués dans la formation de l'État tchécoslovaque?

En retraçant l'évolution historique de cet État, nous avons vu que Tchèques et Slovaques avaient, pendant de longues années, vécu sous un même gouvernement, qu'ils avaient constitué une nation souveraine et que, s'ils n'avaient pas conservé leur autonomie, c'était uniquement parce qu'ils avaient été trompés dans leur bonne

foi ou qu'ils avaient dû céder sous l'empire de la violence. Nous avons aussi constaté que les deux rameaux du peuple tchécoslovaque avaient fourni, dans leur passé, un merveilleux exemple d'attachement aux symboles, à la langue, à la religion, aux souvenirs, et que, malgré leur longue séparation politique, ils avaient toujours eu le même idéal. Enfin, nous les avons admirés dans leur lutte pour l'indépendance, notamment au cours de la grande guerre, et nous avons été surpris de leur persévérance et de l'unanimité de leurs efforts. Lorsqu'une conscience nationale se manifeste aussi nettement, on conçoit l'inutilité d'un plébiscite.

Le principe des nationalités, envisagé sous sa forme passive, a, lui aussi, trouvé une application parfaite dans la réunion de la Russie Subcarpathique à l'État tchécoslovaque. Les Ruthènes de ce territoire n'étaient pas assez forts, riches, civilisés, pour former un État autonome; mais ils pouvaient se séparer de cette Hongrie qu'ils haïssaient et s'unir à celui des peuples voisins qui leur était le plus sympathique. Là non plus, il n'était pas nécessaire de procéder à un plébiscite : la volonté de cette population subcarpathienne ressortait assez nettement de ses nombreuses manifestations locales et du vote émis par ses émigrés d'Amérique, vote extra-territorial dont il convient de souligner l'originalité.

Un exposé succinct de la situation géographique et économique des pays tchèques et slovaques nous a permis de conclure que ces pays possédaient le *pouvoir-vivre collectif* reconnu indispensable à un État pour tenir sa place dans le monde et faire vivre ses ressortissants de la vie internationale.

Mais, lorsque nous avons comparé entre elles les cartes ethnographique et politique de l'Europe centrale actuelle, nous nous sommes aperçus qu'elles ne concordaient pas en ce qui concernait l'État tchécoslovaque. Cet État ne comprend pas, en effet, que des territoires habités par des Tchèques et des Slovaques; sans parler des noyaux étrangers, parfois importants, amalgamés avec sa masse autochtone, sans parler non plus des Ruthènes, qui ne constituent pas une minorité nationale, ses zones frontières sont en majeure partie habitées par des Allemands, des Magyars et des Polonais.

Si le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a présidé à la formation du nouvel État, il n'a pas été appliqué dans toute sa rigueur. Les Tchèques, les Slovaques et les Ruthènes ont bien obtenu l'indépendance ou l'autonomie qu'ils réclamaient, mais non les autres groupements nationaux de cet État. La République tchécoslovaque, telle qu'elle a été constituée par les traités de paix, peut vivre politiquement et économiquement une vie indépendante, mais

ses frontières ne sont le plus souvent justifiées que par l'intérêt général du monde et l'interdépendance des États.

Pour pouvoir se développer normalement, la Tchécoslovaquie manquait de débouchés maritimes, de houille et parfois de frontières naturelles.

En raison de son éloignement de la mer, il ne paraissait pas possible de lui accorder un couloir d'accès, comme il en avait été prévu un par le président Wilson, dans ses 11^e et 13^e points, en faveur de la Pologne et de la Serbie. La Conférence de la Paix a jugé plus équitable, pour assurer l'indépendance économique du nouvel État, de lui accorder des zones franches dans certains ports étrangers, d'établir à son profit des servitudes sur certaines voies ferrées conduisant à ces ports et d'internationaliser les fleuves navigables de l'Europe centrale. En limitant ainsi la souveraineté de certains États, les Puissances Alliées et Associées ont porté un rude coup à l'ancienne conception de l'État souverain, mais n'ont commis qu'un minimum d'injustice.

Des intérêts économiques, stratégiques et ferroviaires, ont été pris en considération dans le partage de la Silésie de Teschen entre la Pologne et la Tchécoslovaquie et dans l'attribution à l'État tchécoslovaque des territoires habités par les Allemands de Bohême, de Moravie, de Silésie, et par les Magyars de Slovaquie. Mais, en Europe centrale, étant donné l'extrême mélange des nationalités, les États ne seraient-ils pas, tous, de véritables monstres politiques, si le tracé de leurs frontières ne devait être basé que sur la volonté des populations?

Parfois même, dans les décisions prises, il a été tenu compte des droits historiques de populations réduites à l'état de minorités nationales à la suite d'expulsions plus ou moins brutales, d'émigration forcée ou de colonisation officielle étrangère. Si, par exemple, le droit a été reconnu à la Tchécoslovaquie de pousser en Bohême sa frontière politique jusqu'à sa ceinture montagneuse actuelle, ce n'est pas seulement en raison de l'unité économique de la Bohême et de son besoin de frontières stratégiques, mais aussi à cause de la colonisation et de la germanisation dont elle a été l'innocente victime. Ne pas reconnaître ces droits historiques, c'eût été, ni plus ni moins, approuver le vol et légitimer la violence.

Ces exceptions prouvent que le principe des nationalités ne peut être appliqué dans toute sa rigueur. D'ailleurs, comme l'a dit M. Lavergne : « Le droit international n'est pas une étude à formuler *in abstracto*. C'est une recherche dont le principe directeur doit être l'équité, mais qui ne saurait négliger la connaissance des faits contemporains ».

Mais n'est-il pas à craindre que ces territoires, habités par des peuples qui n'ont pas eu le droit de disposer d'eux-mêmes, ne deviennent des foyers d'effervescence et que l'ère des nationalités, au lieu d'être, comme on veut bien l'espérer, une ère de paix, ne soit une ère de guerre? Le fait que des mesures de protection ont été prévues par les traités de paix en faveur des minorités nationales de race, de langue et de religion, que ces mesures ont été approuvées, dans des actes solennels, par les Puissances Alliées et Associées et par leurs ennemis et qu'elles ont été placées sous la garantie de la Société des Nations, doit-il suffire à nous rassurer complètement? — Oui, si la Société des Nations réussit à acquérir dans le monde suffisamment d'autorité pour se faire écouter et obéir des États. Sans cette condition essentielle, les mesures prises risquent de rester lettre morte; car il n'est pas douteux que certains pays, qui ont accepté ces engagements à contre-cœur, chercheront à s'en délier.

Si nous ne pouvons pas encore envisager l'avenir avec toute la sérénité à laquelle semblait pourtant nous donner droit l'éclatante victoire de nos armes, constatons du moins avec joie que l'État tchécoslovaque fait tous ses efforts pour remplir ses obligations internationales, notamment à l'égard de ses minorités, et mériter la confiance que, dès les premiers mois de la guerre, l'Entente, en particulier la France, a placée en lui.

19 octobre 1922,

VU : *Le Président,*

VU : *Le Doyen,*

M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

F. LARNAUDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Le Principe des Nationalités.....	5
---	---

PREMIÈRE PARTIE

<i>La Nation tchécoslovaque ; son évolution historique, sa transformation en État</i>	23
---	----

CHAPITRE	I. — Les Pays tchèques et slovaques jusqu'aux guerres hussites.....	25
—	II. — Les Pays tchèques et slovaques, des guerres hussites à 1526.....	34
—	III. — Les Pays tchèques et slovaques, de 1526 à 1848	39
—	IV. — Les Pays tchèques et slovaques, de 1848 à la Grande Guerre.....	47
—	V. — La libération des Pays tchèques et slovaques.	63
—	VI. — La Russie Subcarpathique.....	101
—	VII. — Droits historiques et vouloir-vivre collectif..	105

DEUXIÈME PARTIE

<i>L'État tchécoslovaque</i>	111
CHAPITRE I. — Assiette territoriale, importance démographique.....	112
— II. — Puissance économique.....	122
— III. — Pouvoir-vivre collectif.....	141

TROISIÈME PARTIE

<i>Les Problèmes ethniques</i>	147
CHAPITRE I. — La situation ethnographique.....	147
— II. — Les Allemands de Bohême.....	151
— III. — Les Magyars de Slovaquie.....	163
— IV. — Les Polonais.....	167
— V. — Les Juifs.....	180
— VI. — La protection des minorités	182
— VII. — L'autonomie de la Russie Subcarpathique...	189
CONCLUSION.....	192

